



LE DÉPARTEMENT



MONTMEYAN



P L U

Plan Local d'Urbanisme

Document n°1.

Rapport de Présentation avec Évaluation Environnementale

Prescription du PLU : DCM du 26 septembre 2013

Arrêt du projet de PLU : DCM du 29 mai 2019

Approbation du PLU : 5 mars 2020



www.begeat.fr
121 Place de la Liberté
83000 Toulon
Tél : 04 94 93 50 17
Email : contact@begeat.fr

Table des matières :

1	Préambule.....	6
1.1	Les objectifs du PLU	6
1.2	Les différents documents du PLU	6
1.3	L'élaboration du PLU	7
1.4	Les dates clefs de l'élaboration du PLU	7
2	Diagnostic territorial	8
2.1	Présentation de la commune	8
2.1.1	Géographie.....	8
2.1.2	Administration	9
2.1.3	Histoire.....	10
2.2	Démographie	11
2.2.1	Une croissance démographique continue depuis les années 60	11
2.2.2	Une croissance démographique liée à l'arrivée de nouveaux habitants.....	12
2.2.3	Une commune à dynamiser	12
2.2.4	Projections démographiques et volonté démographique communale	13
2.3	Habitat et logements	14
2.3.1	Le contexte urbain	14
2.3.2	Morphologie urbaine de la commune de Montmeyan	15
2.3.3	Le parc de logements.....	16
2.3.4	Besoins en logements	19
2.4	Équipements et services	20
2.4.1	Équipements et services présents sur le territoire	20
2.4.2	Équipements et services liés à l'eau.....	22
2.4.3	Besoins en équipements	25
2.5	Déplacements, transports et stationnement	26
2.5.1	Accès.....	26
2.5.2	Les points noirs	27
2.5.3	Stationnement	28
2.5.4	Cheminements doux	28
2.5.5	Déplacements	29
2.5.6	Besoins en matière de transports et déplacements.....	29
2.6	Économie.....	30
2.6.1	Les indicateurs et activités économiques hors agriculture	30
2.6.2	Trajets domicile travail et migrations pendulaires.....	31
2.6.3	Les revenus et la pauvreté des ménages	31
2.6.4	Les activités économiques de Montmeyan.....	32
2.6.5	La politique énergétique de la commune	33
2.6.6	La zone artisanale des Brégous.....	33
2.6.7	Le tourisme.....	34
2.6.8	Quel devenir pour le site de l'ancienne colonie de vacances ?	35
2.6.9	Besoin en matière de développement économique	36
2.7	Agriculture et forêt	37
2.7.1	L'élevage domine	37
2.7.2	Les projets agricoles de l'intercommunalité.....	38
2.7.3	Les signes officiels de la qualité et de l'origine (SIQO)	39
2.7.4	Localisation des espaces agricole sur le territoire.....	39
2.7.5	Les espaces naturels et forestiers	42
3	État initial de l'environnement	46
3.1	Contexte physique	46
3.1.1	Climat	46
3.1.2	Géologie	46
3.1.3	Hydrologie et hydrogéologie	47

3.2	Les risques naturels et technologiques.....	48
3.2.1	Sismicité	48
3.2.2	Inondation et rupture de barrage	48
3.2.3	Mouvements de terrain	50
3.2.4	Feu de forêt	51
3.3	Santé humaine	52
3.3.1	Ressource en eau	52
3.3.2	Assainissement	52
3.3.3	Energie et qualité de l'air	53
3.3.4	Qualité des sols	53
3.3.5	Environnement sonore et nocturne	53
3.4	Les milieux naturels du territoire	53
3.4.1	Avant-propos	53
3.4.2	Le fonctionnement écologique du territoire	60
3.4.3	Perspectives d'évolution du fonctionnement écologique sans le PLU.....	62
3.4.4	Les enjeux du PLU	62
3.5	Paysage	64
3.5.1	L'Atlas des Paysage du Var.....	64
3.5.2	Les valeurs paysagères clés du territoire	65
3.5.3	Les unités paysagères	66
3.5.4	La plaine encadrée par les plateaux boisés	66
3.5.5	Les plateaux boisés	76
3.5.6	Les séquences routières	77
3.5.7	Perspectives d'évolution	80
3.5.8	Enjeux	80
4	Présentation du zonage du PLU	81
4.1.1	Zonage simplifié.....	81
4.1.2	Vocation des zones et secteurs du PLU.....	82
4.1.3	Superficies du PLU.....	83
5	Justification des choix retenus	84
5.1	Les choix retenus pour établir le PADD	84
5.1.1	Orientation générale n°1.....	84
5.1.2	Orientation générale n°2.....	84
5.2	Les choix retenus pour établir les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	85
5.3	Les choix retenus pour définir la zone Ua « le Village » et son règlement	87
5.3.1	Justification du zonage.....	87
5.3.2	Spécificités réglementaires.....	87
5.4	Les choix retenus pour définir la zone Ub « première couronne résidentielle » et son règlement.....	88
5.4.1	Justification du zonage.....	88
5.4.2	Spécificités réglementaires.....	88
5.5	Les choix retenus pour définir la zone Uc « seconde couronne résidentielle » et son règlement	89
5.5.1	Justification du zonage.....	89
5.5.2	Spécificités réglementaires.....	89
5.6	Les choix retenus pour définir la zone Ud et son règlement.....	90
5.6.1	Justification du zonage.....	90
5.6.2	Spécificités réglementaires.....	91
5.7	Les choix retenus pour définir la zone Ue et son règlement	92
5.7.1	Justification du zonage.....	92
5.7.2	Spécificités réglementaires.....	92
5.8	Les choix retenus pour définir la zone Uf et son règlement.....	93
5.8.1	Justification du zonage.....	93
5.8.2	Spécificités réglementaires.....	93
5.9	Les choix retenus pour définir la zone Ut et son règlement.....	94
5.9.1	Justification du zonage.....	94
5.9.2	Spécificités réglementaires.....	95

5.10	Les choix retenus pour définir les zones 1AU « futurs quartiers résidentiels »	96
5.10.1	La zone 1AUa	97
5.10.2	La zone 1AUb	105
5.10.3	La zone 1AUc	107
5.11	Les choix retenus pour définir les zones 2AU	109
5.12	Les choix retenus pour définir la zone N et ses secteurs	110
5.12.1	Justification du zonage	110
5.12.2	Spécificités réglementaires	111
5.13	Les choix retenus pour définir la zone A et ses secteurs	113
5.13.1	Justification du zonage	113
5.13.2	Spécificités réglementaires	114
5.14	Les choix retenus pour définir les STECAL	116
5.14.1	STECAL Nst : les comblements des dents creuses à Notre Dame La Tuilière	117
5.14.2	STECAL Asta : le restaurant du Lac	117
5.14.3	STECAL Astb : le gîte équestre	118
5.15	Les choix retenus pour définir les prescriptions graphiques	119
5.15.1	Emplacements réservés (ER)	119
5.15.2	Les polygones d'emprise maximale des constructions	120
5.15.3	Les secteurs soumis à OAP	120
5.15.4	Le linéaire de diversité commerciale	120
5.15.5	L'onde de submersion	120
5.15.6	Les espaces boisés classés	120
5.15.7	Le patrimoine naturel	122
5.15.8	Les changements de destination	122
5.15.9	Le patrimoine bâti	122
5.16	Application de l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme	124
6	Gestion du foncier : application de la loi Montagne, analyse des capacités de densification et consommation de l'espace par le PLU	125
6.1.1	Rappel : Le POS	125
6.1.2	Application des dispositions de la Loi Montagne	126
6.1.3	Première esquisse (non retenue) de densification en continuité de l'urbanisation	127
6.1.4	Seconde esquisse (retenue) de densification en continuité de l'urbanisation	128
6.1.5	Urbanisation en discontinuité	129
6.1.6	La trame verte urbaine : préservation des paysages ruraux et agricoles	130
6.1.7	Hiérarchisation des densités et des couronnes résidentielles	131
6.1.8	Estimation des capacités d'accueil théorique du PLU	132
6.1.9	Estimation de la VAM du PLU	132
6.1.10	Evolution de l'occupation des sols : bilan de la consommation des espaces NAF	133
6.2	Analyse de la consommation d'espaces NAF	135
6.2.1	Consommation de l'espace pour l'habitat	135
6.2.2	Consommation d'espace pour les équipements publics et l'économie	136
6.2.3	Autres espaces, non retenues dans le calcul de la consommation d'espace du PLU	137
6.2.4	Bilan des consommations d'espace du PLU	138
7	Rapport sur les incidences environnementales (RIE)	139
7.1	Avant-propos	139
7.1.1	Pourquoi le PLU de la commune de Montmeyer fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	139
7.1.2	Quelles évolutions entre le projet de PLU soumis au cas par cas et le projet de PLU prêt à être arrêté	142
7.1.3	Qu'est-ce que l'évaluation environnementale ?	142
7.1.4	Contenu de l'évaluation environnementale	142
7.1.5	Méthodologie d'évaluation environnementale employée	143
7.2	Perspectives d'évolutions de l'état initial de l'environnement, zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU et enjeux	144
7.3	Comment le PLU prend en compte la préservation et la mise en valeur de l'environnement, effets et incidences attendus de sa mise en œuvre	147
7.3.1	Prise en compte dans le projet de territoire	147

7.3.2	<i>Traduction des enjeux dans le projet communal, effets et incidences attendus de sa mise en œuvre par thématique</i>	148
7.4	Comment le PLU s'articule avec les documents supra communaux ?	158
7.4.1	<i>SCOT de la Provence Verte</i>	158
7.4.2	<i>SRCE</i>	158
7.4.3	<i>SDAGE RM</i>	165
7.4.4	<i>SAGE Verdon</i>	166
7.4.5	<i>PGRI</i>	167
7.5	Évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement	168
7.5.1	<i>Avant-propos</i>	168
7.5.2	<i>Le territoire au regard de Natura 2000</i>	168
7.5.3	<i>Incidences</i>	172
7.5.4	<i>Conclusion</i>	172
7.6	Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour le suivi des effets du plan sur l'environnement	173
8	Résumé non technique	174

1 Préambule

L'article R104-19 du Code de l'urbanisme dispose : « Le **rapport est proportionné** à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée (...). »

L'article L104-5 dispose : « Le **rapport de présentation contient les informations** qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. »

1.1 Les objectifs du PLU

Les élus de Montmeyan ont la responsabilité de l'aménagement et de la planification du territoire de leur commune. Pour ce faire, le code de l'urbanisme est à leur disposition.

L'élaboration du PLU permet de traduire la volonté communale et de définir un projet précis de développement durable acté en conseil municipal le 15 mai 2018. Les 2 orientations générales du projet communal sont les suivantes :

1. **Préserver le cadre de vie des Montmeyannais en développant un projet urbain raisonné et ambitieux de façon à permettre l'accueil de nouvelles activités économiques touristiques, artisanales et agricoles, et l'accueil de nouveaux habitants autour du village.**
2. **Valoriser le village de caractère au cœur d'un environnement exceptionnel boisé et agricole, en bordure du Verdon.**

Le PLU a été élaboré en suivant ces objectifs généraux détaillés dans le PADD.

Le PLU est fondamental car il détermine la cohabitation et l'articulation entre les différentes zones du PLU, sur l'ensemble du territoire communal : les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU), les zones naturelles (N) et les zones agricoles (A).

Conformément à l'article L 151-1 du code de l'urbanisme : « Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L1011 à L 101-3. Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L 131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L131-5».

1.2 Les différents documents du PLU

Le PLU de Montmeyan comprend :

- **Document n°1** : un rapport de présentation comprenant l'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences Natura 2000.

Conformément à l'article L104-5 du code de l'urbanisme : « Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur ».

- **Document n°2** : Le PADD, débattu en conseil municipal le 15 mai 2018.
- **Document n°3** : les OAP (4 planches d'OAP).
- **Documents n°4** : les pièces réglementaires :
 - Documents 4.1 : les pièces réglementaires « écrites » :
 - Document 4.1.1 : règlement, pièce écrite ;
 - Document 4.1.2 : annexes au règlement ;
 - Document 4.1.3 : prescriptions graphiques réglementaires ;
 - Documents 4.2 : les pièces réglementaires « graphiques » :
 - Document 4.2.1 : plan du zonage : plan loupe village
 - Document 4.2.2 : Plan du zonage : plan nord
 - Document 4.2.3 : Plan du zonage : plan sud
 - Document 4.2.4 : plan des réseaux « eau et assainissement »
 - Document 4.2.6 : plan des Servitudes d'Utilité Publique.
- **Documents n°5** : les annexes générales du PLU.

1.3 L'élaboration du PLU

Conformément au code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU se fait à l'initiative et sous la responsabilité de la commune et/ou de l'intercommunalité.

La commune de Montmeyan : Elle a travaillé avec le bureau d'études chargé de l'élaboration du PLU et a bénéficié d'une assistance à maîtrise d'ouvrage. Des ateliers thématiques ont été réalisés sur les besoins, l'agriculture, le développement touristique, les quartiers à ouvrir à l'urbanisation, ...

La concertation publique avec les habitants : après validation par les instances de travail et mise en forme, le projet a été présenté à la population, dans le cadre de la concertation publique.

- Le 23 juillet 2014, réunion publique au cours de laquelle le diagnostic a été présenté, suivi d'un débat avec les habitants.
- Le 20 mai 2016, réunion publique au cours de laquelle les orientations générales du PADD ont été exposées, suivies d'un débat avec monsieur le Maire et de questions-réponses avec la population.
- Le 11 octobre 2017, réunion publique sur l'état d'avancement du PLU : un débat s'est tenu avec la population sur le projet de zonage et de règlement.

Les Personnes Publiques Associées (PPA) : des réunions de travail se sont tenues, tout au long de l'élaboration du PLU, avec tout ou partie des Personnes Publiques Associées (État, Communauté de Communes, SCOT Provence Verte, Chambre d'agriculture, le Département...).

- Le 23 juillet 2014 : réunion PPA n°1 ayant pour objet le diagnostic communal.
- Le 20 mai 2016 : réunion PPA n°2 ayant pour objet les orientations générales du PADD et la consommation de l'espace.
- Le 7 décembre 2016 : réunion de travail DDTM et communauté de communes sur le zonage.
- Le 21 juin 2017 : réunion de travail DDTM et communauté de communes sur le zonage.
- Le 27 juin 2017 : visite de terrain avec la communauté de communes.
- Le 13 septembre 2017 : réunion de travail DDTM et communauté de communes sur le zonage.
- Le 11 octobre 2017 : réunion PPA n°3 ayant pour objet l'état d'avancement des pièces réglementaires du PLU et la prise en compte de la loi montagne ;
- Le 28 novembre 2017 : Réunion PPA n°4 traitant du zonage, du règlement et des OAP, ainsi que de la consommation d'espace et la production de logements ;
- Le 12 avril 2019 : réunion PPA n°5 sur le projet de zonage, la trame verte, le règlement et les capacités d'accueil du PLU.

1.4 Les dates clefs de l'élaboration du PLU

- 26 septembre 2013 : le conseil municipal a prescrit l'élaboration du PLU ;
- 7 juillet 2017 : saisine de la MRAE sur l'éligibilité ou non du PLU à évaluation environnementale (procédure dite au « cas par cas »).
- 30 août 2017 : éligibilité du PLU à évaluation environnementale (MRAE).
- 16 novembre 2017 : Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites en Préfecture de Toulon sur la zone 1AUa au titre de la discontinuité de l'urbanisation.
- 15 mai 2018 : Débat sur le PADD tenu en conseil municipal ;
- 29 mai 2019 : arrêt du PLU en conseil municipal et bilan de la concertation publique.
- De juillet à septembre 2019 : les Personnes Publiques Associées (PPA) ont émis un avis sur le projet de PLU arrêté :
- audition CDPENAF le 18 septembre 2019 : avis favorable sous réserves, en date du 27 septembre 2019.
- absence d'observation de l'autorité environnementale (MRAE) sur l'évaluation environnementale présente dans le rapport de présentation du PLU, émis dans le délai imparti de 3 mois, avis publié le 2 octobre 2019.
- décision n°E190000102/83 du 10 octobre 2019 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon désignant Madame Brunet-Cavo en qualité de commissaire enquêteur.
- arrêté n°2019/045 du 23 octobre 2019 prescrivant l'enquête publique.
- réunion tenue en mairie de Montmeyan avec le lieutenant-colonel Poppi du SDIS le 31 octobre 2019.
- réunion tenue en mairie de Montmeyan avec Monsieur Robustelli du pôle risque de la DDTM le 8 novembre 2019.
- enquête publique tenue du 14 novembre 2019 au 16 décembre 2019 inclus.
- rapport, conclusions et avis motivés du Commissaire Enquêteur en date du 22 janvier 2020.
- avis favorable du Commissaire Enquêteur avec réserves : le PLU approuvé prendra en compte l'intégralité des réserves.
- réunion sur la prise en compte des conclusions du commissaire enquêteur tenue en mairie le 10 février 2020.
- **5 mars 2020 : approbation du PLU.**

2 Diagnostic territorial

2.1 Présentation de la commune

2.1.1 Géographie

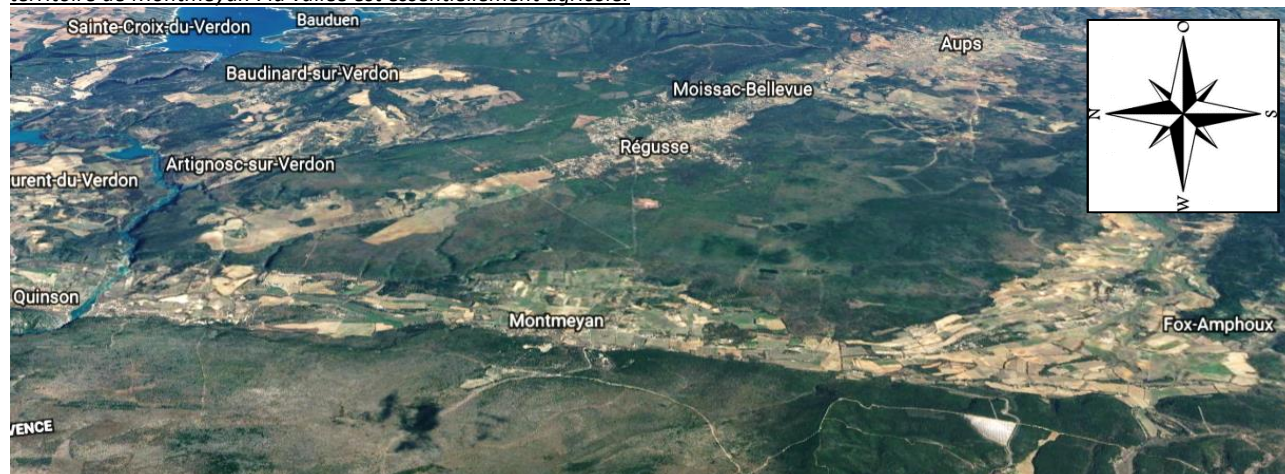
La commune de Montmeyer, d'une superficie de 3943 hectares, est localisée au Nord du département du Var, en bordure du Verdon et limitrophe du département des Alpes de Haute Provence.

Sa particularité réside dans sa structure géologique caractérisée par un synclinal orienté nord sud, fossé d'effondrement d'une dizaine de kilomètres, reliant la commune de Quinson à celle de Fox-Amphoux. Cette plaine étroite (1km à 1,5 km de largeur) est bordée de failles calcaires d'où affleurent des roches sédimentaires.

Les reliefs situés de part et d'autre du fossé d'effondrement s'élèvent jusqu'à 600 m, à hauteur de la forêt du Défens de l'Eouvière au sud du territoire, en limite de Tavernes.

Sur l'ensemble de la commune, les nombreux vallons secs affluents du Verdon, exclusivement des ruisseaux temporaires, ont modelé les reliefs calcaires et les falaises bordant le fossé d'effondrement.

Extrait Google Earth 3D : le fossé d'effondrement s'étend de Quinson au Nord, à Fox-Amphoux au sud, et traverse du nord au sud le territoire de Montmeyer : la vallée est essentiellement agricole.



Le village se positionne au cœur du territoire communal, dans la vallée, sur une butte témoin centrale. Son implantation est à l'origine de sa toponymie : Montmeyer apparaît dans les archives dès le XIIe siècle sous le nom de *Locus de Monte Mejano* puis de *Montis Mediani* (le « mont qui est au milieu »).

Le territoire de Montmeyer est rural : l'activité visible, prédominante, est l'agriculture de montagne. L'activité pastorale et l'élevage sont importants et favorisent l'entretien du paysage et le maintien des milieux ouverts.

Implantation du village de Montmeyer sur la butte au cœur de la plaine :

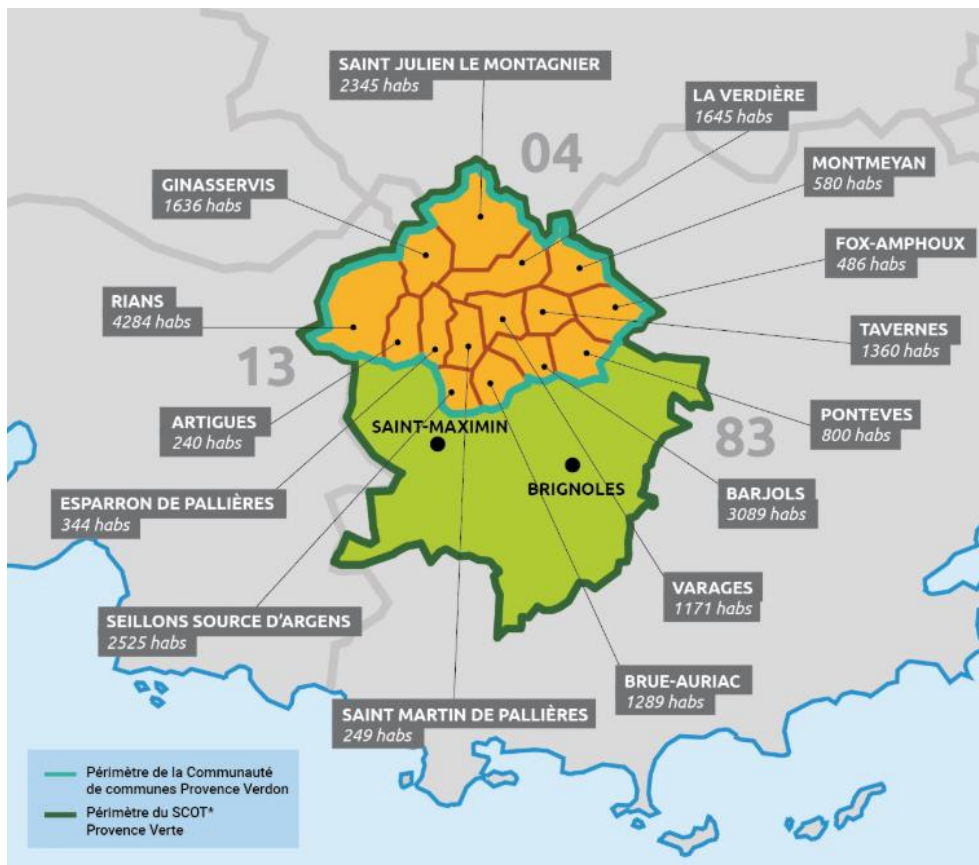


2.1.2 Administration

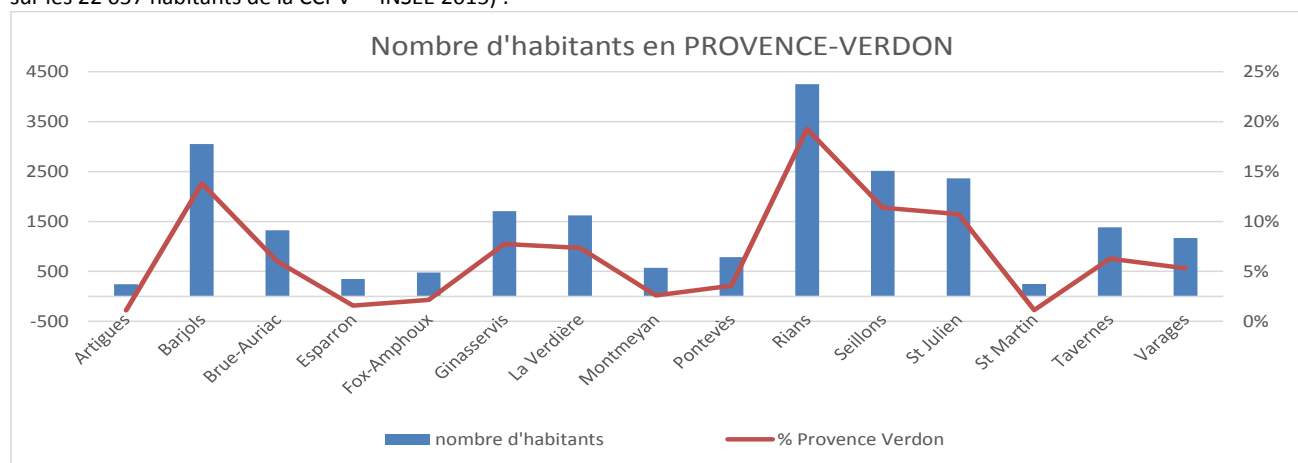
Montmeyan appartient à la communauté de communes Provence Verdon (CCPV), laquelle est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Provence Verte, approuvé en janvier 2014 (document opposable au moment de la rédaction du présent PLU).



Localisation de Montmeyan dans le périmètre de la communauté de Communes Provence Verdon et dans celui du SCoT de la Provence Verte :



Au sein de l'intercommunalité, les habitants de Montmeyan représentent 3% du nombre d'habitants total (571 habitants à Montmeyan sur les 22 057 habitants de la CCPV – INSEE 2015) :



2.1.3 Histoire¹



Héraldique : « De gueules à un château donjonné de trois tours d'or, ouvert d'argent et hersé de sable, sur un mont aussi d'argent mouvant de la pointe et chargé d'une croix pattée de gueules. »

Ce blason est inspiré de celui enregistré par d'Hozier pour la commune, sans croix pattée, et au château uniquement donjonné de trois tourelles (Armorial d'Hozier, section Provence).

Les armes de Montmeyer se rapprochent de celles des Castellane, dont elles ne diffèrent que par la montagne parlante sur laquelle est placé le château. Cette famille posséda pendant très longtemps cette terre. La croix pattée de gueules a été rajoutée par la municipalité pour différencier le blason de celui de Saint-Julien qui avait exactement le même, et rappeler la présence protectrice de l'ordre du Temple (Délibération du conseil municipal du 1er juillet 1974).

Histoire : La présence de l'homme au Paléolithique moyen est attestée sur le territoire de Montmeyer avec le site de l'abri Breuil dans la vallée du Verdon. Plusieurs traces d'habitat Néolithique et de l'âge du bronze avec des enceintes préhistoriques ont été découvertes sur la commune. Un dolmen du chalcolithique sur le plateau de La Colle et deux tumuli (âge du bronze/âge du fer) à La Petite Roquette figurent à l'inventaire des mégalithes de Montmeyer. Au cours de l'âge du fer, les peuplades celto-ligures installent deux camps entourés de gros murs de pierres au Castelar. L'occupation romaine a laissé des vestiges abondants à Enguerne et La Grande Roquette.

Montmeyer apparaît dans les archives dès le XII^e siècle sous le nom de Locus de Monte Mejano puis de Montis Mediani (le « mont qui est au milieu »). Aux XII^e et XIII^e siècles, l'abbaye Saint-André de Villeneuve-lès-Avignon y possède l'église paroissiale, et perçoit les revenus qui y sont attachés. En octobre 1164, le seigneur Hugues de Montmeyer entre dans l'ordre du Temple et donne la terre de Camp Long ainsi que les droits de pâturage sur tout le territoire de Montmeyer. Il renonce à tous ses droits et héritages au profit de la commanderie de Saint-Maurice. La même année, les Templiers fortifient le Castelar à La Roquette. En novembre 1170, le seigneur de Blachère donne et concède aux chevaliers du Temple toutes les terres cultes et incultes, le droit de pâture ainsi que les eaux des rives du Verdon. Il donne en outre la libre faculté de construire un moulin dans le vallon de Beau Rivé et un local pour préparer le pain. En 1223, la commanderie de Saint-Maurice achète le château de Montmeyer, avec le soutien — probablement financier — de la commanderie du Ruou. L'acte de vente est d'un grand intérêt en ce qui concerne les modalités d'une telle acquisition. Pendant les croisades, Montmeyer jouera un rôle important dans la présence des moines-soldats entre Argens et Verdon.

Après la disparition de l'ordre du Temple en 1308, la terre de Montmeyer est réunie au domaine de la cour royale de Provence en 1309, puis passe aux mains des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem en 1313. Arnaud de Trians, comte d'Alife dans le royaume de Naples et neveu du pape Jean XXII, en fait l'acquisition en 1322. En 1409, Marguerite de Trians, petite-fille d'Arnaud, épouse Georges de Castellane et apporte ainsi le territoire de Montmeyer à la famille de Castellane qui conserve cette seigneurie pendant plus de trois siècles. Entre 1579 et 1660, les Castellane-Montmeyer fournissent six chevaliers à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. En décembre 1651, la terre seigneuriale de La Roquette est érigée en marquisat en faveur de Jean-Augustin de Foresta. Au XVIII^e siècle, la terre de Montmeyer est morcelée ; la coseigneurie est tenue à deux en 1729 puis à quatre en 1746.

Durant l'été 1789, les coseigneurs émigrent en Allemagne. En 1790, leurs biens sont encadrés, les forêts sont déclarées biens nationaux et les terres agricoles sont soit vendues, soit affermées. En 1792, une société patriotique est établie à Montmeyer. À partir de cette période, Montmeyer dépend du district de Barjols et fait partie du canton de Tavernes. En 1793, la population est de 661 habitants.

En 1833, la première école publique communale est créée. En 1840, la petite commune de La Roquette est rattachée à Montmeyer qui connaît ainsi un accroissement territorial et démographique. La population atteint alors son maximum historique avec 768 habitants.

Pendant la Révolution de 1848, le club patriotique La société des Rouges est actif dans le village. À la suite du coup d'État du 2 décembre 1851, Montmeyer fait partie des communes insurgées et une centaine d'hommes arrivent à Aups le 9 décembre 1851. Cinquante-et-un républicains Montmeyennais sont arrêtés et condamnés, mais ils sont indemnisés par la République en 1882. Une caserne de gendarmerie est créée dans le village en 1851 et elle y fonctionne jusqu'en novembre 1919.

Vingt-huit Montmeyennais sont mobilisés pendant la guerre franco-allemande de 1870. Au cours de la Première Guerre mondiale, quatorze Montmeyennais sont Morts pour la France. Durant la Seconde Guerre mondiale, dix Montmeyennais composent le Comité local de libération qui s'occupe des tâches de Résistance et prépare la Libération. Le pont du Verdon est saboté par les FTP le 22 juillet 1944. En 1946, la population atteint son niveau le plus bas avec 249 habitants. Dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie, un hameau de forestage est créé fin 1962 pour accueillir 30 anciens harkis et leurs familles ; l'arrivée de ces 141 personnes marque le début d'un nouvel accroissement démographique. En 2015, la population de Montmeyer est de 571 habitants.

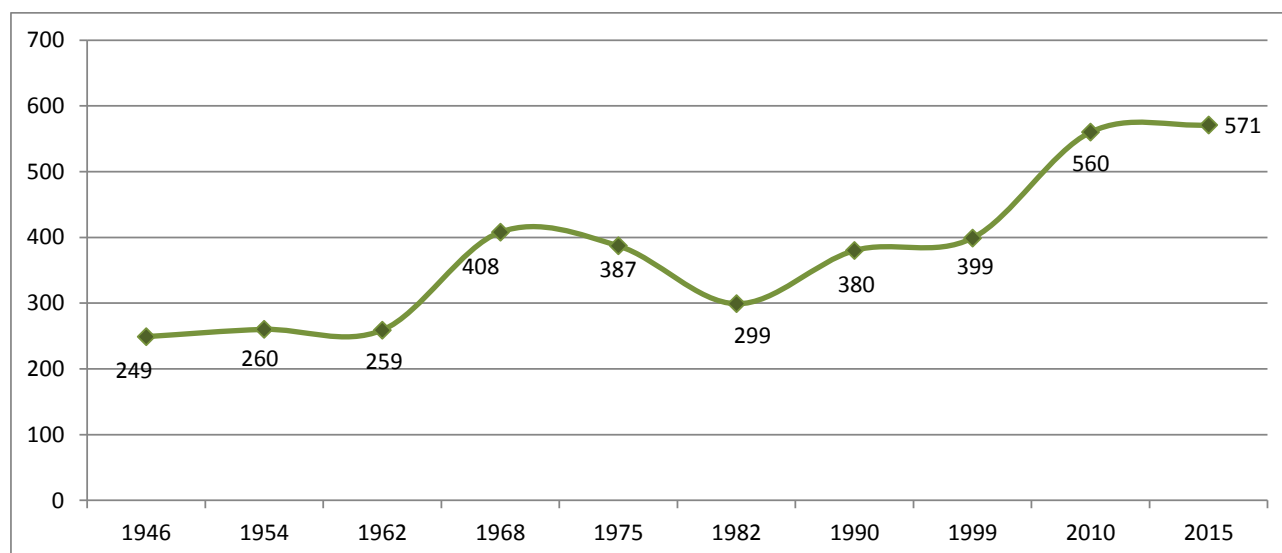
¹ Source : www.Montmeyer.fr

2.2 Démographie

2.2.1 Une croissance démographique continue depuis les années 60

La commune de Montmeyan a connu une croissance démographique soumise à de fortes variations depuis 1962, date à laquelle la commune a accueilli de nombreux Harkis, dont la majorité est repartie en 1982. Depuis, la croissance est continue : En 2015, date du dernier recensement officiel de l'INSEE, la commune comptait **571** habitants.

Evolution de la population de Montmeyan, de 1946 à 2015 :

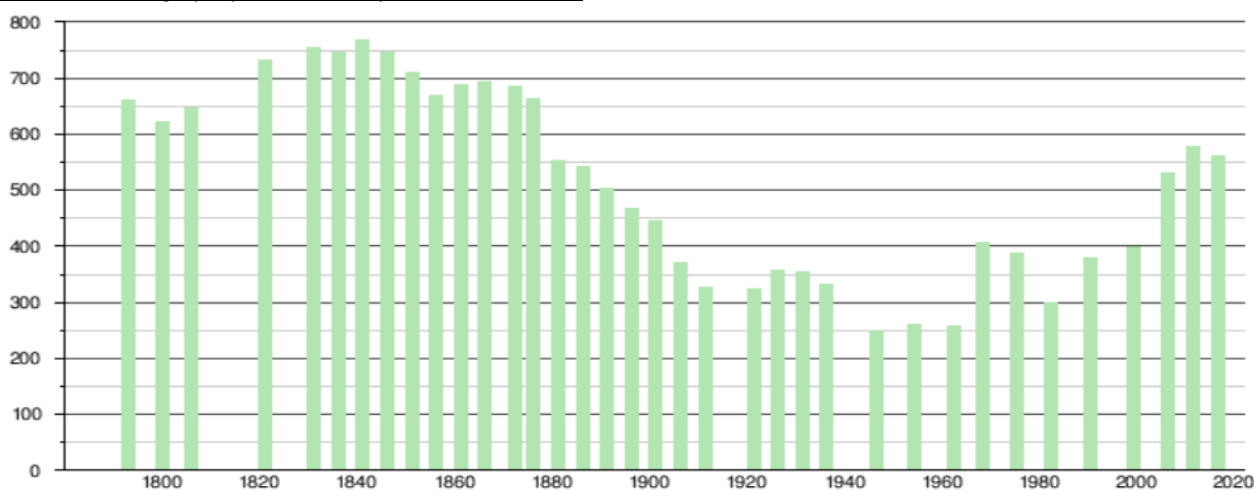


Source : INSEE, RP 2015 exploitations principales

Notons que l'évolution démographique de Montmeyan, observée sur une période plus longue (plus de deux siècles), rend compte de l'attractivité qu'exerçait Montmeyan au XIX^{ème} siècle : en effet la commune a accueilli 768 habitants en 1841.

L'exode rural s'est enclenché fin XIX^{ème}, jusqu'aux années 1960 (à peine 250 habitants en 1946). Depuis, la croissance est continue.

L'évolution démographique de Montmeyan sur deux siècles :



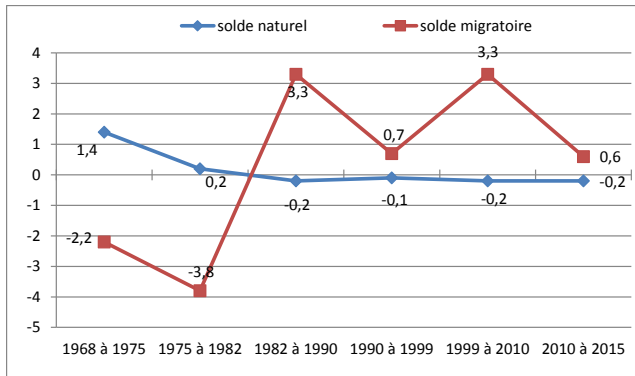
Source : INSEE, EHESS Cassini

2.2.2 Une croissance démographique liée à l'arrivée de nouveaux habitants

La croissance démographique enregistrée depuis 1968 est presque exclusivement due à l'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire communal. Montmeyan attire les néo ruraux désireux de s'installer à la campagne et les retraités de retour au village.

En effet, depuis la décennie 1980, le solde migratoire est toujours positif ; les naissances sont peu nombreuses mais restent positives.

Source : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales =>



2.2.3 Une commune à dynamiser

L'indice de jeunesse est le rapport entre la population de moins de 20 ans et la population de plus de 60 ans. Plus cet indice est élevé, plus le nombre de moins de 20 ans est important par rapport aux plus de 60 ans. Un indice de jeunesse égal à 1 signifie qu'il y a autant de moins de 20 ans que de plus de 60 ans. **L'indice de jeunesse à Montmeyan est de 0,4 en 2015.** La population est par conséquent plutôt âgée.

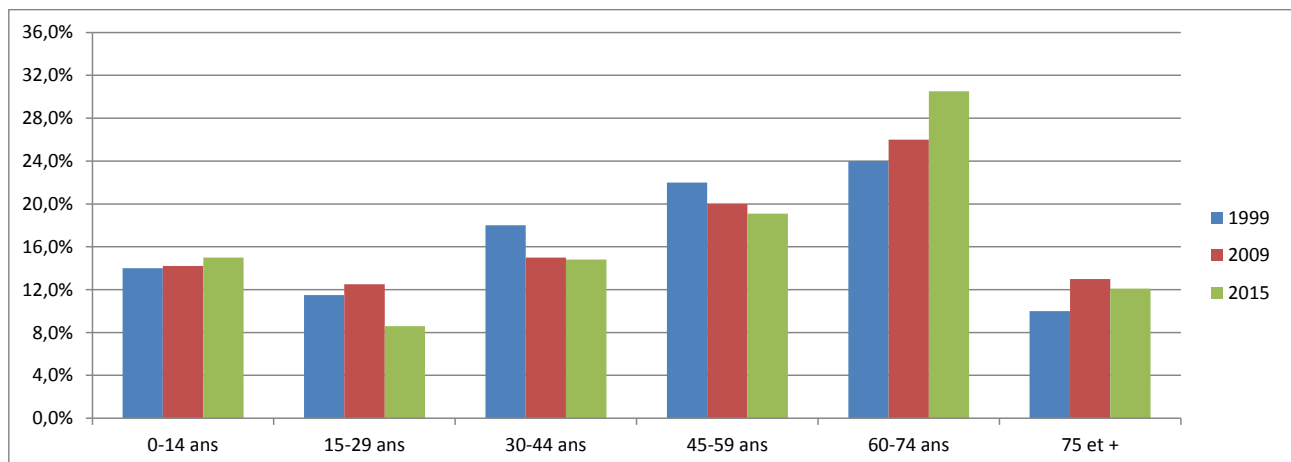
La tranche d'âge des 60-74 ans est la plus représentée (30,5% en 2015). Les pré-retraités et retraités (plus de 60 ans) représentent 42,6% de la population en 2015.

La part des jeunes 15-29 ans est en chute libre depuis le dernier recensement : ceci s'explique par le nombre d'étudiants et jeunes actifs qui ont quitté le domicile familial pour étudier ou travailler hors du territoire, mais aussi par le coût excessif du foncier freinant tout investissement immobilier.

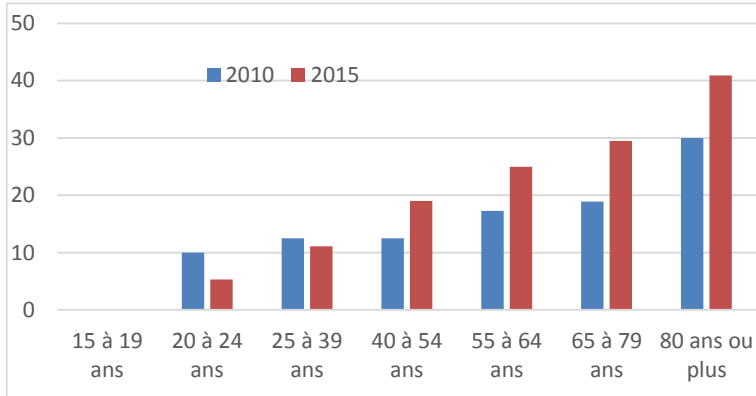
La part des 30-44 ans et 45-59 ans diminue légèrement mais reste globalement stable : il s'agit des actifs vivant à Montmeyan et installés au village ou dans les quartiers résidentiels.

Quant à la tranche des 0-14 ans, celle-ci est en augmentation, pour atteindre 15% de la population totale. Cette augmentation continue de la tranche des plus jeunes est à encourager.

Population par grandes tranches d'âge :



Source : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales



La part des jeunes adultes (20 à 40 ans) et des personnes âgées vivant seules (+ de 80 ans) a fortement augmentée. Notons que chez les + de 80 ans, plus de 40% vit seule. Ils n'étaient que 30% en 2010.

Ce phénomène de desserrement des ménages s'accroît au fil des ans : l'offre de logements adaptés aux petits ménages est une des priorités du PLU.

<= Source : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales

2.2.4 Projections démographiques et volonté démographique communale

La commune de Montmeyer souhaite poursuivre la progression démographique entamée depuis la décennie 1980. En effet, d'après l'INSEE, la variation annuelle de moyenne de la population est positive depuis 1982 :

- Variation démographique annuelle moyenne (VAM) de 1982 à 1990 : +3% par an (source : INSEE).
- Variation démographique annuelle moyenne (VAM) de 1990 à 1999 : +0,5% par an (source : INSEE).
- Variation démographique annuelle moyenne (VAM) de 1999 à 2010 : +3,1% par an (source : INSEE).
- Variation démographique annuelle moyenne (VAM) de 2010 à 2015 (à mi-parcours) : +0,4% par an (source INSEE).

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,8	-3,6	3,0	0,5	3,1	0,4

Objectif de la commune : L'objectif du PLU consiste à redéfinir les secteurs au sein desquels les nouvelles constructions seront autorisées, permettant d'accueillir les nouveaux arrivants mais aussi les enfants du village et les actifs qui demandent à rester ou s'installer et travailler à Montmeyer.

Pour encadrer la croissance démographique, le SCoT de la Provence Verte approuvée en janvier 2014 incite les communes à respecter une moyenne de VAM =1,6% par an. **Précisons que la VAM correspond à la démographie, et donc aux habitants en résidence principale : la VAM ne tient pas compte de la production de logements en résidences secondaires.** En appliquant ce taux de variation annuelle moyenne, on obtient la projection démographique suivante sur une échéance de 10 années :

VAM

(taux annuel moyen) : 1,60%

Année	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7	N+8	N+9	N+10
Variation de population supplémentaire / an		9	9	9	10	10	10	10	10	10	11
Effectif total de population	571	580	589	599	608	618	628	638	648	659	669

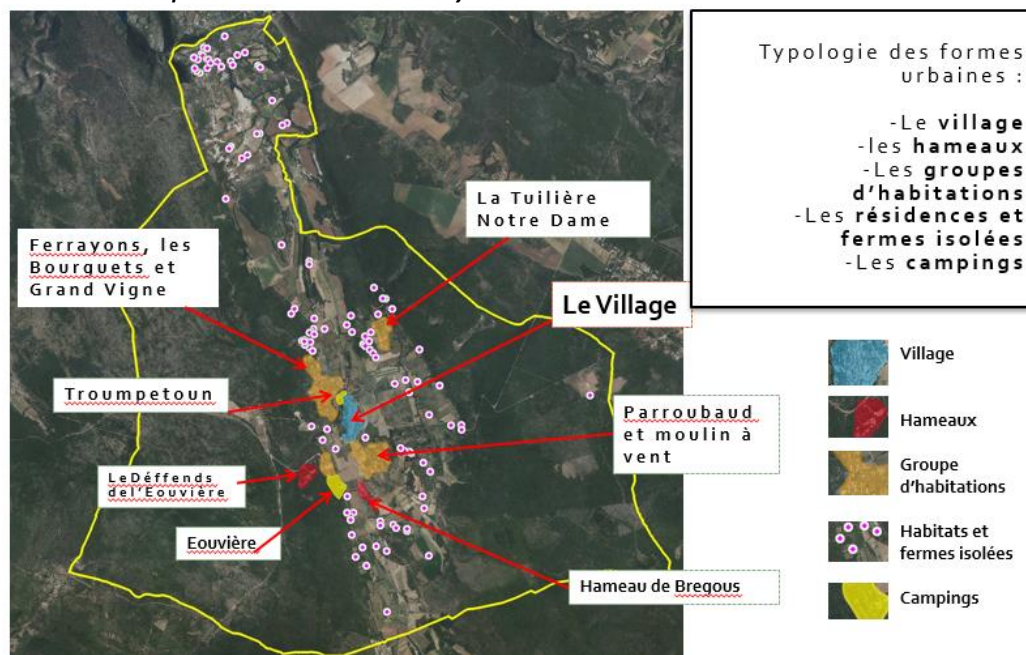
Les enveloppes constructibles du PLU de Montmeyer seront ainsi calibrées pour accueillir une centaine d'habitants supplémentaires (sur une échéance de 10 années) en résidences principales, soit environ 660 habitants au total d'ici 10 ans. Cet objectif démographique a déjà été atteint au cours du XIXème siècle.

2.3 Habitat et logements

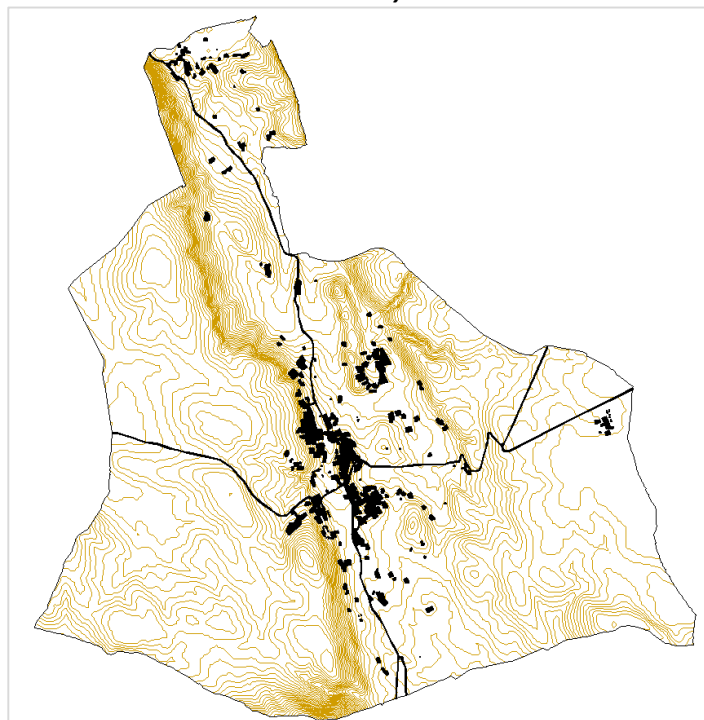
2.3.1 Le contexte urbain

L'occupation urbaine des sols sur le territoire de Montmeyan est très limitée : la surface artificialisée - *qui comprend les routes départementales, les voies communales, les équipements publics tels que la station d'épuration, le stade, les parkings proches des tennis, et les constructions* - atteint environ 92 hectares, sur les 3943 hectares de superficie communale : soit **2,3 %** du territoire.

Localisation des quartiers habités de Montmeyan :



Localisation de l'urbanisation à Montmeyan :


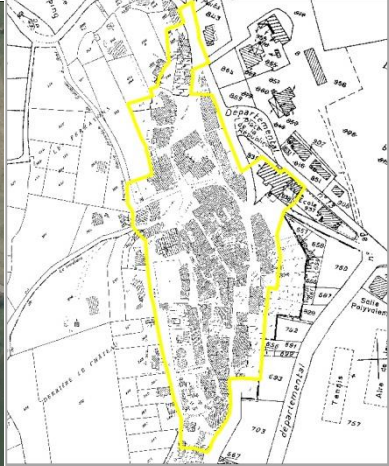









L'urbanisation s'est diffusée autour du village et le long des principaux axes de communication (RD13 notamment : axe routier nord-sud).

L'habitat s'est également développé en zones agricoles et au nord du territoire, près de la retenue du Lac de Quinson (constructions diffuses, quartier des Gaëtan).

Cette urbanisation diffuse est le résultat des politiques d'urbanismes des décennies passées : les zones NB du POS totalisaient plus de 110 hectares.

2.3.2 Morphologie urbaine de la commune de Montmeyer

Les entités habitées :	Morphologies urbaines :
<p align="center">Le village</p>	<p>Densité, verticalité et minéralité sont les points forts du village. Les constructions sont resserrées, alignées à la voie publique. Mitoyenneté. R+3, R+2. Toitures tuilées, façades minérales ou enduites.</p>
 	
<p align="center">Urbanisation sur les coteaux (nord) : Le groupe d'habitations des quartiers de Ferrayon, les Bourguets, Grand Vigne</p>	<p>En relation directe avec le village. Topographie en restanques. Densité modérée, alignement parallèle aux courbes de niveaux. R+1, façades enduites, toitures tuilées. Présence forte du végétal.</p>
 	
<p align="center">Urbanisation sur les coteaux (sud) : l'Eouvière</p>	<p>Maisons individuelles, habitat diffus sur de vastes parcelles. R+0 et R+1. Façades enduites et toitures tuilées. Végétal très important.</p>
 	

**Urbanisation au sud : Le groupe d'habitations des
quartiers du (Parroubaud, Moulin à vent)**

Habitat semi dense, quartiers équipés mais insuffisamment desservis


**Urbanisation diffuse en plaine : exemple de Nodre
Dame La Tuilière**

Maisons individuelles, habitat diffus sur de vastes parcelles. R+0 et R+1.
Façades enduites et toitures tuilées. Végétal très important.

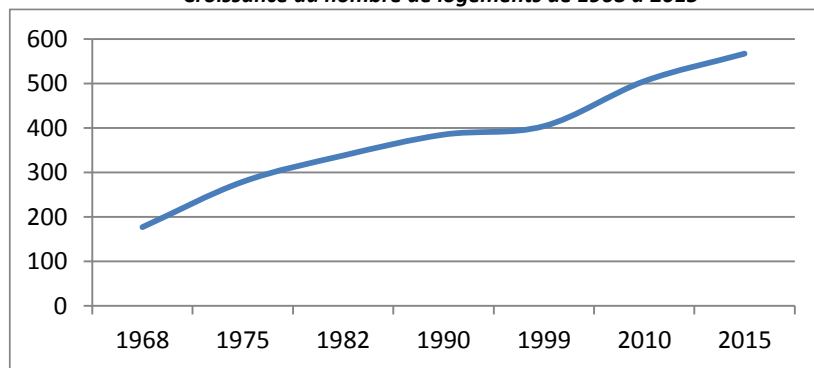

→ Voir également le chapitre 3.5 « Paysage » et le paragraphe relatif au village et aux quartiers d'habitat pavillonnaire.

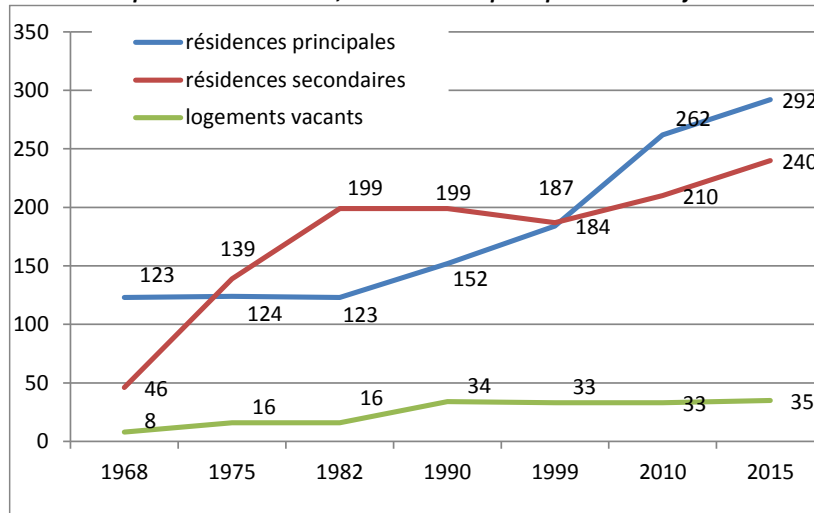
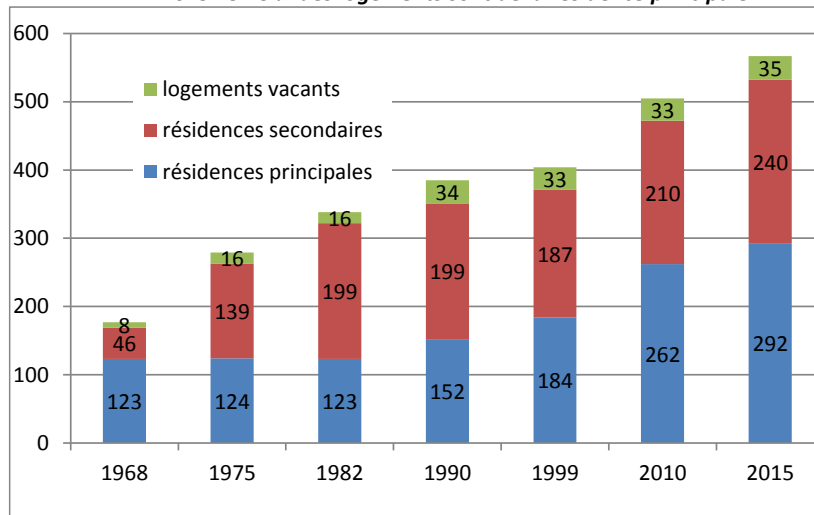
2.3.3 Le parc de logements

En 2015 (dernier recensement INSEE disponible) la commune de Montmeyeran compte 567 logements répartis comme suit :

- 292 **résidences principales**, soit 51,5 % du parc total de logements ;
- 240 **résidences secondaires**, soit 42,3 % du parc total de logements ;
- 35 **logements vacants**, soit 6,2 % du parc.

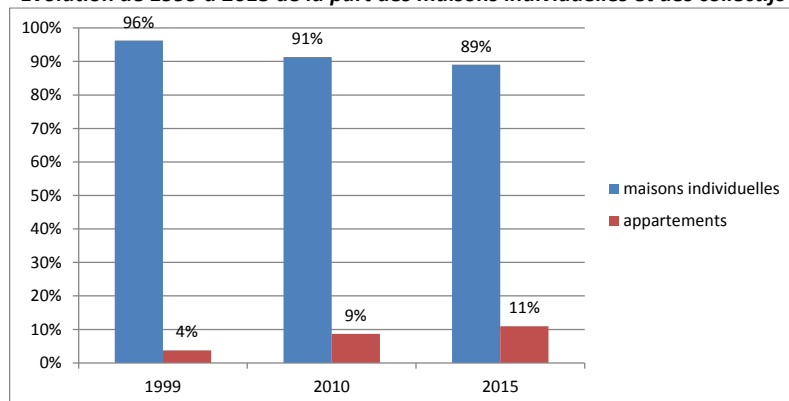
Croissance du nombre de logements de 1968 à 2015



Depuis les années 2000, les résidences principales sont majoritaires**En 2015 : 51.5 % des logements sont de la résidence principale**

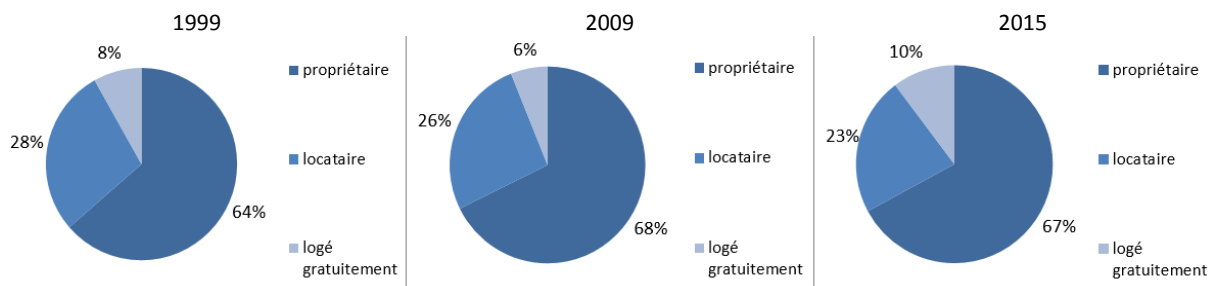
Ainsi, aujourd'hui et depuis les années 2000, les résidences principales sont majoritaires : la municipalité souhaite majorer le taux de résidences principales : l'objectif est de favoriser l'installation de résidents à l'année sur le territoire.

Pour ce faire, le PLU permet la restauration des 6,2% de logements vacants, la densification au sein des zones urbanisées, et la production de logements à loyers aidés. Les collectifs, adaptés au contexte rural (constructions mitoyennes, maisons de village accolées) sont autorisés. Depuis les années 2000, la part des appartements progresse (de 4% en 1999 à 11% en 2015).

Evolution de 1999 à 2015 de la part des maisons individuelles et des collectifs

Mais, les maisons individuelles prédominent dans l'ensemble du parc en 2015, représentant 89% des résidences principales. Cette forme urbaine est très prisée dans le secteur du Haut-Var, où l'acquéreur s'installe pour bénéficier d'un cadre de vie de qualité avec maison individuelle et jardin arboré.

En 2015, plus de 67 % des occupants des résidences principales sont des propriétaires. Ce taux est en augmentation depuis 20 ans, il stagne depuis 10 ans. La part des locataires est en baisse (de 28% en 1999 à 23% en 2015). En revanche la part des résidences principales occupées gratuitement est en augmentation (10% en 2015 soit une soixantaine de personnes).



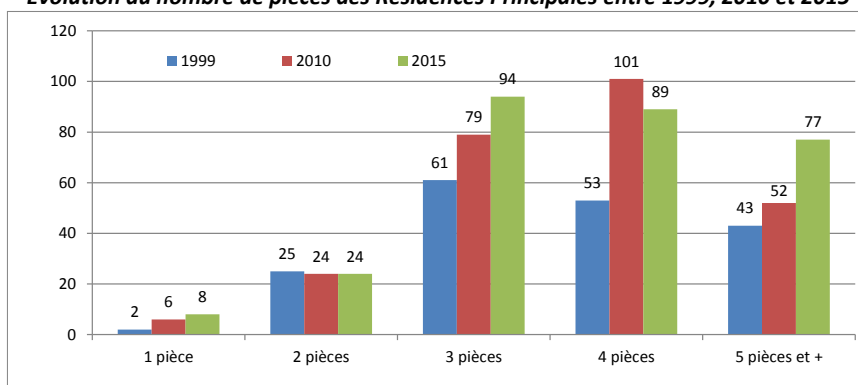
La commune totalise 18 logements à caractère social, soit 6% des résidences principales, répartis ainsi :

Le logement social à Montmeyan

rue de la gendarmerie	logements communaux	mise en service : 1999	PLA	COLLECTIF		1
RUE DU BRUSQUET	logements communaux	mise en service : 1999	PLA	COLLECTIF		1
Le Bregous	Var Habitat	mise en service : 1982	PLA	individuels		16
					Total LLS	18

Les résidences principales sont majoritairement constituées de 4 pièces et plus. La part de petits logements est en hausse.

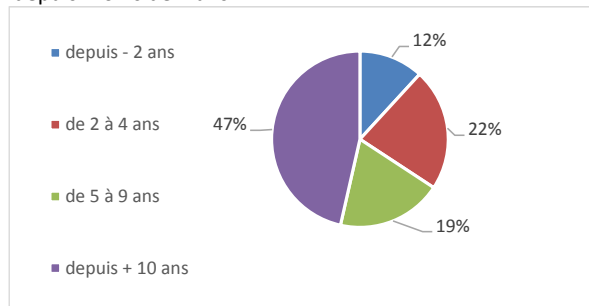
Evolution du nombre de pièces des Résidences Principales entre 1999, 2010 et 2015



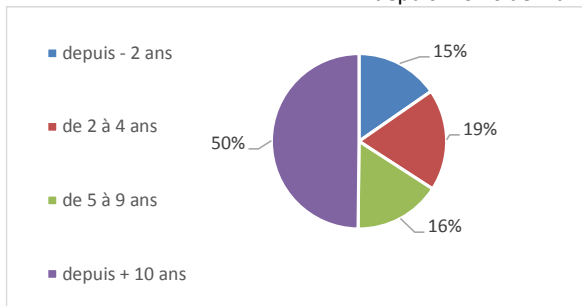
source : INSEE

La moitié des résidents (50%) occupent leur résidence principale depuis plus de 10 ans.

En 2009 : 12% des résidents occupaient leur résidence depuis moins de 2 ans



En 2015 : 15% des résidents occupaient leur résidence depuis moins de 2 ans



Source : INSEE

➔ De par sa situation à l'interface entre deux départements (Alpes de Haute Provence et Var) et deux intercommunalités (Provence Verdon et Lacs Gorges du Verdon), en bordure du Verdon, facteur d'attractivité touristique majeur dans la Région, Montmeyan connaît un regain d'attractivité des néo-ruraux et enfants du pays, désireux de s'installer dans un environnement encore préservé et présentant un potentiel de développement touristique.

2.3.4 Besoins en logements

Le besoin en logements, en résidence principale, pour la commune de Montmeyan a été évalué comme suit :

- Un besoin en logement adapté aux besoins démographiques : L'objectif démographique traduit dans le PLU poursuit la variation annuelle moyenne (VAM) 1,6 % **par an**. Soit 100 habitants supplémentaires d'ici 10 ans, correspondant à la production d'au moins **50 nouveaux logements** en résidence principale (RP). **Le taux d'occupation des ménages est de 1,9**. A cela ajoutons une quarantaine de résidences secondaires (RS 42%), et la réhabilitation des logements vacants dans le village (LV 6%). **Au total, le besoin est donc estimé à environ 100 logements répartis ainsi : 50 RP, 41 RS et 6 réhabilitations de logements vacants**. En effet, la production de logement ne peut pas imposer à 100% de la résidence principale.

👉 Voir le chapitre 6.1.9 sur la Variation Annuelle Moyenne prévue au PLU.

- Un besoin en logement adapté au territoire de Montmeyan :
 - Le Village : peu de disponibilités foncières dans le village : quelques bâtiments peuvent néanmoins être encore réhabilités et restaurés. Environ 6 logements pourraient être construits / réhabilités dans le village (source INSEE : logements vacants).
 - Couronnes résidentielles : la densification de la zone urbaine est à poursuivre mais à encadrer, en respectant le caractère rural des quartiers habités où le végétal est important.
 - La trame verte existante dans les quartiers résidentiels doit être maintenue : l'ambiance boisée doit être conservée, la densification doit pouvoir être compatible avec la trame verte.

Ceinture verte autour du village :



Quartiers résidentiels au nord du village : les cordons boisés participent à la qualité du cadre de vie :



2.4 Équipements et services

L'aire d'influence à laquelle appartient la commune de Montmeyan est composée principalement des communes de Barjols, Aups. Pour faire leurs courses, les habitants se rendent majoritairement sur Barjols.

2.4.1 Équipements et services présents sur le territoire

Sur la commune sont présents les équipements et services suivants :

Équipements scolaires et petite enfance :

La commune compte trois classes : **1 classe de maternelle (11 élèves) et 2 classes de primaire (26 élèves).**

Les collégiens se rendent sur les communes de Barjols ou Aups, tandis que les lycéens fréquentent les établissements des communes de Brignoles, Lorgues ou Draguignan.

Équipements de santé :

Les Montmeyannais se rendent sur les communes de Brignoles, Draguignan ou encore Manosque lorsqu'ils ont besoin de se rendre à l'hôpital ; et de préférence à Draguignan pour la clinique. Quant aux maisons médicalisées les plus proches, elles sont à Saint-Maximin, Ginasservis, Carcès et Brignoles.

Équipements administratifs et communaux :

- Mairie.
- Bureau de poste.
- Les services de gendarmerie et de police sont localisés sur Barjols.
- Le poste de secours et incendie dont dépend la commune sont localisés sur Barjols et Aups.
- Les offices du tourisme les plus proches sont ceux de Régusse et Quinson.
- L'antenne Pôle Emploi dont dépendent les Montmeyannais est localisée sur Barjols.

Équipements sociaux, culturels et sportifs :

- 2 terrains de tennis.
- 1 terrain de football.
- 1 city-stade.
- 1 aire de jeux (place de Provence).
- 1 centre équestre.
- 2 salles polyvalentes.
- Club interactivité, société de pêche, boulistes (Dream Team)
- Chemins de randonnée pédestre et VTT (GR 99).

Déchets :

Source : provenceverdon.fr

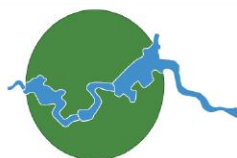
La Communauté de communes Provence Verdon gère pour le compte de ses communes la compétence "collecte et traitement des ordures ménagères" dans le cadre d'une politique de protection de l'environnement. Elle a d'abord travaillé avec les organismes préexistants comme le Syndicat Mixte de la Zone du Verdon (SMZV), le SIVOM du Haut-Var et le SIVU des Trois Croix. Actuellement, l'ensemble du service de gestion des ordures ménagères est confié au Syndicat mixte de la Zone du Verdon soit la collecte, le traitement, les points d'apport volontaire et les neuf déchetteries du territoire communautaire. Provence Verdon facture aux usagers le service de collecte et de traitement des déchets au travers de la REOM (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères). Pour Montmeyan le ramassage des ordures ménagères est assurée 1 fois par semaine et c'est la commune voisine de Fox-Amphoux qui dispose de la déchetterie gérée par le syndicat mixte (déchetterie et gestion des inertes). Cf. *information ci-après*.

Depuis le 1^{er} février 2018, les déchetteries de Ginasservis, Rians, Saint-Julien, Saint-Martin et Vinon ne reçoivent plus les déchets de chantier. Ce sont les négociants en matériaux qui les récupèrent (cf. dechets-chantier.ffbatiment.fr).



⇐ Point d'Apport Volontaire (PAV) de Montmeyan, situé en bordure de la

RD13, route de Quinson.



**SYNDICAT MIXTE
DE LA ZONE DU VERDON [SMZV]**

**HOTEL DE VILLE
BP 3
83560
ST JULIEN LE MONTAGNIER
04.98.05.20.10**

PRESIDENT
du Syndicat Mixte
Zone du Verdon
M. Patrick Salmeri

DIRECTION
M. Fabien Veyret
04 98 05 20 11
directeur@smzv.fr

CONTACT PRESSE
M. Jérôme Carle
06 75 65 38 87 (à partir du 1^{er} février 2018)
06 12 91 93 21

TERRITOIRE DESSERVI
26 656 habitants (Insee 2016)

1 Communauté de Communes

Artigues - Barjols - Brue-Auriac -
Esparron de Pallières -
Fox-Amphoux - Ginasservis -
La Verdère - Montmeyan -
Pontevis - Rians -
St Julien le Montagnier -
St Martin de Pallières -
Selliens Sources d'Argens -
Tavernes - Varages



**1 Communauté
d'Agglomération**
Vinson sur Verdon



COMPETENCES du SMZV

COLLECTE

- Des déchets ménagers et assimilés
- Sélective par Points d'Apport Volontaire [PAV]
- Exploitation et construction des déchèteries

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF [SPANC]

- Contrôles périodiques des installations existantes,
- Conformité des installations nouvelles

Communiqué de Presse

25 janvier 2018

COLLECTE DES DECHETS MENAGERS [OM]

Camions "NICOLLIN" en Provence Verdon

Le service de ramassage des Ordures Ménagères se réorganise. Les camions bennes du Syndicat Mixte de la Zone du Verdon [SMZV] porteront la marque du groupe NICOLLIN. Le SMZV a l'ambition d'améliorer significativement la collecte des Ordures Ménagères [OM].

En choisissant l'expérience du Groupe Nicollin, acteur français majeur dans la gestion des déchets il se donne les moyens d'atteindre cet objectif de résultats. Le contrat est signé jusqu'en 2022 avec une qualité de service de collecte attendue. Le SMZV souhaite que la chaîne de collecte soit rigoureusement respectée : 100 % des bacs vidés lors des passages des camions bennes et un nettoyage des bacs assuré convenablement...

Toute une réorganisation est en cours. Le groupe Nicollin a racheté les camions et repris une partie du personnel du SMZV. Il doit s'habituer au plan de tournée et prendre ses marques dans les 15 communes du territoire Provence Verdon et

celle de Vinon sur Verdon.

Cela nécessite des réajustements. Des risques de perturbations sont possibles dans les premières semaines de collecte avant d'obtenir un rythme satisfaisant. Merci aux usagers pour leur patience et compréhension.

Sortie de régie directe motivée

Le SMZV fonctionnait dès sa création en mode de régie directe. Il utilisait son matériel (parc de véhicules) et son personnel (chauffeurs et rippeurs). Mais les difficultés de ces dernières années (rendement de bennes collectées insuffisant, pannes des matériels...) ont amené les élus et la direction à réaliser un audit. A partir de cette analyse détaillée de l'activité et des coûts de ce service, le SMZV a fait le choix de sortir de la régie directe et passer par un prestataire privé. L'objectif du SMZV est clair : tendre vers une qualité de service rendue aux populations du territoire pour la collecte des déchets



Regroupement des conteneurs verts isolés

Finie la solitude!
Le SMZV prévoit le regroupement des conteneurs isolés d'Ordures Ménagères [OM].

Des gains de temps et d'efficacité au cours de la tournée de collecte sont ainsi attendus.



Tri en Provence Verdon nous sommes des retardataires !!!

43,1 kg/an/habitant
en Provence Verdon
contre **68,5 kg/an/habitant**
au niveau national (source adelphe).

**Le SYNDICAT MIXTE
DE LA ZONE DU VERDON [SMZV]**

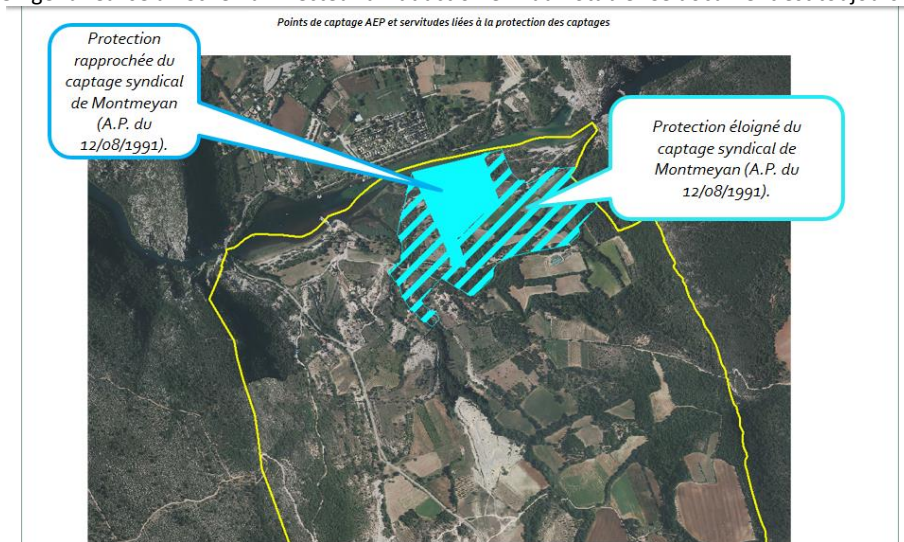
Crédit photos : SMZV. Logo : Groupe NICOLLIN

2.4.2 Équipements et services liés à l'eau

2.4.2.1 Eau potable :

Il existe 1 point de captage sur le territoire : Captage syndical de Montmeyan, protégé par Déclaration d'Utilité Publique (arrêté préfectoral complémentaire du 12/08/1991 et initial du 26/04/1984). La diversification de la ressource en eau est assurée par le syndicat. La commune compte 3 réservoirs de stockage dont 1 seul est en fonction.

En 2008, la société Ginger a réalisé un Schéma Directeur d'Adduction en Eau Potable. Ce document est toujours d'actualité.



Source : RAD 2016, Suez.

Le rendement du réseau d'eau en 2016 était de 83% (source : rapport du délégataire)

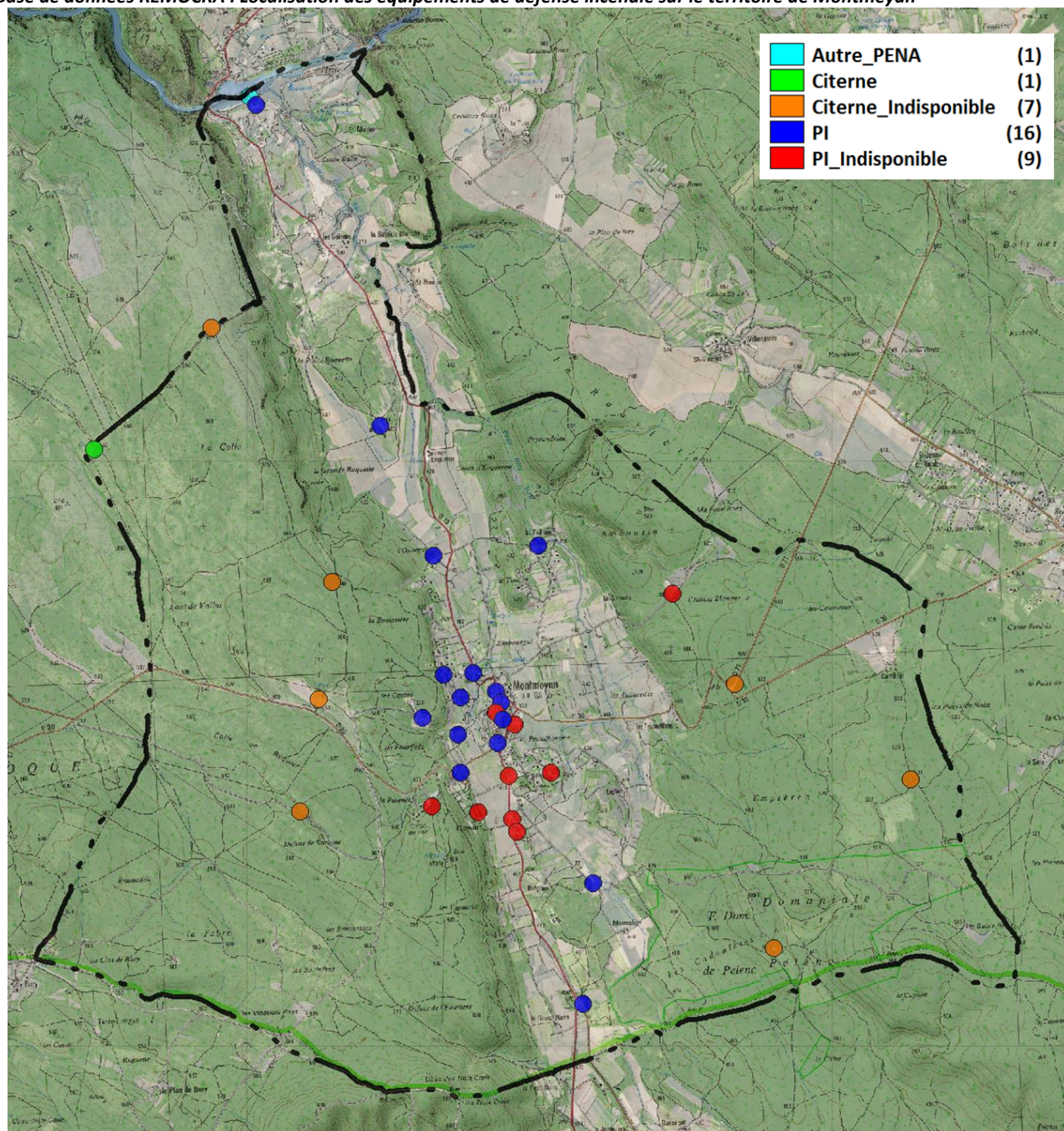
2.4.2.2 Réseau de défense extérieur contre l'incendie

La consultation de la plateforme départementale des risques « Remocra » permet de recenser et de vérifier la disponibilité du réseau de bornes et poteaux de défense incendie du territoire. On distingue ainsi, les PENA (Points d'Eau Naturels ou Artificiels), les Citernes, et les PI (Poteaux Incendie). La disponibilité renvoie à une pression constante de 30 à 60 m³/heure pendant au moins 2 heures, soit ici, un potentiel exploitable de 16 PI sur 25, et 1 seule citerne sur 8.

Borne incendie de Montmeyan



Base de données REMOCRA : Localisation des équipements de défense incendie sur le territoire de Montmeyan



La mise aux normes des bornes est en cours par la municipalité.

2.4.2.3 Assainissement

Source <http://sierm.eaurmc.fr>

STATION D'EPURATION	
Station	STATION D'EPURATION DE MONTMEYAN
Capacité	1500 Equivalent Habitants
Milieu récepteur	Milieu récepteur non codé
Masse d'eau	FRDR11297 - ruisseau le beau rivé

MONTMEYAN Village**Description de la station**

Nom de la station : MONTMEYAN Village (Zoom sur la station)
Code de la station : 060983084002
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
Département : 83
Date de mise en service : 01/01/1995
Service instructeur : DDTM du Var
Maitre d'ouvrage : COMMUNE DE MONTMEYAN
Exploitant : SOC EQUIPEMENT ENTRETIEN RESEAUX COMMU
Commune d'implantation : MONTMEYAN
Capacité nominale : 1350 EH
Débit de référence : 270 m3/j
Autosurveillance validée : Validé
Traitement requis par la DERU :
 - Traitement approprié
+ Filières de traitement :

Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 060000183084
Nom de l'agglomération : MONTMEYAN
Commune principale : MONTMEYAN
Tranche d'obligations : [200 ; 2 000 [EH
Taille de l'agglomération en 2017 : 297 EH
Somme des charges entrantes : 297 EH
Somme des capacités nominales : 1350 EH
+ Liste des communes de l'agglomération :

Chiffres clefs en 2017

Charge maximale en entrée : 297 EH
Débit entrant moyen : 45 m3/j
Production de boues : 1.57 tMS/an

Destinations des boues en 2017 (en tonnes de matières sèches par an) :



Chiffres clefs en 2016
Chiffres clefs en 2015
Chiffres clefs en 2014
Chiffres clefs en 2013
Chiffres clefs en 2012
Chiffres clefs en 2011

Milieu récepteur

Bassin hydrographique : RHONE-MEDITERRANEE-CORSE
Type : Eau douce de surface
Nom : Rejet MONTMEYAN Village
Nom du bassin versant : LA DURANCE

Zone Sensible : Hors Zone Sensible
Sensibilité azote : Non
Sensibilité phosphore : Non
Consulter les zones sensibles

Voir le point de rejet (Double-cliquer sur le point pour l'effacer)

Conformité équipement au (31/12/2018 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2017

Conforme en équipement au 31/12/2017 : Oui
Conforme en performance en 2016 : Oui

Respect de la réglementation en 2016
Respect de la réglementation en 2015
Respect de la réglementation en 2014
Respect de la réglementation en 2013
Respect de la réglementation en 2012
Respect de la réglementation en 2011

[précédent](#) | [suivant](#) | [accueil](#)

Source : MTES - ROSEAU - Novembre 2018

Localisation de la Station d'épuration de Montmeyan, au nord du village :

Localisation de la Station d'épuration.

En 2000, la société SIEE a réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement. Le document est toujours d'actualité.

2.4.3 Besoins en équipements

- Identifier les secteurs voués à accueillir les équipements publics.



Secteur 1 : Terrain communal accueillant une salle polyvalente (maison des associations, festivités..), un Point d'Apports Volontaires, du stationnement mutualisé pour les habitants du village et le covoiturage, une aire d'accueil pour les campings cars, un jardin, des tennis. Ce secteur est voué à être requalifié par des aménagements paysagers et à accueillir un espace supplémentaire de stationnement (aire naturelle).

Secteur 2 : Terrain communal accueillant le cimetière, un Point d'Apports Volontaires, le stade de football et du stationnement.

Secteur 3 : Terrain communal connecté aux quartiers résidentiels du Moulin à Vent et à la zone artisanale des Brégous. Il borde la RD13 : il est prévu d'y aménager un espace mutualisé de stationnement (type aire de covoiturage, un jardin paysager, et autres équipements liés aux services publics).

- Permettre le développement des équipements publics existants.
- Calibrer les capacités d'accueil du PLU avec celles des équipements, dont la station d'épuration communale située au nord du village..

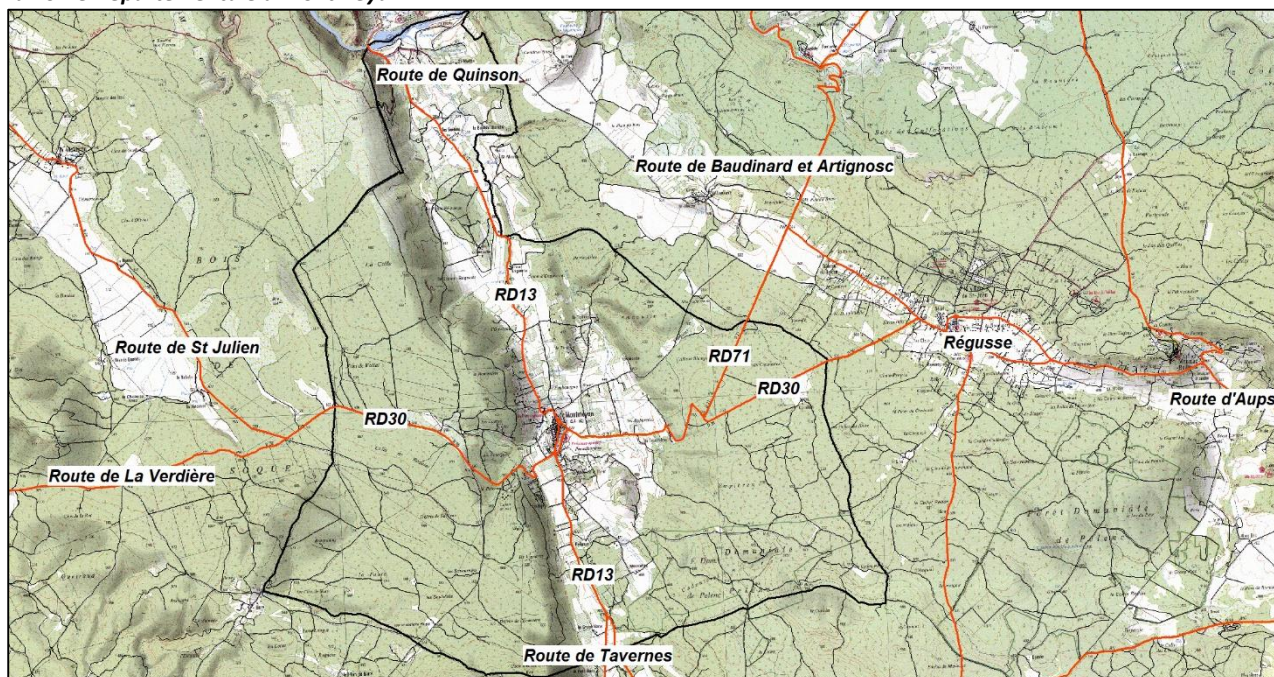
2.5 Déplacements, transports et stationnement

2.5.1 Accès

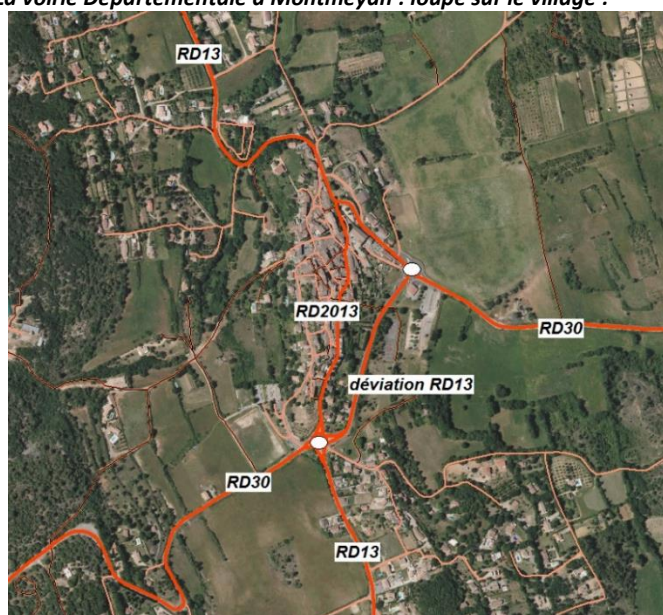
Le village de Montmeyan est situé au cœur du territoire communal, traversé par les principales routes départementales du Haut Var.

- La RD 13 : Route reliant Montmeyan à Quinson (Alpes de Haute Provence) et à Tavernes puis Barjols, principal pôle économique fréquenté par les habitants de Montmeyan.
- La RD30 : Route reliant Montmeyan à Régusse vers l'est, puis Moissac-Bellevue et Aups, pôle économique situé avant la ville de Draguignan ; la RD30 relie également Montmeyan à La Verdière, vers l'ouest.
- La RD71 permet d'accéder au Lac de Saint Croix du Verdon, via les villages de Baudinard ou d'Artignosc.

La voirie Départementale à Montmeyan :



La voirie Départementale à Montmeyan : loupe sur le village :



La Route Départementale 13 contourne le village avec la déviation située à l'est : ainsi la route départementale RD2013 qui traverse le centre ville est aujourd'hui requalifiée en Cours, où les commerces et lieux de restauration se sont développés.

La déviation a généré la création de deux giratoires facilitant l'accès à la RD30 (vers Régusse à l'est ou vers La Verdière à l'ouest).

2.5.2 Les points noirs



1. **Notre Dame La Tuilière** : voies étroites, difficultés pour faire demi-tour, absence de maillage.

Réponse apportée avec le PLU : emplacement réservé pour la municipalité afin d'élargir la voie et de créer un bouclage et une aire de retournement pour la sécurité du quartier.

2. **Ouvègue** : Voie étroite et difficultés pour faire demi-tour. Réponse apportée avec le PLU : emplacement réservé pour la municipalité afin d'élargir la voie et de créer une aire de retournement pour la sécurité du quartier.

3. **Route de Quinson** : des chemins ont accès sur la RD13. La sécurité doit être améliorée. Réponse apportée avec le PLU : aucun nouvel accès sur la RD13 ne sera autorisé. La sécurité des accès existants sera améliorée. Une recherche de maillage entre voies communales sera recherchée.

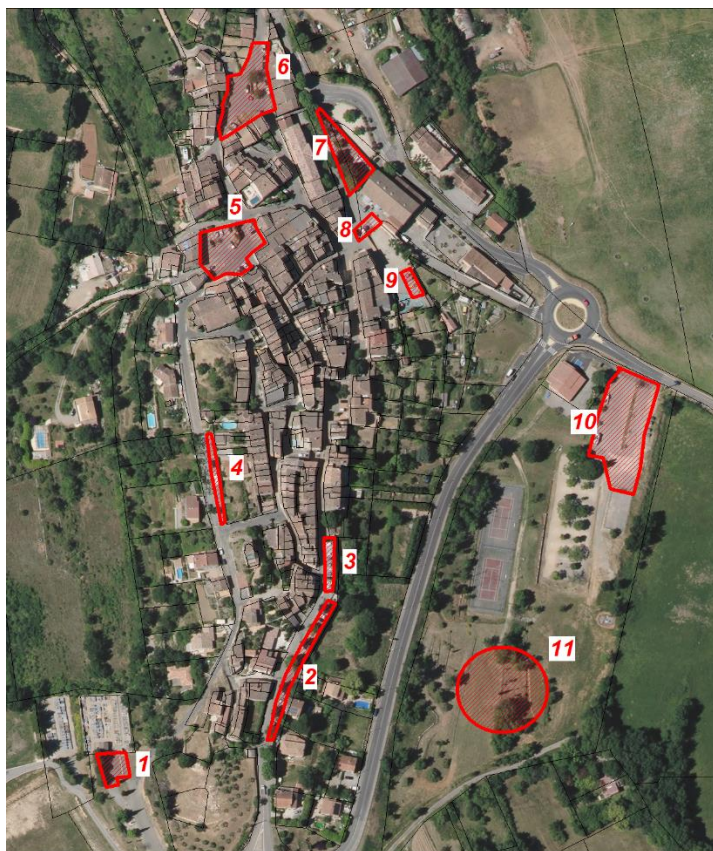
4. **Les Costes** : les voies sont étroites, absence de maillage. Réponse apportée avec le PLU : emplacement réservé pour la municipalité afin d'élargir la voie et de créer un bouclage et une aire de retournement pour la sécurité du quartier.

5. **Claou Moulières** : seuls des chemins connectent les quartiers du pied du village à la route de La Verdière (RD30) et à la colonie. Réponse apportée avec le PLU : emplacement réservé pour la municipalité afin de créer une nouvelle voie reliant le village à la RD30 en direction de la Colonie.

6. **Le Moulin à Vent** : voies étroites, absence de bouclage. Réponse apportée avec le PLU : emplacement réservé pour la municipalité afin de créer une nouvelle voie reliant le village à la RD30 en direction de la Colonie.

2.5.3 Stationnement

En 2019, la commune compte environ 193 places de stationnements dans et autour du village :



Inventaire du Parc de stationnement :

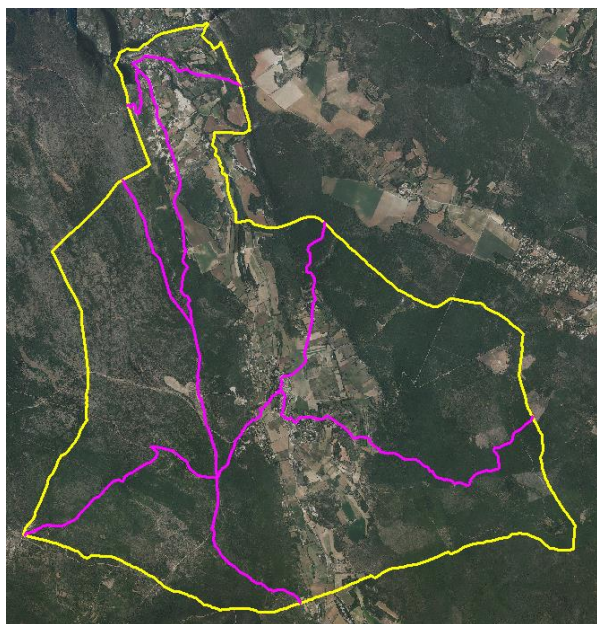
1. Cimetière et Point d'Apport Volontaire : 20 places
2. Le Cours Sud : 22 places
3. Le Cours Nord : 10 places
4. Promenade du Château : 10 places
5. Les Lauves : 18 places
6. Le Brusquet : 20 places
7. Mairie : 10 places
8. Epicerie : 5 places
9. Place de Provence : 8 places
10. Tennis et Point d'Apport Volontaire : parking mutualisé de 70 places (utilisé pour le covoiturage et l'accès aux équipements publics dont école).
11. Futur projet d'aire naturelle de stationnement mutualisé (environ 100 places)

Sur la Place de Provence (numéro 9) est prévu l'installation prochaine d'une borne de recharge pour véhicules hybrides et électriques.

Aucun stationnement 2 roues n'est matérialisé. Ils stationnent librement dans le village.

Les campings car sont autorisés à stationnement aux Tennis (numéro 10).

2.5.4 Cheminements doux



Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) est en place depuis 1988. Au total près de 30 kilomètres de sentiers aménagés et ouverts au public (dont un tronçon du GR99) traversent la commune de Montmeyan et notamment :

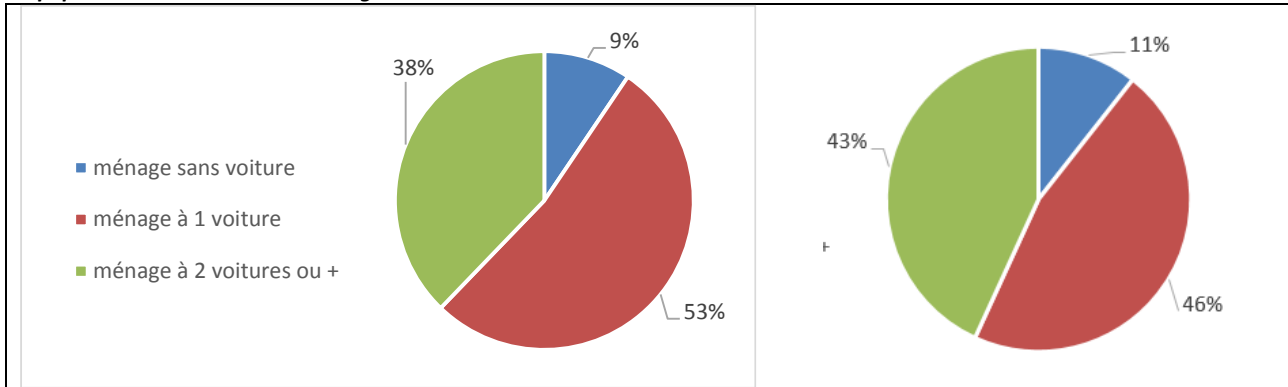
- Le village.
- L'ancienne colonie de vacance du Deffends de l'Eouvière (en reconversion).
- Les rives de la retenue du lac de Quinson où se situe le Restaurant de Montmeyan (propriété communale).

⇔ tracé du PDIPR.

2.5.5 Déplacements

Equipement automobile des ménages en 2009 :

Et 2015 :



Les ménages non équipés sont plus nombreux (personnes âgées notamment), ainsi que les ménages disposant de deux véhicules (43% des ménages en 2015). La majorité de ces derniers se déplace quotidiennement pour travailler et effectue de longs trajets domicile-travail. Afin de réduire ces migrations pendulaires et les nuisances induites (fatigue, coût du carburant, pollution, augmentation du trafic, ...) le PLU propose de développer l'économie endogène : commerces dans le village, artisanat aux Brégous, tourisme dans les campings, les gîtes équestres, au restaurant du Lac et sur le site de l'ancienne colonie... autant de potentiels de développement économique qu'il convient de mettre en avant dans le PLU.

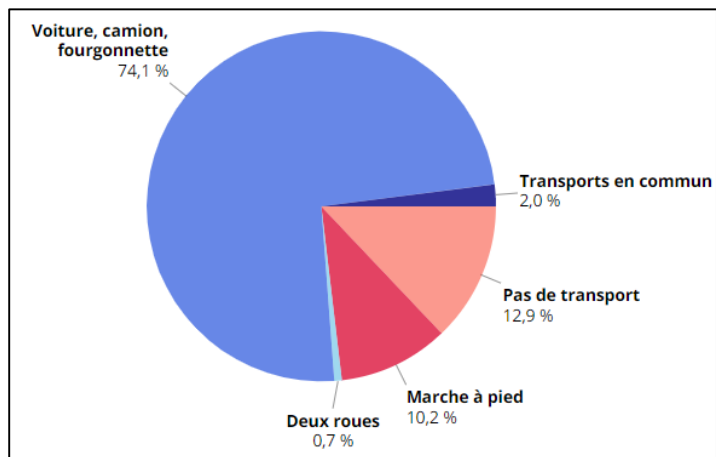
La voiture est en effet le premier mode de transport des actifs : 74,1% des actifs de Montmeyan utilisent un véhicule 4 roues.

La moyenne française est de 70%.

Tous les autres modes de transport sont minoritaires : 2% des actifs empruntent les transports en commun.

La commune est desservie par les lignes :

- 1403 Montmeyan – St Maximin : 1AR par jour – durée du trajet environ 1 heure.
- 1433 Barjols-Barjols (ligne scolaire) : 1 AR par jour – durée du trajet environ 25 minutes pour se rendre au Collège de Barjols depuis Montmeyan.



L'arrêt de Bus est situé dans le village de Montmeyan, face à la Mairie. Un second arrêt est positionné aux Brégous (en bordure de la RD13).

Les horaires et la fréquence de ces 2 lignes ne sont pas adaptés aux modes de vie des habitants et surtout des actifs de Montmeyan.

Le vélo n'est pas adapté aux longues distances que parcourent les salariés pour se rendre au travail, de plus le relief reste difficile. En revanche, un mode de transport alternatif est en voie de développement : le covoiturage au départ de l'aire de stationnement située près des tennis le long de la déviation.

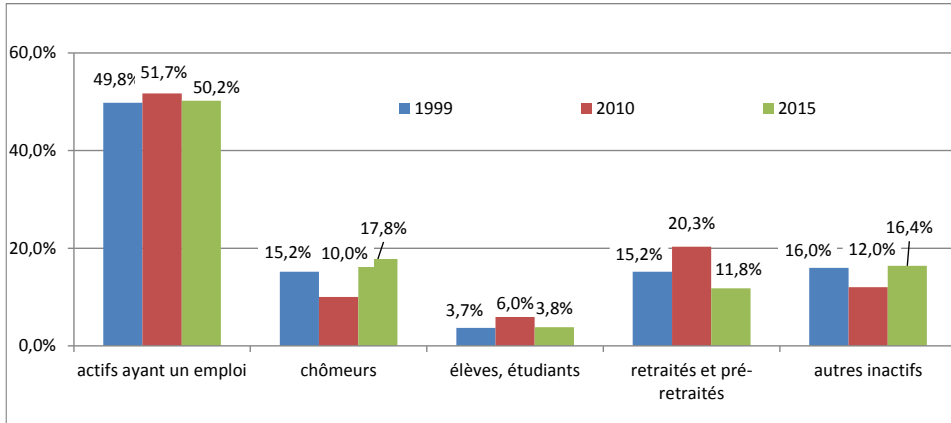
2.5.6 Besoins en matière de transports et déplacements

- Poursuivre la création et la requalification des espaces de stationnement au plus près du village et des équipements publics pour inviter aux déplacements piétons. Les terrains communaux classés en zone Ud (autour des tennis, et près du cimetière et du stade) sont propices à la réalisation de stationnements mutualisés (aires de co-voiturage, bornes électriques pour véhicules...).
- Elargir la voirie dans les couronnes résidentielles amenées à se densifier : zones Ub, Uc et 1AU. Les points noirs recensés plus haut seront traduits en projet d'équipement au PLU : élargissement de voie, aires de retournement pour faciliter les demi-tours, créations de voies pour mailler les quartiers (bouclage).

2.6 Économie

2.6.1 Les indicateurs et activités économiques hors agriculture

Population par type d'activités :



Plus de 50% des actifs ont un emploi en 2015, dernier chiffre officiel de l'INSEE.

Le taux de chômage augmente nettement entre 2010 et 2015 : de 10% à 17,8%. Ce taux a varié considérablement entre 1999, 2010 et 2015 : il marque le déséquilibre du marché du travail. Ce taux de chômage important mine à la fois la compétitivité économique et la cohésion sociale du village. Il est impératif de mettre en avant

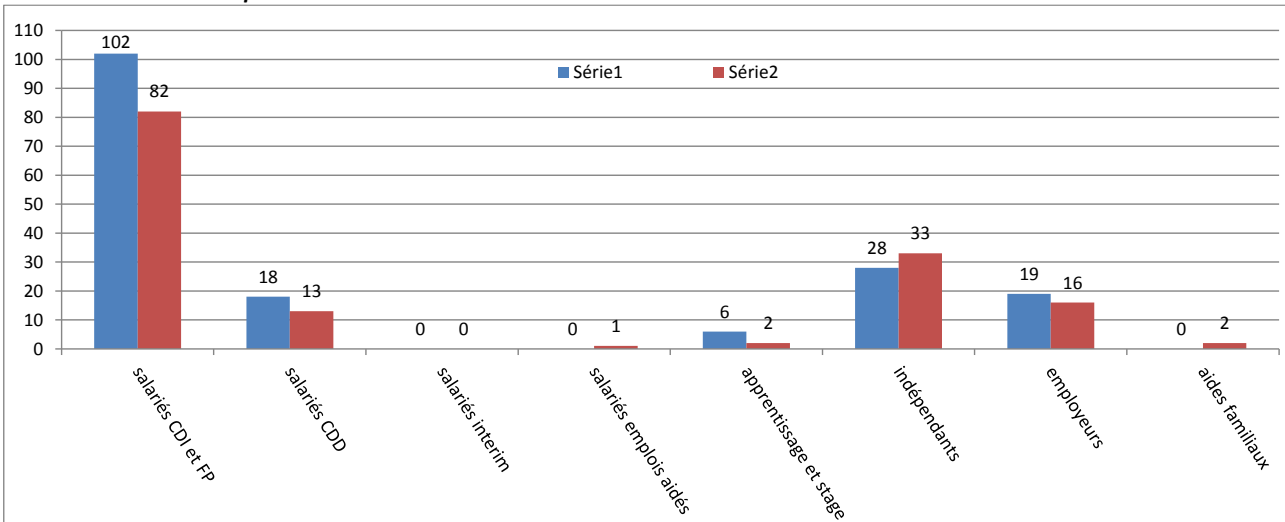
tous les outils existants pour favoriser le plein emploi : le PLU peut y contribuer en définissant des secteurs voués au développement de l'activité économique, dans le village comme dans les zones artisanales ou touristiques.

Cette augmentation du pourcentage de chômeurs est liée au nombre d'emplois dans la zone qui a chuté depuis 2010 :

Emploi et activité – EMP T5 INSEE :

	2015	2010
Nombre d'emplois dans la zone	87	103
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	150	179
Indicateur de concentration d'emploi	58,2	57,9
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	41,5	44,2

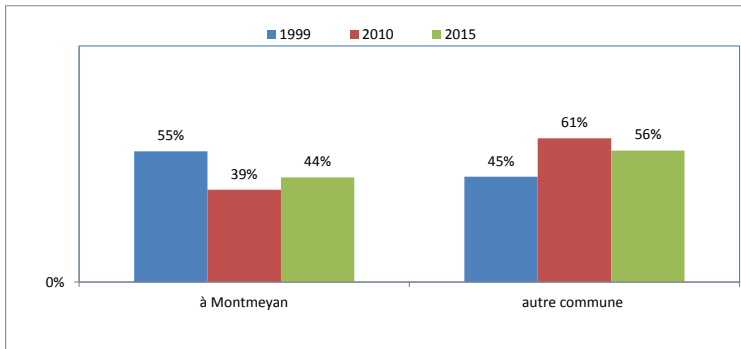
Statut et condition d'emploi en 2009 et 2015 :



Le statut de salarié est en diminution : 69% des actifs étaient salariés en 2009, ils ne sont plus que 64% en 2015. En revanche, le statut des indépendants est en hausse (de 16% à 22% entre 2009 et 2015), en lien avec le développement de l'auto-entrepreneuriat de ces dernières années.

2.6.2 Trajets domicile travail et migrations pendulaires

Lieu de travail des actifs résidant à Montmeyan :



La part des actifs résidant et travaillant à Montmeyan est en hausse entre les deux derniers recensements. Ce taux s'explique notamment par la croissance des auto-entrepreneurs (travailleurs non-salariés et indépendants) à Montmeyan.

Mais le taux reste encore inférieur à 50% : en effet plus de la moitié des actifs se déplacent quotidiennement vers une autre commune (du département ou de la région) pour travailler. Ces actifs « navetteurs » font la navette » entre leur domicile et leur lieu de travail chaque jour. En effet, la commune de Montmeyan, bien qu'éloignée des grands axes de circulation (dont l'autoroute A8) et des bassins d'emplois, reste

attractive pour les actifs désireux « d'habiter la campagne » et de travailler en Agglomération (Brignoles, St Maximin, Draguignan) ou Métropole (Toulon, Aix, Marseille) :

- Le bassin d'emploi Aixois est à 75 km, soit une heure de trajet ;
- la ville de Brignoles est à 37 km (sinueuse par Châteauvert), soit 45 mn de trajet ;
- la ville de Saint Maximin est à 37 km par Varages, soit 40 mn de trajet,
- et enfin la ville de Manosque est à 45 km, soit 50 mn de trajet.

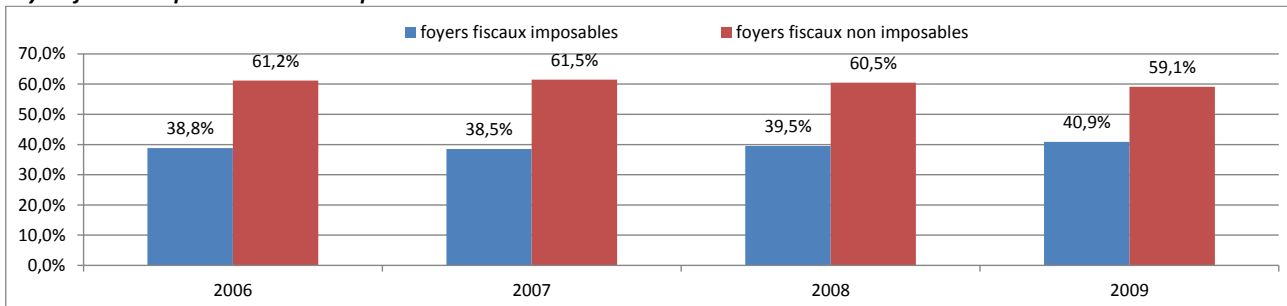
Les travailleurs s'installent de plus en plus loin de leur lieu de travail, leur temps de parcours domicile-travail s'allonge, et l'essentiel de ces trajets s'effectue en voiture individuelle et parfois en covoiturage ; le peu de transport collectif existant n'étant pas compatible avec les attentes des actifs.

2.6.3 Les revenus et la pauvreté des ménages

Jusqu'en 2009, les foyers fiscaux non imposables sont majoritaires, comme dans l'ensemble de la communauté de communes. A Montmeyan, ils restent stables et avoisinaient près de 60%.

Les derniers recensements de l'INSEE de 2015 ne publient plus ces détails.

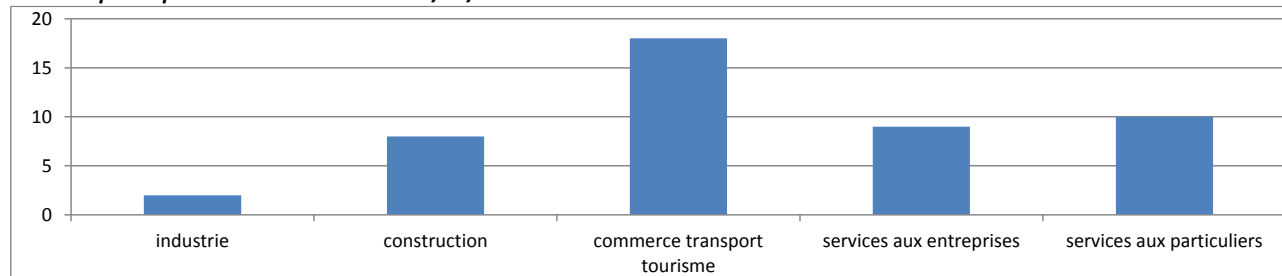
Foyers fiscaux imposables et non imposables de 2006 à 2009 :



2.6.4 Les activités économiques de Montmeyan

Les activités économiques liées aux commerces, transports, hébergement (campings notamment) et restauration sont prédominantes à Montmeyan : elles représentent 38,3% des entreprises de Montmeyan au 31 décembre 2016. Suivies des services (entreprises et particuliers) et enfin du secteur de la construction, activité très présente en Provence Verte.

Les entreprises par secteur d'activité au 31/12/2016 :



Les établissements liés à la **sphère présentielle** sont les plus représentatifs de l'activité économique de Montmeyan : 54% en 2010 et 67% en 2015. Elles progressent (services aux entreprises, aux particuliers, constructions..) au détriment de la sphère productive.

Les activités présentielles sont les activités locales tournées vers les ménages, mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone (incluant l'économie résidentielle). A Montmeyan, les principales activités sont situées dans le village et aux Brégous :

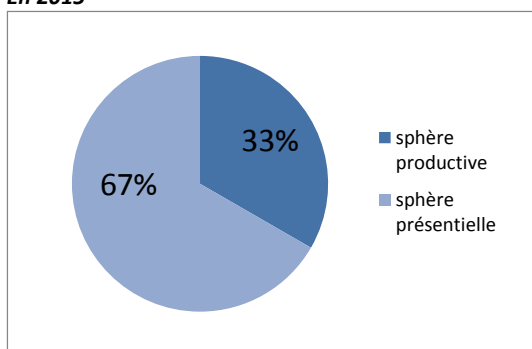
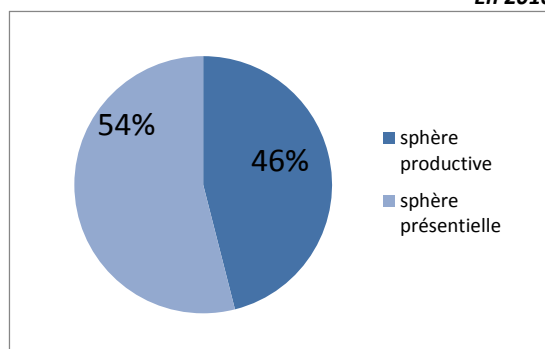
- Un garage, contrôles techniques, station essence ;
- Plusieurs entreprises liées au bâtiment : maçon, menuisier, électricien...
- 1 coiffeur,
- 1 tabac – presse
- 1 boulangerie
- 1 épicerie
- 1 boucherie
- 1 magasin idées cadeaux
- 1 bar, 2 restaurants



Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Les sphères de l'économie des établissements de Montmeyan :

En 2010 En 2015



La commune ne dispose pas de grande ou de moyenne surface commerciale : les habitants se déplacent à Régusse (supermarché), ou encore à Aups ou Barjols.

2.6.5 La politique énergétique de la commune

La municipalité de Montmeyer souhaite engager une politique énergétique qui se caractérisera de la façon suivante :

- 1°) installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics tels que l'école et les 2 salles polyvalentes.
- 2°) implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol : un parc photovoltaïque est en cours d'étude faune/flore et paysage. Le site d'étude retenu est localisé au sud-est du territoire communal, en zone naturelle, éloigné de 4 km du village.
- 3°) élaborer un règlement du PLU permettant la production d'énergie solaire et photovoltaïque en toiture notamment en zone Ue : la zone artisanale des Brégous (ombrières pour le stationnement, panneaux solaires sur les toitures des bâtiments artisanaux).

2.6.6 La zone artisanale des Brégous

Comme sur l'ensemble du territoire, Montmeyer accueille majoritairement des petites entreprises. La zone artisanale des Brégous accueille notamment un garage et une station-service accessible depuis la RD13. Les autres activités économiques de la zone sont desservies par une voirie communale.

Au quartier des Brégous, la commune détient un foncier communal important de 2,5 hectares.

Aujourd'hui 1 hectare est artificialisé et accueille une zone artisanale qui comporte 7 entreprises (garage, contrôle technique, coopérative agricole, entreprises de travaux publics et artisanat)

La municipalité envisage d'étendre la zone artisanale sur les 1,5 hectares restant communaux, afin de faire face à la demande des artisans vivant en zones résidentielles qui sollicitent des locaux artisanaux pour leur entreprise.

L'objectif est donc d'étendre d'ouest en est la zone artisanale au fur et à mesure de l'implantation des bâtiments.

Les boisements ceinturant le terrain seront conservés. Ce secteur de 1,5 ha est retenu du fait de son faible impact paysager.

Axe de développement de la zone artisanale des Brégous sur le foncier communal



La zone artisanale est bordée à l'ouest par la RD13, au nord et à l'est par la voie communale des Brégous.



2.6.7 Le tourisme

Montmeyan jouxte les rives du Verdon, au nord du territoire. Les berges accueillent « Montmeyan Plage » espace naturel de pic-nic, avec restaurant (propriété communale) et pontons de mise à l'eau pour les activités nautique sur la retenue du lac de Quinson.

Montmeyan plage :



Rajoutons que Montmeyan est situé à 7 km de Quinson, 20 km du Lac de Sainte Croix et des Gorges du Verdon, 30Km de Gréoux-les-Bains et 40 km du plateau de Valensole. Les visiteurs affluent particulièrement en été. Cette fréquentation estivale profite en partie au village de Montmeyan, qui tire aussi son attractivité de sa proximité des villages du Haut-Var les plus pittoresques : La Verdière, Varages, Fox-Amphoux, Barjols ou encore de la richesse patrimoniale de la Provence Verte, dont les Monts Bessillons.

L'économie locale est donc largement tournée vers **le tourisme**. 42% de résidences sont des résidences secondaires et des logements occasionnels. Que ce soit en matière d'hébergements touristique ou de restauration l'offre en hébergements est importante sur le territoire :

- Centre équestre des Esses au Collet de Ste Anne / et les Ecuries Lou Cavaou
- Camping de l'Eouvières (81 emplacements) / et Camping Lou Troumpetoun (31 emplacements)
- Restaurants : Du Lac, de l'Eouvière
- 1 hôtel de 6 chambres
- 13 Chambres d'hôtes et 3 gîtes de 15 chambres.
- Ex colonie de vacances Deffends Eouvière = vocation touristique à maintenir
- Montmeyan Plage : terrains communaux, restaurant communal (qu'il conviendrait d'agrandir) + Espace Naturel Sensible du Département



Le Château de l'Eouvière, qui accueille le camping, et le village de Montmeyan au patrimoine médiéval :



→ La Commune fait partie du réseau de randonnées équestres « du Verdon à la mer », et le village est un « village étape équestre ». Montmeyan souhaite développer les structures d'accueil et d'hébergement liées à l'activité équestre.

Le centre équestre des Esses « Visite Var » :



2.6.8 Quel devenir pour le site de l'ancienne colonie de vacances ?

Extrait de la démarche d'appel à projet :

« Le site de l'ancienne colonie de vacances occupe un terrain de 7,5 hectares situé à proximité du village de Montmeyan, sur le massif boisé du Deffends de l'Eouvière.

L'ensemble, construit dans les années 60, se compose :

- de plusieurs bâtiments d'accueil, d'hébergement et de locaux collectifs (restaurant et cuisine collective), ainsi que d'une maison de gardien et de bâtiments techniques (sanitaires, garages, buanderie) pour une Surface de Plancher d'environ 3 200 m².
- d'équipements sportifs (piscine, terrains de jeux, préaux).
- et d'une station autonome d'épuration des eaux usées avec possibilité de raccordement sur le réseau public.

Les constructions et installations s'articulent sur un relief constitué de larges terrasses arborées et la circulation interne est assurée par un réseau de voies et cheminements piétons réalisés en pente douce.

Le site a fait l'objet d'un bail emphytéotique (successivement avec l'Etat, puis La Poste, puis le Département) jusqu'en Février 2017, date à laquelle l'ensemble terrain et constructions est revenu en pleine propriété à la commune de Montmeyan dans un objectif de valorisation économique et touristique.

En effet, la commune souhaite renforcer son attractivité en s'appuyant sur un projet global de développement économique, dont le site de l'ancienne colonie de vacances constitue un des piliers.

Un dossier d'Appel à Projet a été porté à la connaissance de divers acteurs, en mobilisant notamment la Chambre de Commerces et d'Industrie du Var.

Aujourd'hui les pistes de reconversion sont les suivantes :

- Les projets de type résidence senior ou EHPAD nécessitent la proximité de services et commerces qui se concentrent dans les bourgs centres et relèvent de schémas départementaux ;
- Les besoins identifiés par le directeur de l'ADAPEI se situent près des zones urbaines ; seules des utilisations ponctuelles (de type ateliers, hébergement d'équipes de chantier mobile ou stages de formation) pourraient trouver une réponse



sur ce site éloigné, dans le cadre d'un site multi-activités ;

- La vocation d'hébergement touristique, vocation initiale du site, paraît la plus adaptée : plusieurs contacts avec des exploitants confirment cette orientation possible, à condition toutefois de pouvoir mobiliser un foncier plus important pour garantir un équilibre d'exploitation, dans un contexte de concurrence avérée.

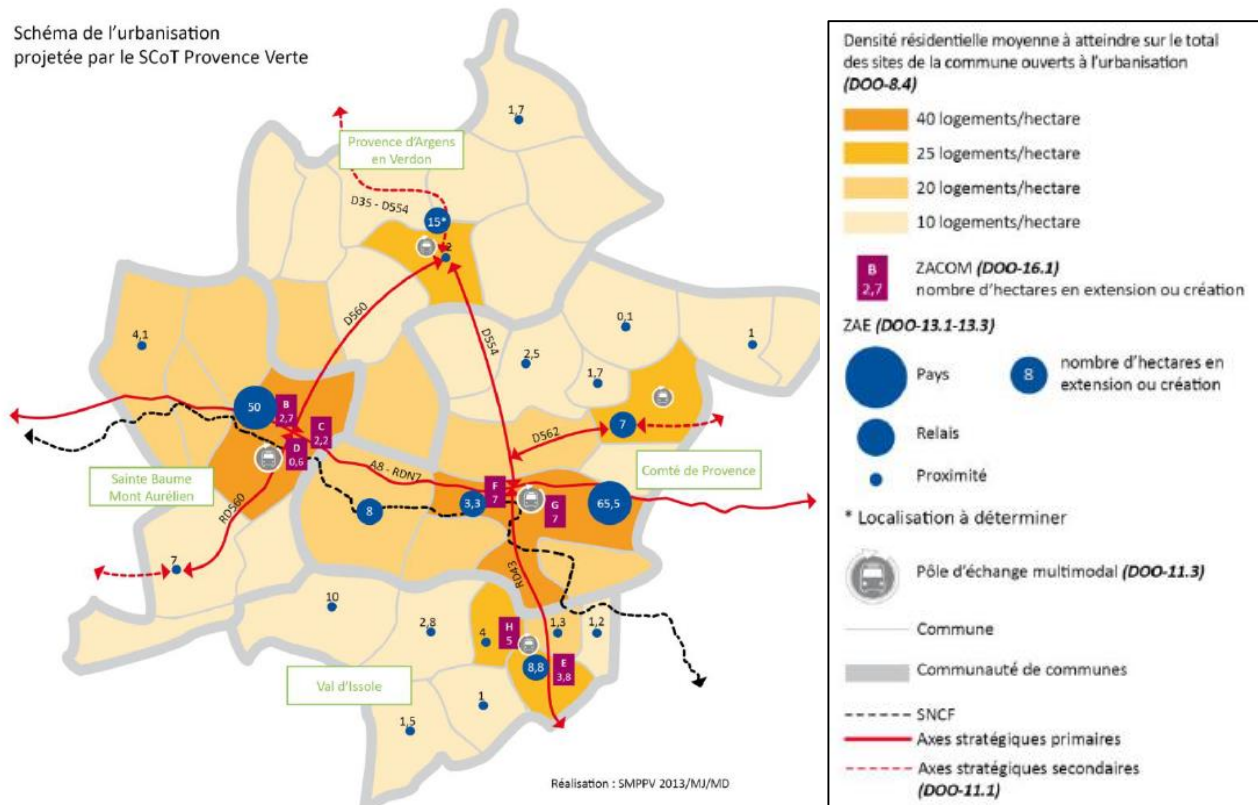
Dans ce contexte, la destination d'hébergement touristique constitue une piste sérieuse pour développer une activité pérenne, permettant d'accueillir une clientèle estivale, mais également des groupes en dehors de la haute saison ; un fonctionnement sur 6 à 8 mois semble réaliste. »

2.6.9 Besoin en matière de développement économique

- **Le développement économique du village** : services et activités économiques existants doivent être maintenus et développés : le PLU identifie la rue principale « du Verdon » pour y favoriser l'installation de nouveaux commerces.
- **Le développement économique de la zone artisanale des Brégous** : pour développer l'emploi endogène de la commune, la zone artisanale des Brégous d'une superficie de 1ha doit être confortée. La Municipalité dispose d'un foncier communal non perceptible depuis la RD13, en extension des bâtiments existants : ce terrain est favorable pour conforter la zone existante sur 1,5 ha supplémentaire.
- **Le développement économique touristique** : Outre le cœur du village médiéval et son patrimoine à préserver, les besoins en développement touristique concernent :
 - Quartier de Montmeyan Plage : autoriser une extension mesurée du restaurant existant (propriété communale).
 - Activités équestres : développer le tourisme et l'hébergement en lien avec l'activité équestre (Montmeyan est village étape de la route équestre).
 - Maintenir les deux campings existants situés autour du village : Lou Troumpetoun et l'Eouvière.
 - Inciter à la vente directe des produits de la ferme dans les bâtiments d'exploitation agricole.
 - Valoriser le site de l'ancienne colonie de vacances du Deffends de l'Eouvière (propriété communale) : pour éviter que cet espace équipé, et artificialisé ne se transforme en friche, le PLU doit valoriser ce site en permettant une reconversion économique.

Extrait du DOO du SCOT de la Provence Verte : l'extension des Brégous est autorisée jusqu'à 1,7 hectares. Le PLU prévoit une extension de 1,5 hectare (page 778 du DOO).

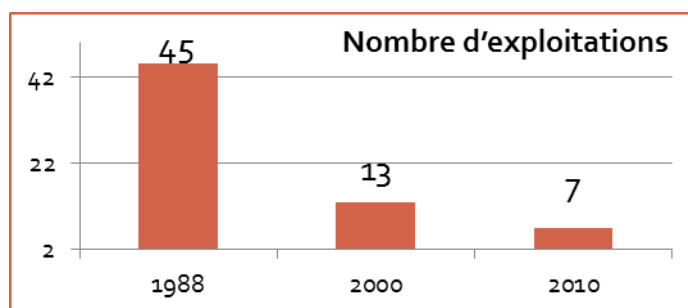
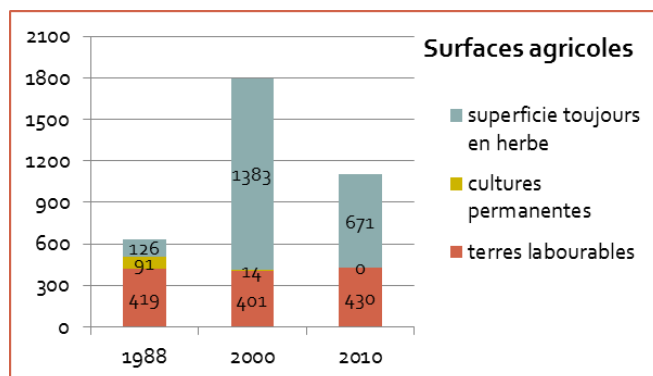
Schéma de l'urbanisation
projetée par le SCOT Provence Verte



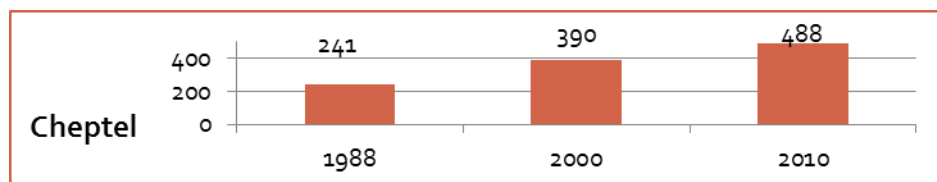
2.7 Agriculture et forêt

2.7.1 L'élevage domine

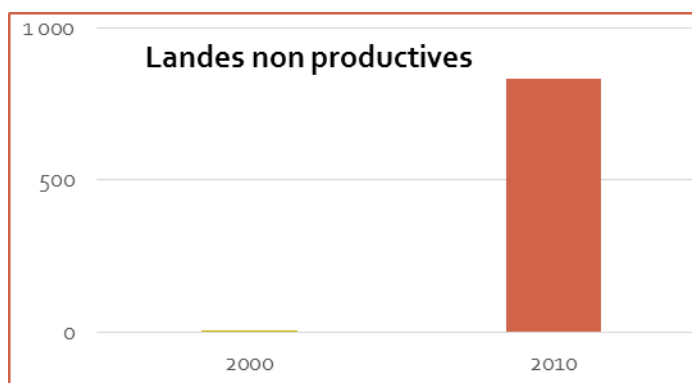
- 28 % du territoire communal est cultivé / pâturé (1074 ha en 2010 – RGA 2010)
 - 60% : superficies toujours en herbe
 - 40% : superficies en terres labourables
- 7 exploitations en 2010 (RGA 2010) :
 - réduction de 85% du nombre d'exploitations en 22 ans
 - Majorité d'exploitations individuelles



- Orientation technico économique des exploitations :
 - Élevage (ovins et autres herbivores)
 - Grandes cultures : céréales, maïs, fourrage.
 - Maraîchage, safran et le chanvre en expérimentation.

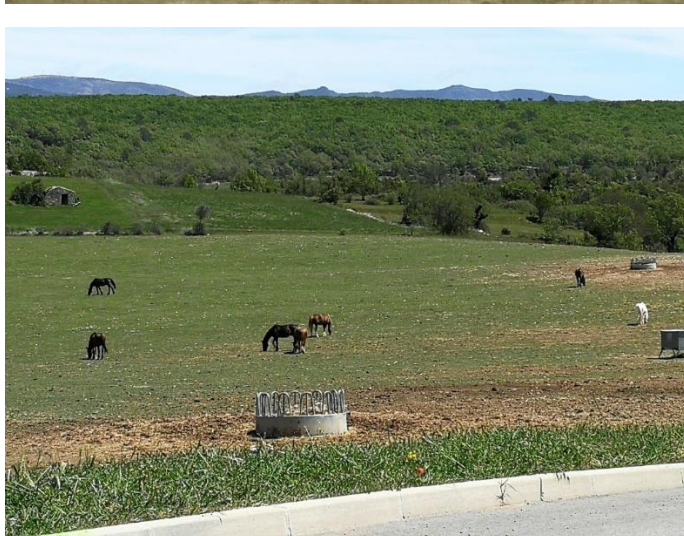


- en 2010 : 4 exploitations (sur 7) étaient dirigées par un exploitant âgé entre 50 et 60 ans.
- Hausse des landes non productives :
 - 2 ha en 2000
 - 834 ha en 2010



2.7.2 Les projets agricoles de l'intercommunalité

Montmeyan, terre d'élevage :



Montmeyan cultive le chanvre : filière en développement dans l'intercommunalité (extrait Var matin 07/2014)



En 2017, la Communauté de Communes Provence Verdon et la Chambre d'Agriculture du Var ont signé une convention cadre de partenariat de 4 ans (2017 – 2020) qui fixe leurs ambitions et objectifs agricoles pour le territoire.

Cette convention cadre se décline chaque année sous la forme d'une convention particulière définissant le programme de travail partenarial annuel.

En 2018, la Communauté de Communes Provence Verdon et la Chambre d'Agriculture du Var ont défini un programme ambitieux de soutien à l'agriculture afin de valoriser le territoire au regard de ses potentialités.

Axe 1 : Assurer le renouvellement des générations en agriculture puisque plus d'un exploitant sur deux n'a pas de transmission assurée. Pour assurer un renouvellement des générations et pérenniser l'activité agricole sur le territoire, il a été mise en place en 2018

- des conseils en amont de la transmission : conseil personnalisé à l'attention des exploitants de 55 ans et plus, pour les accompagner.

- des cercles d'échange entre pairs autour de la thématique transmission afin de favoriser les discussions. Des experts seront conviés à ces rencontres pour apporter toutes les informations utiles sur la transmission d'exploitation.

Axe 2 : Soutenir les filières agricoles du territoire et notamment l'émergence de nouvelles filières telles que la filière Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales (lavande, thym, sarriette, hélichryse...), la filière du chanvre, et la filière de l'abattage des animaux dans le but de consolider la filière élevage : en effet l'espace pastoral couvre 30 000 ha en Provence Verdon (45% du territoire).

Axe 3 : Favoriser l'équipement en réseau d'irrigation du territoire Provence Verdon. Montmeyan est directement concerné par le canal de Société du Canal de Provence qui traverse du nord au sud la commune. Il présente un potentiel de développement pour favoriser la redynamisation des espaces agricoles, non ou sous équipés par un réseau d'irrigation.

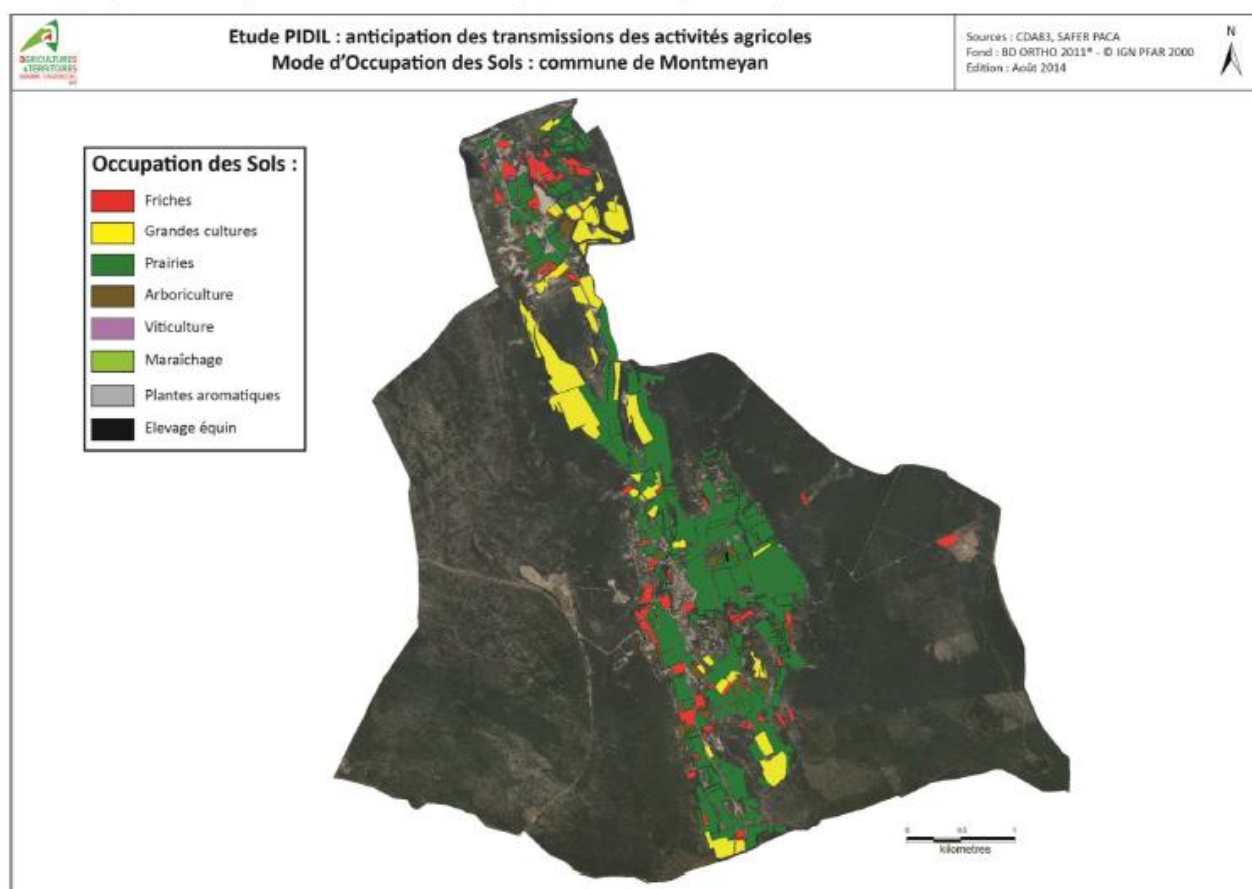
2.7.3 Les signes officiels de la qualité et de l'origine (SIQO)

- La commune est concernée par 58 « produits » bénéficiant d'un SIQO.
- La commune ne compte pas de parcelle classée en AOC/AOP viticole.
- L'intégralité du territoire est concernée par :
 - AOC/AOP : Huile d'olive de Provence
 - IGP : Thym, miel, Agneau de Sisteron et vin (Var et Méditerranée)

2.7.4 Localisation des espaces agricole sur le territoire

Etude PIDIL 2014 _ Extraits (Chambre d'agriculture et Communauté de communes)

Figure 6 : Mode d'Occupation des Sols de la commune de Montmeyan (Réalisation : Arthur Dupuis-Gerbal, 2014)



Montmeyan

Type d'occupation du sol	Surface
Fiches	51ha (9%)
Prairies	373 ha (66,1%)
Grandes Cultures	117 ha (20,7%)
Arboriculture	21 ha (3,7%)
Viticulture	0,9 ha (0,2%)
Maraîchage	1 ha (0,2%)
Plantes aromatiques	0 ha (0%)
Elevage équin	0,3 ha (0,1%)
Total :	564,2 ha (100%)

Plus de 14% du territoire est caractérisé par une occupation agricole sur la commune de Montmeyan.

Les terres agricoles se caractérisent par une prédominance très marquée des prairies (66%), due à une activité d'élevage très dynamique sur la commune et par une faible partie de terres en friches (9%), expliquée par l'important besoin de pâturage sur la commune.

On retrouve aussi des grandes cultures (21%) et une part d'arboriculture très faible. Les autres types de cultures représentent des surfaces très peu importantes.

- Projets d'agrandissement surfacique des exploitations agricoles : la majorité des exploitants du territoire communal ont des reprises de la succession assurée. De nouvelles terres sont exploitées, aux Cadenières, au sud de Montmeyan, route de Fox-Amphoux : la reconquête agricole est entamée.

A noter que le centre équestre existant des Esses souhaite développer une activité d'hébergement touristique lié à son activité. Ce projet prend place dans une démarche portée par le département de valorisation de la « Route équestre du Verdon à la Mer ».

- Irrigation

Concernant l'accès à l'irrigation, certaines exploitations cultivent des parcelles irriguées, dont l'eau provient majoritairement du réseau sous pression de la Société du Canal de Provence (SCP). Sur le territoire 2 exploitants souhaitent avoir accès ou étendre leur réseau d'irrigation.

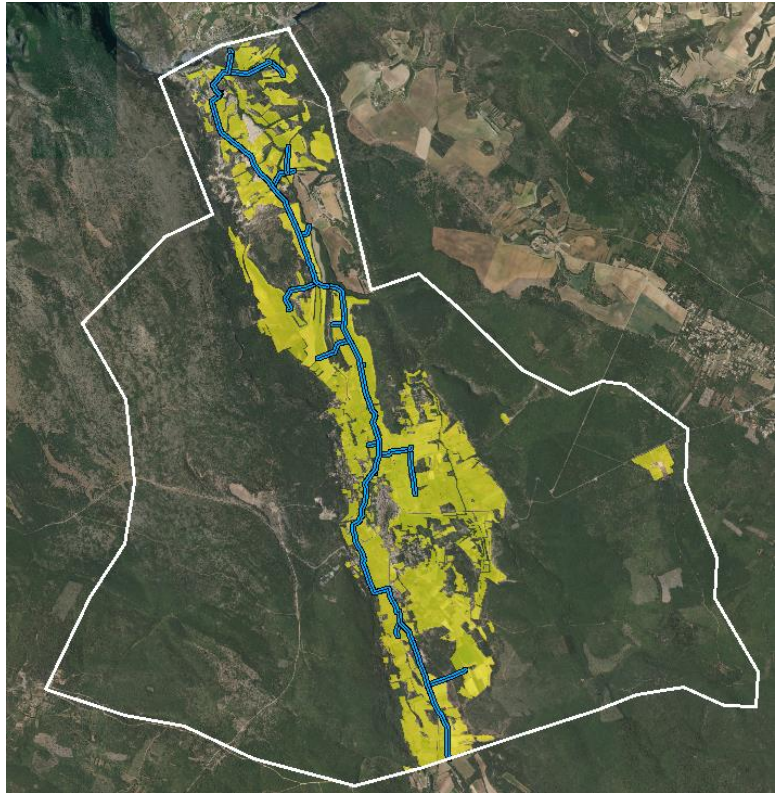
Les besoins d'irrigation sont liés à une diversité de production : fourrage, grandes cultures, arboriculture, abreuvement des troupeaux.

Tracé du Canal de Provence sur Montmeyan →

- Pression sur les exploitations

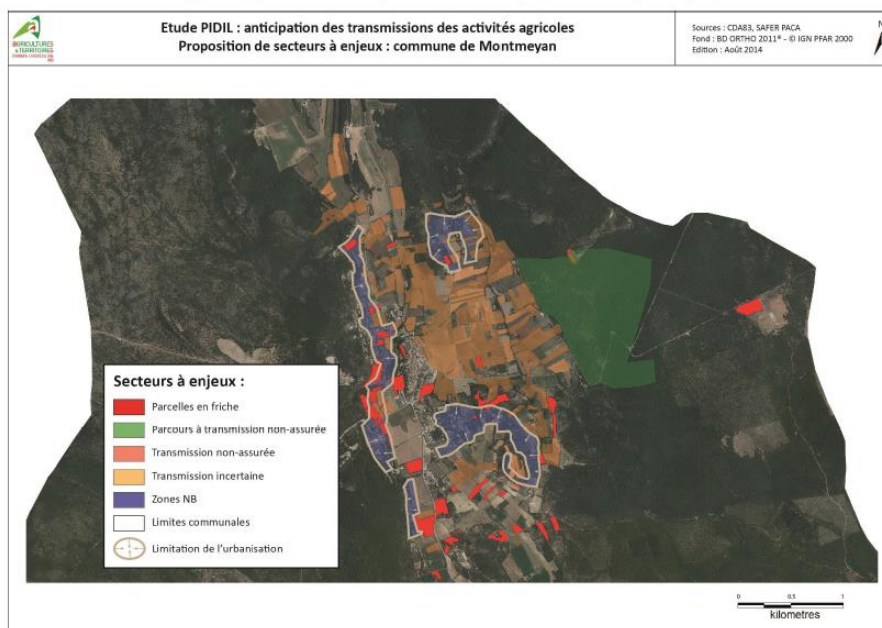
Il est à souligner que les agriculteurs qui n'ont pas accès à l'irrigation insistent tous sur le fait qu'il est difficile aujourd'hui de cultiver sans irriguer et beaucoup soulignent la disparition de la vigne il y a une trentaine d'années, surtout sur les communes de la Verdière, Montmeyan, Fox-Amphoux et Tavernes.

Cette disparition aurait très largement affaibli les dynamiques agricoles de ces communes. Certains soulèvent la difficulté d'acquérir du foncier, parlent d'une « guerre des terres », d'un foncier beaucoup trop morcelé, de l'absence d'îlots culturels cohérents, tandis que les éleveurs ovins et caprins se plaignent des ravages du loup et de l'inaction des autorités.

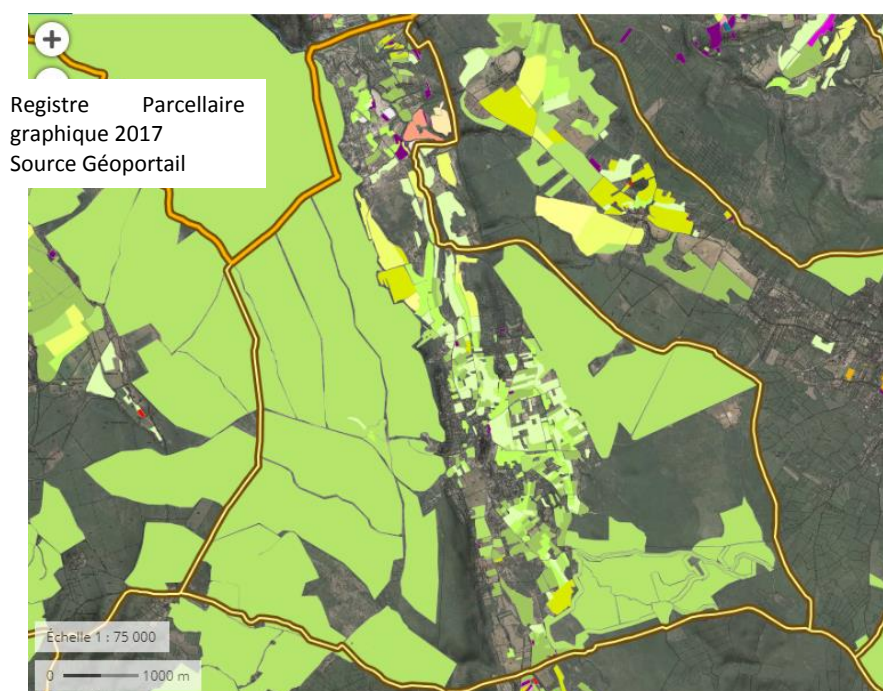
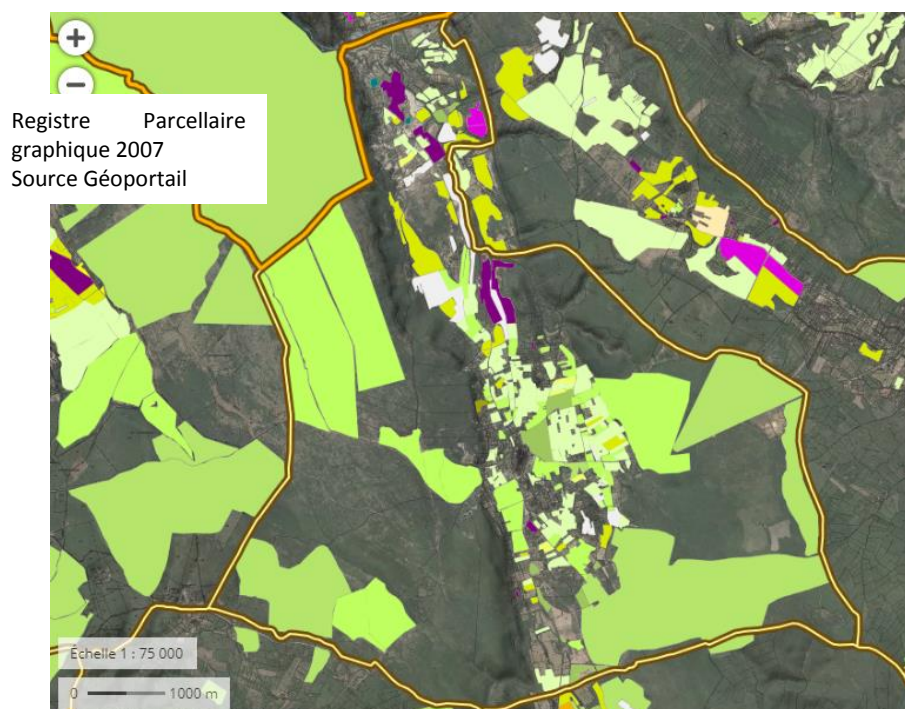


- Transmission des exploitations

Figure 17 : Propositions de secteurs à enjeux, commune de Montmeyan (Réalisation : Arthur Dupuis-Gerbal, 2014)



Evolution des espaces déclarés à la PAC entre 2007 et 2017.



Légende RGP

- Blé tendre
- Maïs grain et ensilage
- Orge
- Autres céréales
- Colza
- Tournesol
- Autre oléagineux
- Protéagineux
- Plantes à fibres
- Semences

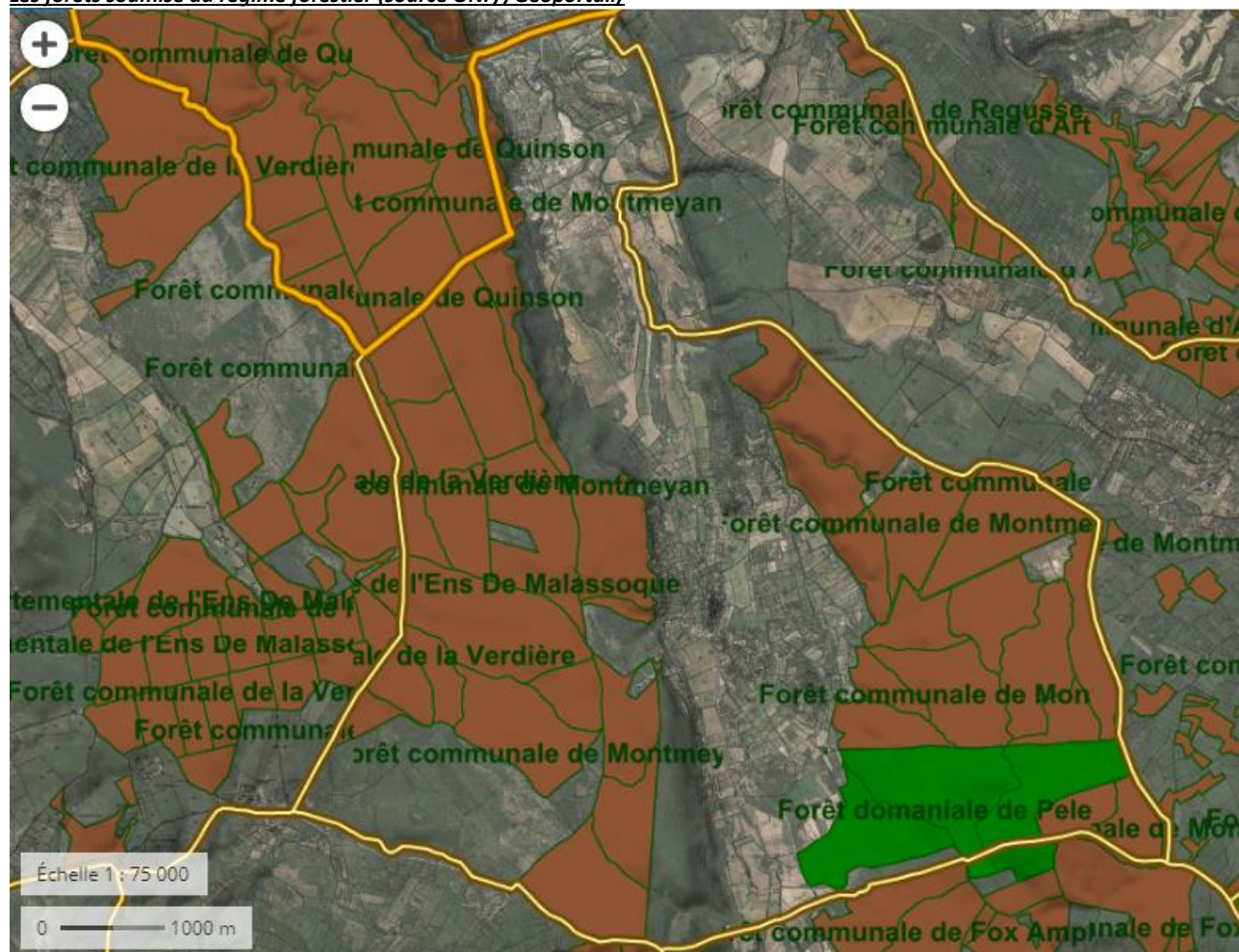
- Légumineuses à grains
- Fourrage
- Estives et landes
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Vignes
- Fruit à coque
- Oliviers
- Autres cultures industrielles
- Légumes ou fleurs
- Canne à sucre
- Arboriculture
- Divers

2.7.5 Les espaces naturels et forestiers

Les espaces forestiers et naturels représentent près de 80% du territoire, dont 70% sont des forêts soumises au régime forestier, gérées par l'ONF (plan d'aménagement forestiers sur 1771 ha).

Le programme moyen de récolte de bois dans ces forêts soumises au régime forestier correspond à 1000 m³/an, ce qui représente plusieurs emplois générés à l'aval dans la filière. De même la pratique sylvo-pastorale couvre une grande majorité de ces espaces. Le rôle social et économique des forêts publiques participe au développement du territoire et de la ruralité.

Les forêts soumises au régime forestier (source ONF//Géoportail)



Forêts publiques

- Forêts domaniales
- Forêts non domaniales

Les peuplements forestiers (source Géoportail _carte forestière)



- Forêt fermée sans couvert arboré
- Forêt fermée de feuillus purs en îlots
- Forêt fermée de chênes décidus purs
- Forêt fermée de chênes sempervirents purs
- Forêt fermée de hêtre pur
- Forêt fermée de châtaignier pur
- Forêt fermée de robinier pur
- Forêt fermée d'un autre feuillu pur
- Forêt fermée à mélange de feuillus
- Forêt fermée de conifères purs en îlots
- Forêt fermée de pin maritime pur
- Forêt fermée de pin sylvestre pur
- Forêt fermée de pin laricio ou pin noir pur
- Forêt fermée de pin d'Alep pur
- Forêt fermée de pin à crochets ou pin cembro pur
- Forêt fermée d'un autre pin pur
- Forêt fermée à mélange de pins purs

- Forêt fermée de sapin ou épicéa
- Forêt fermée de mélèze pur
- Forêt fermée de douglas pur
- Forêt fermée à mélange d'autres conifères
- Forêt fermée d'un autre conifère pur autre que pin
- Forêt fermée à mélange de conifères
- Forêt fermée à mélange de feuillus prépondérants et conifères
- Forêt fermée à mélange de conifères prépondérants et feuillus
- Forêt ouverte sans couvert arboré
- Forêt ouverte de feuillus purs
- Forêt ouverte de conifères purs
- Forêt ouverte à mélange de feuillus et conifères
- Peupleraie
- Lande
- Formation herbacée

Extrait du plan d'aménagement forestier (2011-2020)

La forêt communale n'a pas de label PEFC.

0.2. Surface de la forêt

Surface	ha	a	ca
Surface à la date du dernier aménagement forestier	1790	74	50
Surface cadastrale actuelle	1771	07	50
Surface arrondie à l'are pour l'exposé du présent aménagement	1771	08	
Vides boisables ou non	35	06	
Surface destinée à la culture forestière arrondie à l'are (surface réduite)	1736	02	

Les vides boisables sont composés de :
 Matorral à Genévrier de Phénicie (17,21 ha)
 Matorral à Genévrier Oxycèdre (7,00 ha)
 Zone ouverte (6,62 ha)

Les vides non boisables sont composés de :
 Emblavure (1,38 ha)
 Ancienne carrière (2,85 ha)

La répartition des surfaces par territoire communal est la suivante :

Commune	Canton	Superficie		
		ha	a	ca
Montmeyan	Est	727	84	35
Montmeyan	Ouest	978	06	05
Montmeyan	Le Gabre	65	17	10
Surface totale		1771	07	50

Les calculs ultérieurs seront effectués à partir de la surface réduite (1736,02 ha).

2.2. Production ligneuse

La production principale est le bois de chauffage feuillu.

Les bois sont délivrés à la commune pour les besoins de l'affouage ou vendus sur pied par vente amiable, et façonnés sur place par l'exploitant.

Toutes les parcelles mises en vente de 1984 à 2005 ont trouvé acheteur ; cela est dû principalement à la relative facilité d'accès et de débardage dans la forêt.

Les prix actuels du marché sont les suivants :

Bois de chauffage (Chêne pubescent) : il peut atteindre 25 €/m3 pour un beau taillis.

A titre d'information, les données de l'Inventaire Forestier National (inventaire 1999) pour la région «Plateaux de Provence» sont les suivants (forêts bénéficiant du Régime Forestier) :

Type de peuplement	Volume à l'hectare (m3/ha)			Production brute (m3/ha/an)		
	Feuillus	Résineux	Total	Feuillus	Résineux	Total
Taillis	24,2	-	24,2	1,26	-	1,26
Mélange futaie de conifères et taillis	22,6	25,0	47,6	0,85	1,1	1,95
Futaie Pin d'Alep	4,6	39,2	43,8	0,3	2,7	3,0

2.3. Autres productions

Hormis le ramassage de champignons (truffes), il n'existe à l'heure actuelle aucune production significative autre que la production ligneuse.

Actuellement, 5 concessions sont répertoriées en forêt communale de Montmeyan :

- Une concession gratuite pour une durée indéterminée pour les lignes électriques de EDF-GDF-Var.
- 3 concessions de pâturage pour des ovins au profit de :
 - M. RAMIN Georges, jusqu'au 31 décembre 2013 pour 1500 ovins sur 991 ha, avec une redevance d'un montant de 1879 €/an. Un bâtiment est également inclus dans cette concession.
 - M. BOFFANO Francis, jusqu'au 31 décembre 2013 pour 1500 ovins sur 547 ha, avec une redevance d'un montant de 1230 €/an.
 - Mme MARVIN jusqu'au 31 décembre 2013, pour 150 caprins sur 251 ha, avec une redevance d'un montant de 587,50 €/an.
- Une concession pour dépôt de ruches en Forêt est passée avec un apiculteurs de la commune voisine de Quinson (04).

2.4. Activités cynégétiques

Le droit de chasse est concédé pour l'euro symbolique, pour une durée de 10 ans (bail du 1/1/2002 au 31/12/2012) à la société de chasse communale regroupant 180 chasseurs environ.

La valeur estimée de l'exploitation du droit de chasse est de 13190 €/an soit 7,44 €/ha (en partant sur une estimation – arbitraire - de 20 % inférieur au bail de chasse en forêt domaniale de Péleuc en 2010, à savoir 9,31 €/ha).

La chasse se pratique de façon traditionnelle : en battue pour le sanglier et le renard, au poste pour la grive, devant soi avec ou sans chien pour le petit gibier.

On note un prélèvement annuel moyen de 100 sangliers sur la commune, dont les 3/4 s'opèrent en forêt.

En moyenne, 15 bracelets sont délivrés par an à la société de chasse pour le tir au chevreuil sur l'ensemble de la commune.

3 État initial de l'environnement

3.1 Contexte physique

3.1.1 Climat

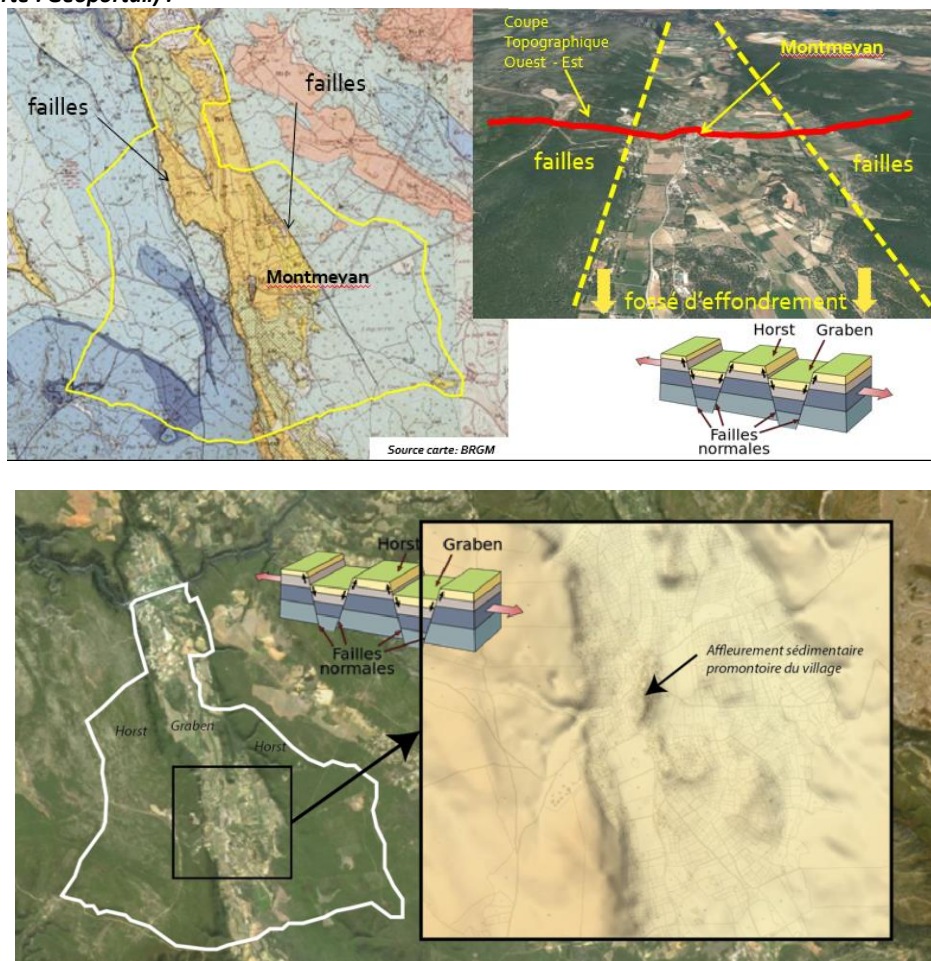
Le territoire de Montmeyer, d'une superficie de 3943 ha est soumis à un climat méditerranéen, proche de celui de Valensole à une trentaine de kilomètres au Nord: le temps est très sec, la température dépasse souvent les 25 °C, adoucie par les nombreux orages en fin d'été. En hiver, la température est douce la journée, cependant, la neige est bien visible sur les monts alentours et les températures sont négatives la nuit.

Les précipitations méditerranéennes sont caractérisées par leur violence et leur soudaineté (pics de précipitation en automne et au printemps).

3.1.2 Géologie

Le territoire prend place sur un vaste bassin molassique créé par la surrection alpine, limité à sa bordure ouest par la faille de la Durance et chevauché à l'est par la nappe de Digne. Le plateau laisse affleurer des formations calcaires de la fin du Jurassique. Le synclinal de Montmeyer est un fossé d'effondrement (graben), orienté nord-sud, attribué au premier mouvement alpin de l'Oligocène, qui s'étend sur 12 km entre Quinson et Fox-Amphoux. Il est rempli d'argiles rouges de l'Eocène inférieur, subdivisées en deux masses par un banc de calcaire lacustre. Dans cette plaine étroite, bordée de failles calcaires, affleurent des roches sédimentaires d'âge jurassique et Crétacé. Le village de Montmeyer occupe un de ses promontoires.

Photographie aérienne permettant de visualiser l'effondrement (Graben) et localisation du village sur fond cadastre et carte du relief (fonds de carte : Géoportail) :



3.1.3 Hydrologie et hydrogéologie

Le réseau hydrographique est marqué par la présence du Verdon en limite nord du territoire.

Le profil initial de cette rivière a été modifié suite à la création du barrage de Gréoux en 1967 puis de celui de Quinson en 1974, retenant respectivement, 78 et 19,5 millions de m³ d'eau.

Le Verdon fait l'objet d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE Verdon)

Des mesures spécifiques sont également présentées dans le SDAGE RM 2016-2021.

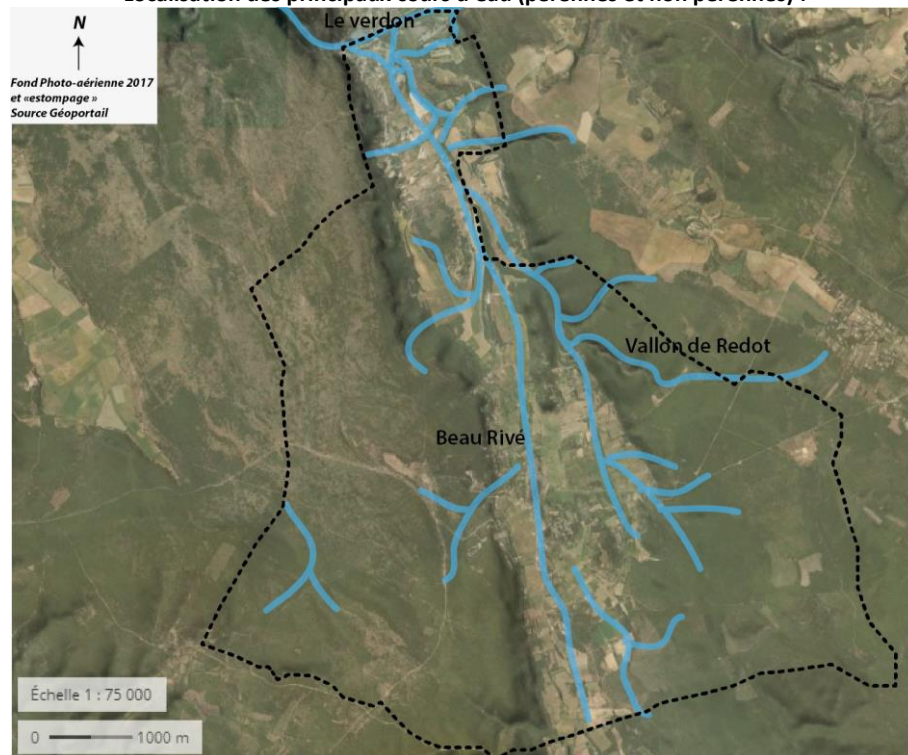
Le territoire est traversé par le ruisseau de Beau Rivé selon un axe nord-sud et par le vallon de Redot à l'est de la commune.

Données SDAGE : Code masse d'eau FRDR11297 : ruisseau le beau rivé, qualifié de cours d'eau en bon état écologique et chimique.

Pas de mesure spécifique mais il concourt au maintien des zones protégées, en tant que masses d'eau concernées par une mesure pour l'atteinte d'un état de conservation favorable des habitats aquatiques et humides d'intérêt communautaire. Il est en lien avec les sites Natura 2000 FR9302007 : Site à chauves-souris de Valensole et FR9312012 : plateau de Valensole

A noter que la source de la Bresque est située à quelques mètres de la limite communale sud de Montmeyan sur le territoire de Fox Amphoux.

Localisation des principaux cours d'eau (pérennes et non pérennes) :



La commune est concernée par quatre masses d'eau à l'affleurement à dominante sédimentaire :

- FRDG139 : Plateau calcaires des Plans de Canjuers et de Fayence, dont l'état chimique en 2015 est qualifié de bon, et pour laquelle existe dans le SDAGE RM 2016-2021 l'objectif d'atteinte du bon état chimique été fixé pour 2015.
- FRGD236 : Calcaire profonds jurassiques de Valensole, dont l'état chimique est qualifié de bon en 2015 dans le SDAGE RM 2009-2015.
- FRDG209 : Conglomérats du plateau de Valensole dont l'état quantitatif est bon, et pour laquelle existe dans le SDAGE RM 2016-2021 un objectif d'atteinte du bon état chimique en 2027. La motivation du recours à la dérogation étant les conditions naturelles (CN). Les substances à risque sont les pesticides et les nitrates.
- FRDG520 : Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-Pays provençal.

Perspectives d'évolution et enjeux

La qualité de l'eau est liée principalement à la capacité d'assainissement des systèmes collectifs et non collectifs, à la préservation des cours d'eau et de la végétation associée.

Les servitudes d'utilité publique concernant le champ captant et la retenue au Nord du territoire s'appliquent au RNU.

Les évolutions sans PLU ne semblent pas significatives.

La qualité de l'eau est un enjeu fort du PLU, qui ne doit pas entraîner de modification de la qualité des eaux de surfaces et souterraines.

3.2 Les risques naturels et technologiques

Le territoire communal est concerné par quatre types de risques naturels et un risque technologique :

- Séisme
- Inondation
- Mouvement de terrain
- Feu de forêt
- Rupture de barrage

La commune a fait l'objet de trois arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 3

Inondations et coulées de boue : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
83PREF19940049	04/11/1994	06/11/1994	21/11/1994	25/11/1994
83PREF20110053	04/11/2011	10/11/2011	18/11/2011	19/11/2011

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
83PREF20190083	01/07/2017	30/09/2017	18/09/2018	20/10/2018

Source : www.georisques.gouv.fr.

3.2.1 Sismicité

La commune est classée en zone de sismicité 3 (aléa modérée) selon l'article D. 563-8-1 du Code de l'Environnement.

Perspectives d'évolution et enjeux

Ce risque ne constitue pas un enjeu à l'échelle du PLU.

3.2.2 Inondation et rupture de barrage

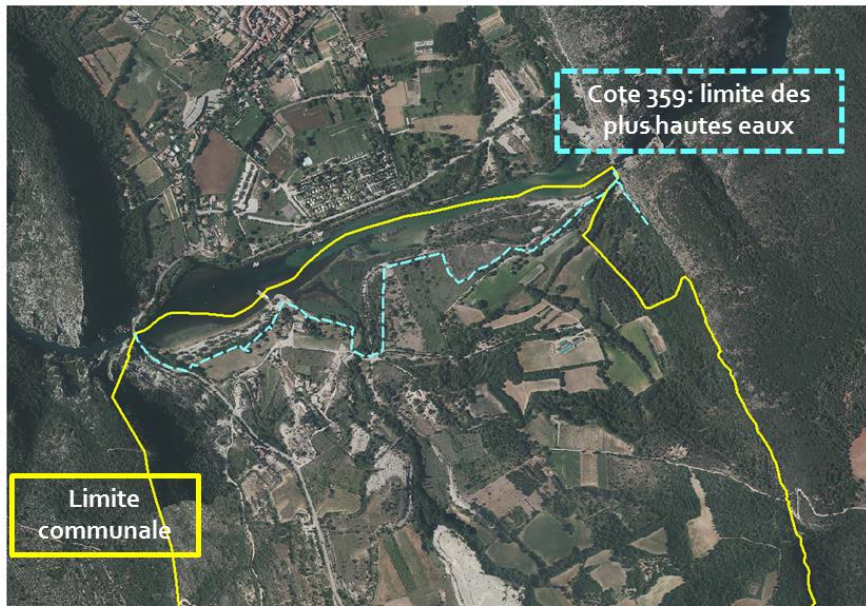
Aucun document ou donnée n'identifie de risque d'inondation naturelle sur le territoire.

La commune ne fait pas partie d'un Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) tel que définie par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Rhône Méditerranée.

L'Atlas des Zones Inondable ne porte pas sur le Verdon dont la gestion est anthropique.

Un éventuel phénomène de montée des eaux au niveau du lac serait dû à un lâché d'eau par le gestionnaire des barrages. La limite des plus hautes eaux est la côte 359, qui se trouve au-delà de la côte « habituelle » du lac.

Cette limite marque la limite de « crue » liée à un lâché d'eau.



Un autre phénomène de crue, brutal, serait la rupture d'un des barrages situés en amont du territoire, à savoir Castillon et Chaudanne, Sainte Croix et Quinson (du plus éloigné au plus proche du territoire).

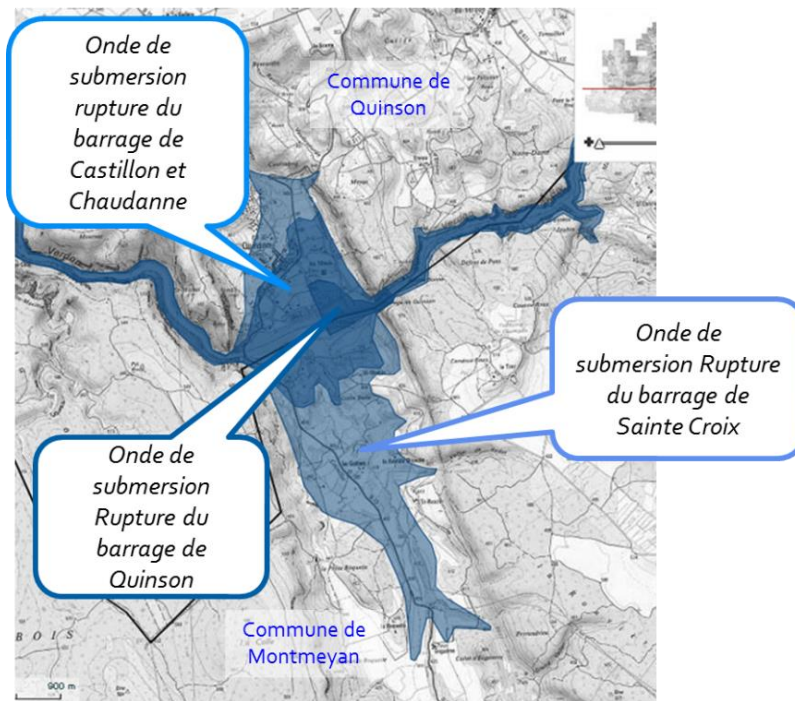
La rupture d'un ou des barrages entraînerait la création d'une onde de submersion qui arriverait selon le ou les barrages concernés plus au moins rapidement et intensément sur le territoire. Ces barrages font tous l'objet de Plans Particuliers d'Intervention (PPI).

En cas de rupture du barrage de Castillon et Chaudanne, l'onde de submersion arriverait à Montmeyer en 1h44, celle liée à la rupture de barrage de Sainte croix en 15 minutes et celle du barrage de Quinson serait immédiate.

C'est l'onde de submersion liée à la rupture du barrage de Sainte croix qui entrainerait la plus importante onde de submersion sur le territoire, elle se superpose aux deux autres ondes, plus réduites.

C'est la délimitation de cette onde de submersion qui est portée aux documents graphiques dans un but d'information. Le PLU ne règlemente rien concernant ce risque.

Onde de submersion (PPI des Barrages Castillon, Sainte Croix et Quinson)



Source Centre d'information pour la prévention des risques majeurs

Un troisième phénomène est lié en grande partie à l'imperméabilisation des sols, il s'agit du ruissellement pluvial. La commune ne dispose pas de schéma de gestion du pluvial. Aucune donnée n'est disponible sur la localisation et l'intensité de ces phénomènes.

Perspectives d'évolution et enjeux

Le risque rupture de barrage et la gestion du niveau du Verdon est indépendant du document d'urbanisme.

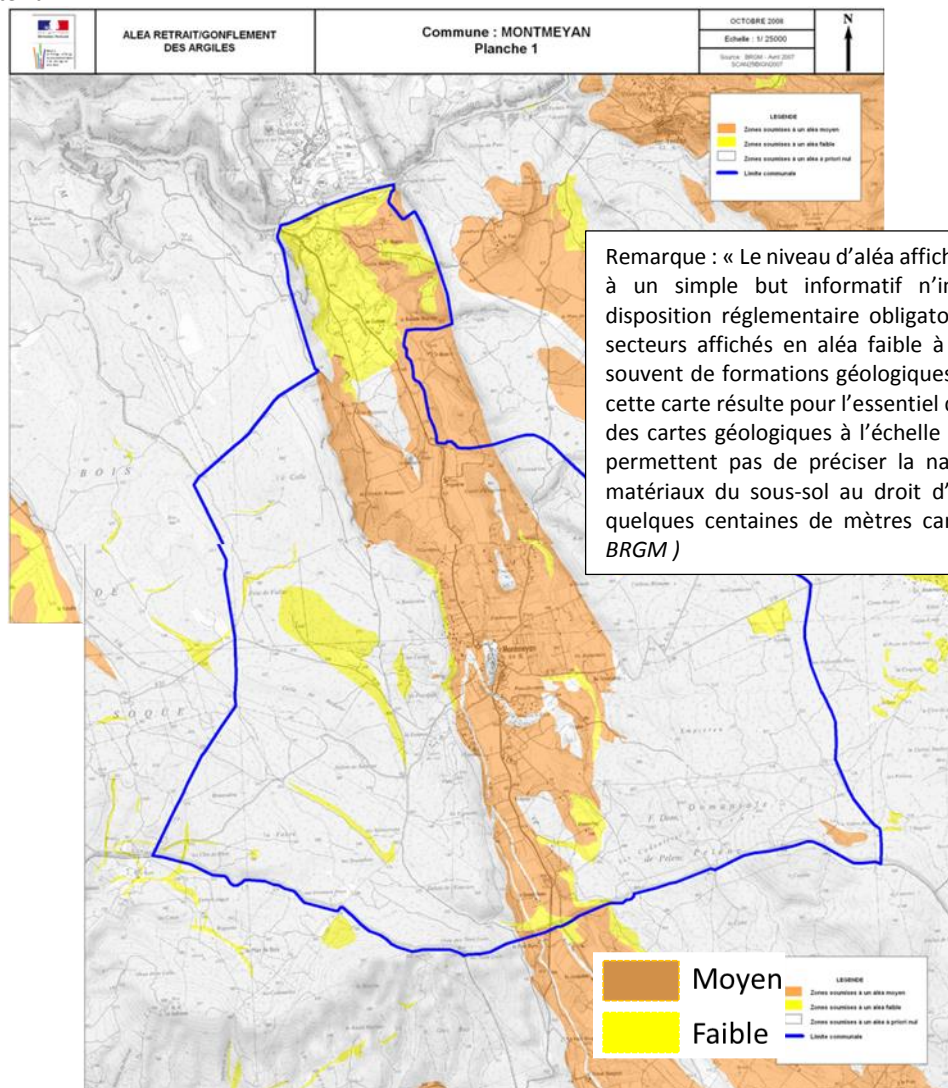
A noter qu'actuellement la majeure partie des espaces urbanisés sont situés hors d'espaces éventuellement soumis à une submersion. Le ruissellement pluvial est lié à l'imperméabilisation des sols par les nouvelles constructions. Sans document d'urbanisme les mesures nécessaires à la compensation à l'imperméabilisation et la gestion du pluvial ne sont pas explicités et, peut-être, pas toujours mises en œuvre (absence de règles précises).

L'enjeu ne porte pas sur le risque rupture de barrage mais sur la gestion du ruissellement pluvial.

Le PLU doit accompagner le développement du territoire ainsi que la densification de certains secteurs en mettant en place des règles permettant la gestion du pluvial à la parcelle.

3.2.3 Mouvements de terrain

La commune est soumise à un aléa retrait-gonflement des argiles faible à moyen selon les secteurs. Concernant les autres types de mouvements de terrain (chutes de bloc, glissement, érosion des berges, etc.) le BRGM n'identifie aucun secteur actif sur la commune. Aucune étude de type plan de prévention des risques n'a été réalisée sur le territoire communal, concernant les phénomènes de mouvements de terrain.



Perspectives d'évolution et enjeux

L'évolution du climat, l'imperméabilisation des sols et le ruissellement peuvent contribuer à une augmentation des phénomènes de dessiccation, réhydratation des argiles responsables de ce type de mouvements de terrain.

Il s'agit ici d'un enjeu faible du PLU, qui ne peut, à son échelle, que rappeler l'existence d'un porté à connaissance communal de l'aléa retrait gonflement des argiles.

3.2.4 Feu de forêt

Près des 2/3 du territoire sont concernés par des espaces forestiers, et sont par conséquent soumis à un aléa feu de forêt.

La commune ne dispose pas de plan de prévention des risques incendie de forêts (PPRIF).

Aucun incendie n'est inventorié depuis 1958 sur le territoire communal.

La base de données REMOCRA localise les équipements de défense incendie sur le territoire.

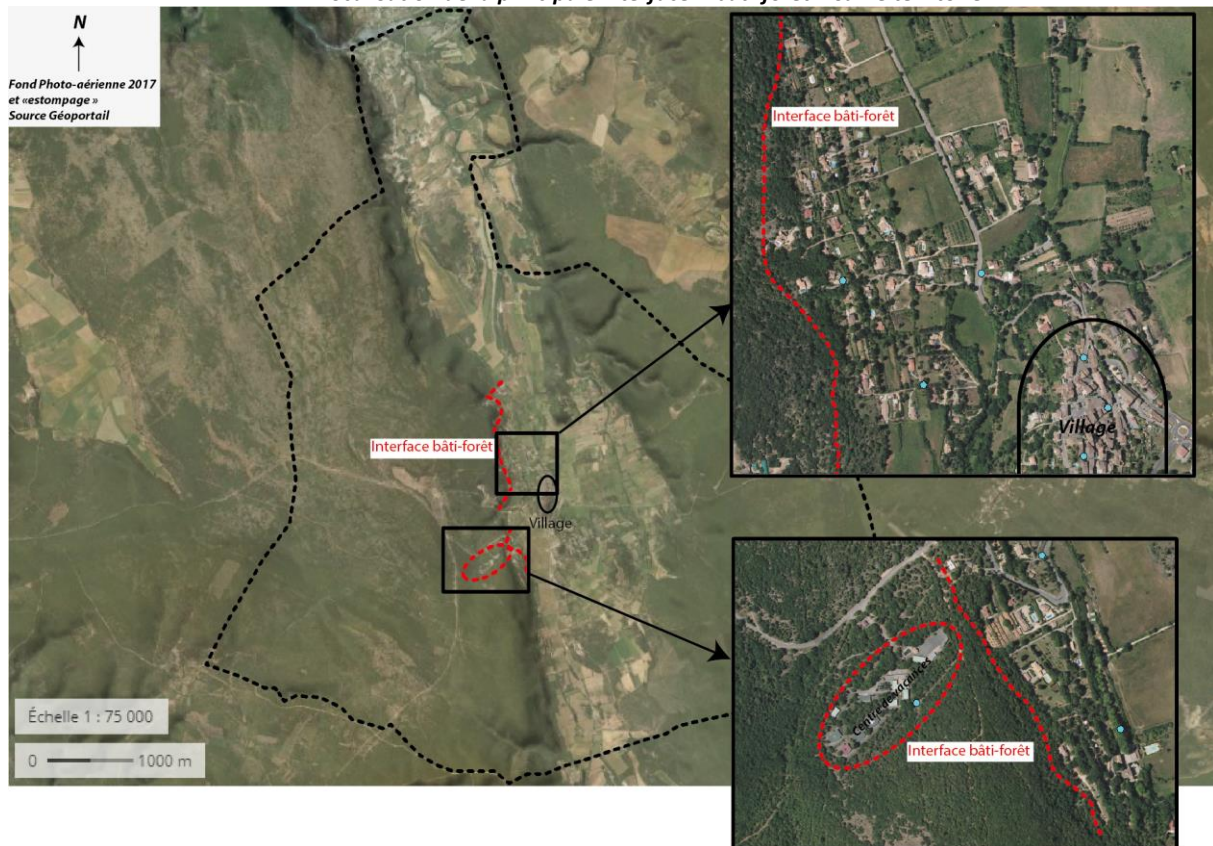
Les secteurs les plus sensibles du territoire sont les interfaces bâtis/forêt, où le risque est le plus important (humain et matériel). Ces secteurs sont principalement localisés à l'Ouest du village, sur les coteaux.

Majoritairement les constructions existantes ne sont pas situées dans des zones forestières, il existe peu de constructions isolées dans les espaces forestiers.

Les constructions ont l'obligation de respecter les règles de débroussaillage obligatoire (OLD). L'observation de la photographie aérienne de 2017 laisse à penser que les OLD (50 mètres autour des constructions) ne sont pas toujours respectées.

Le centre de vacances est entouré d'espaces boisés, l'inexploitation de ce site depuis une vingtaine d'années a entraîné une fermeture des milieux dans et autour du site.

Localisation de la principale interface « bâti-forêt » sur le territoire :



Perspectives d'évolution et enjeux

La forêt est majoritairement soumise au régime forestier, et est par conséquent gérée par l'ONF dans le cadre d'un plan d'aménagement forestier, ce qui facilite et assure son entretien, concourant à la prévention contre les incendies.

La prise en compte de la défense incendie est réglementée par le RNU. Par conséquent les permis de construire qui ne répondraient pas à cette obligation ne seraient pas accordés.

L'enjeu est la prise en compte du risque feu de forêt dans la définition des projets de développement du territoire, afin de ne pas augmenter les risques d'exposition des personnes et des biens, en particulier aux interfaces bâti-forêt.

Il s'agit d'un enjeu modéré à fort selon les secteurs.

3.3 Santé humaine

Outre les risques naturels et technologiques, la prise en compte de la santé humaine à l'échelle d'un PLU passe par la quantité et la qualité de l'eau d'alimentation, la qualité de l'air et du sol, et les nuisances éventuelles.

Ainsi à son échelle, le PLU doit permettre d'assurer l'absence de risque sanitaire et la cohérence entre la ressource et les besoins futurs liés au projet de PLU.

3.3.1 Ressource en eau

La consommation d'eau de la commune est de 46 400 m³ (Année 2016) **avec un rendement de 83% du réseau.**

Soit un prélèvement d'eau pour la commune d'environ 54 000 m³ d'eau par an, soit moins de 150 m³/jour

Cette eau provient du lac de Sainte Croix (Fontaine l'évêque) et des 2 captages du champ captant de Montmeyan plage.

Pour le champ captant, le volume de prélèvement autorisé par la DUP de 1977 est de 5200m³/jour.

Ce volume autorisé, et par conséquent à lui seul suffisant pour alimenter la commune.

A noter qu'actuellement l'intégralité des parties urbanisées du territoire est couverte par le réseau d'eau potable.

Perspectives d'évolution et enjeux

L'évolution de la population entraîne une augmentation des besoins en eau. A l'échelle du territoire cette augmentation « naturelle » (*sans document d'urbanisme*) de la population (moins d'une dizaine d'habitants supplémentaires par an) est cohérente avec les capacités de la ressource en eau du territoire.

Projection à 10 ans en tenant compte des capacités d'accueil du PLU (voir aussi chapitre 2.2.4 et 2.3.4) :

Actuellement la commune compte 468 abonnés au réseau d'eau communal.

L'hypothèse est qu'un abonné correspond à un logement en résidence principale ou secondaire.

Les 100 nouveaux logements projetés par le PLU (résidences principales et secondaires) correspondent à 100 abonnés.

La moyenne de consommation par abonné est actuellement de 100 m³/an.

En considérant que la moyenne de consommation n'évoluera pas à l'horizon 10 ans,

Les besoins pour les 100 nouveaux abonnés seront de 10 000 m³ par an.

Les besoins en eau correspondant à la consommation totale des résidents de la commune à l'horizon 10 ans peuvent être estimés à environ 56 000 m³ par an.

La DUP autorise le prélèvement de 1 898 000 m³ d'eau par an.

La cohérence entre capacité de la ressource et projection démographique n'est par conséquent pas un enjeu fort du PLU. La qualité de la ressource constitue en revanche un enjeu du PLU.

3.3.2 Assainissement

La station d'épuration d'une capacité de 1500 Equivalents habitants (EH) apparaît conforme en termes d'équipements et de traitements (source : *rapport du délégataire 2016*).

Le réseau d'assainissement collectif couvre la quasi-totalité des parties actuellement urbanisées du territoire.

La capacité résiduelle de la station d'épuration est de 1200 EH.

En 2000, la société SIEE a réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement, ce document n'a pas pu être communiqué par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU, par conséquent, le PLU n'a pas d'information sur la capacité du sol à l'assainissement non collectif.

Par ailleurs, la commune ne dispose pas de donnée sur la conformité des assainissements non collectifs présents sur le territoire (la compétence SPANC n'est pas communale).

Perspectives d'évolution et enjeux

L'évolution de la population entraîne une augmentation des volumes à traiter. A l'échelle du territoire, cette augmentation « naturelle » (*sans document d'urbanisme*) de la population (moins d'une dizaine d'habitants supplémentaires par an) est cohérente avec les capacités de la station d'épuration.

La cohérence entre capacité de la station et projection démographique n'est par conséquent pas un enjeu fort du PLU. En revanche la présence ou l'absence du réseau d'assainissement, dans le cadre du développement communal est un enjeu du PLU.

3.3.3 Energie et qualité de l'air

Consommation d'énergie 2016 (*Source cigale.atmosud.org*) : 1190 tonnes/équivalent pétrole dont environ 10% d'énergies renouvelables (biomasse, solaire) produites sur le territoire communal (soit environ 1200 MWh)

La consommation d'énergie induit une émission de gaz à effet de serre d'environ 3300 tonnes de CO₂ par an ce qui représente environ 4% des émissions de la communauté de communes.

La moyenne nationale d'émission de CO₂ par habitants est de près de 12 tonnes par an (source : www.gouvernement.fr/indicateur-emprunte-carbone).

La moyenne pour Montmeyer est de près de 6 tonnes par an et par habitant, c'est-à-dire en deçà de la moyenne nationale.

Perspectives d'évolution et enjeux

L'augmentation de la population entraîne une augmentation des besoins en énergie et les émissions de GES.

D'une manière générale les nouveaux matériaux de construction d'une part et les nouvelles technologies (véhicules, systèmes de production d'énergies renouvelables) concourent à la réduction des consommations énergétiques et des émissions atmosphériques.

L'enjeu est de favoriser les possibilités de production d'énergie renouvelable sur le territoire et de faciliter les déplacements doux et actifs sur le territoire entre les différents pôles de vie.

3.3.4 Qualité des sols

Les bases de données BASOL et BASIAS recensent, respectivement les sites pour lesquels une action des pouvoirs publics est nécessaire (site pollué) et les sites supports d'activités actuelles ou passées éventuellement pollués.

Sur le territoire communal la base de données BASOL n'inventorie aucun site et la base de données BASIAS répertorie 5 sites.

Il s'agit de la station-service existante (cuves d'hydrocarbure), trois fours à chaux qui ne sont plus en activités et ne présentent pas de pollution avérée et l'ancien site de broyage, concassage, qui n'est actuellement pas en activité.

Les assainissements autonomes, s'ils ne sont pas conformes pourraient être source de pollution des sols. Aucune donnée à ce sujet n'est disponible actuellement.

Perspectives d'évolution et enjeux

L'évolution de la qualité des sols sur le territoire est liée à des risques de pollution accidentelle (assainissements non collectifs, accidents, ...) et aux apports exogènes de matériaux.

L'enjeu concernant le sol et sa qualité consiste à s'assurer que le projet communal n'induit pas de risque de pollution des sols et soit cohérent avec les caractéristiques du sol de chaque secteur (par exemple le site de concassage, les espaces à potentiel agricole,...). Il s'agit d'un enjeu faible à modéré.

Liées à cet enjeu de qualité des sols, la limitation de la consommation du sol et l'identification des sols par fonction (agricole, forestier, ...) est un enjeu fort du PLU.

3.3.5 Environnement sonore et nocturne

Le territoire communal bénéficie d'un environnement nocturne et sonore préservé.

Perspectives d'évolution et enjeux

Actuellement, cet environnement n'est pas soumis à évolution négative prévisible.

Il ne s'agit pas d'un enjeu du PLU.

3.4 Les milieux naturels du territoire

3.4.1 Avant-propos

L'état initial du PLU de la commune de Montmeyer reprend les éléments portés à la connaissance de la commune au moment de la rédaction du rapport de présentation. De manière itérative, tout au long de la procédure d'élaboration du PLU, les données nouvelles sont venues enrichir les réflexions et la prise en compte de la biodiversité et du fonctionnement écologique à l'échelle du document d'urbanisme.

Ainsi les données les plus anciennes, telles que la présence de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, sont complétées par les données récentes des bases de données Silene (faune et flore), entre autres.

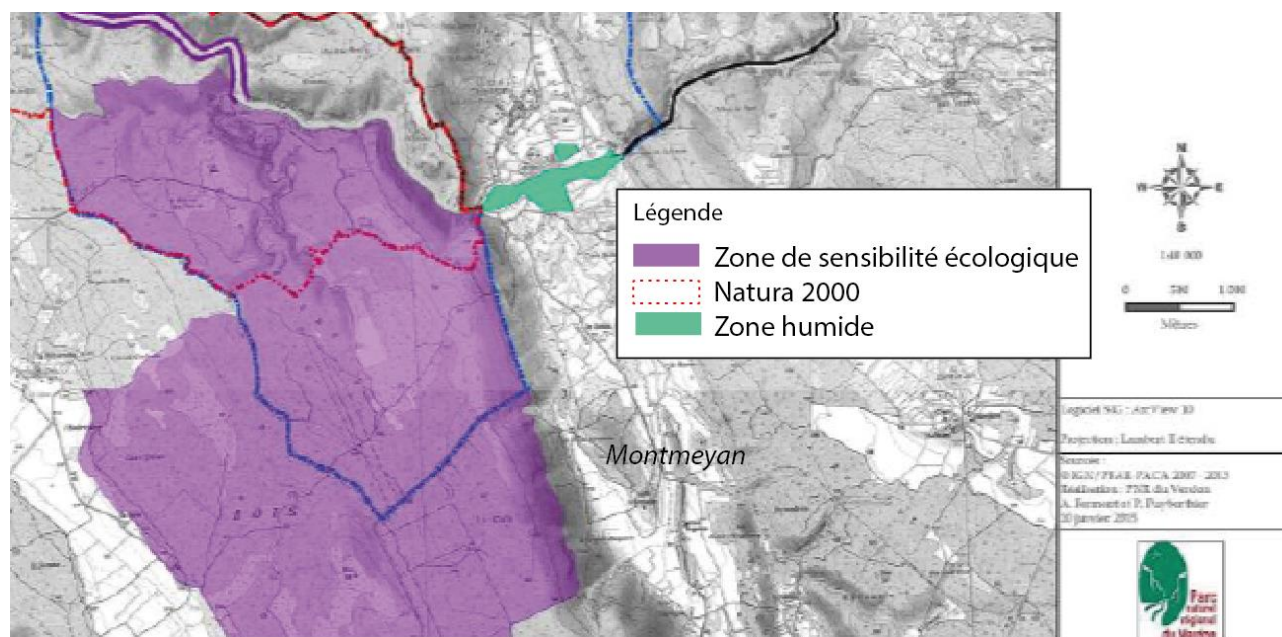
Les milieux naturels représentent près de ¼ du territoire, quand les espaces agricoles en représentent 1/5 et les milieux artificialisés seulement 2%.

3.4.1.1 Parc Naturel Régional du Verdon

La commune n'est pas membre du Parc Naturel Régional du Verdon mais ses milieux naturels sont un élément de la trame verte et bleue du Parc.

Les données disponibles issues du PNRV concernent principalement le Verdon et le plateau de Malassoque :

- Ainsi, le Verdon et plus particulièrement la queue du lac d'Esparron (appelé communément lac de Quinson) est une zone naturelle d'intérêt écologique (Zone humide) identifiée par le PNRV (SAGE verdon et plan de Parc) où les enjeux naturalistes (cellule familiale du Castor d'Europe, présence de la Cistude d'Europe) viennent croiser les enjeux touristiques (gestion de la fréquentation, stationnement, entretien du site, activités de loisirs et de restauration...)
- Le plateau de Malassoque est identifié comme une zone de sensibilité écologique (zone d'intérêt écologique majeur N°4 du plan de Parc). Cette sensibilité et la richesse écologique de ce plateau sont attestés par des études récentes réalisées sur le plateau, y compris sur le territoire de Montmeyan, où des espèces d'intérêt faunistique et floristique ont été identifiées telles que *Medicago sativa* sous espèce *glomerata*, *Gagea lacaitae*, *Astragalus vesicarius* sous espèces *vesicarius*



Source PNRV.

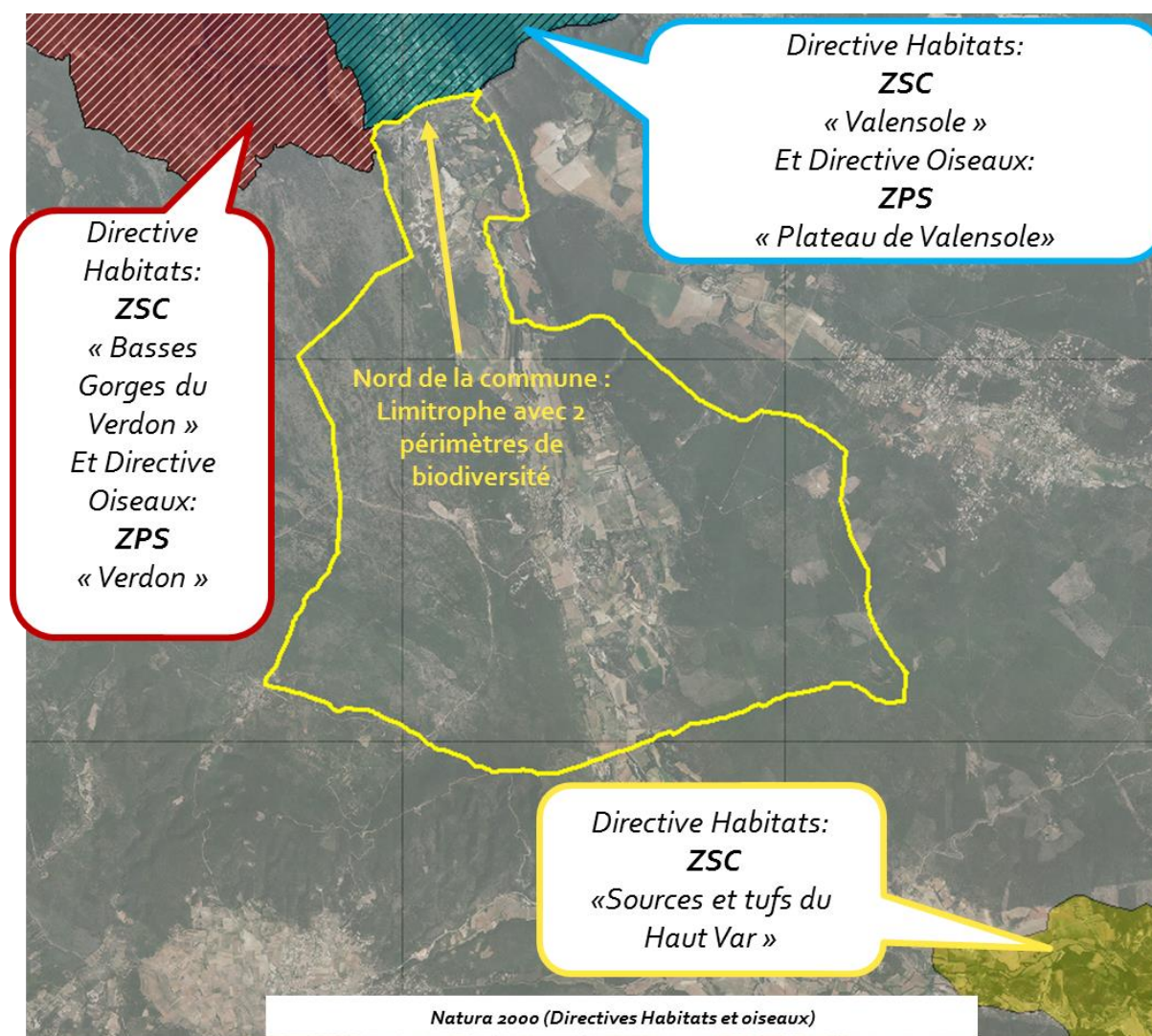


Bord du lac et roselière (Photo BEGEAT).

3.4.1.2 Natura 2000

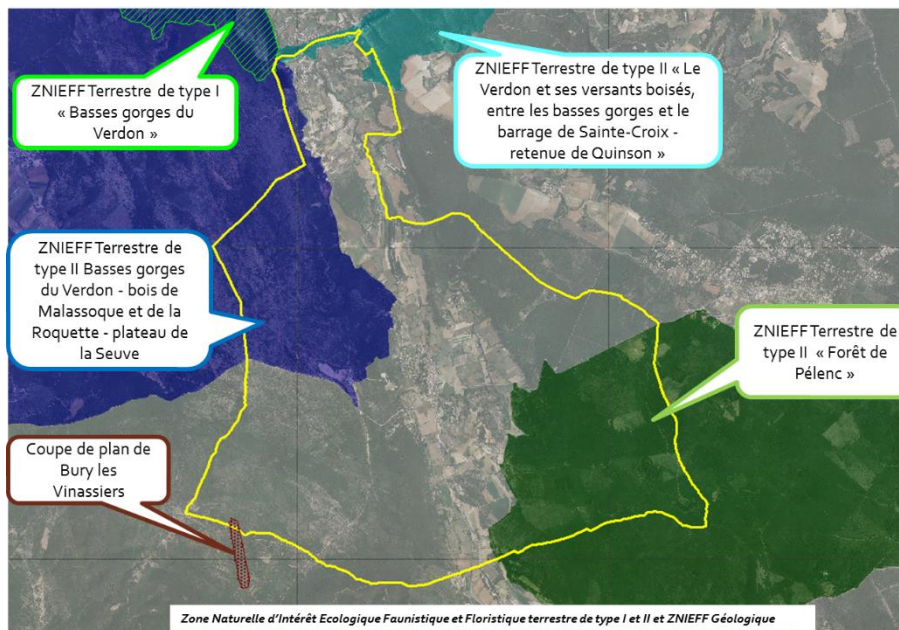
La commune n'est pas directement concernée par un site du réseau Natura 2000 mais elle est limitrophe de quatre d'entre eux : Deux sites de la directive « Habitats » : les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) : « Basses Gorges du Verdon » et « Valensole ». Deux de la directive « Oiseaux » : les zones de protection spéciale (ZPS) : « Verdon » et « Plateau de Valensole ».

Ces sites sont fonctionnellement liés au territoire communal, principalement par le Verdon et ses gorges, par la plaine agricole qu'abrite le graben et par le plateau calcaire de Malossoque.



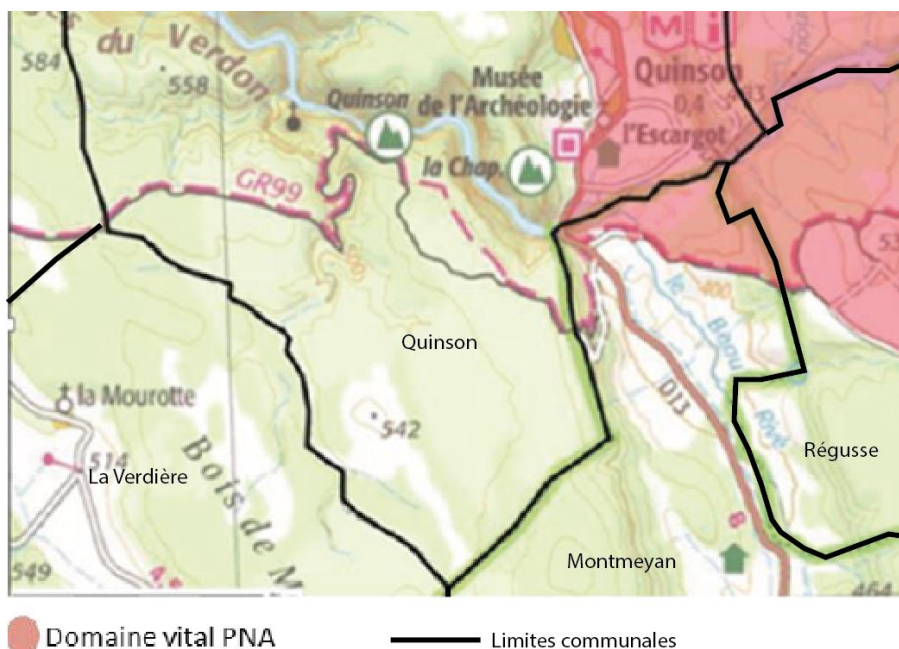
3.4.1.3 Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

Le territoire est directement concerné par trois ZNIEFF terrestres (continentales) de type II et par une ZNIEFF Géologique. Une ZNIEFF terrestre de Type I est limitrophe de la commune, situé au Nord sur le territoire de Quinson.



3.4.1.4 Le plan national d'action en faveur de l'Aigle de Bonelli.

La commune est partiellement incluse (quelques hectares) dans le domaine vital de l'Aigle de Bonelli « Verdon » identifié par le plan national d'actions. Il s'agit de la pointe Nord du territoire. Les milieux concernés sont la zone humide et les espaces ouverts qui la bordent.

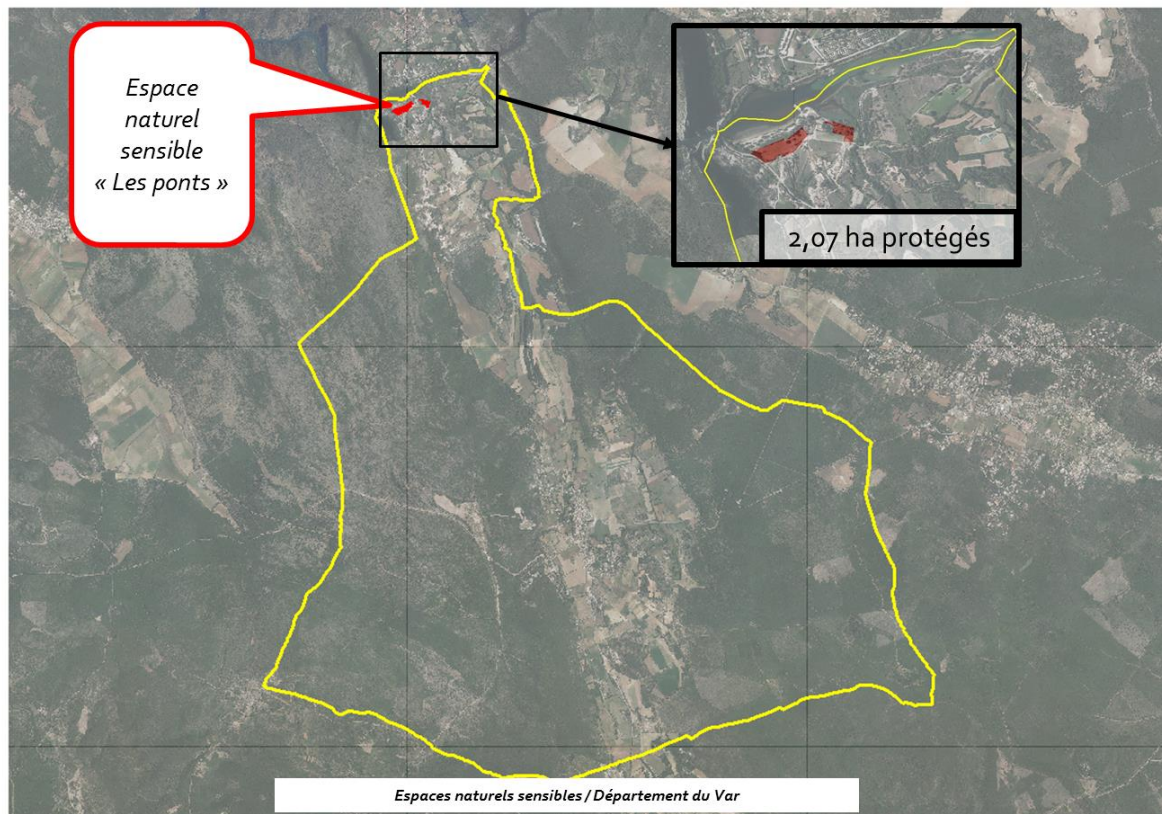


3.4.1.5 Espaces naturels sensibles du Département

Le département du Var gère l'espace naturel sensible dit des ponts au Nord du territoire, qui représente 2 ha.

Le Département des Alpes de Haute Provence gère l'espace naturel boisé situé au Nord-Ouest du territoire. Cet ENS fait partie d'un espace naturel de 428 ha situé sur les territoires de Montmeyan, Quinson et Esparron de Verdon.

Espace naturel sensible du Département des Alpes de Haute Provence qui concernent le territoire de Montmeyan :

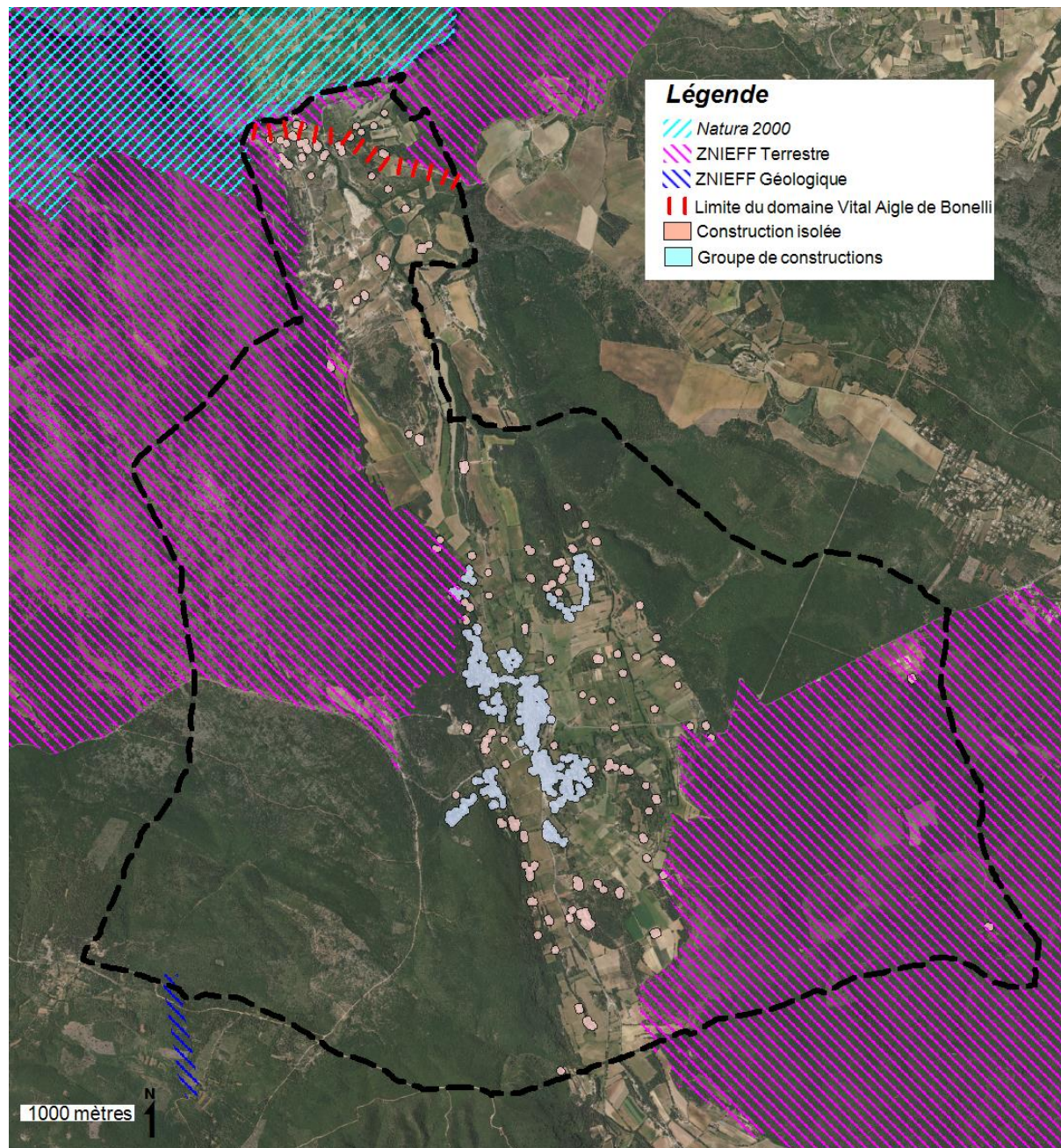


Loupe sur le nord de Montmeyan :



3.4.1.6 Superposition de la partie actuellement urbanisée du territoire avec les périmètres à enjeux environnementaux identifiés par la bibliographie

Cette cartographie permet de montrer qu'actuellement les secteurs à enjeux environnementaux identifiés par la bibliographie ne sont que peu concernés par des constructions :



3.4.2 Le fonctionnement écologique du territoire

3.4.2.1 Le rôle du territoire communal dans le fonctionnement écologique d'échelle intercommunale et régionale

Trame verte et bleue du Scot approuvé de la Provence Verte.

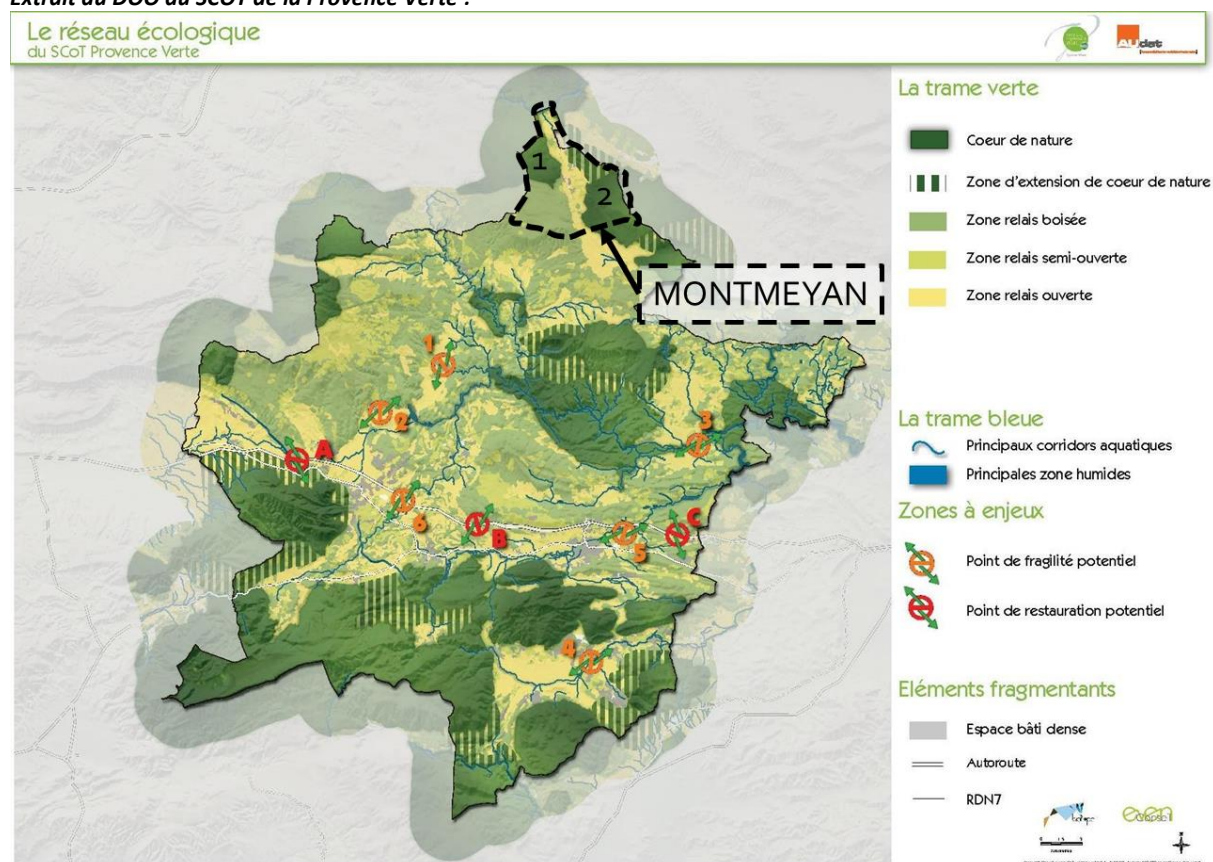
La commune appartient à la Trame Verte et Bleue du Scot de la Provence Verte, approuvé en janvier 2014.

Celle-ci identifie, sur le territoire communal :

- Deux Cœurs de Nature (Réservoirs de biodiversité) au Nord du territoire,
- Une zone d'extension de cœur de Nature entre ces deux réservoirs,
- Deux zones relais, l'une boisée, l'autre ouverte.

Elle n'identifie aucune zone à enjeux (fragilité ou restauration potentiel) d'échelle intercommunale.

Extrait du DOO du SCOT de la Provence Verte :

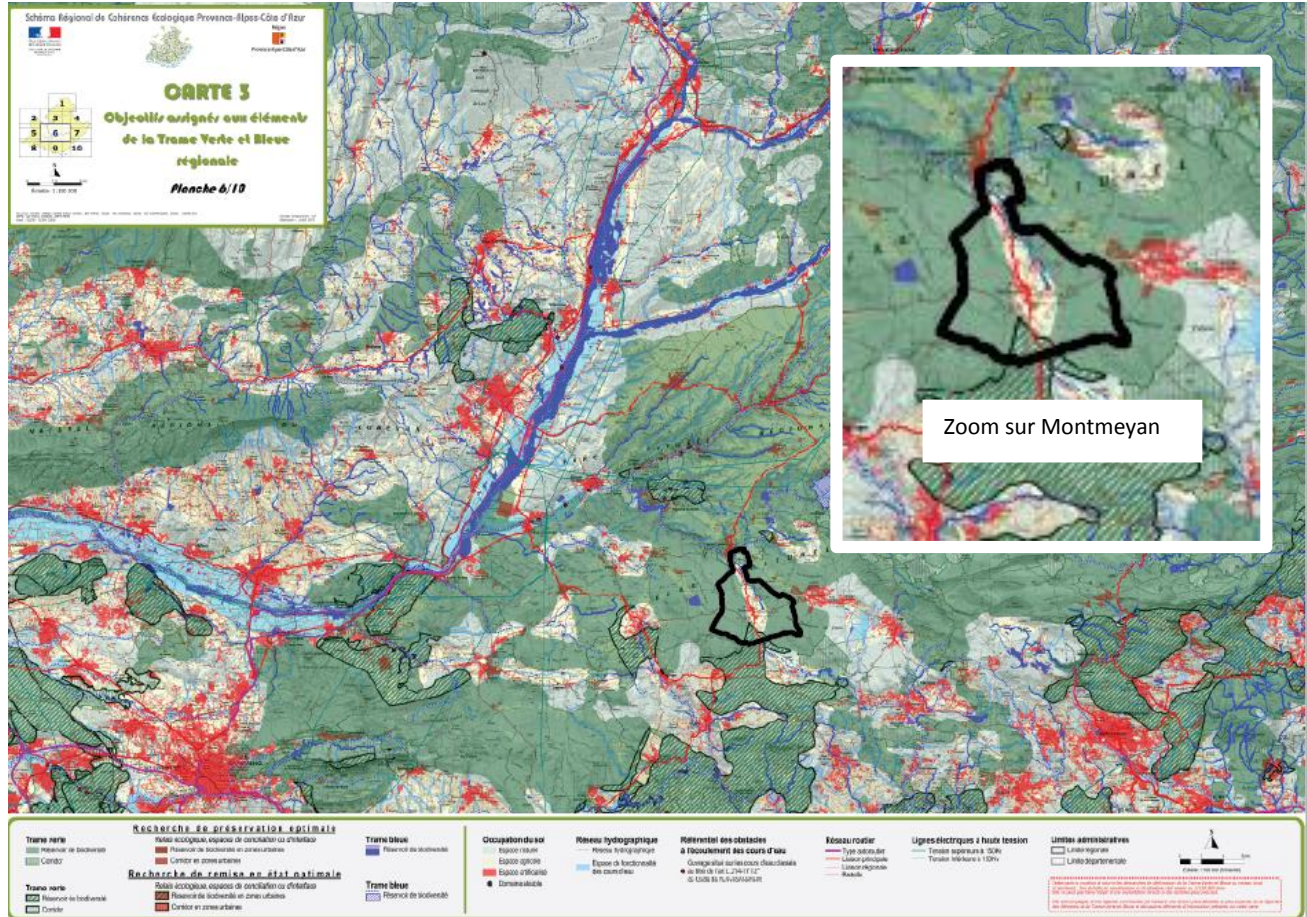


Trame verte et bleue régionale : SRCE.

Le schéma régional de cohérence écologique approuvé en 2014 (après l'approbation du Scot) repose sur les « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » (article L.371-2 et L.371-3 du code de l'environnement) et nécessite d'être affiné à différentes échelles dont celle du PLU.

Le PLU doit veiller à ne pas porter atteinte aux continuités écologiques d'échelle régionale.

Extrait du SRCE avec Le territoire de Montmeyan :



À l'échelle du SRCE, le vallon de beau rivé apparaît comme une continuité écologique à préserver, comme le Verdon.

La commune se trouve au cœur d'un réservoir de biodiversité forestière à préserver.

La plaine agricole de Montmeyan n'apparaît pas comme élément de la TVB régionale.

3.4.2.2 Le fonctionnement écologique à l'échelle du territoire

Les grands ensembles naturels.

La bibliographie et l'observation du territoire permettent d'identifier comme grands ensembles:

- Le plateau de Malassoque et les bois de Pélenc,
- Les réseaux de canaux et cours d'eau temporaires associés au vallon de Beau Rivé et au Verdon,
- La zone humide du lac et ses abords,
- Les milieux ouverts de la plaine de Montmeyan traversant la commune du Nord au Sud.

Les obstacles ou sensibilité sur les milieux naturels

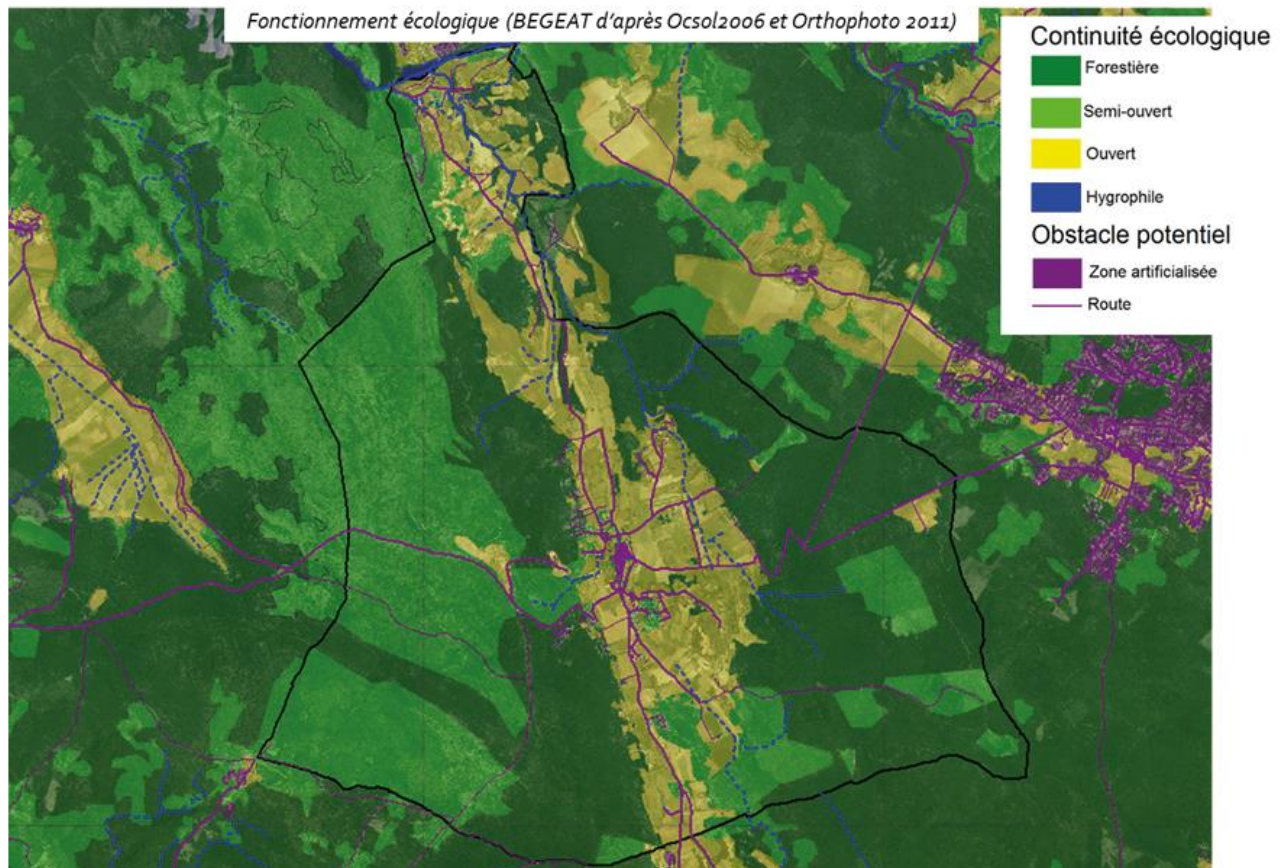
Ces grands ensembles sont majoritairement préservés, la pression de l'urbanisation a principalement pris place sur les milieux ouverts, facilement accessibles, plutôt plats et proche du village.

Se sont créées progressivement, du fait de l'étalement de l'urbanisation, des sensibilités liées à des obstacles physiques (imperméabilisation des sols, fragmentation des milieux, clôtures écologiquement perméables,...) et non physiques (éclairages nocturnes, rejets, introduction d'espèces...)

Ces points de sensibilité sont à pondérer, à l'échelle du territoire et plus largement, par la superficie des espaces artificialisés, qui représentent actuellement environ 2% du territoire, et dans lesquels persistent une perméabilité écologique liée à la faible densité de construction, à la présence d'espaces libres,.... Par ailleurs, d'autres milieux connaissent des mutations qui entraînent une évolution du fonctionnement écologique local : enrichissement des milieux ouverts, diminution de l'activité pastorale, fréquentation « touristiques » des milieux sensibles,

Le fonctionnement écologique du territoire

Ainsi le fonctionnement écologique du territoire est représenté par la cartographie suivante.



3.4.3 Perspectives d'évolution du fonctionnement écologique sans le PLU

Actuellement la commune est soumise au RNU et à la loi Montagne.

Celle-ci impose une urbanisation en continuité de l'existant. Par conséquent les « bulles lois montagne » pourraient « gonfler » exponentiellement, de proche en proche (principe de continuité).

A noter que les espaces naturels du territoire sont majoritairement des espaces boisés soumis au régime forestier et gérés par l'ONF, qui bénéficient par conséquent d'une gestion et des aménagements en adéquation avec les enjeux écologiques présents sur ces espaces. Ces grandes continuités ne sont pas menacées.

3.4.4 Les enjeux du PLU

Les enjeux sont :

- Maintenir la naturalité des espaces les plus préservés en favorisant l'entretien et la gestion des espaces forestiers,
- Encourager l'ouverture ou la réouverture des milieux dans les espaces enrichis ou à potentiel agricole,
- Allier enjeux touristiques et écologiques, principalement au bord du Verdon,
- Maintenir au sein des espaces urbanisés, des espaces de respiration et de continuités écologiques, fonctionnels à cette échelle,

- Anticiper le développement de l'urbanisation en accompagnant la création d'espaces libres de construction et de continuités écologiques

3.5 Paysage

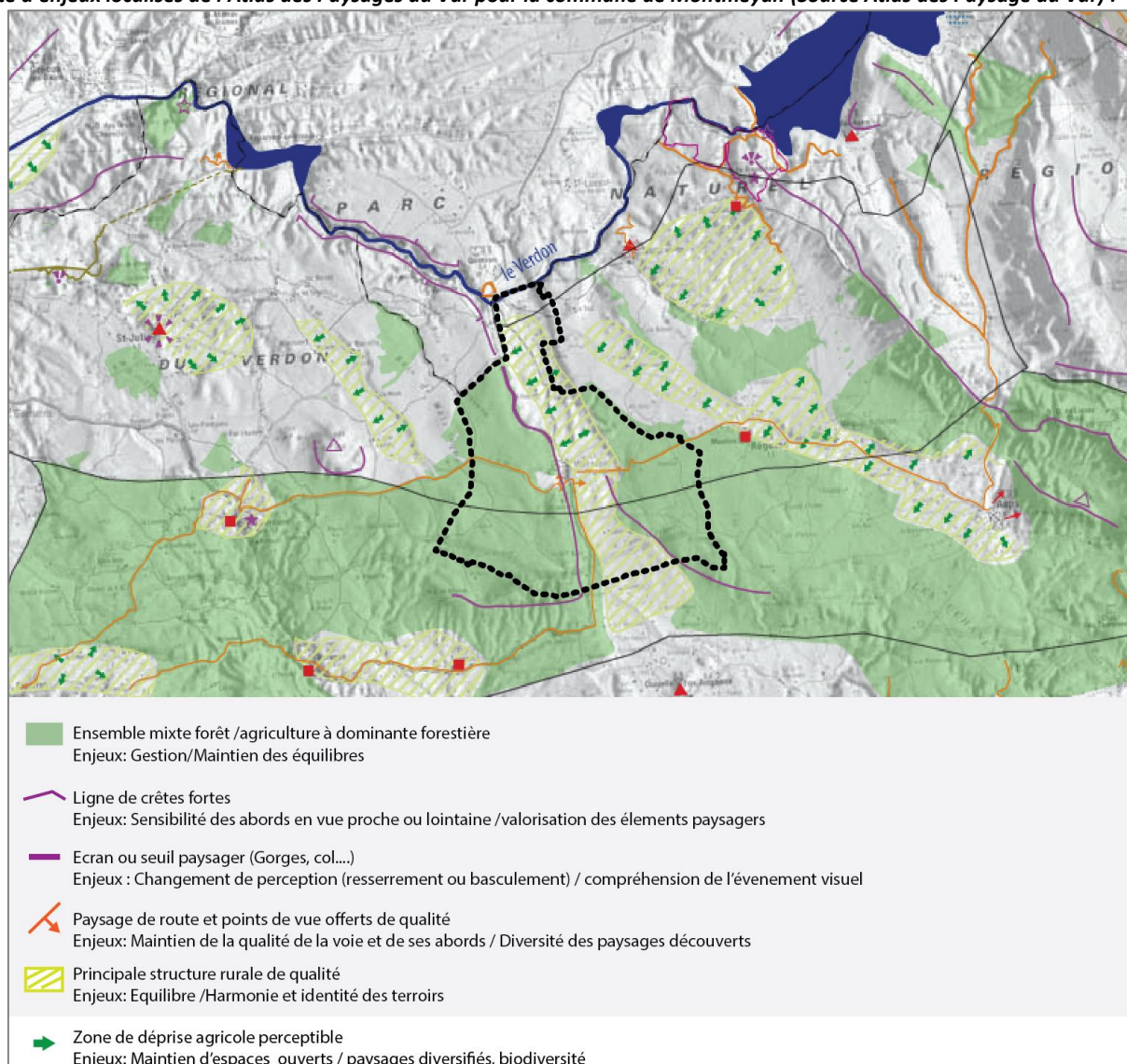
3.5.1 L'Atlas des Paysages du Var

La commune est concernée par deux entités paysagères de l'Atlas des paysages du Var :

- Entité paysagère n°23 « Le Haut Var » pour la partie Sud du territoire
- Et n°25 « Le Bas Verdon » pour la partie Nord. Le village est situé dans cette entité.

« Le Bas Verdon : A la sortie des Gorges, le cours tumultueux du Verdon aux eaux émeraudes s'adoucit, dans un paysage de montagnes sèches calcaires méditerranéennes. ».

Carte d'enjeux localisés de l'Atlas des Paysages du Var pour la commune de Montmeyan (Source Atlas des Paysage du Var) :



3.5.2 Les valeurs paysagères clés du territoire

Le paysage est très fortement lié à la géologie particulière du territoire et à l'occupation humaine dans la plaine.

Les valeurs « clé » du paysage de Montmeyan sont :

- L'agriculture : une plaine agricole dynamique, dominée par le pastoralisme.
- le patrimoine bâti : le centre ancien bâti sur un promontoire rocheux.
- Le Verdon, vitrine touristique de la commune qui profite à l'économie villageoise (campings, restaurant, superette,...)
- Les plateaux boisés, principalement gérés par l'ONF et bénéficiant d'une grande naturalité.



Agriculture



Le Village dominant la plaine



Le Verdon



Boisements en bordure de la Route de La Verdière (RD30)

Les paysages de Montmeyan étaient profondément agricoles, comme l'atteste cette photographie aérienne de 1950 :

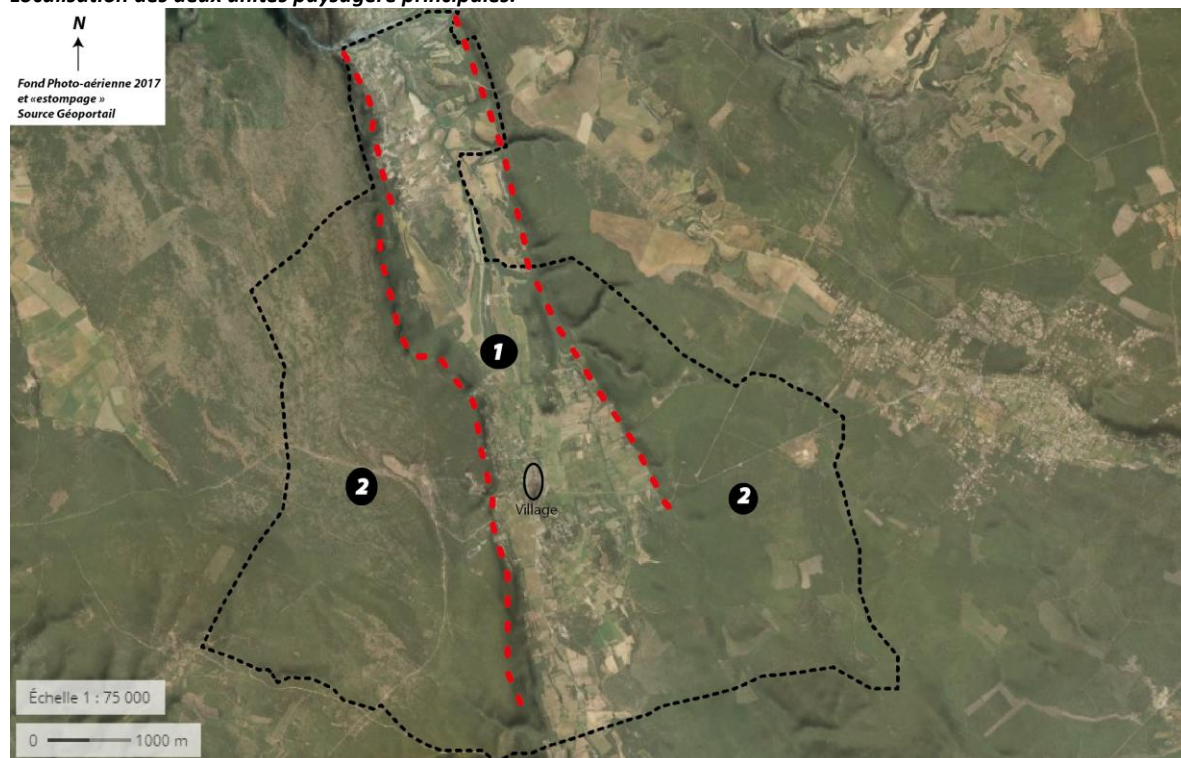


3.5.3 Les unités paysagères

Les deux unités paysagères principales qui se distinguent sur le territoire sont:

- 1 : la plaine encadrée par des plateaux boisés (délimitée par les tirets rouges sur la cartographie suivante).
- 2 : les plateaux boisés de l'Est et de l'Ouest.

Localisation des deux unités paysagère principales.



3.5.4 La plaine encadrée par les plateaux boisés

Particularité géologique du territoire, la plaine de Montmeyan est un fossé d'effondrement (graben) qui traverse le territoire selon un axe Nord-Sud. Elle est traversée par le ruisseau de Beau Rivé (du Nord au Sud) et par la route départementale RD13, souvent parallèle à ce cours d'eau et qui constitue la principale voie pour la découverte du paysage. Elle accueille le village sur son promontoire rocheux et des zones d'habitats pavillonnaires.

3.5.4.1 Le village

Constructions alignées à l'espace public présentant une façade ordonnancée



Des espaces publics au traitement des sols de qualité (les tuiles au sol font partie du patrimoine local (Montmeyan, Quinson...))



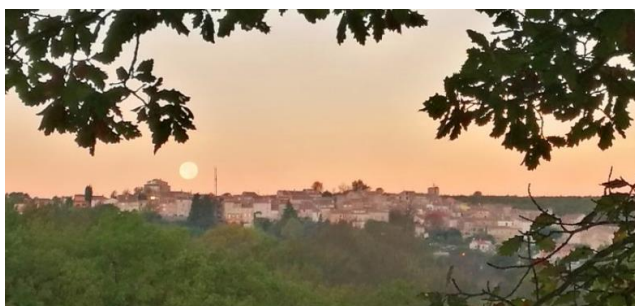
Un marquage de l'espace public différencié : piéton / véhicule



Une intégration architecturale des mobiliers urbains assurant la gestion des déchets dans le cœur du village



Vue sur le village depuis la route de Régusse (D30) :



Les reliefs des Gorges du Verdon et des Alpes de Haute Provence en arrière-plan villageois :



Montmeyan est un village médiéval fortifié bâti à 504 mètres d'altitude : il se positionne au cœur du territoire communal, dans la vallée, sur une butte témoin centrale. Son implantation est à l'origine de sa toponymie : Montmeyan apparaît dans les archives dès le XIIe siècle sous le nom de *Locus de Monte Mejano* puis de *Montis Mediani* (le « mont qui est au milieu »).

Les tours des remparts surplombent un village au charme véritable avec des rues étroites et encaissées, des passages voûtés, des traverses en escaliers et des arcs de soutènement. Le village constitue à lui seul, le principal élément de patrimoine bâti du territoire.

Il est entouré d'espaces pentus autrefois cultivés (aujourd'hui principalement des jardins) véritable « ceinture verte » qui valorise sa silhouette.

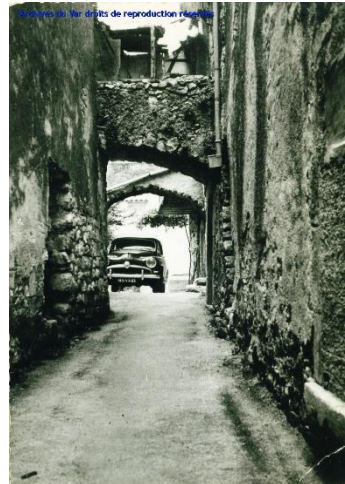
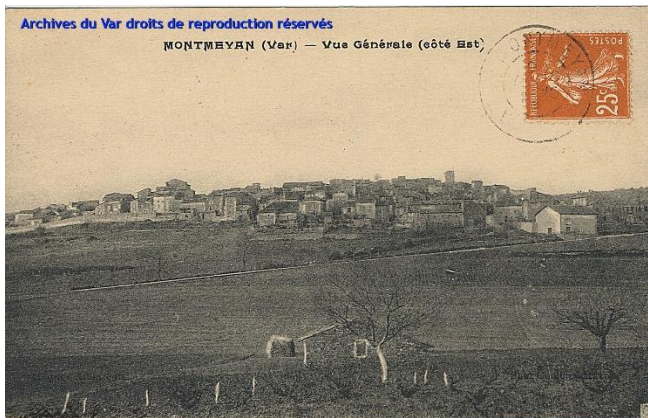


Abside de l'église Notre-Dame-du-Plan



Remparts place du Nord

Vieilles photos du village de Montmeyan : (archives du Département du Var) :

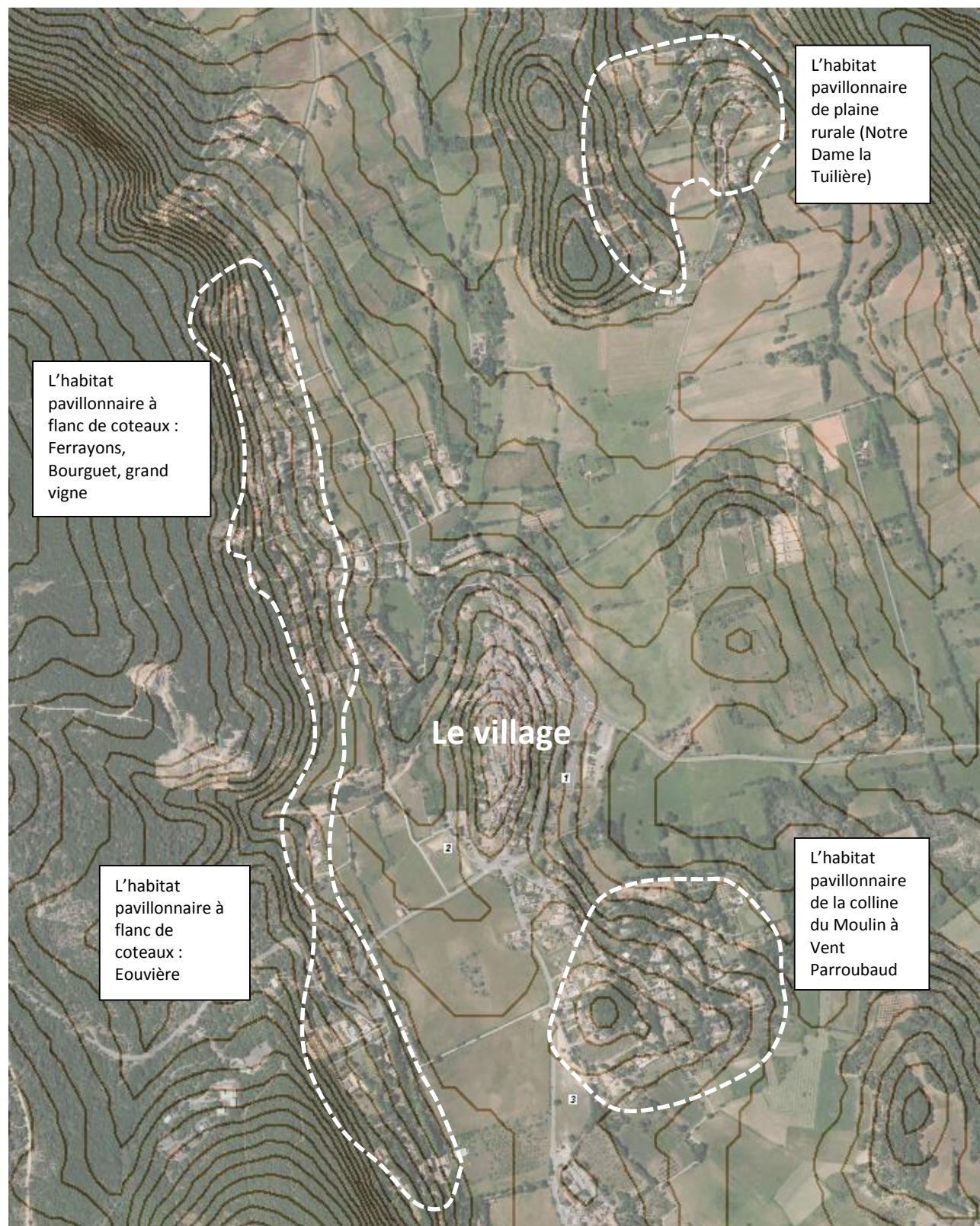


Cliché B. M.

21 - Montmeyan (Var) - Vue Générale (Est)

3.5.4.2 Les quartiers d'habitats pavillonnaires

L'habitat pavillonnaire s'est développé dans le paysage rural et agricole ou sur les coteaux.



a) L'habitat pavillonnaire à flanc de coteaux :

La topographie de coteau est à l'origine de la forte perception de ces secteurs notamment depuis la dépression dans laquelle se situent la RD 13 et le village de Montmeyan. On note la présence d'un habitat dispersé en milieu naturel, avec cependant des nuances du Nord au Sud, en fonction de la densité des constructions et du degré de visibilité. Ainsi :

- les secteurs Nord (vue A) et centre (vue B) du coteau se caractérisent par une relative densité des constructions (cela d'autant plus que le noyau villageois est proche) et une nette perceptibilité depuis les zones les plus fréquentées de la commune (village et RD 13).
- le secteur le plus méridional (vue C) recouvre les quartiers s'étendant aux abords du domaine de l'Eouvière, et se caractérise par une très faible densité de constructions ainsi qu'une perceptibilité limitée (RD 13), ce secteur étant imperceptible depuis le village en raison de la configuration du relief et de son relatif éloignement.

Paysage de coteau entre les lieux dits « chemin de Quinson » (Nord) et « Eouvières » (Sud)



**Vue A : partie Nord du coteau
(quartiers Ferrayons)**

Ce secteur offre un couvert végétal important, des restanques structurent le paysage et les quelques maisons construites s'intègrent assez bien dans l'environnement.

Secteur très visible depuis la dépression.



**Vue B : partie centre du coteau
(quartiers Bourguets et Grande Vigne)**

Par rapport à la partie Nord voisine (cf. ci dessus), dans ce second secteur central du coteau (le plus proche du village) :

- la densité des constructions est plus grande,
 - le couvert végétal est plus faible,
 - la perception est forte, depuis notamment le noyau villageois légèrement perché
- présence d'un secteur paysager en mutation dans lequel l'urbanisation doit se poursuivre en introduisant des prescriptions architecturales propres à garantir leur insertion dans ce milieu de montagne (taille, forme et coloris foncé du bâti, végétalisation des jardins...)



**Vue C : partie Sud du coteau
(quartier l'Eouvière)**

Les espaces de coteau situés de part et d'autre du domaine de l'Eouvière présentent un caractère paysager à dominante naturelle et boisée.

Les quelques constructions existantes sont noyées dans la végétation et restent quasiment imperceptibles depuis la RD 13, axe le plus fréquenté du secteur.

Quartiers résidentiels au nord des coteaux : Ferrayon, Bourguets, Grand Vigne



b) L'habitat pavillonnaire de plaine rurale :

Blotti aux confins entre la zone agricole de la dépression et la zone forestière qui recouvre le plateau collinaire de La Rouvière, ce secteur d'habitat se caractérise sur le plan paysager par les deux éléments suivants :

- les vastes parcelles cultivées qui occupent le premier plan, visibles depuis la dépression dans laquelle se situent le village et la RD 13, donc depuis les principaux points de perception de la commune,
- les deux groupes d'habitations rurales déjà existants sur cette zone, qui confèrent à l'ensemble, en perception éloignée, un aspect de petits hameaux isolés (vues D, E et F).



Vue D

Secteur Est du lieudit « Notre Dame »

L'intérêt du paysage tient à :

- la présence de vastes parcelles agricoles du premier plan,
- le relief boisé en arrière-plan et
- l'habitat regroupé en petits hameaux à la charnière des deux types d'occupation du sol.



Vue E

Secteur Ouest du lieudit « Notre Dame »

L'habitat peu dense, sous forme de mas, s'intègre relativement bien encore dans cet espace de transition entre plaine cultivée et plateau boisé.

La densification d'un habitat dispersé risque de compromettre ce fragile équilibre paysager.



Vue F

Lieudit « le Collet de Notre Dame »

L'habitat diffus mais peu dense s'intègre relativement bien dans la végétation environnante.

L'urbanisation future devra veiller à renforcer l'image de « mas rural » et à se noyer dans le couvert végétal (notamment par des façades aux couleurs foncées).

Quartier de la Tuilière, Notre Dame :



Quartier de la Tuilière, Notre Dame :



c) L'habitat pavillonnaire sur la colline du Moulin à Vent, Parroubaud

Situé au plus proche du village, ce quartier boisé est ceinturé de vastes espaces agricoles.

Quartiers résidentiels sud : Parroubaud, Moulin à Vent, Proudhomme



Quartiers résidentiels sud : Moulin à vue (en arrière-plan : vue sur le flanc sud du village)



3.5.4.3 Les espaces agricoles

La plaine agricole est dominée par le pastoralisme et les prairies associées.

Ces prairies sont des milieux ouverts structurés par des infrastructures agro-environnementales, tels que des haies, des bosquets, des arbres isolés qui dessinent le paysage.

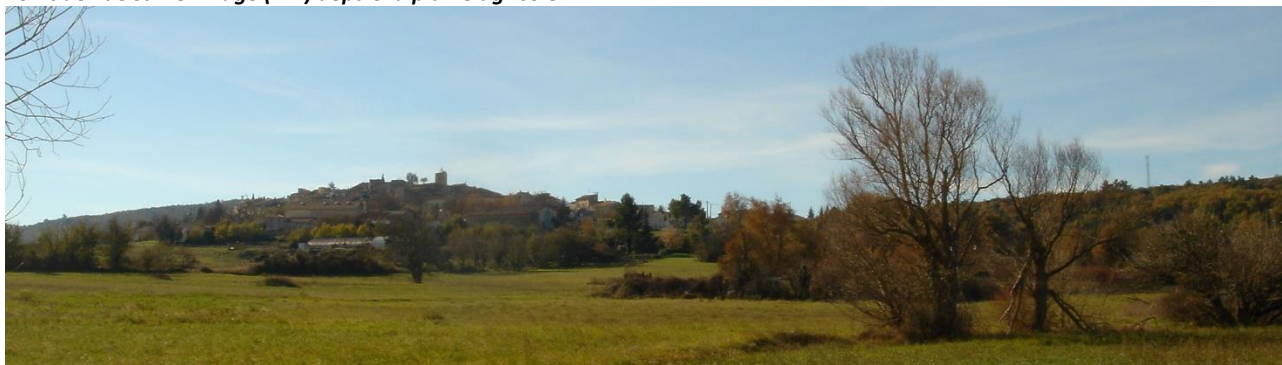
Depuis ces espaces agricoles sont parfois visibles, souvent masqués par la végétation les constructions des quartiers identifiés précédemment.

Depuis la RD 30, en venant de Regusse, la plaine est préservée sur toute sa largeur jusqu'au village sur plusieurs hectares et offre des points de vue de qualité sur le village et les milieux ouverts.



Plaine agricole préservée
 Point de vue sur le Village et la plaine
 Point de vue depuis le village sur le grand paysage

Point de vue sur le village (n°2) depuis la plaine agricole :



1. Vue depuis la RD 30 en venant de Régusse.



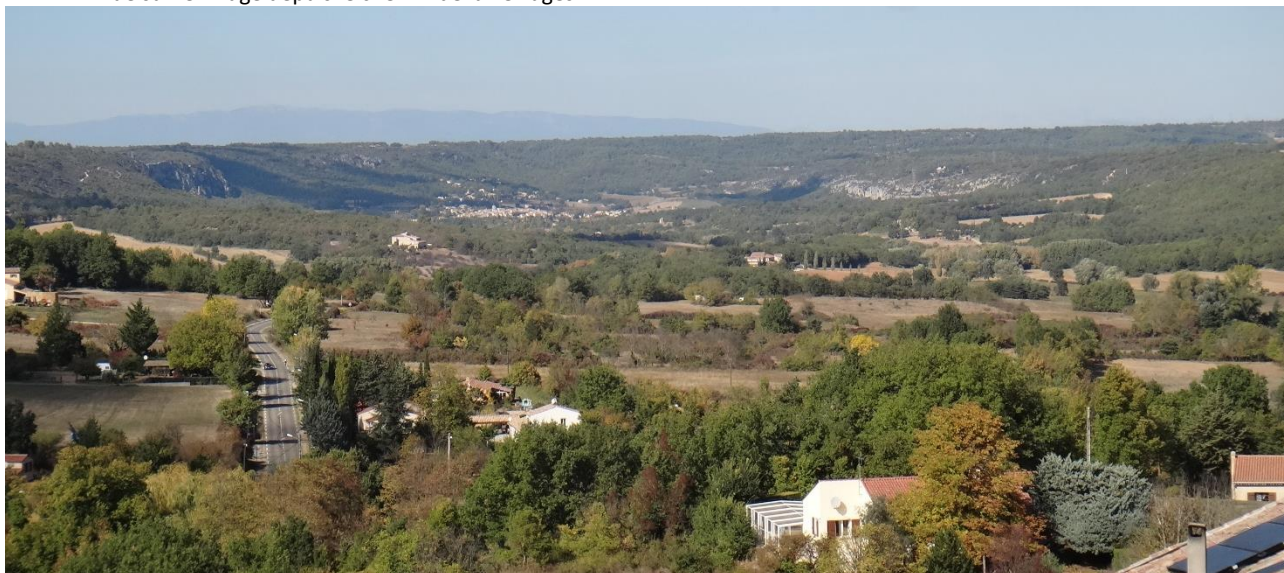
2. Vue sur la plaine depuis la plaine



3. vue depuis le chemin de la Ferrage sur la plaine



4. vue sur le village depuis le chemin de la Ferrages



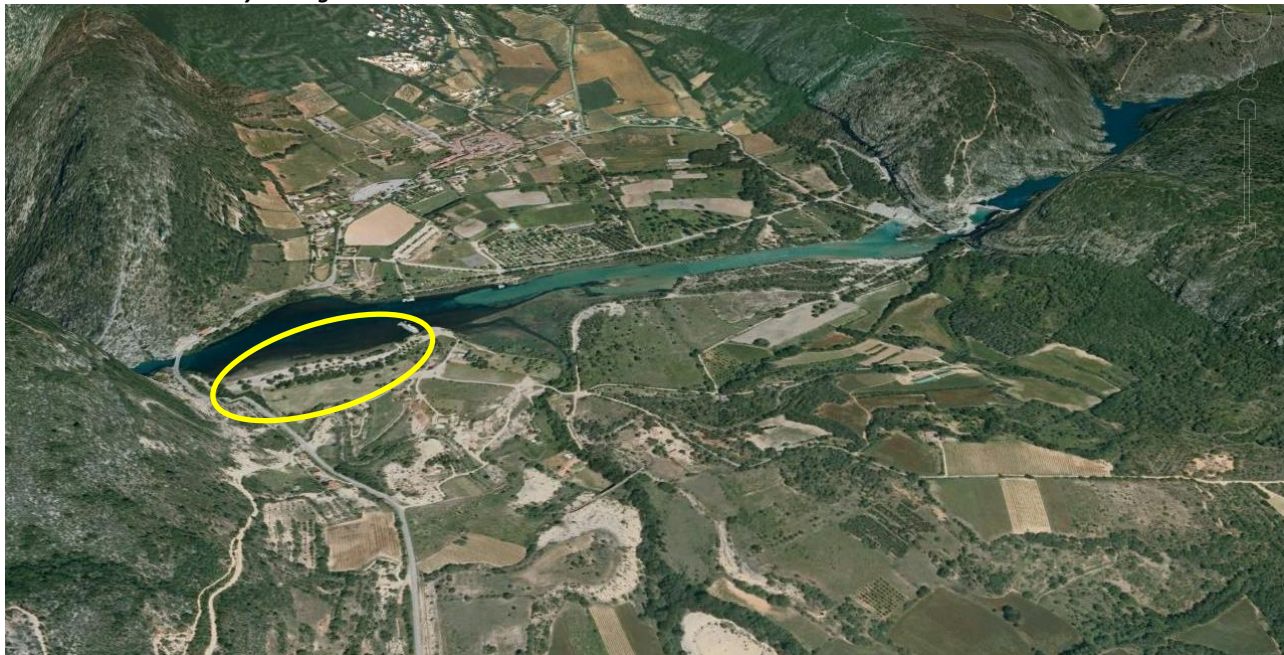
5. Vue depuis le village sur le grand paysage.

Au premier plan la plaine de Montmeyan, au second plan le bassin de Quinson

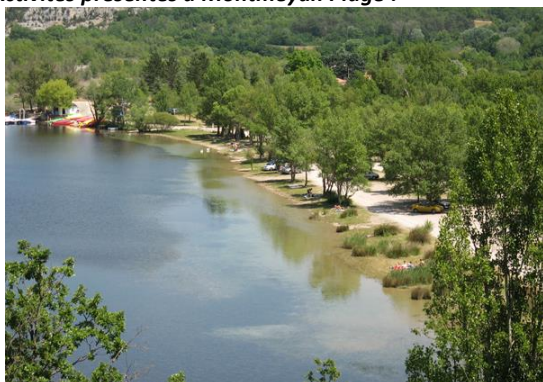
3.5.4.4 Montmeyan plage

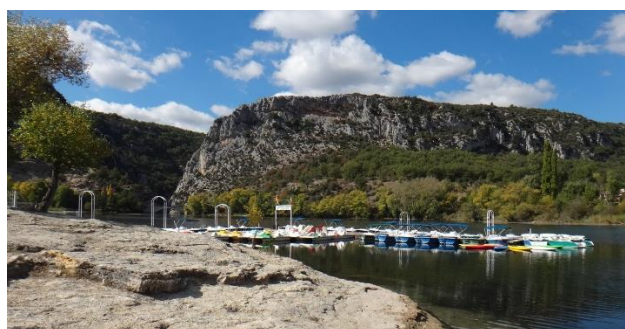
L'ensemble paysager de la plaine du Verdon a subi d'importantes mutations paysagères ces cinquante dernières années, du fait de la construction des barrages. La vallée du Verdon s'est transformée suite à la création de la retenue du Lac de Quinson. Aujourd'hui, cette retenue présente un atout touristique de renommée. Y sont installés des pontons de mise à l'eau pour les activités nautiques (bateaux électriques, canoé, pédalos...). La retenue du Lac de Quinson permet d'accéder aux basses gorges du Verdon en direction de l'ouest, vers Esparron de Verdon.

Localisation de Montmeyan Plage :



Activités présentes à Montmeyan Plage :





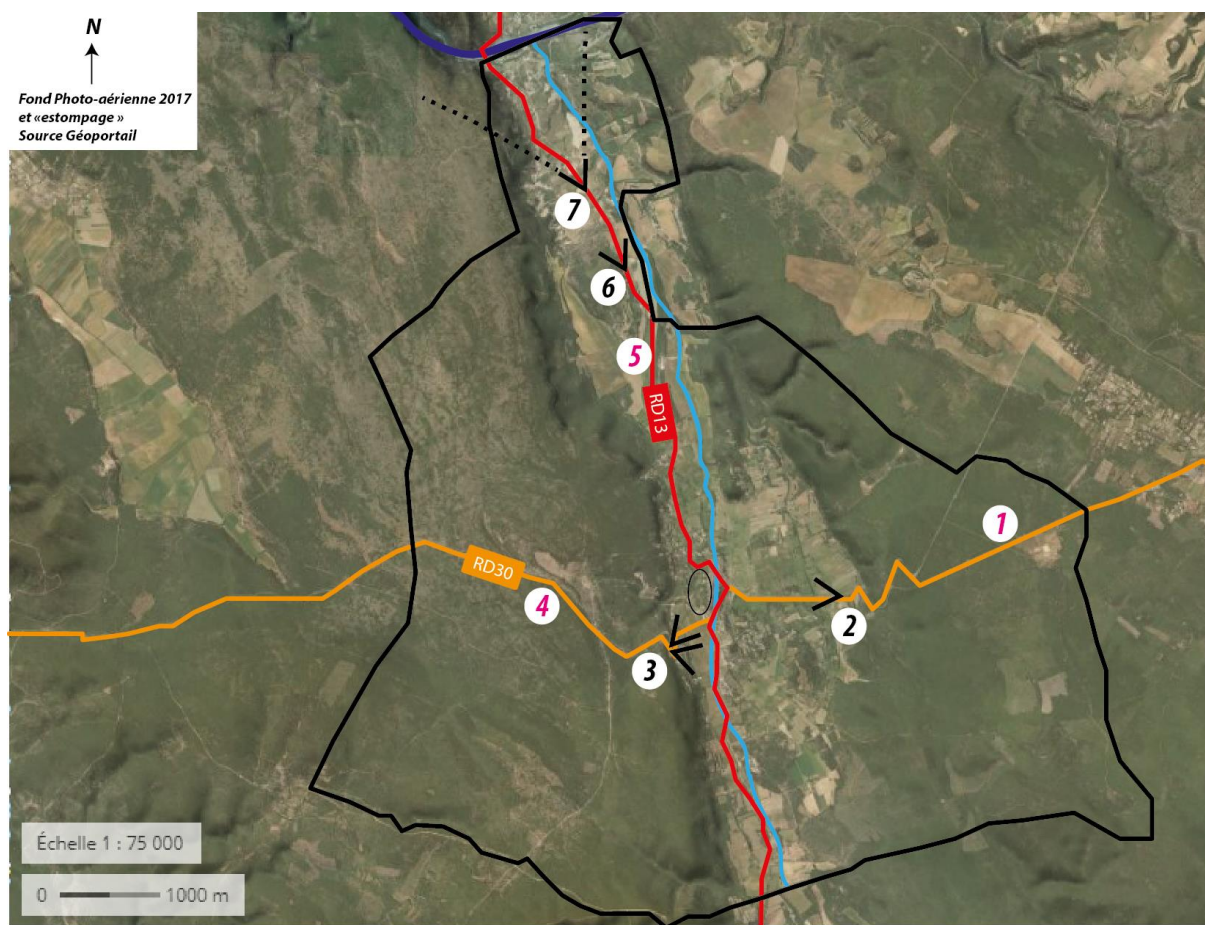
3.5.5 Les plateaux boisés

Le plateau ouest culminant à 586 mètres est principalement constitué, du fait de l'extrême aridité des sols, d'un taillis clair de chêne pubescent de faible hauteur et de matorral à genévrier. Sa géographie de par la présence des Basses Gorges du Verdon lui confère une sensibilité paysagère forte.

A l'Est, le plateau est recouvert d'un taillis dense, de chênes pubescents. La sensibilité paysagère est moins importante que celle du plateau Ouest.



3.5.6 Les séquences routières



Trois séquences routières paysagères existent sur le territoire communal.

La première est celle traversant Montmeyan du Sud au Nord, depuis la commune de Fox-Amphoux, vers Quinson. Elle permet de découvrir l'unité paysagère n°1 « La plaine » via la RD13

Les deux autres sont orientés Est-Ouest, et permettent depuis Régusse à l'Est et depuis la Verdière à l'Ouest de découvrir le village et la plaine via la RD30.

1. Dans la forêt de Pélenc, les vues sont fermées, la végétation est dense, peu diversifiée.



2. La vue s'ouvre depuis l'Est sur la plaine libre de construction et le village sur son promontoire



3. Depuis l'Ouest, le village apparaît moins nettement que depuis l'Est, sa silhouette est floutée par le végétal et les constructions qui l'entourent.



4. A l'Ouest du territoire, le plateau de Malassoque n'offre pas de vue sur le village ou la plaine. Les vues sont plus ouvertes que sur le plateau Est du fait d'une végétation plus basse et moins dense.



5. Au milieu de la plaine, le long de la RD13, sur environ 1 km, le vue depuis la voie se ferme. Celle-ci s'encaisse entre des boisements, peu large, une quarantaine de mètres de part et d'autre de la RD, mais qui bloque les vues sur l'extérieur.



6. Passé cette « langue » boisée, la plaine ouverte et large, encadrée par les reliefs calcaires boisés, se révèle. Il s'agit du cœur du Graben, la partie du territoire où cette particularité géologique est la plus affirmée et la plus visible.



7. Apparaissent les gorges du Verdon et le village de Quinson niché dans son bassin, en arrière plan.



8. Passés quelques virages, c'est Montmeyan plage qui attend l'observateur avec ses teintes de terre ocre jaune, son calcaire immaculé et son eau cristalline.



3.5.7 Perspectives d'évolution

Les espaces boisés des plateaux sont entretenus et gérés (plan d'aménagement forestier), ils ne subissent pas de pression actuellement.

La ceinture boisée de la plaine est également majoritairement communale ou domaniale et soumise au régime forestier.

Sur les espaces non publics, du fait de la topographie, peu de constructions peuvent s'implanter sur les versants boisés.

Les espaces agricoles se maintiennent. Toutefois, la proximité des habitations entraîne un recul de pratiques d'élevage (nuisances...) et un enrichissement progressif par abandon des pratiques culturales.

Cet enrichissement concourt à la perte de lisibilité du paysage depuis les séquences routières, en particulier il peut perturber les vues sur le village depuis la RD30 et la RD13.

Le lac et la plage de Montmeyan sont protégés par une servitude de protection de captage d'eau potable. Le paysage évolue peu, mais le site est soumis à une fréquentation estivale assez importante.

3.5.8 Enjeux

Les enjeux paysagers sont

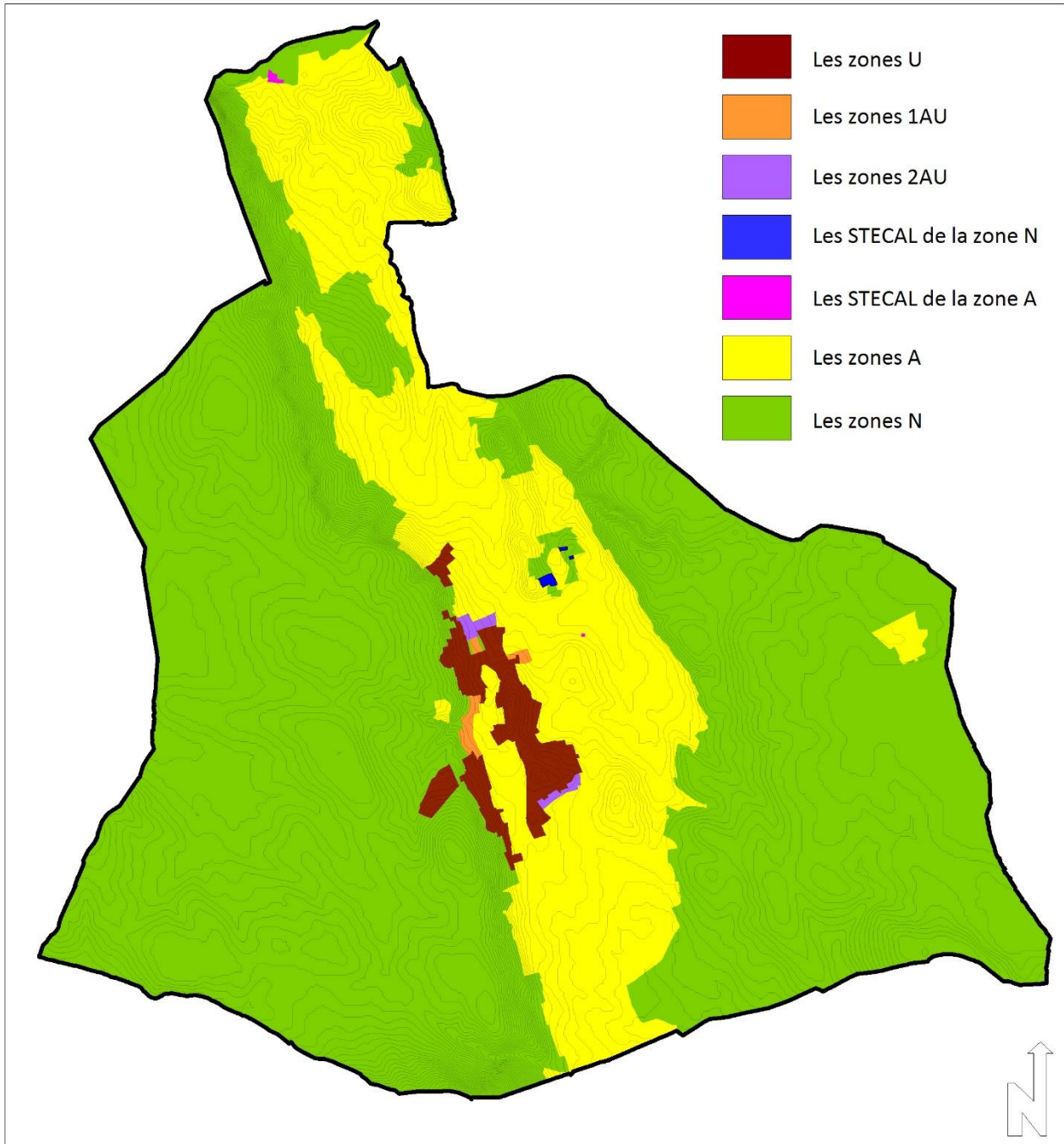
- Préserver les cônes de vue,
- Préserver les séquences routières,
- Eviter l'enrichissement des milieux ouverts,
- Protéger la silhouette du village,
- Préserver la ceinture verte de la plaine,
- Préserver le lac et ses abords,
- intégrer dans le paysage les nouvelles constructions en préservant l'ambiance des quartiers résidentiels.

L'enjeu paysager est un enjeu fort.

4 Présentation du zonage du PLU

4.1.1 Zonage simplifié

Cartographie du projet de zonage simplifié du PLU de Montmeyan :



Cartographie : version approbation du PLU suite à l'enquête publique

4.1.2 Vocation des zones et secteurs du PLU

- Les zones U ont été délimitées conformément à l'article R151-18 du code de l'urbanisme.
- Les zones AU ont été délimitées conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme.
- Les zones A ont été délimitées conformément aux articles R151-22 et 23 du code de l'urbanisme.
- Les zones N ont été délimitées conformément aux articles R151-24 et 25 du code de l'urbanisme.
- Les STECAL ont été délimités conformément à l'article L151-13 du code de l'urbanisme.

Tableau récapitulatif des zones, secteurs et STECAL du PLU de Montmeyan :

Zones	Secteurs	Vocation de la zone
Ua	Uaj	Délimitation du village, noyau urbain historique, à considérer comme un patrimoine bâti constituant un ensemble urbain remarquable, dont il convient de préserver et mettre en valeur les caractères architecturaux, urbains et paysagers. Le secteur Uaj correspond aux parcelles situées entre le village et la route départementale RD13.
Ub		Délimite la première couronne résidentielle
Uc	Ucs	Délimite la seconde couronne résidentielle. Le secteur Ucs correspond au secteur de production de logements sociaux (Var Habitat y a développé une opération : l'objectif est de poursuivre la production de logements sociaux)
Ud	Udt	Délimite les terrains communaux dédiés aux équipements de services publics, d'intérêt collectifs. Le secteur Udt correspond aux terrains communaux accueillant l'ancienne colonie de vacances, site en reconversion.
Ue		Délimite le secteur réservé aux activités économiques, au quartier des Brégous.
Uf	Ufa et Ufb	Délimite les quelques quartiers périphériques au village, où quelques dents creuses peuvent encore accueillir des constructions. La zone Uf est scindée en deux secteurs : Ufa où seules sont autorisées les extensions et Ufb où une construction est autorisée dans un « polygone d'emprise maximale » en application de l'article R151-39 du code de l'urbanisme.
Ut		Délimite les deux campings existants « Lou Troumpetoun » et « l'Eouvière ».
1AU	1AUa	Délimitation du quartier en extension villageois « Le Claou Les Moulières »
	1AUb	Délimitation du quartier en extension villageois « La Ferrage »
	1AUC	Délimitation du quartier en extension villageois « Route de Quinson »
2AU		Futures extensions des quartiers résidentiels
A	Ap	Délimitation des espaces agricoles paysagers à conserver
	Aj	Délimitation des espaces réservés aux jardins familiaux
	Af	Délimitation des secteurs de reconquête agricole, espaces à vocation agricole, boisés, qui pourront être mis en culture après défrichement.
N	Nco	identification des continuités écologiques
	Nx	Délimitation des terrains communaux de gestions des inertes et gravas
	Nt	Délimitation des terrains naturels situés autour de la colonie de vacances
STECAL de la zone agricole	Asta et Astb	Asta : délimite le terrain communal où est implanté le restaurant du Lac. Le STECAL autorise une extension mesurée du restaurant existant. Astb : délimite le terrain dédié à la création d'un gîte équestre.
STECAL de la zone naturelle	Nst	Nst : secteurs qui autorisent le comblement de dents creuses au quartier de Notre Dame.

Le règlement délimite les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles et forestières (N) ainsi que des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) et fixe les règles applicables aux espaces compris à l'intérieur de chacune de ces zones. Le règlement permet de déterminer quelles sont les possibilités d'utilisation et d'occupation du sol ainsi que les conditions dans lesquelles ces possibilités peuvent s'exercer. Pour connaître les contraintes affectant l'occupation ou l'utilisation du sol, il est donc nécessaire de consulter :

- la pièce 4.1.1: le règlement (dispositions générales et dispositions applicables à la zone)
- la pièce 4.1.2 : les annexes au règlement
- la pièce 4.1.3 : les prescriptions graphiques réglementaires du PLU.
- les pièces 4.2. : Le zonage du PLU
- la pièce 3 : les OAP. En effet les trois zones 1AUa, 1AUb et 1AUC sont concernées par une OAP, en application de l'article R151-6 du code de l'urbanisme.

4.1.3 Superficies du PLU

L'intégralité du territoire communal est concerné par le PLU. La superficie totale de la commune de Montmeyan atteint 3943 hectares.

Zones	Superficie en hectare	
Zones urbaines U		
Ua	3.89 ha	
Uaj	1.31 ha	
Ub	7.21 ha	
Uc	37.29 ha	
Ucs	1.02 ha	
Ud	6.83 ha	
Udt	7.54 ha	
Ue	2.57 ha	
Ufa	10.09 ha	
Ufb	2.49 ha	
Ut	6.24 ha	
Total Zones U		
Zones à urbaniser AU		
1AUa	5.14 ha	
1AUb	1.48 ha	
1AUc	1 ha	
Total zones 1AU		7.62 ha
2AU	6.36 ha	
Total zone 2AU		6.36 ha
Total zones AU (1AU + 2AU)		13.98 ha
Zones agricoles A		
A	884.93ha	
Ap	15.87 ha	
Aj	0.3 ha	
Af	60.24 ha	
Total zones A		961.34 ha
Zones naturelles N		
N	1000.09 ha	
Nco	1852.51 ha	
Nx	1.97 ha	
Nt	24.39 ha	
Total zone N		2878.96 ha
STECAL		
STECAL Asta	0.83 ha	
STECAL Astb	0.08 ha	
STECAL Nst	1.42 ha	
Total STECAL		2,33 ha
Ssuperficie communale		3943 ha

5 Justification des choix retenus

5.1 Les choix retenus pour établir le PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a fait l'objet d'un débat au sein du conseil municipal le **15 mai 2018**.
Le projet de PADD repose sur 2 orientations générales principales :

5.1.1 Orientation générale n°1

5.1.1.1 Le contexte

- ⊗ **Le risque** : perte de population, déclin de l'activité économique, appauvrissement du cadre de vie.
 ☺ **La solution** : encourager un projet urbain et économique raisonné et ambitieux pour l'avenir des générations futures.

Les efforts engagés par la municipalité avec la démarche du PLU sont les suivants :

- Recentrer l'urbanisation (diffuse et étalée sur le territoire de Montmeyan permise par le POS) autour du village en définissant une enveloppe constructible réduite, favorisant une densité modérée, et compatible avec la loi montagne.
- Autoriser l'implantation de nouvelles constructions, au sein de cette enveloppe, pour accueillir de nouveaux habitants contribuant au dynamisme de Montmeyan.
- Valoriser les pôles économiques existants : le restaurant du Lac, la zone économique des Brégous, les deux campings... en les identifiant clairement au PLU et en leur permettant une pérennité économique.
- Poursuivre la politique communale (engagée depuis des années) de reconversion de la colonie de vacances : le PLU doit inciter à sa reconversion en identifiant un zonage adapté à sa mutation.
- Valoriser le terroir agricole : la vallée de Montmeyan est propice à l'activité agricole. Hors terrains proches du village, retenus pour le développement communal, les espaces cultivés sont concernés par un zonage et un règlement adaptés à la pratique agricole.

5.1.1.2 Traduction dans le PADD

Orientation générale n°1 : Préserver le cadre de vie des Montmeyannais en développant un projet urbain raisonné et ambitieux de façon à permettre l'accueil de nouvelles activités économiques touristiques, artisanales et agricoles et l'accueil de nouveaux habitants autour du village.

Ainsi, seules les constructions situées autour du village sont classées en zones urbaines ou à urbaniser de façon à recentrer et à conforter l'urbanisation de ces quartiers essentiellement pavillonnaires. La densification y sera recherchée tout en maintenant les paysages profondément ruraux de cette commune de Montagne. Les pôles économiques sont identifiés au PLU pour favoriser leur développement : La zone artisanale des Brégous, l'ancienne colonie de vacance, Montmeyan plage....

5.1.2 Orientation générale n°2

5.1.2.1 Le contexte

- ⊗ **Le risque** : vers un appauvrissement des paysages et du patrimoine
 ☺ **La solution** : valoriser le village et protéger son environnement exceptionnel

Les efforts engagés par la municipalité avec la démarche du PLU

- Mise en œuvre d'une trame verte et bleue en application des orientations du SCOT de la Provence Verte.
- Protection des espaces écologiques les plus sensibles : ripisylves, boisements au nord du territoire, rives du lac...
- Un travail sur la protection des paysages a été réalisé avec l'aide de la Communauté de Communes Provence Verdon qui a réalisé une palette chromatique des enduits des futures constructions et réhabilitations. A cela s'ajoute la mise en œuvre d'une trame verte en milieu urbain, visant à maintenir les jardins et cordons boisés paysagers.
- Enfin, la Commune travaille sur la possible installation d'un parc photovoltaïque au sud-est de son territoire : le projet n'est à l'heure actuelle pas finalisé pour être inscrit dans le PLU. Ce projet fera l'objet d'une procédure d'urbanisme ultérieure.

5.1.2.2 Traduction dans le PADD

Orientation générale n°2 : Valoriser le village de caractère au cœur d'un environnement exceptionnel boisé et agricole, en bordure du Verdon.

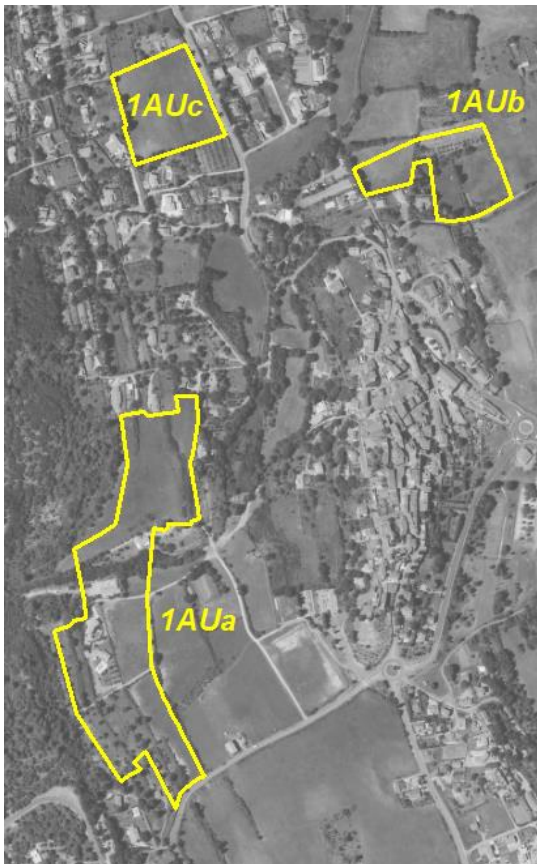
L'activité agricole valorisée et les espaces forestiers sont traduits en trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire. En milieu urbain, une trame verte contribue à protéger les espaces verts et les jardins, éléments fondamentaux dans le paysage de Montmeyan, en sus du patrimoine architectural. Un site est également étudié pour accueillir un futur parc photovoltaïque.

5.2 Les choix retenus pour établir les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les OAP du PLU de Montmeyan : Le PLU de Montmeyan prévoit 3 zones à urbaniser classées « 1AU », en conséquence et en application de l'article R.151-20 du code de l'urbanisme, 3 OAP ont été réalisées pour encadrer l'urbanisation des 3 zones 1AU. Les 3 OAP sont matérialisées sur les documents graphiques (zonage) par des pointillés rouges. **Les OAP viennent compléter le règlement des zones 1AU.**

Contexte réglementaire : Les OAP sont régies par les dispositions applicables des articles L151-6 et L151-7 du code de l'urbanisme.

Compatibilité des futurs projets avec les OAP : Le choix de l'identification d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) conduit à exiger que les travaux ou opérations de toutes sortes soient compatibles avec ces orientations. La notion de compatibilité ne saurait, pour certains éléments des présentes OAP, être assimilée à celle de conformité. L'exigence de compatibilité par des travaux ou opérations d'aménagement supposant simplement l'absence de contrariété entre lesdits travaux et opérations et les OAP. En d'autres termes, l'esprit des OAP doit toujours prévaloir sur toute recherche d'une application littérale de la transcription de ces ambitions territoriales.



OAP de la zone 1AUc : la zone 1AUc est aujourd'hui située en dent creuse d'une urbanisation pavillonnaire. L'OAP vient définir les modalités d'urbanisation de la zone 1AUc, en complément du règlement de la zone. Suite à l'enquête publique la densité a été revue à la baisse et la zone réduite.



OAP de la zone 1AUb : la zone 1AUb est aujourd'hui située en extension d'un quartier résidentiel. L'OAP vient définir les modalités d'urbanisation de la zone 1AUb, en complément du règlement de la zone. Un maillage de la voirie sera nécessaire et la densité exigée. L'OAP prévoit un phasage de l'urbanisation.



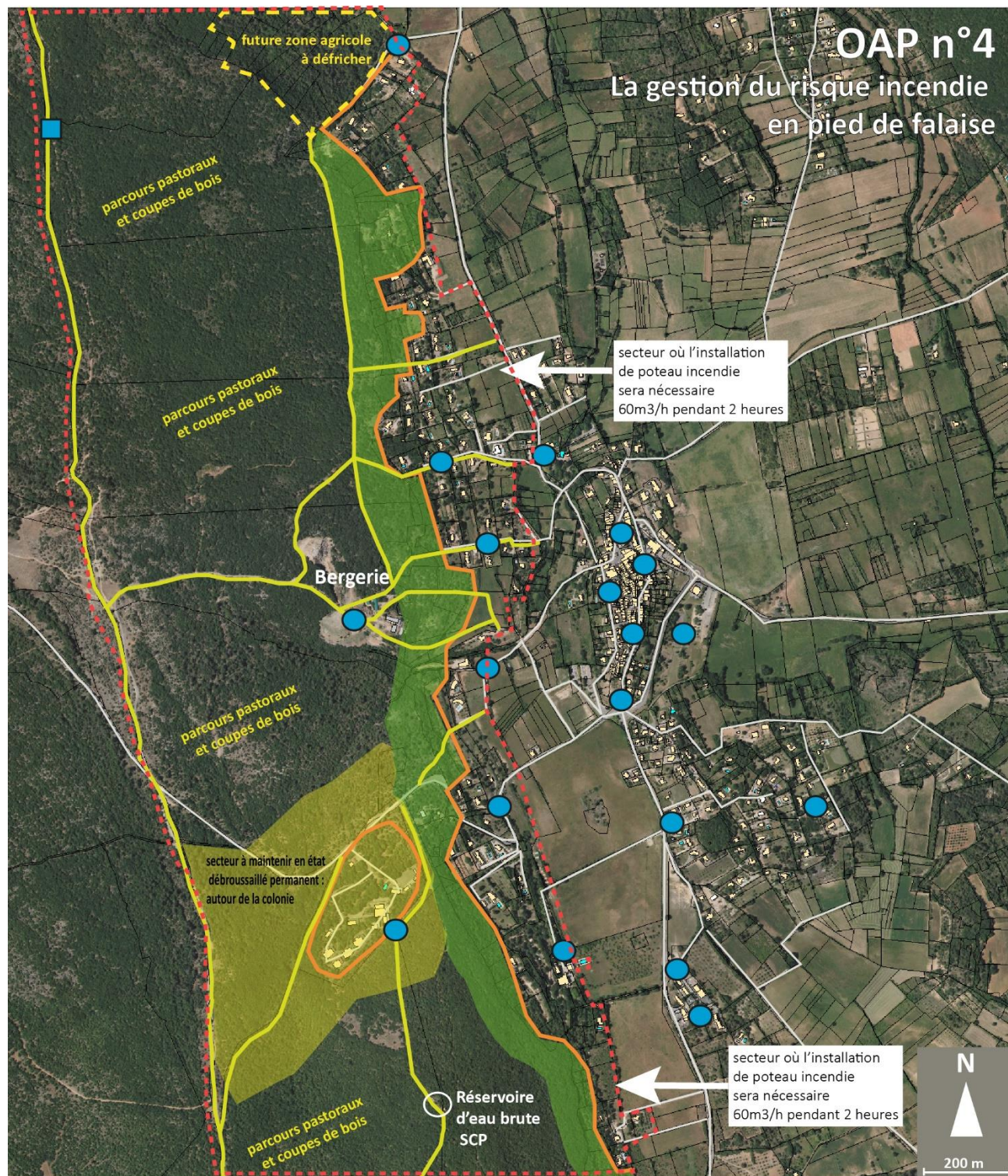
OAP de la zone 1AUa : ce projet de connexion urbaine entre deux zones résidentielles a été présenté en CDNPS le 16/11/2017, l'avis est favorable. L'OAP vient définir les modalités d'urbanisation de la zone 1AUa, en complément du règlement de la zone. Un maillage de la voirie sera nécessaire et la densité exigée. L'OAP prévoit un phasage de l'ouverture à l'urbanisation.

➔ Chacune des opérations précisées dans les OAP peut s'effectuer soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements listés dans l'OAP ; soit sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble. Voir également le chapitre 5.10.

Réalisation d'une 4^{ème} planche d'OAP : les OAP n°4 sont thématiques. Elles traitent de la gestion du risque incendie sur les coteaux ouest en pied de falaise.

Suite aux deux réunions effectuées avec la DDTM (pôle risque le 8 novembre 2019) et le SDIS (le 31 octobre 2019) a été actée une réponse transmise à M le Préfet : création d'une nouvelle planche d'OAP spécifique à la gestion incendie en pied de falaise. L'OAP est donc thématique et s'applique à toutes les zones concernées par le risque.

Extrait de la planche graphique des OAP n°4 :



5.3 Les choix retenus pour définir la zone Ua « le Village » et son règlement

5.3.1 Justification du zonage

La zone Ua représente principalement la délimitation du centre-ville, noyau urbain historique, à considérer comme un patrimoine bâti constituant un ensemble urbain remarquable, dont il convient de préserver et mettre en valeur les caractères architecturaux, urbains et paysagers.

Le tissu urbain est serré, dense et les constructions sont implantées en ordre continu.

Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier, d'artisanat, de bureau, de commerces, d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

- La zone Ua comporte un secteur « Uaj » : Il correspond aux quartier-jardins situés au pied du village. Toutes les dispositions applicables à la zone Ua s'y appliquent, sauf dispositions contraires indiquées dans les articles de la zone Ua.



5.3.2 Spécificités réglementaires

- L'implantation des constructions : afin de préserver la morphologie villageoise, l'implantation est imposée soit à l'alignement des voies soit à l'alignement des façades existantes.
- La hauteur des constructions : Respecter la silhouette du village est un enjeu majeur paysager. En raison du caractère groupé et de la topographie du noyau villageois constituant la zone Ua, la hauteur maximale des nouvelles constructions devra prendre en considération les hauteurs existantes d'un front bâti (limité aux 4 constructions limitrophes).



- Prescriptions architecturales : faute de Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) le règlement de la zone Ua comporte des prescriptions architecturales à respecter. Ainsi, le règlement précise les règles relatives aux :
 - toitures, faîtages, débords de la couverture : l'enjeu est ici de contribuer à harmoniser les toitures qui sont très perceptibles depuis les accès au village perché (routes départementales).
 - ouvertures, portes, fenêtres et volets, enduits, couleurs : la palette chromatique élaborée par la Communauté de Communes Provence Verdon est à respecter, celle-ci est annexée au règlement du PLU.
 - Antennes paraboliques, appareils de climatisation, d'extraction d'air et autres éléments techniques et de réseaux, capteurs solaires... : tous ces éléments doivent être intégrés à l'architecture de la construction et éviter d'être en saillie. Le règlement impose des dispositifs permettant de les dissimuler ou de les intégrer sous conditions. L'enjeu est ici de permettre aux habitants du village d'installer des appareils de production d'énergie renouvelable tout en préservant l'architecture des bâtiments. Les réhabilitations sont ainsi encouragées.
- Stationnement : le règlement de la zone Ua n'impose aucune règle en matière de stationnement. En effet, l'étroitesse des rues, le nombre important de calades et de voies piétonnes, et surtout la présence de stationnement en entrée de village nord, en entrée de village sud, et surtout d'une aire mutualisée de stationnement à l'est du village (à proximité des terrains de tennis – voir photo ci-dessus) permettent à la zone Ua de s'affranchir de ces règles et de favoriser la reconquête du village.
- Secteur « Uaj » : les jardins bordant la RD13 sont identifiés au zonage de façon à respecter le recul des futures constructions et à conserver le talus (voir photo). Celles-ci sont limitées en hauteur afin de préserver la silhouette du village classé en zone Ua. La densification de la zone Uaj est réduite par une trame verte qui vient protéger les cordons végétaux en limites parcellaire.



5.4 Les choix retenus pour définir la zone Ub « première couronne résidentielle » et son règlement

5.4.1 Justification du zonage

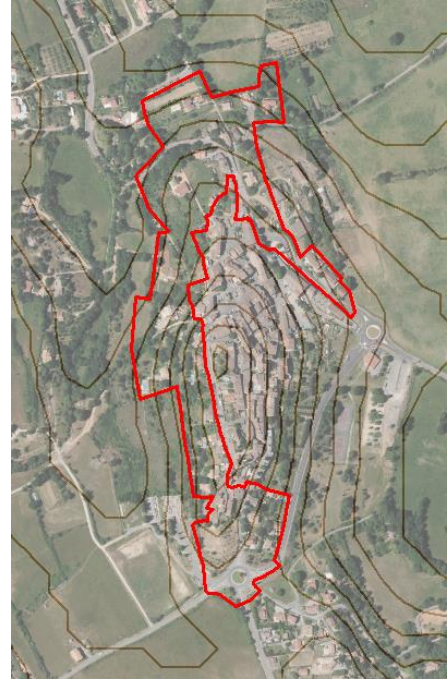
La zone Ub représente la première couronne résidentielle, qui ceinture littéralement le village. Elle comprend des groupes d'habitation existants, l'urbanisation en continuité y est envisagée, en application de la Loi Montagne. Cette zone est à densifier, étant à proximité immédiate du centre-ville, des commerces, et des principaux équipements publics dont l'école communale.

La zone Ub représente la délimitation des quartiers situés en continuité du centre-ville, dans la « première couronne » et localisés à l'intérieur de la déviation. Le tissu urbain est modérément lâche et les constructions sont implantées en ordre discontinu ; la densité est moindre que dans le centre urbain.

Une mixité et une complémentarité des différentes fonctions urbaines sont recherchées et, de par ses caractéristiques actuelles, l'implantation de services publics ou d'intérêt collectif y est également propice. Il s'agit des espaces privilégiés pour le renouvellement urbain.

Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier, de commerces, de bureaux, d'artisanat et les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

La zone Ub est traversée par la RD13 et elle comporte une trame verte paysagère à conserver afin de maintenir les alignements d'oliviers, les haies et bosquets existants.



5.4.2 Spécificités réglementaires

- Pour favoriser la densité : les constructions sont autorisées en limites séparatives. De même, il n'existe pas de limite d'implantation entre deux constructions sur une même propriété. Enfin, l'emprise au sol est importante.
- Mixité des constructions en faveur des futurs équipements publics : la zone Ub est propice à l'accueil de futurs équipements publics ou d'intérêt collectif. Ainsi l'emprise au sol n'est pas réglementée pour ce type de constructions.
- En zone Ub : L'assainissement est collectif.
- La hauteur des constructions : la hauteur est limitée à 7 mètres (R+1), afin de respecter la silhouette du village classé en zone Ua situé en amont.
- Prescriptions architecturales : le règlement de la zone Ub comporte des prescriptions architecturales relatives aux :
 - Toitures, matériaux, faîtage, façades, menuiseries : la qualité de l'aspect extérieur de la construction est primordiale pour une insertion harmonieuse dans le paysage.
 - Les clôtures : elles sont réglementées car très prégnantes dans le paysage. La qualité des clôtures est un impératif pour la réussite paysagère de l'urbanisation de la zone Ub.
 - antennes paraboliques, appareils de climatisation, d'extraction d'air et autres éléments techniques et de réseaux, capteurs solaires... : tous ces éléments doivent être intégrés à l'architecture de la construction. Le règlement impose des dispositifs permettant de les dissimuler ou de les intégrer sous conditions. L'enjeu est ici de permettre aux habitants d'installer des appareils de production d'énergie renouvelable tout en préservant la qualité paysagère.
- Stationnement : le quartier est propice à l'aménagement de stationnement sur chacune des parcelles constructibles. L'enjeu est ici de les intégrer au mieux dans l'environnement et d'assurer leur perméabilité hydraulique (gestion du pluvial).
- Trame verte : des espaces libres de toute construction sont imposés afin de maintenir un socle villageois végétalisé.

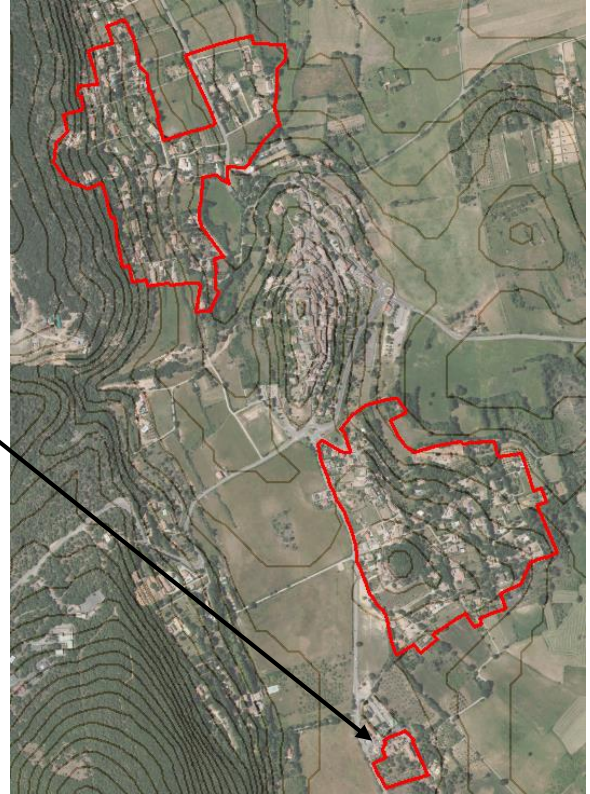
5.5 Les choix retenus pour définir la zone Uc « seconde couronne résidentielle » et son règlement

5.5.1 Justification du zonage

La zone Uc représente la délimitation des quartiers résidentiels localisés en seconde couronne, en périphérie du centre-ville, aux quartiers nord de Ferrayons, Bourguets Grand vigna et au quartier sud-est du Moulin à Vent et Parroubaud.

Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier, de bureaux, et les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

- La zone Uc comporte un secteur « Ucs » : Il correspond à un secteur de mixité sociale. Toutes les dispositions applicables à la zone Uc s'y appliquent, sauf dispositions contraires indiquées dans les articles de la zone Uc.



5.5.2 Spécificités réglementaires

- Pour favoriser la densité : les constructions sont autorisées en limites séparatives. De même, il n'existe pas de limite d'implantation entre deux constructions sur une même propriété. En revanche, l'emprise au sol est minorée par rapport à la zone Ub.
- En zone Uc : L'assainissement est collectif et non collectif ANC.
- La hauteur des constructions : la hauteur est limitée à 6 mètres (petit R+1), afin de favoriser les constructions en longueur et non en hauteur, mais aussi pour intégrer les futures constructions dans les reliefs vallonnés de la zone Uc. Enfin, en partie ouest de la zone Uc, sur les coteaux, l'urbanisation étant localisée sur les versants du plateau, une hauteur moindre facilitera l'intégration à la topographie et évitera d'importants fronts bâtis qui auraient été trop perceptibles dans le paysage.
- Secteur Ucs : le secteur Ucs accueille une quinzaine de logements locatifs sociaux (bailleur Var Habitat). Le PLU étend la zone Ucs afin de développer de nouveaux programmes de logements sociaux. Aucun nouvel accès ne sera autorisé depuis la RD13 : l'accès s'effectue par la zone artisanale des Brégous. La hauteur en zone Ucs est majorée pour convenir à la production de logements collectifs. Une trame verte est imposée depuis la RD13 pour créer un écran paysager.
- Prescriptions architecturales : le règlement de la zone Uc comporte des prescriptions architecturales relatives aux :
 - Toitures, matériaux, faîtage, façades, menuiseries : la qualité de l'aspect extérieur de la construction est primordiale pour une insertion harmonieuse dans le paysage.
 - Les clôtures : elles sont réglementées car très prégnantes dans le paysage. La qualité des clôtures est un impératif pour la réussite paysagère de l'urbanisation de la zone Uc.
 - antennes paraboliques, appareils de climatisation, d'extraction d'air et autres éléments techniques et de réseaux, capteurs solaires... : tous ces éléments doivent être intégrés à l'architecture de la construction. Le règlement impose des dispositifs permettant de les dissimuler ou de les intégrer sous conditions. L'enjeu est ici de permettre aux habitants d'installer des appareils de production d'énergie renouvelable tout en préservant la qualité paysagère.
- Stationnement : le quartier est propice à l'aménagement de stationnement sur chacune des parcelles constructibles. L'enjeu est ici de les intégrer au mieux dans l'environnement et d'assurer leur perméabilité hydraulique.
- Trame verte : les espaces libres de toute construction sont imposés afin de maintenir la trame verte existante (cordons végétaux, bosquets, linéaires de haies...).
- Gestion incendie : la zone Uc comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4). Pour la zone Uc située en pied de falaise (coteaux ouest) les OAP n°4 s'appliquent.

5.6 Les choix retenus pour définir la zone Ud et son règlement

5.6.1 Justification du zonage

La zone Ud représente la délimitation des espaces voués à accueillir des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectifs et services publics.

Elle correspond aux espaces publics situés autour du village :

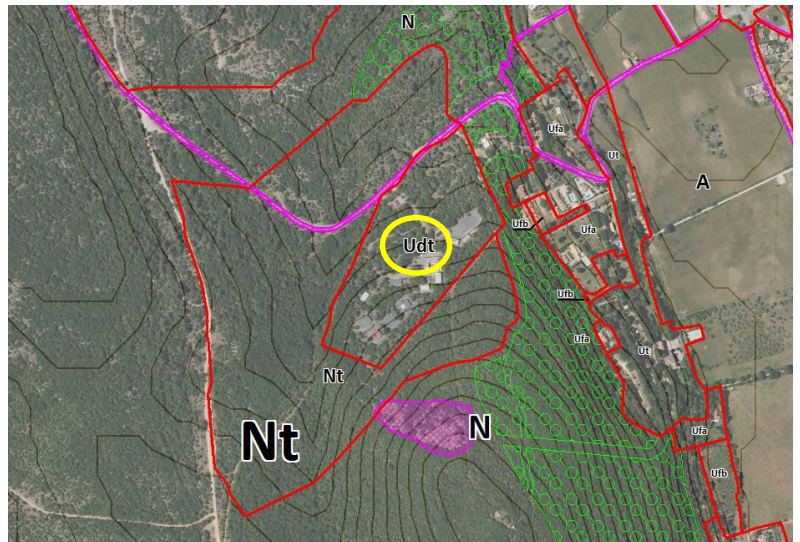
- Les terrains de tennis, le stationnement, le Point d'Apport Volontaire et la salle des associations : ces équipements sont localisés au pied du village, à l'ouest de la RD13.
- Le terrain de football, le cimetière, le stationnement et le Point d'Apport Volontaire : ces équipements sont localisés à l'entrée du village sud-ouest en bordure de la RD30.
- Les terrains communaux des Brégous, situés en bordure de la RD13 et bordant la zone artisanale classée en zone Ue. Ces terrains sont aujourd'hui non bâtis, un projet d'équipement public associé à un jardin public pourrait s'y développer en lien avec les quartiers urbanisés alentours : les Brégous, les logements sociaux, les quartiers résidentiels de la zone Uc (secteur du Moulin).



- La zone Ud comporte un secteur « Udt » :

Il correspond à la reconversion du centre de vacances du Deffends de l'Eouvière. Le zonage Udt concerne le foncier communal où se situent les bâtiments de l'ancienne colonie de vacances. La vocation d'hébergement touristique, vocation initiale du site, paraît la plus adaptée pour la reconversion des bâtiments : plusieurs contacts avec des exploitants confirment cette orientation possible, à condition toutefois de pouvoir mobiliser un foncier plus important pour garantir un équilibre d'exploitation, dans un contexte de concurrence avérée.

La destination retenue : Ainsi, la destination d'hébergement touristique constitue une piste sérieuse pour développer une activité pérenne, permettant d'accueillir une clientèle estivale, mais également des groupes en dehors de la haute saison; un fonctionnement sur 6 à 8 mois semble réaliste.



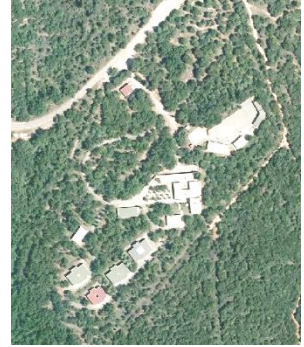
Le foncier à mobiliser : Une telle orientation nécessite d'élargir le foncier mobilisable, pour un total d'environ 25 ha, de façon à réutiliser les bâtiments existants, construire de nouvelles structures, implanter des hébergements légers (de type HLL) et installer des équipements extérieurs (sportifs, ludiques) en complément de ceux déjà existants sur le site.

La commune de Montmeyer est propriétaire d'un important foncier autour du site de l'ancienne colonie de vacances. Dans l'attente d'un projet précis, les élus font ainsi le choix de retenir dans le PLU :

- la zone actuelle de 7,5 ha classée en « Udt » ;
- un secteur naturel « Nt » qui entoure la zone Udt, conformément à la demande du SDIS le 31/10/2019.

Un projet qui dépasse les échéances du PLU : Ce choix permet ainsi de poursuivre la démarche d'Appel à Projet en parallèle du PLU, jusqu'à la définition d'un projet précis, le secteur Nt constituant ainsi un espace d'étude de projet orienté uniquement vers le tourisme.

Le secteur Nt ferait l'objet d'une évolution du PLU pour intégrer une OAP de type **Unité Touristique Nouvelle** locale soumise à l'avis de la CDNPS. En l'absence d'un projet touristique, seule la zone Udt est mobilisable pour accueillir des équipements collectifs ou des projets de développement économique autre que touristiques (extrait de la démarche d'appel à projet).



Bâtiments présents en zone Udt.

5.6.2 Spécificités réglementaires

- La zone Ud ne concernant que des terrains communaux, le règlement est allégé (notamment l'emprise au sol qui reste libre pour les équipements publics). Toutefois, l'aspect extérieur est quant à lui réglementé pour assurer une intégration des futures constructions.
- En zone Ud : L'assainissement est collectif.
- La hauteur des constructions : la hauteur est limitée à 7 mètres (R+1) y compris en secteur Udt.
- Stationnement : toutes les zones Ud sont propices à l'aménagement de stationnement. En zone Ud, les aires de stationnement mutualisé sont à favoriser : espace de covoiturage et borne de recharge pour véhicules électriques sont imposés.
- Gestion incendie : la zone Ud comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4). Pour la zone Udt située en pied de falaise (coteaux ouest) les OAP n°4 s'appliquent.

Le secteur Udt, fait l'objet d'une attention particulière pour y encourager la reconversion de l'ancienne colonie.
Ce groupe de constructions accueille une douzaine de bâtiments ayant hébergé une colonie de vacances de la Poste.
Le foncier est communal, les bâtiments appartiennent au Département.
Un projet présentant un caractère d'intérêt général devra s'y développer.
Les vocations envisagées sont les suivantes : tourisme, loisirs, mais aussi résidence de services ou sociale, EHPAD...
La surface de plancher pourra se développer selon le projet retenu.

5.7 Les choix retenus pour définir la zone Ue et son règlement

5.7.1 Justification du zonage

La zone Ue délimite le secteur réservé aux activités économiques en bordure de la route départementale, au lieu-dit Les Brégous. Cette zone a vocation à accueillir les constructions et installations à destination d'artisanat, de bureaux, de services, d'industrie, d'entrepôts et exceptionnellement de commerce.



Axe de développement de la zone artisanale des Brégous sur le foncier communal



La zone artisanale est bordée à l'ouest par la RD13, au nord et à l'est par la voie communale des Brégous.



5.7.2 Spécificités réglementaires

- L'urbanisation de la zone Ue s'effectue en continuité de la zone artisanale existante : le principe de continuité appliqué est de maximum 25 mètres à compter du mur extérieur de la construction la plus proche, ceci afin de respecter le principe de la Loi Montagne en région PACA. En outre, ce principe assure une continuité progressive de l'urbanisation.
- Les commerces ne sont autorisés qu'à condition d'être liés à la vente des produits confectionnés sur place et que la surface affectée soit la plus réduite possible et située dans le volume du bâtiment initial. Cette mesure inscrite dans le règlement vise à éviter toute concurrence commerciale entre les Brégous et le cœur commercial du village.
- En zone Ue : L'assainissement est collectif.
- La hauteur des constructions : la hauteur est limitée à 7 mètres (R+1) pour assurer une harmonie avec les constructions existantes.
- Aspect extérieur des constructions (préconisations architecturales) : les toitures plates et végétalisées ainsi que les panneaux solaires en toiture sont à privilégier. Une zone artisanale est en effet propice à la production d'énergie solaire en toiture.
- Emprise des constructions : l'emprise est majorée en zone Ue pour inciter à la construction de locaux artisanaux, qui à terme sont générateurs d'activité économique et donc d'emplois.
- Trame verte : la trame verte est ici réduite aux limites avec la zone agricole, afin de créer un espace tampon végétalisé entre activités artisanales et activités agricoles.

5.8 Les choix retenus pour définir la zone Uf et son règlement

5.8.1 Justification du zonage

La zone Uf délimite les quartiers périphériques au village où quelques dents creuses peuvent encore accueillir des constructions.

La zone Uf délimite deux secteurs :

- Le secteur Ufa où seule l'extension de la construction existante est autorisée afin de ne pas dénaturer le paysage de coteau ;
- Le secteur Ufb où seule une construction d'habitation est autorisée. Le zonage identifie avec précision le polygone d'emprise maximale de la future construction.

Les zones Uf (Ufa et Ufb) sont positionnées sur les coteaux, à l'ouest du village.

Extraits de zonage « Ufa » (seules extensions autorisées) et « Ufb » où une construction est autorisée dans le polygone :



5.8.2 Spécificités réglementaires

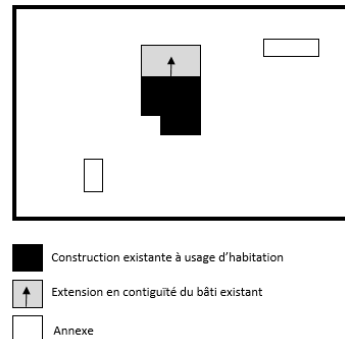
Le secteur Ufa : seules les extensions des constructions sont autorisées.

Les secteurs Ufa sont déjà bâtis, des constructions à usage d'habitation sont existantes.

Le PLU permet une extension mesurée de l'existant en continuité (principe de l'extension).

Les annexes sont autorisées à la condition d'être implantées dans le secteur Ufa.

Le règlement illustre la règle à l'aide d'un schéma concept :

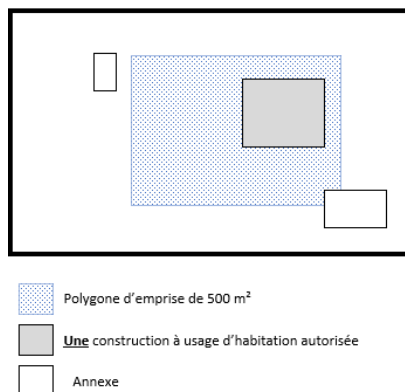


Le secteur Ufb : seule une nouvelle construction est autorisée. Le polygone d'emprise maximale est identifié au zonage, sa superficie atteint 500m².

La future construction s'implante librement dans le polygone. Toutefois, la superficie de la future construction est limitée à 250 m² de surface de plancher.

Les secteurs Ufb ne sont pas bâtis : ils représentent une unité parcellaire chacun. L'objectif du secteur Ufb est de permettre la construction d'une habitation de 250 m² de surface de plancher maximum à implanter dans le polygone d'emprise maximale porté au plan. Les annexes sont autorisées à la condition d'être implantées dans le secteur Ufb.

Le règlement illustre la règle à l'aide d'un schéma concept :



Gestion incendie : la zone Uf comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4) et les OAP n°4 s'appliquent.

5.9 Les choix retenus pour définir la zone Ut et son règlement

5.9.1 Justification du zonage

La zone Ut délimite les deux campings existants (hôtellerie de plein air) situés dans l'enveloppe urbaine. La zone a vocation à accueillir les constructions et installations liées aux campings Lou Troumpetoun et l'Eouvière

- **Le camping de l'Eouvière**, situé au sud du village : il comptabilise 81 emplacements (tentes, caravanes et mobiles home). Il dispose également d'une piscine, d'un restaurant, d'une épicerie, laverie, aire de jeux...
- **Le zonage Ut du PLU prévoit une superficie de 5,3 hectares pour le camping de l'Eouvière.**



- **Le camping Lou Troumpetoun**, situé dans le village : il comptabilise 31 emplacements (tentes, caravanes et mobiles home).
- **Le zonage Ut du PLU prévoit une superficie de 0,85 hectares pour le camping Lou Troumpetoun.**



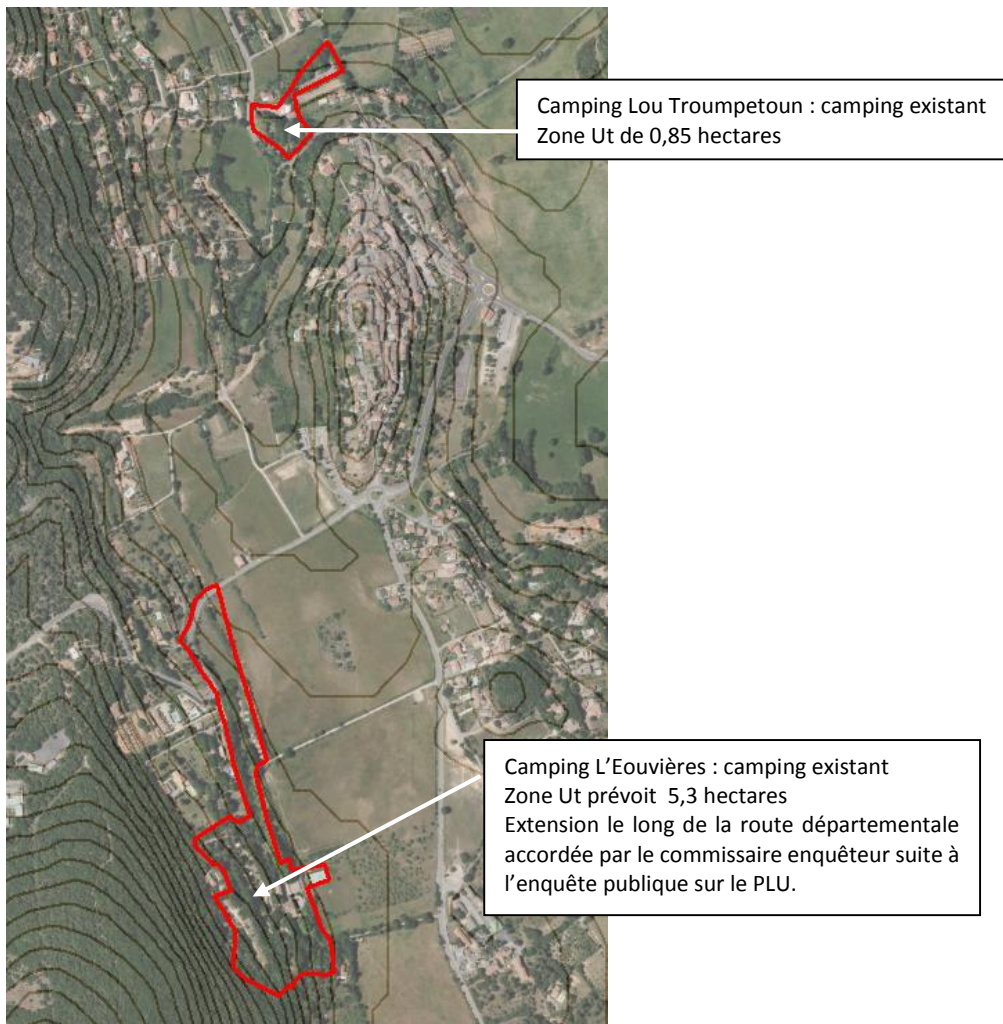
5.9.2 Spécificités réglementaires

Les équipements nécessaires au bon fonctionnement de ces deux activités touristiques existantes sont autorisés :

- L'aménagement de terrains de camping et de caravanning correspondant à l'arrêté préfectoral de chacun des campings. Ainsi, le PLU et l'arrêté préfectoral sont concordants.
- Les habitations légères de loisirs sont autorisées, dont l'hébergement touristique insolite de type yourtes, cabanes dans les arbres, roulottes, bulles ... ne constituant pas d'habitat permanent et dans la limite du nombre d'emplacements autorisé par arrêté préfectoral. Ainsi, les campings pourront diversifier leur offre en matière d'hébergement et répondre à la demande en matière d'hébergement insolite.
- Les bâtiments nécessaires au maintien, au fonctionnement et au développement des activités de camping caravanning (sanitaires, locaux d'accueil, salles de réunion, commerces liés à l'exploitation du terrain, logement de fonction...) sont autorisés.
- Les aires de stationnement comportant des dispositifs permettant l'infiltration naturelle des eaux pluviales.
- Gestion incendie : la zone Ut comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4). Pour la zone Ut (camping de l'Eouvière) située en pied de falaise (coteaux ouest) les OAP n°4 s'appliquent.

➔ Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessus pourront être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions particulières, s'il est de nature à augmenter le nombre de personnes exposées à un risque naturel.

- L'emprise des constructions est réduite de façon à conserver les environnements boisés des deux campings.
- L'aspect extérieur des constructions (y compris des habitations légères de loisir) est réglementé pour requalifier certains emplacements très perceptibles (mobile home blanc...) et améliorer la qualité architecturale de l'ensemble touristique.



5.10 Les choix retenus pour définir les zones 1AU « futurs quartiers résidentiels »

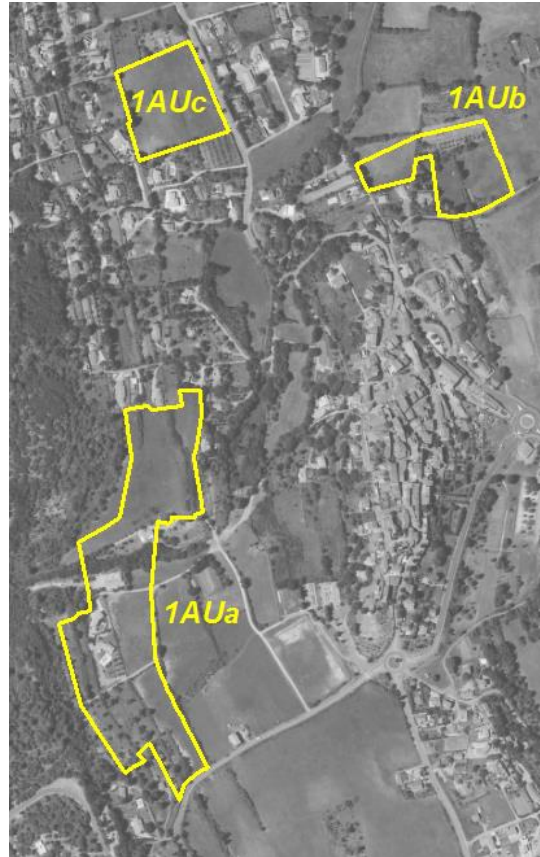
Trois zones 1AU sont prévus dans le PLU de Montmeyan :

- La zone 1AUa « le Claou Les Moulières » située en discontinuité de l'urbanisation, et à ce titre, a fait l'objet d'une étude Loi Montagne présentée en CDNPS en 2017. Cette étude est reprise intégralement dans le chapitre « 1AUa » suivant. Elle fait l'objet d'une OAP.
- La zone 1AUb « Les Ferrages » est située en continuité de l'urbanisation de la zone Ub. Elle fait l'objet d'une OAP.
- La zone 1AUc « Route de Quinson » est située en continuité de l'urbanisation de la zone Uc. Elle fait l'objet d'une OAP.

Au regard de la loi montagne :

- Seule la zone 1AUa a fait l'objet d'une étude présentée en CDNPS au titre de la discontinuité.
- Les zones 1AUb et 1AUc poursuivent la continuité de l'urbanisation des groupes de constructions existants.

Le chapitre propre à la zone 1AUa présenté en CDNPS figure pages suivantes.



5.10.1 La zone 1AUa

L'article L122-5 (ex : L145-3 III) du code de l'urbanisme, traitant des principes d'aménagement et de protection en zone de montagne, prévoit que « l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants ». Ces derniers doivent être délimités dans le PLU ou la carte communale.

Toutefois, l'article L122-7 (ex : L145-3 III a) précise que la discontinuité peut être admise lorsque le PLU « comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel (...) ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ».

Cette étude dite « de discontinuité » a été soumise à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites (CDNPS). **L'avis est favorable.**

Description du site

- 4 Constructions à usage d'habitation sont existantes. Des permis ont été déposés en 2017 et des certificats d'urbanisme délivrés.
- La zone a été depuis longtemps abandonnée par l'agriculture et la friche s'est installée. Les raisons de l'abandon de ces terres proviennent de la difficulté d'accès au site (présence de restanques avec murets de pierres sèches, topographie accidentée) et surtout de la proximité des zones habitées (nuisances de produits phytosanitaires, nuisances sonores...).

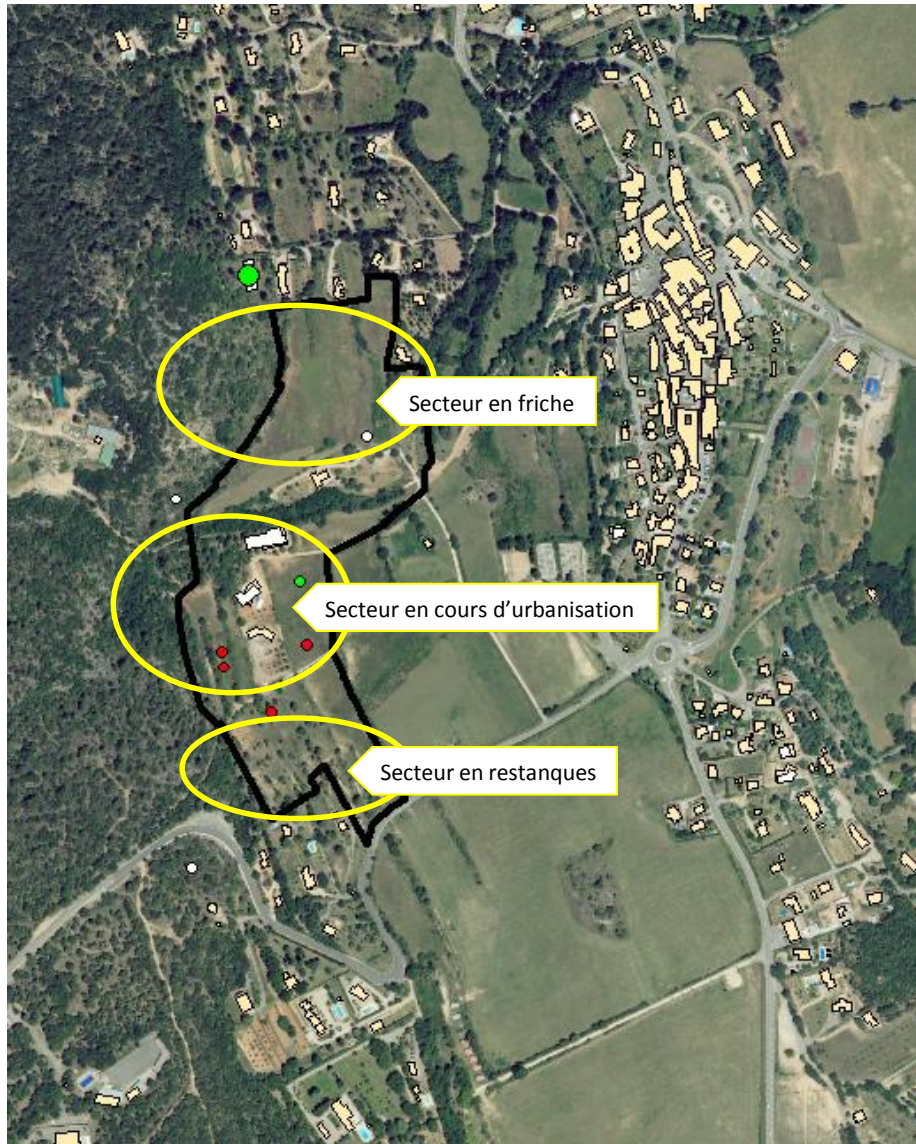




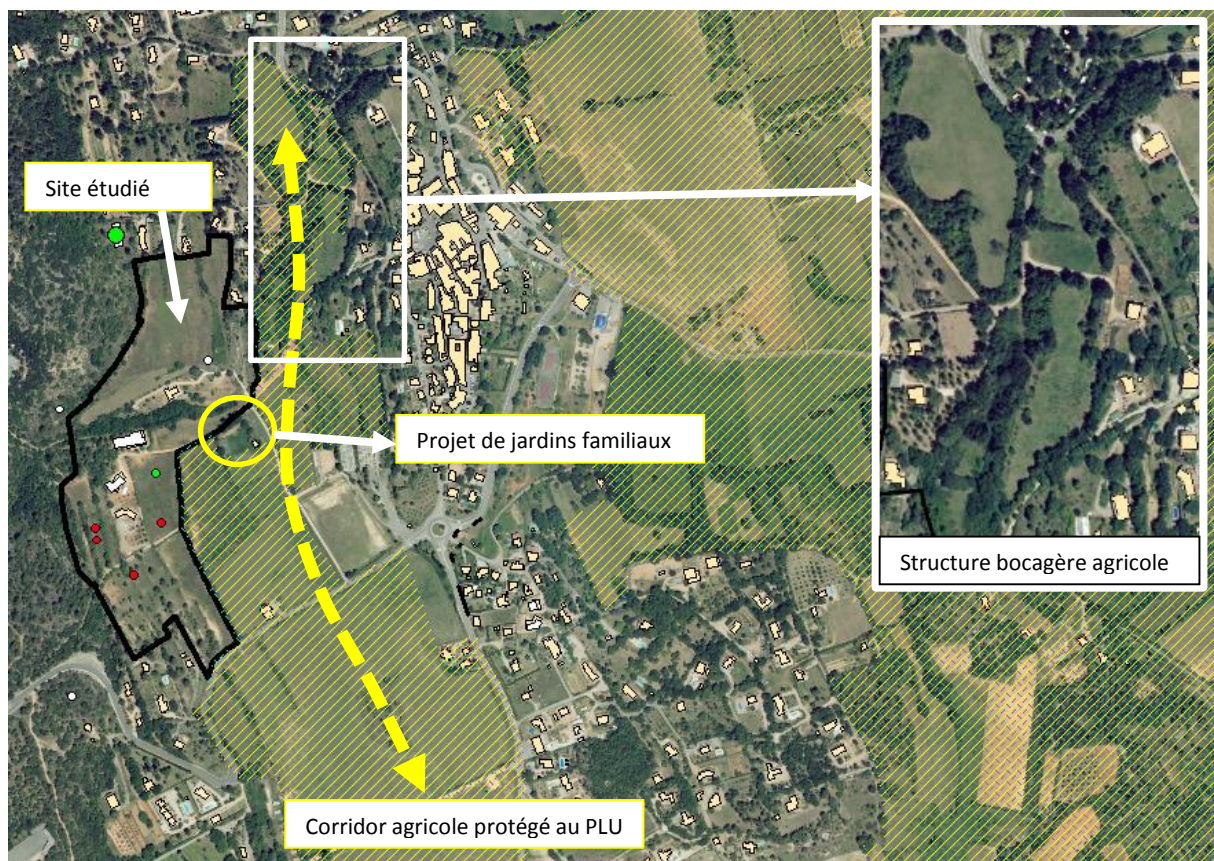
Photo Begeat, octobre 2017

Compatibilité avec les terres agricoles pastorales et forestières

Compatibilité avec les objectifs de protection des terres agricoles : en jaune sont identifiés les secteurs présentant un potentiel agricole :

- **Du point de vue économique** : identification des terres agricoles réservées aux exploitations agricoles et à la mise en culture, à l'élevage ... Au total 951 hectares sur l'ensemble de la commune de Montmeyan.
- **Du point de vue paysager** : les terres agricoles présentent un atout paysager non négligeable, notamment dans la vallée au pied du village : des haies et boisements sont ainsi préservés.

Le site étudié du Claou –Les Moulières n'a plus d'usage agricole aujourd'hui. En revanche, au pied du site, un corridor agricole est identifié et protégé au PLU : des jardins familiaux sont prévus (terrains communaux) et les haies (structure bocagère) sont protégées.



Compatibilité avec les objectifs de protection des terres forestières : Le secteur étudié n'est pas boisé. Il est limitrophe d'un espace naturel boisé. Les nouvelles constructions seront soumises aux obligations de débroussaillage (minimum 50 m autour des constructions à destination d'habitation). L'espace boisé sera donc entretenu et débroussaillé. Il s'agit de parcelles forestières privées sans plan de gestion.

→ L'urbanisation du Claou – les Moulières est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières.

Compatibilité avec la préservation des paysages et des milieux naturels et culturels montagnard

Le site présente de nombreux enjeux paysagers qu'il conviendra de préserver, ainsi, les restanques, le puits, les arbres et bosquets structurants le paysage actuel seront conservés. Les éléments de bâtis seront identifiés, dans le document réglementaire des fiches patrimoine ainsi qu'aux documents graphiques du PLU (◆), ainsi que les éléments ponctuels de la végétation au titre des articles L151-19 + R151-41 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, l'implantation des constructions respectera la topographie existante : le règlement du PLU imposera l'orientation et l'implantation des futures constructions.

Vue sur le site étudié depuis le pied du village :



Le site du Claou – Les Moulières présente de nombreux **éléments patrimoniaux et paysagers** à identifier au PLU et à conserver lors des travaux d'aménagement de la zone :

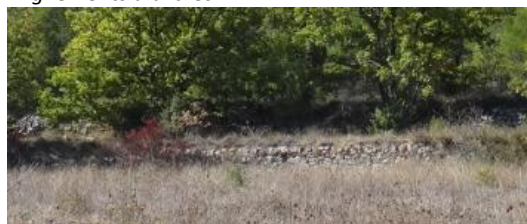
Murets de pierres sèches :



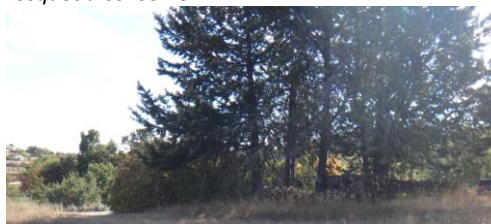
Restanques successives :



Alignements d'arbres :



Bosquet à conserver :

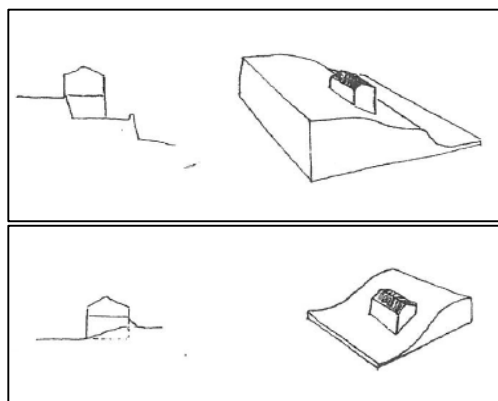


Vue sur le village depuis le site étudié :



Respect de la topographie :

Les futures constructions devront être adaptées à la topographie du terrain : on profitera des irrégularités du terrain, de ses dénivelés pour asseoir le niveau des pièces, des celliers, des caves...les pentes faibles seront privilégiées, mais en cas de forte pente les futures constructions devront respecter la hauteur « R+0 » et seront disposées à cheval sur les ruptures de terrain. D'une façon générale les constructions devront présenter des lignes « souples », épousant la topographie :



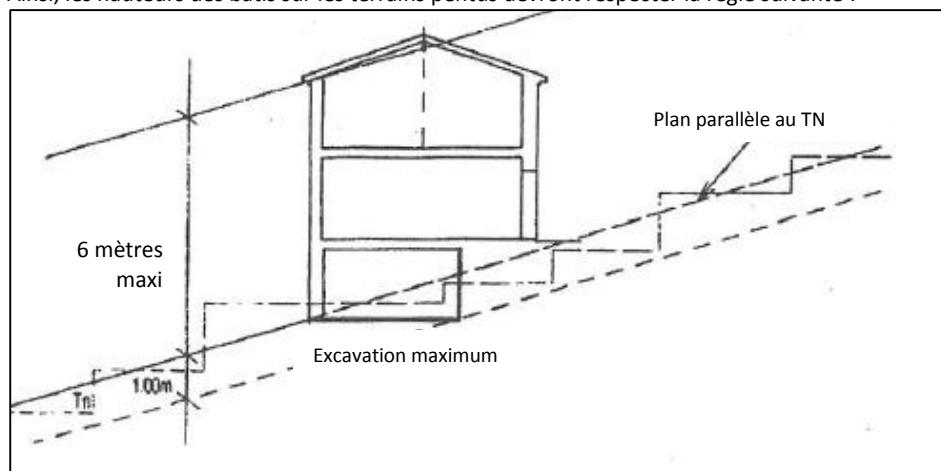
Les constructions réalisées sur les pentes les plus fortes devront s'ancrer sur un accident du terrain afin de mieux se fondre dans l'environnement.

Volume coulé sur la pente : demi-niveau autorisé :

- R+1 en aval
- R+0 en amont

Source : maisons rurales en Provence JL Massot

Ainsi, les hauteurs des bâtis sur les terrains pentus devront respecter la règle suivante :



Afin d'être le moins perceptibles en vision éloignée et de s'intégrer au mieux dans l'environnement semi-forestier, les futures constructions devront respecter au maximum les boisements existants (chênes pubescents et chênes verts) et réaliser des écrans végétaux naturels. Ces éléments seront préservés à l'aide des outils graphiques suivants : des EBC, l'identification d'espaces non bâtis, des éléments de paysage à conserver ou à créer, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

La végétation facilitera l'intégration des bâtiments dans l'environnement naturel et assurera la préservation de ces paysages de coteaux.



Exemple de photomontage d'intégration :

Site actuel : octobre 2017



Photomontage :



➔ L'urbanisation du Claou – les Moulières est compatible avec le respect des objectifs de protection des paysages caractéristiques des milieux naturels et culturels montagnards.

La palette chromatique communale

- Les teintes pastels et ocres jaunes, orange, rouge seront proscrites car trop claires et trop perceptibles dans le paysage.
- Seules les façades « teintes terres et terre de Sienne » seront autorisées car s'intégrant mieux dans le paysage.

Ainsi, la palette chromatique de Montmeyan, réalisée par le CAUE pour la Communauté de Communes Provence Verdon en mars 2017, a été revisitée de façon à ne sélectionner que les teintes favorables à une intégration dans le paysage :

TEINTES TERRE

Applicables sur l'ensemble du village. Pour les façades en 1ère couronne extérieure des villages ou dans les secteurs diffus.

Application : Badigeon de chaux ou enduit à la chaux naturelle teinté dans la masse en secteur diffus.

101 - 3479	102 - 1177	103 - 018
	Teinte autorisée	Teinte autorisée
104 - 0700	105 - 0420	106 - 3480
	Teinte autorisée	Teinte autorisée
107 - 0672	108 - 4211 - 450 5A	109 - 3481 - 28 5A
Teinte autorisée	Teinte autorisée	Teinte autorisée
110 - 3483	111 - 4212	112 - 3762

Compatibilité avec la protection contre les risques naturels

Le site est localisé hors du périmètre de rupture du barrage des barrages, hors des secteurs inondables du Verdon : le site est en effet à plus de 5 km du Verdon et du Barrage de Quinson.

En revanche le site est limitrophe d'une zone boisée : comme le prévoit le règlement du PLU, des obligations légales de débroussaillage (OLD) sont imposées sur un minimum de 50 mètres.

Deux bornes incendies sont situées à moins de 100 mètres du site étudié. La zone est également traversée par le réseau d'eau potable et par le réseau d'assainissement public.



La zone 1AUa comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4 du règlement). De plus, étant située en pied de falaise (coteaux ouest) les OAP n°4 s'appliquent.

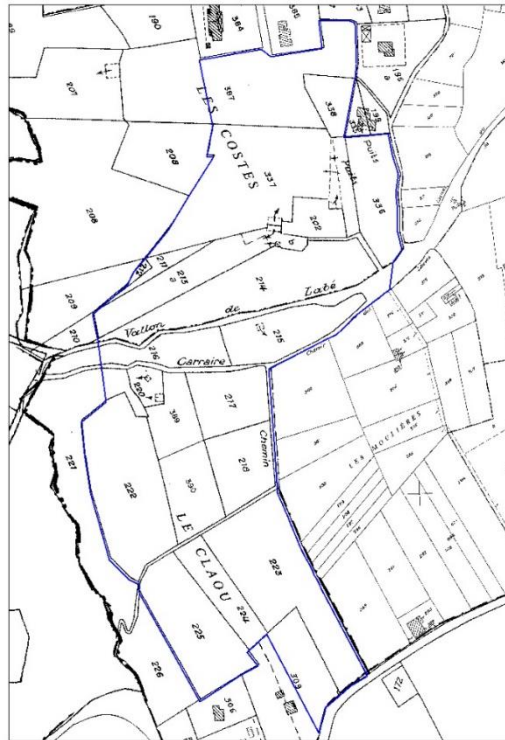
→ En conclusion : l'urbanisation future de la zone 1AUa « Le Claou et Moulières » est compatible avec la prise en compte des risques naturels présents sur le territoire communal. Le secteur d'étude est localisé hors du périmètre de rupture du barrage de Quinson et hors des secteurs inondables du Verdon ; des prescriptions réglementaires seront insérées dans les dispositions générales du règlement afin de palier le risque mouvement de terrain ; la mise aux normes des voies, l'aménagement d'aires de retournement, les obligations légales de débroussaillage affirmées et la présence de bornes incendies permettront une protection contre le risque incendie compatibles avec l'urbanisation du secteur. **Ces dispositions concourent positivement à une meilleure défendabilité du territoire communal, mais ne peuvent pas garantir une protection totale contre le risque incendie de forêt.**

Organisation spatiale du site

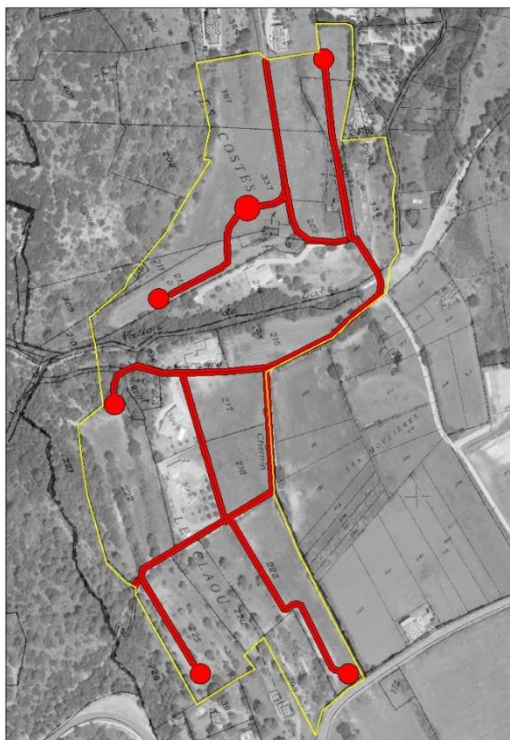
Photo aérienne du site étudié :



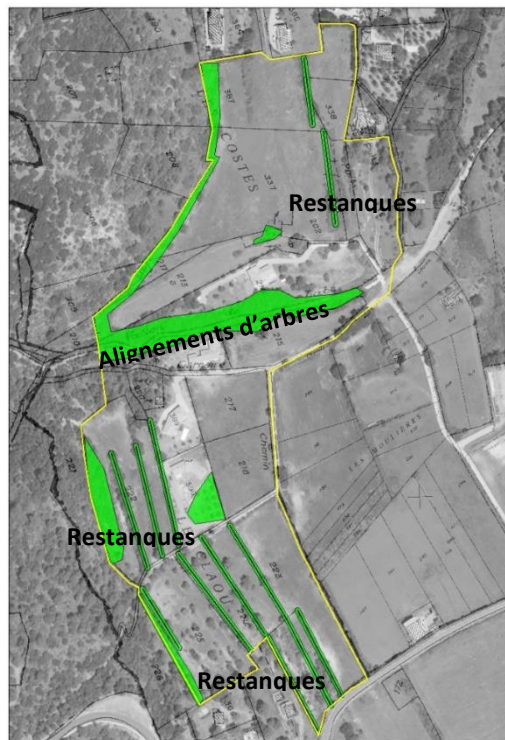
Situation cadastrale du site étudié :



Proposition d'aménagement de la voirie interne :



Trame verte à conserver – espaces non aedificandi :

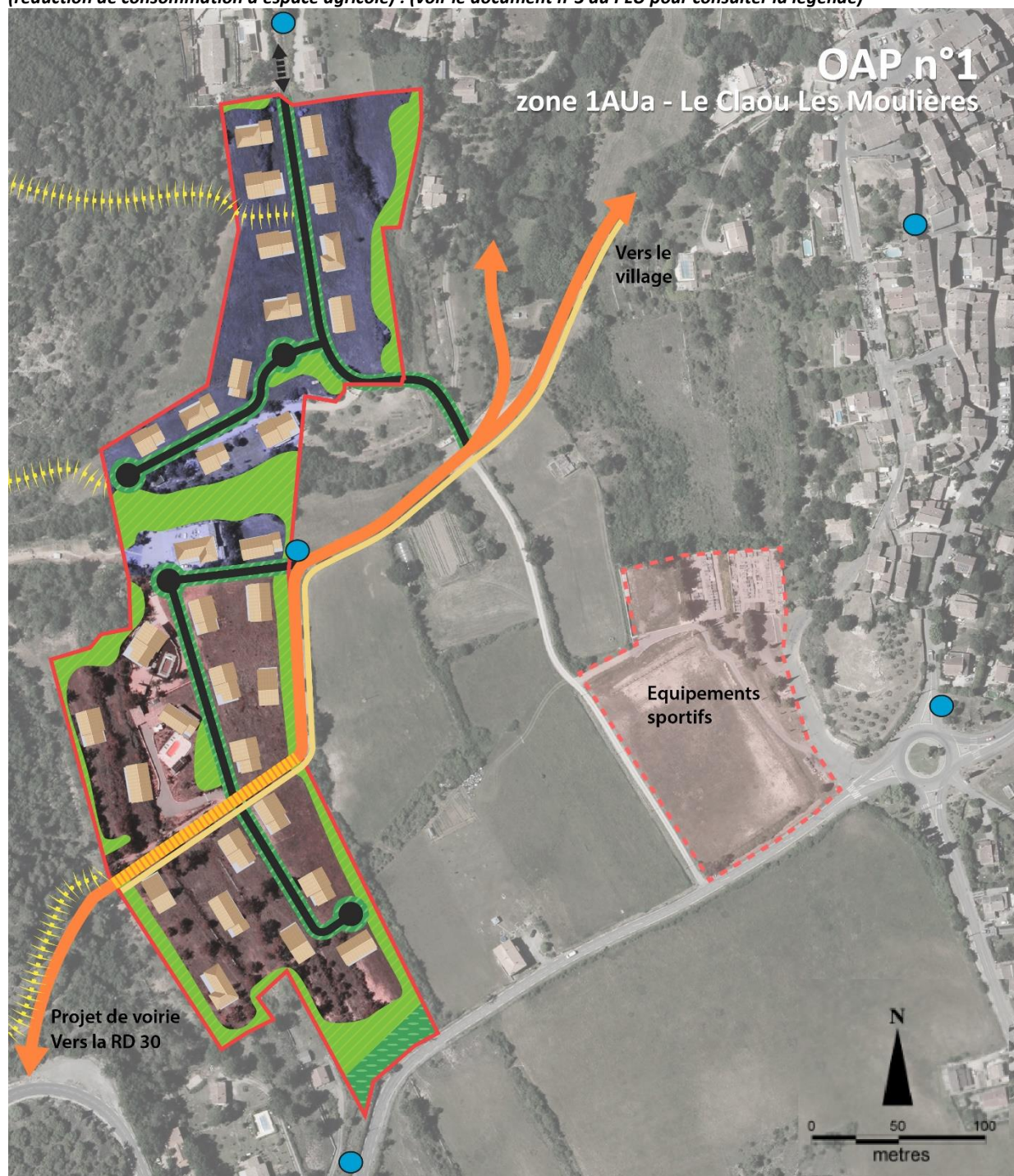


☞ Une OAP précisera les conditions d'implantation du bâti

Application des densités préconisées par le SCOT de la Provence Verte :

Le SCOT préconise une densité d'environ **12 logements par hectare** pour toute nouvelle ouverture à l'urbanisation : le PLU propose une densité nette à 18 logements / hectare (en prenant en compte la superficie nette).

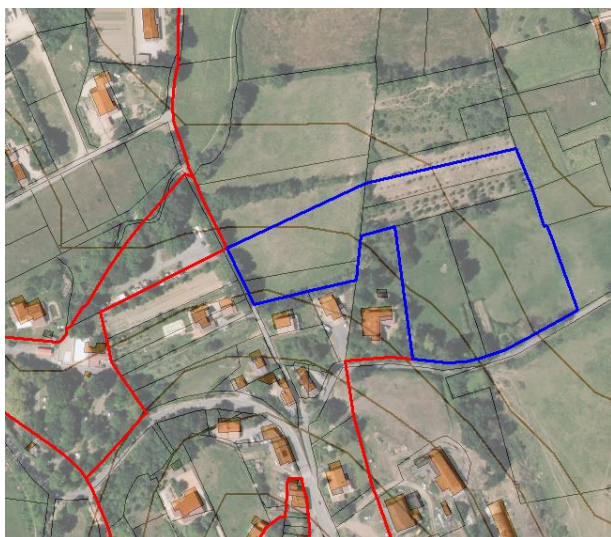
Extrait de l'OAP finale, élaborée suite à la réduction du zonage à l'ouest (réduction de la consommation d'espace naturel) et à l'est (réduction de consommation d'espace agricole) : (voir le document n°3 du PLU pour consulter la légende)



La commune retient cette OAP qui lui permet à la fois d'être **compatible avec les densités préconisées par le SCOT** mais également de prendre en compte les enjeux paysagers du site.

5.10.2 La zone 1AUb

La zone 1AUb est située au quartier de La Ferrage, en continuité de la zone Ub.

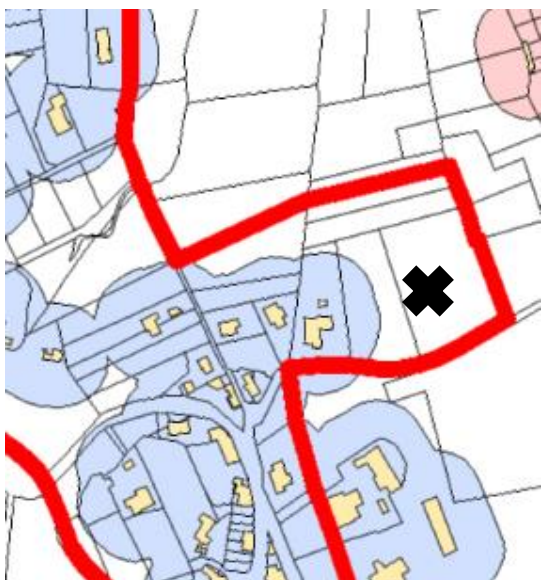


D'une superficie de 1,48 hectare, la zone 1AUb est située au nord-est du village.

Terrain non bâti, cette zone était constructible au Plan d'Occupation des Sols (POS).

L'assainissement jouxte la zone ainsi que la route communale de la Tuilière.

Les terrains sont en partie cultivés.



Le PLU autorise l'urbanisation en 1AUb puisque celle-ci se situe en continuité du groupe d'habitations de la zone Ub : aplats bleus sur la carte ci-contre.

Afin d'encadrer au mieux ce projet, et en application de l'article R151-20, la zone 1AUb dispose :











- d'un règlement de zone 1AU
- d'une OAP spécifique à la zone 1AUb (voir page suivante). Cette OAP liste les équipements à réaliser avant toute urbanisation.

Un effort en matière de densité est préconisé (environ 18 logements pourraient être générés) : une moyenne d'environ 29 logements / hectare est prévue.

Une trame verte urbaine d'environ 5 000 m² est imposée sur l'ensemble de la zone, pour notamment gérer l'interface bâti / espaces cultivés.

Le SCOT préconise une densité d'environ **12 logements par hectare** pour toute nouvelle ouverture à l'urbanisation : le PLU propose une densité nette à 29 logements / hectares (en prenant en compte la superficie nette).

Extrait de l'OAP finale, élaborée suite à la réduction du zonage au nord (réduction de la consommation d'espace agricole) :

-  Périmètre de l'OAP
-  Haie anti dérive
-  écrans et éléments paysagers à conserver
-  Voies internes
-  Liaison quartier voiries
-  Chemin piétonnier
-  Liaison quartier piéton
-  Eléments paysagers à mettre en valeur
-  Poteaux incendie à installer : 60m3/h pendant 2h à 200m des constructions
-  Positionnement indicatif des futures constructions

Rappel : les articles du règlement de la zone 1AU sont à respecter

CONDITIONS D'OUVERTURE A L'URBANISATION

équipements internes à la zone :

- la voirie doit être compatible avec le tracé d'intention des voies internes
- la voirie sert de support aux réseaux : eau, assainissement, réseaux d'énergie, fourreaux de réserve
- bornes incendies 60m3/h pendant 2h à 200m des constructions

maintien d'une trame verte bocagère, élément marqueur du paysage :

- la trame verte concerne les haies et bosquets existants
- aucune construction ne doit empiéter sur la trame verte
- seules les clôtures grillagées et végétalisées sont autorisées
- la haie anti dérive est imposée en contact avec les zones agricoles

implantation des futures constructions :

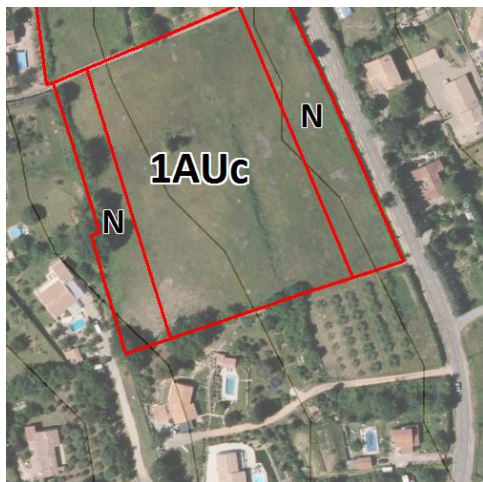
- les constructions sont implantées en bordure de voie, pour créer un effet de rue
- les constructions mitoyennes sont autorisées
- l'implantation des constructions doit prendre en considération le développement futur du quartier
- l'implantation des constructions sur la planche graphique est indicative
- les annexes à l'habitation s'implantent librement mais dans le respect du règlement (pièce n°4.1.1 du PLU)



➔ Suite aux avis de l'Etat sur le projet de PLU arrêté le 29 mai 2019, l'OAP n°2 comporte désormais un phasage de l'ouverture à l'urbanisation (2 phases).

5.10.3 La zone 1AUc

La zone 1AUc est située en dent creuse, le long de la route de Quinson, en continuité de la zone Uc.

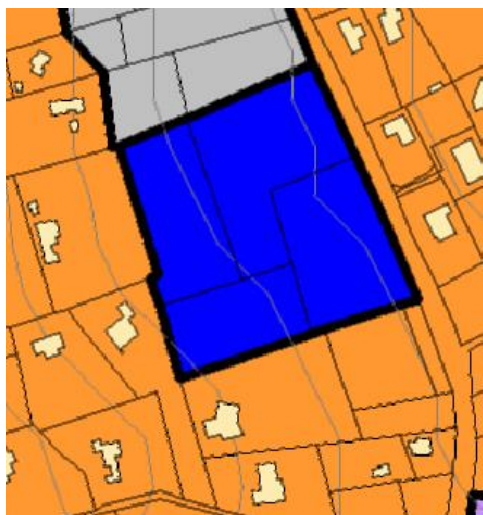


D'une superficie de 0,9 hectare, la zone 1AUc est située au nord-ouest du village.

Terrain non bâti, cette zone n'est plus cultivée, et constitue une dent creuse car entourée de zones constructibles.

L'assainissement jouxte la zone ainsi que la RD13 menant à Quinson. Les terrains sont en friche.

Deux bandes vertes de zone N ont été positionnées suite à l'enquête publique et aux avis de l'Etat.



Le PLU autorise l'urbanisation en 1AUc puisque celle-ci se situe en continuité du groupe d'habitations de la zone Uc : aplats bleus sur la carte ci-contre.

Afin d'encadrer au mieux ce projet, et en application de l'article R151-20, la zone 1AUc dispose :

- d'un règlement de zone 1AU
- d'une OAP spécifique à la zone 1AUc (voir page suivante). Cette OAP liste les équipements à réaliser avant toute urbanisation.

Le SCOT préconise une densité d'environ **12 logements par hectare** pour toute nouvelle ouverture à l'urbanisation : le PLU propose une densité nette à 23 logements / hectare (en prenant en compte la superficie nette).

Extrait de l'OAP finale, élaborée suite à la réduction du zonage au nord (reclassé en zone 2AU) :

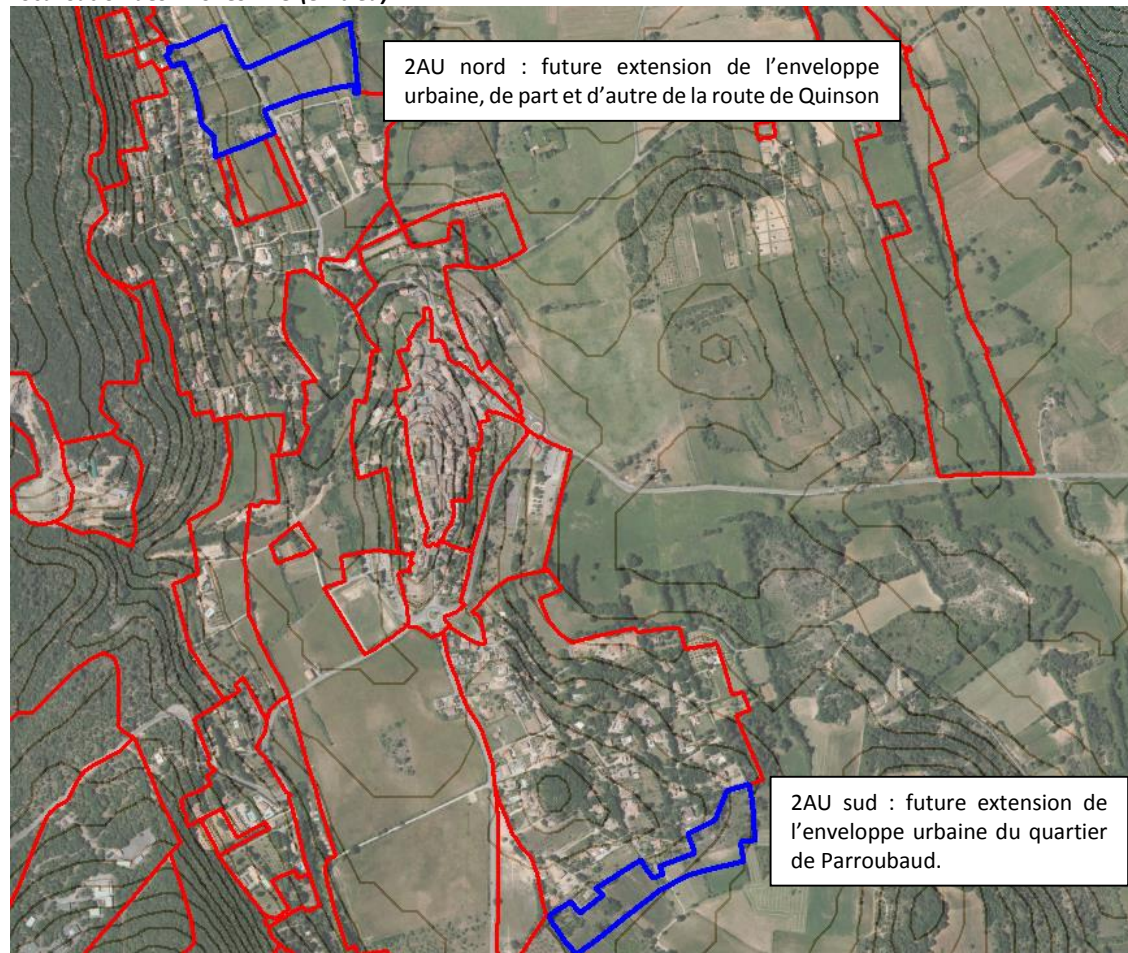


La zone 1AUc comporte un article dédié à la protection des biens et personnes face au risque incendie (article 4 du règlement). De plus, étant située en pied de falaise (coteaux ouest) les OAP n°4 s'appliquent.

5.11 Les choix retenus pour définir les zones 2AU

RAPPEL : les zones 2AU sont inconstructibles. Elles représentent les secteurs des futures extensions de l'urbanisation. Pour être constructibles : 1°) le PLU doit être modifié/révisé ; 2°) les zones 2AU devront être règlementées et faire l'objet d'OAP et donc être classées en zones 1AU ; 3°) les PPA et la DDTM seront associées à cette procédure + enquête publique.

Localisation des 2 zones 2AU (en bleu) :



Ces zones sont classées en « 2AU » puisque les accès et voies publiques, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement sont insuffisants pour desservir les futures constructions ou futures activités prévues dans ces zones.

En conséquence, **leur ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme** comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de la zone, conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme.

→ les zones 2AU sont des zones « strictes » ou « fermées », elles ne peuvent pas être ouvertes à l'urbanisation et ne disposent pas de règlement.

La municipalité dispose d'un délai de neuf ans, à compter de l'approbation du PLU, pour ouvrir à l'urbanisation les zones 2AU conformément à l'article L153-31 du code de l'urbanisme. Au-delà, il sera préconisé de les reclasser en zone agricole ou naturelle.

Le code de l'urbanisme prévoit la possibilité de classer en zone 2AU, zone d'urbanisation à plus long terme, les quartiers suivants :
« Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. » (R151-20 dernier alinéa du code de l'urbanisme).

Ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU de plus de neuf ans : extrait de l'article L153-31 alinéa 4 du code de l'urbanisme : *« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide (...) d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».*

5.12 Les choix retenus pour définir la zone N et ses secteurs

5.12.1 Justification du zonage

La zone N représente la délimitation des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

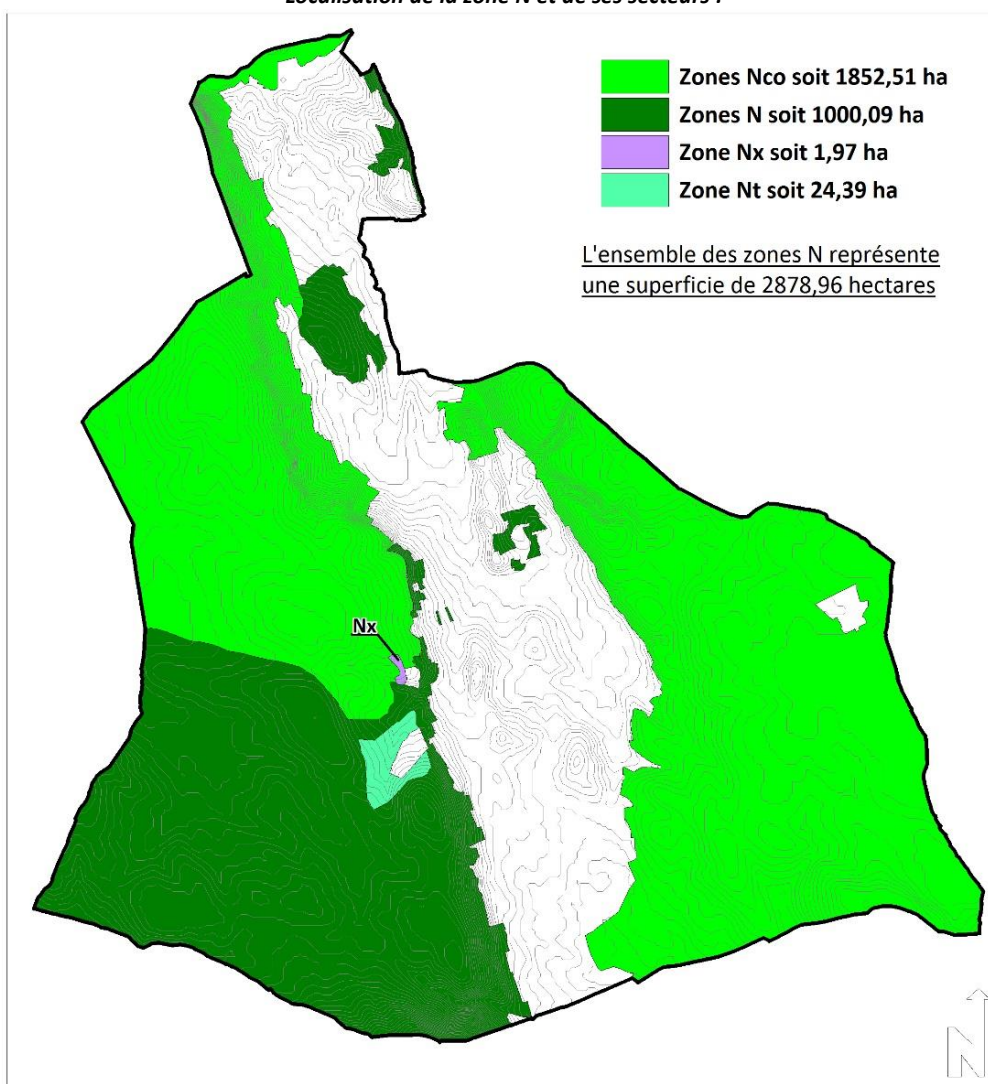
- soit de la qualité des sites, des milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- soit de l'existence d'une exploitation forestière,
- soit de leur caractère d'espaces naturels,
- soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles,
- soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion de crues.

Aucune nouvelle construction à usage d'habitation n'y est autorisée, mais elle peut, exceptionnellement, accueillir des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

La zone N comporte des secteurs :

- un secteur Nco : Espaces naturels de continuité écologique
- un secteur Nx : où sont autorisées les installations liées à la gestion des déchets inertes et des gravats.
- un secteur Nt : secteur naturel **inconstructible** autour de la colonie de vacances où **seules** sont autorisées les installations légères de loisirs intégrées à l'environnement.

Localisation de la zone N et de ses secteurs :



5.12.2 Spécificités réglementaires

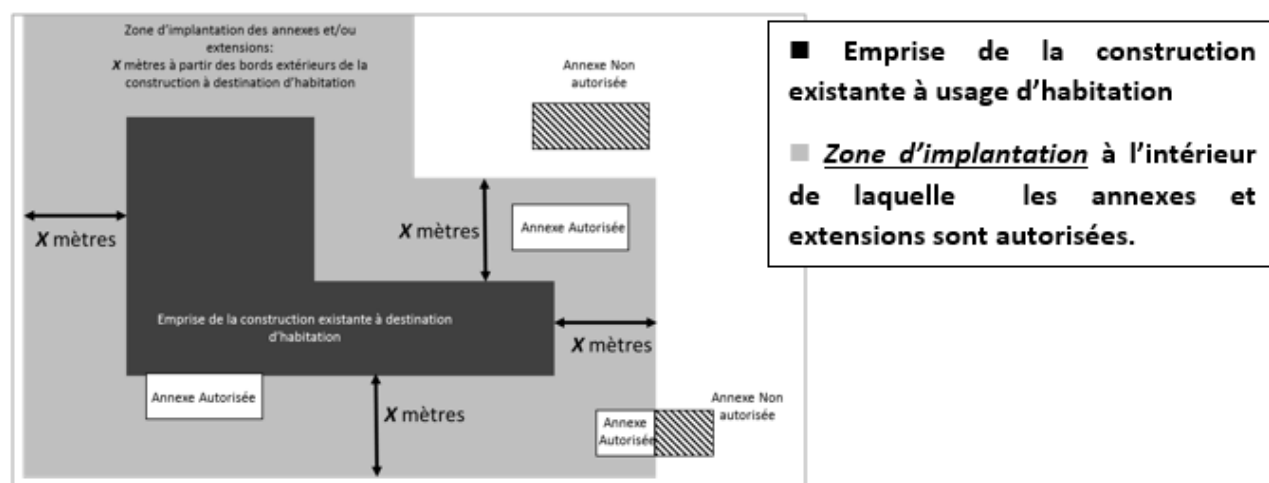
Mesures en faveur de la lutte contre le mitage en zone naturelle : Conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme, le règlement de la zone « N » définit une zone d'implantation à l'intérieur de laquelle les annexes à l'habitation existante et les extensions de l'habitation existante sont autorisées.

Cette zone d'implantation est imposée, et inscrite dans le règlement du PLU. Elle contribue à la limitation du mitage en zone naturelle.

En zone N, il est imposé un plafond maximal de superficie de plancher à ne pas dépasser en cas d'extension.

Précisons qu'il n'y a aucun plafond particulier pour la zone Nco : cette zone n'est pas construite, il n'y a donc aucune extension des constructions existantes à réglementer. Elle est, de facto, inconstructible.

Schéma de la zone d'implantation :



Mesures en faveur de la préservation de la biodiversité : la protection des cours d'eau est assurée par une règle imposant un recul des constructions. Les rives de la retenue du Lac de Quinson sont protégées au titre du L151-23 du code de l'urbanisme et les cours d'eau et vallons par des EBC. Un zonage Nco concerne le verdon et ses abords, précisons que ce zonage s'applique également sur la rive droite du Verdon, sur le territoire de Quinson. Ainsi, les berges rive droite et rive gauche du Verdon sont protégées.

- **Mesures spécifiques concernant le secteur Nx** : le secteur Nx est existant, actuellement non exploité. Le PLU encadre l'activité en la réglementant.
- Ainsi seuls sont autorisés les installations liées à la gestion des déchets (inertes et gravats) qui font défaut dans l'intercommunalité. Un pylône TDF est également envisagé, car interdit par ailleurs sur le reste du territoire.
- Ce site est d'ores et déjà anthropisé (ancienne décharge et ancien centre de concassage). Le zonage Nx vient encadrer le périmètre retenu pour assurer la gestion des gravats.



- **Mesures spécifiques concernant le secteur Nt** lié au projet de reconversion de la colonie de vacances: Le secteur Nt est propriété communale et inconstructible, seuls des aménagements légers peuvent être autorisés, en lien avec le projet de reconversion de la colonie (zone Udt). L'objectif consiste à sécuriser le centre de vacances face au risque incendie. Les espaces forestiers alentours doivent donc être entretenus et débroussaillés.

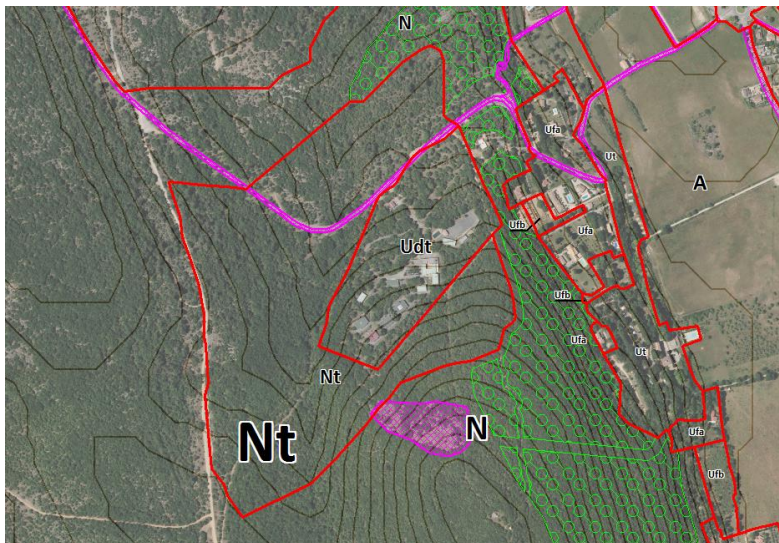
✎ Voir également la justification des choix retenus de la zone Ut (chapitre 5.6)

La zone Udt correspond à la reconversion du centre de vacances du Deffends de l'Eouvière. Le zonage Udt concerne le foncier communal où se situent les bâtiments de l'ancienne colonie. La vocation d'hébergement touristique est renforcée. Toutefois, après plusieurs contacts avec des professionnels du tourisme, il est nécessaire de pouvoir mobiliser un foncier plus important pour garantir un équilibre d'exploitation, dans un contexte de concurrence avérée.

Le foncier à mobiliser : Une telle orientation nécessite d'élargir le foncier mobilisable, pour un total d'environ 25 ha, de façon à réutiliser les bâtiments existants, construire de nouvelles structures, implanter des hébergements légers (de type HLL) et installer des équipements extérieurs (sportifs, ludiques) en complément de ceux déjà existants sur le site.

La commune de Montmeyan est propriétaire d'un important foncier autour du site de l'ancienne colonie de vacances. Dans l'attente d'un projet précis, les élus font ainsi le choix de retenir dans le PLU :

- la zone actuelle de 7,5 ha classée en « Udt » ;
- un secteur naturel « Nt » d'environ 24 hectares qui entoure Udt.



Un projet qui dépasse les échéances du PLU : Ce choix permet ainsi de poursuivre la démarche d'Appel à Projet en parallèle du PLU, jusqu'à la définition d'un projet précis, la zone Nt constituant ainsi une zone d'étude de projet orientée uniquement vers le tourisme.

La zone Nt ferait l'objet d'une évolution du PLU pour intégrer une OAP de type **Unité Touristique Nouvelle** locale soumise à l'avis de la CDNPS. En l'absence d'un projet touristique, seule la zone Udt est mobilisable pour accueillir des équipements collectifs ou des projets de développement économique autre que touristiques. (Extrait de la démarche d'appel à projet).

Dans l'attente d'un projet d'ensemble impliquant Udt et Nt, la zone Nt reste inconstructible : le règlement, article N.2 c) liste de façon exhaustive les aménagements légers autorisés. Ainsi, aucun hébergement n'est autorisé en zone Nt.

5.13 Les choix retenus pour définir la zone A et ses secteurs

5.13.1 Justification du zonage

La zone A représente la délimitation des espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, conformément à l'article R151-22 du code de l'urbanisme.

Dans cette zone sont notamment autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage lié à l'activité et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées ;
- les constructions, installations, extensions ou annexes aux habitations existantes.

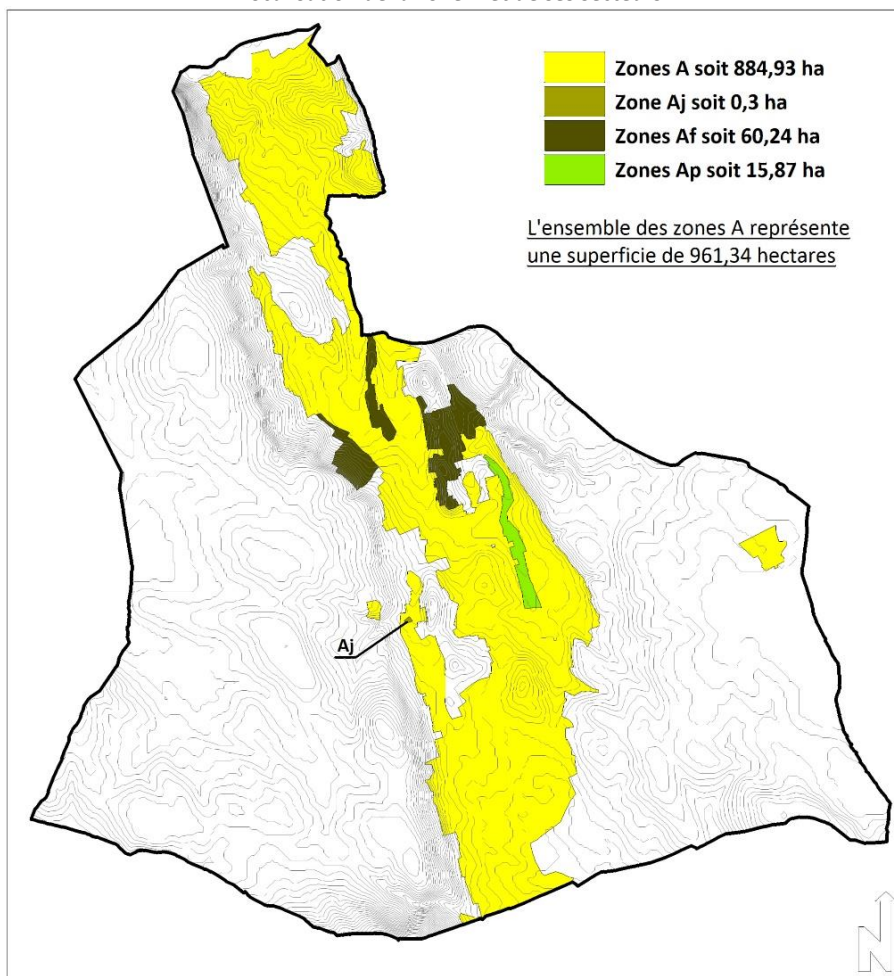
La zone A comporte des secteurs :

- Le secteur Aj : qui délimite les futurs jardins familiaux (propriété communale)
- Le secteur Af : qui identifie les futures zones agricoles.
- Le secteur Ap : qui délimite les espaces agricoles paysagers à conserver (vallon des Aubarèdes).

La délimitation du zonage agricole a été réalisée en prenant en compte :

- Les espaces agricoles identifiés dans le document d'urbanisme antérieur (le POS) ;
- Les espaces cultivés, issus des constatations lors des visites de terrain, et à l'aide de photo-interprétations (analyses de photos aériennes) et du Mode d'Occupation des Sols;
- Les projets exprimés par les exploitants de la commune et représentants de la profession agricole lors de visites de terrain et de rencontres.

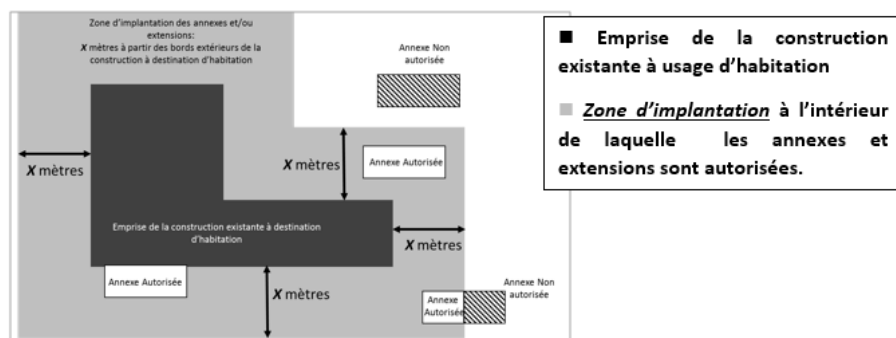
Localisation de la zone A et de ses secteurs :



5.13.2 Spécificités réglementaires

Les dispositions réglementaires distinguent les possibilités de constructions lorsqu'elles sont ou non liées à l'exploitation agricole. En matière de construction à destination d'habitation, l'édification d'un nouveau bâtiment à destination d'habitation est possible uniquement pour les agriculteurs, sous conditions. Pour les bâtiments non liés à l'activité agricole, seules les extensions, encadrées, sont possibles.

Dans les deux cas, la définition d'une zone d'implantation dans laquelle les constructions liées à l'habitation sont autorisées est obligatoire ; en dehors de cette zone, aucune construction ne sera autorisée. Cette zone d'implantation est définie réglementairement. Son concept se résume par le schéma suivant :



La définition d'une zone d'implantation restrictive permet de lutter contre le mitage en zone agricole, et limite ainsi la pression foncière.

La définition d'une zone d'implantation restrictive favorise la concentration des futures constructions (extensions et annexes uniquement) autour de la construction initiale.

Cette mesure est, par conséquent, favorable à la préservation de l'espace agricole, voué à la culture ou au pâturage.

Diversification des exploitations agricoles :

L'accueil de campeurs à la ferme est autorisé en zone A. Il est strictement encadré (durée d'ouverture, nombre de campeurs et nombre d'emplacements limités).

Précisons que l'accueil à la ferme est interdit dans les secteurs Ap, Af et Aj.

Les dernières dispositions législatives issues de la loi ELAN, relatives à la diversification des activités agricoles, ont été intégrées dans le règlement de la zone A :

« Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Elles ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme sera soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF). »

Mesures en faveur de la préservation de la biodiversité :

La protection des cours d'eau est assurée par une règle imposant un recul des constructions. Les cours d'eau majeurs sont en outre protégés par un classement de leur ripisylve en Espace Boisé Classé (EBC).

Dans la zone Ap « agricole paysagère » :

De part et d'autre du vallon des Aubarèdes (Beau Rivé), environ 15 hectares des espaces agricoles doivent être préservés de toute installation agricole (hangars, exploitations...). Ainsi le secteur est protégé et réservé aux activités de labours, de pâturage ou encore de maraîchage (site propice au maraîchage en bordure du cours d'eau). Ci-dessous le vallon classé « Ap » :



Dans la zone Af « future zone agricole » :

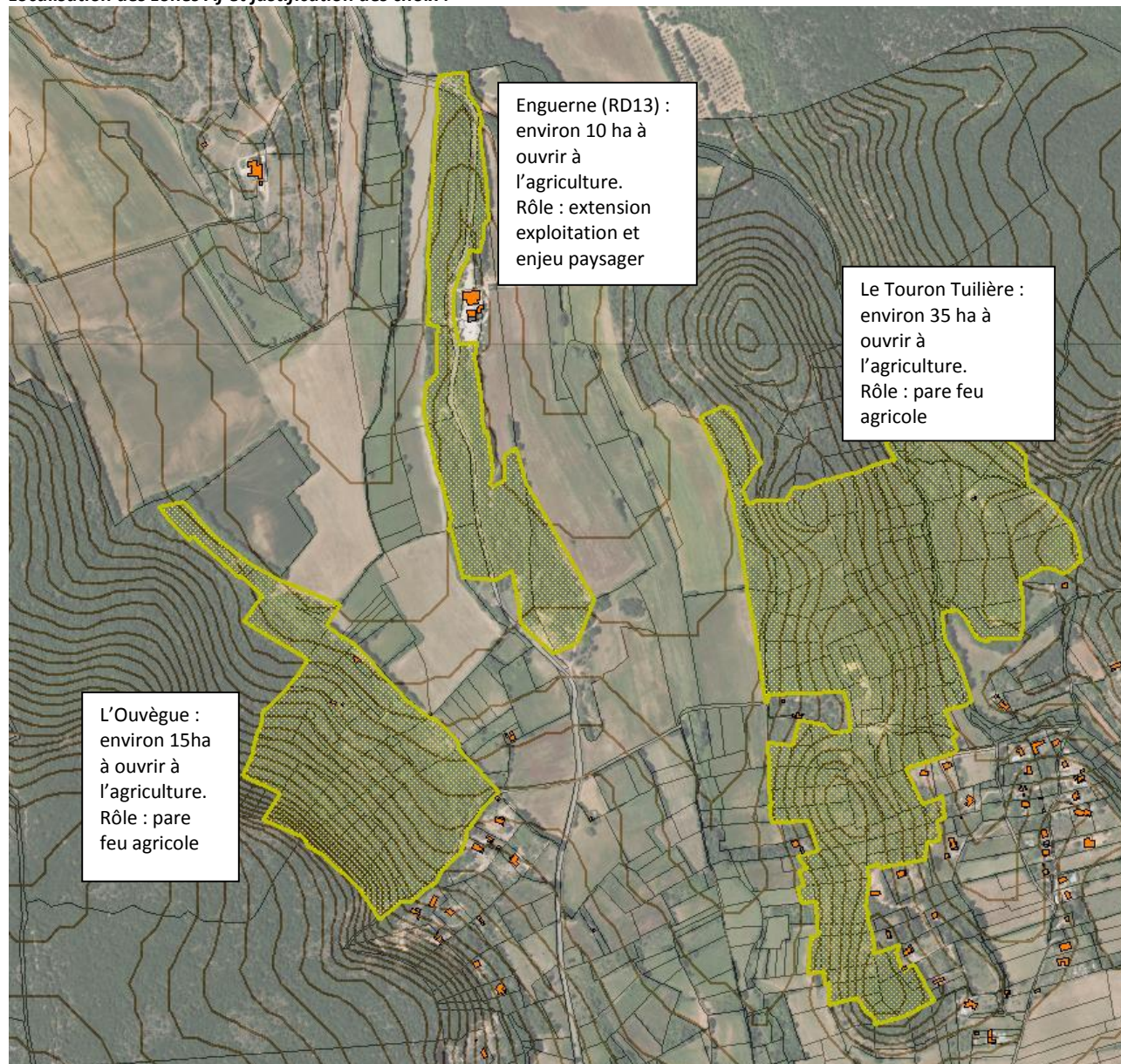
« Af » délimite des secteurs de conquête agricole. Il s'agit des espaces à vocation agricole, boisés, qui pourront être mis en culture après défrichement : seuls sont autorisés les défrichements, la remise en culture, le pâturage, l'installation de serres nécessaires à l'activité agricole.

L'identification des zones Af participe à la compensation agricole, au regard de la consommation d'espace du PLU.

Au total, environ 60 hectares de zones Af sont identifiées au PLU en vue d'identifier les terres potentiellement cultivables, en application des orientations du SCOT de la Provence Verte.

Ces espaces ont été identifiés avec les élus de la municipalité de Montmeyan au regard :

- des possibles extensions des exploitations agricoles existantes notamment le long de la RD13.
- De la protection face au risque incendie des quartiers résidentiels situés au sud des espaces boisés.
- Des enjeux paysagers

Localisation des zones Af et justification des choix :

➔ Les demandes d'autorisation de défrichement peuvent être soumises à saisine de l'autorité environnementale au cas par cas, ou dans le cadre d'une étude d'impact.

5.14 Les choix retenus pour définir les STECAL

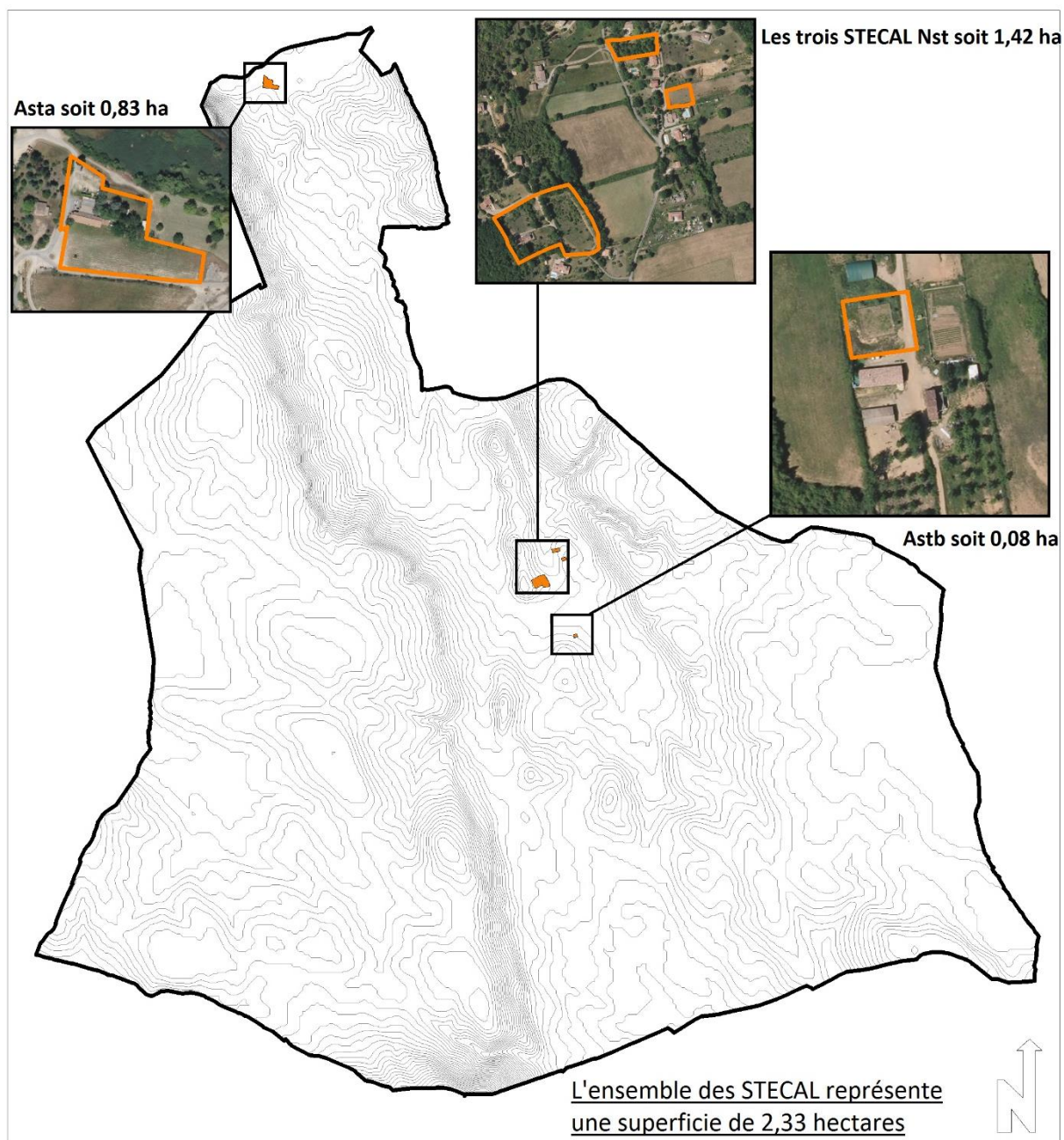
Conformément à l'article L151-13 du code de l'urbanisme, « le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL).

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Le PLU de Montmeyan comporte 5 STECAL :

- 3 STECAL de la zone N : « Nst » : ces trois STECAL bénéficient de la même règle (voir la pièce 4.1.1 du PLU).
- 2 STECAL de la zone A : « Ast » : ces deux STECAL bénéficient chacun d'une règle différente (voir la pièce 4.1.1 du PLU).

Localisation des STECAL du PLU de Montmeyan :

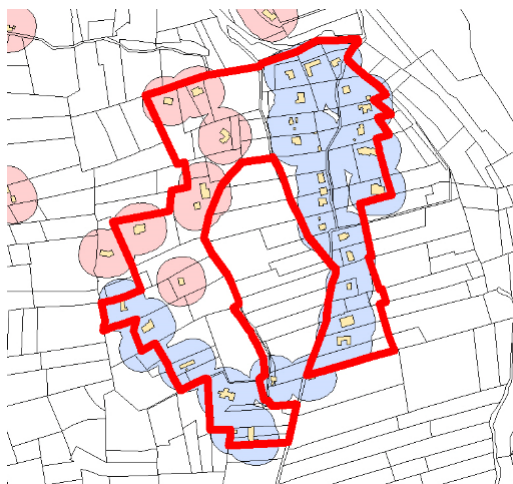


5.14.1 STECAL Nst : les comblements des dents creuses à Notre Dame La Tuilière

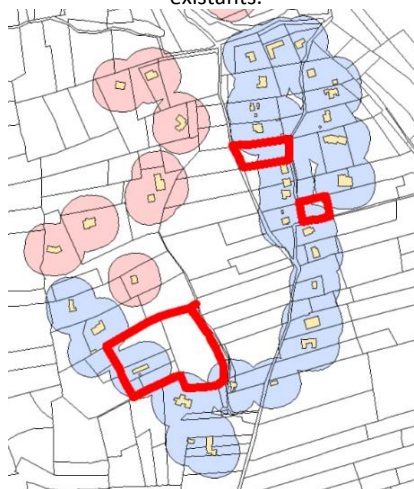
Historique de la création des STECAL Nst : Durant l'élaboration du PLU, le quartier de Notre Dame a fait l'objet de plusieurs propositions de zonages constructibles, définis au départ par la présence de groupes de constructions. Or, au regard de l'étroitesse des voies, de l'absence d'aires de retournement au nord du quartier, et de l'absence de réseau d'assainissement, le PLU a fait le choix de maintenir ce quartier en zone naturelle. Seules quelques unités foncières non bâties sont toutefois délimitées pour accueillir une construction : ces parcelles sont définies en STECAL de la zone naturelle. Un polygone d'emprise de 500 m² est identifié au zonage, dans lequel une construction de 250m² maximum est autorisée.

Les STECAL Nst sont situés en continuité au regard de la loi montagne.

Hypothèse non retenue : l'urbanisation ouest est en discontinuité des groupes de construction



Hypothèse retenue : les unités foncières bâties sont préservées, les unités foncières non bâties font l'objet d'un STECAL autorisant des constructions. Les STECAL Nst comblent ainsi les dernières « dents creuses » du quartier de Notre Dame La Tuilière. En continuité des groupes de constructions existants.



5.14.2 STECAL Asta : le restaurant du Lac



Pôle touristique majeur de la commune : Montmeyan Plage accueille les touristes sur les berges de la retenue du Lac de Quinson. Un bâtiment, propriété communale, est existant en retrait d'une centaine de mètres des rives du lac : il s'agit du restaurant.

Le PLU propose de l'inscrire au sein d'un STECAL en vue de lui permettre une extension. En effet, le règlement de la zone A ou N n'autorise pas les extensions autres que celles des bâtiments à destination d'habitation. Le STECAL devient alors nécessaire.

Le STECAL Asta ne constitue pas une ouverture à l'urbanisation : en effet seule l'extension du restaurant est autorisée sur les parcelles communes limitrophes, non exploitées (foncier public).

Le STECAL Asta est compatible avec la loi montagne.

5.14.3 STECAL Astb : le gîte équestre



Activité touristique importante pour le Département et la commune : les centres équestres de Montmeyan sont situés sur la route équestre du Var reliant « le Verdon à la Méditerranée ».

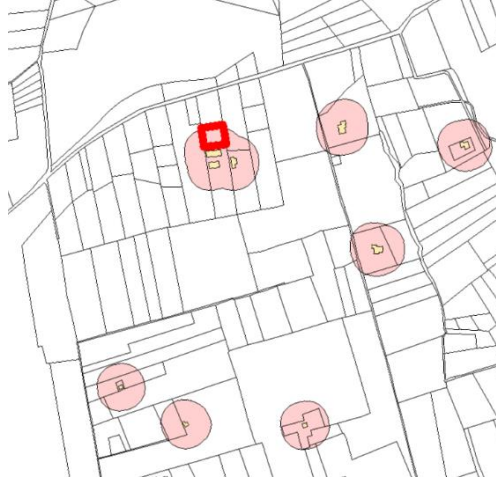
Le centre Equestre des Esses est existant. Le projet de l'exploitant consiste à construire un gîte d'étape équestre en vue d'y accueillir les touristes.

Le PLU propose de l'inscrire au sein d'un STECAL en vue de lui permettre la construction du gîte limité à 100m². En effet, le règlement de la zone A n'autorise pas les constructions autres que les exploitations agricoles, et un gîte n'est pas considéré comme une exploitation. Le STECAL devient alors nécessaire.

La localisation du STECAL évite d'impacter l'activité agricole présente autour de l'exploitation.

Le STECAL Astb ne constitue pas une ouverture à l'urbanisation : en effet le gîte est prévu pour s'implanter dans un rayon de 30 mètres autour de l'habitation de l'exploitant.

Le STECAL Astb est compatible avec la loi montagne.



Localisation de l'implantation du bâtiment hors espace agricole cultivé :



5.15 Les choix retenus pour définir les prescriptions graphiques

Les documents graphiques du règlement (zonage : pièces 4.2 du PLU) comportent diverses indications graphiques additionnelles. Certaines règles peuvent faire exclusivement l'objet d'une représentation dans le document graphique, conformément à l'article R151-11 du code de l'urbanisme. Ces indications graphiques additionnelles sont règlementées dans le document 4.1.3 du PLU : ainsi le document 4.1.3 est règlementaire.

5.15.1 Emplacements réservés (ER)


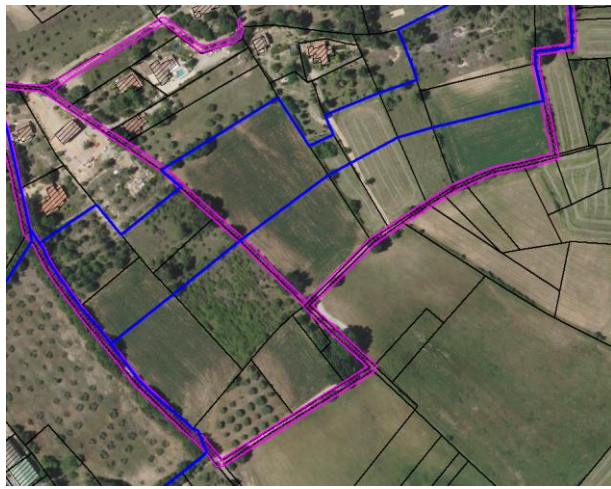
Le PLU identifie des emplacements réservés aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces emplacements réservés sont règlementés dans les prescriptions graphiques règlementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

En application de l'article R151-34 du code de l'urbanisme, les Emplacements Réservés sont repérés sur les plans conformément à la légende auxquels s'appliquent les dispositions du code de l'urbanisme et autres législations et réglementations en vigueur les concernant. La construction est interdite sur ces terrains, bâtis ou non. Les bénéficiaires de ces dispositions sont les collectivités publiques ou les titulaires de services publics pour l'aménagement de voirie, d'ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts.

Le PLU prévoit des emplacements réservés à :

- L'aménagement de voies Départementales, rectification de virages et élargissement, projets du Département du Var.
 - *Justification* : assurer la sécurité routière des voies et ouvrages publics. En application du 1° de l'article L151-41 du code de l'urbanisme.
- Sécurisation des personnes face au potentiel risque incendie : la commune envisage d'aménager de la voirie, de mailler des quartiers, d'aménager une voie périmétrale et de créer des aires de retournement pour les véhicules de secours. Exemple : aménagement de la voirie aux Tuilières, à Grand Vigne, aux Costes, à Notre Dame...
 - *Justification* : mailler les quartiers, assurer la sécurité routière, opérer des bouclages en vue de desservir aux mieux les quartiers. En application du 1° de l'article L151-41 du code de l'urbanisme.
- L'aménagement d'un bassin pour la société du Canal de Provence.
 - *Justification* : permettre à la SCP de poursuivre ses travaux d'adduction en eau. Projet d'intérêt général.

➔ Suite à l'arrêt du PLU le 29 mai 2019 : La CDPENAF demande que les ER N° 14, 17 et 19 soient positionnés en contigu de la zone 2AU pour ne pas empiéter sur la zone A. La commune ne suit pas cette remarque car les ER 14, 17 et 19 sont positionnés sur des CHEMINS EXISTANTS ; ces ER n'étant pas propriété de la commune, la municipalité a décidé de les incorporer dans le domaine public communal (d'où l'usage de l'outil ER). Les positionner dans la zone 2AU reviendrait à morceler le paysage.

Secteur sud du quartier Moulin à vent (zone 2AU) : les chemins existants sont cadastrés	Les emplacements réservés sont positionnés sur les chemins existants pour les incorporer dans le domaine public communal
	

5.15.2 Les polygones d'emprise maximale des constructions

Le PLU identifie des « polygones d'emprise maximale des constructions » aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces polygones sont règlementés dans les prescriptions graphiques règlementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

Justification : en application de l'article R151-39 du code de l'urbanisme, le PLU prévoit des polygones d'emprise maximale pour « assurer l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, déterminer la constructibilité des terrains, préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles ».

Seules quelques zones sont concernées :

- La zone Ufb qui comporte des polygones d'emprises de 500m² dans lesquels une seule construction de 250m² est autorisée. Ces polygones ont été positionnés sur les espaces constructibles des terrains qui assurent une intégration paysagère optimale. Ces polygones facilitent également le respect de la densité modérée recherchée dans ces quartiers.
- Les STECAL Nst, au quartier de Notre Dame. Les STECAL Nst comportent des polygones d'emprises de 500m² dans lesquels une seule construction de 250m² est autorisée. Ces polygones ont été positionnés sur les seuls espaces autorisés à être constructibles des unités foncières non bâties du quartier de Notre Dame. Ce « comblement de dents creuses » est compatible avec la préservation des qualités paysagères de Notre Dame. Ces polygones encadrent les dernières possibilités de construire dans ce quartier où la densité est vouée à être maintenue.

5.15.3 Les secteurs soumis à OAP

Le PLU identifie des « secteurs soumis à Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) » aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces secteurs à OAP sont règlementés dans les prescriptions graphiques règlementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

Les OAP constituent le document 3 du PLU.

Justification : en application de l'article R151-6 du code de l'urbanisme, le PLU délimite le périmètre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sur le zonage.

5.15.4 Le linéaire de diversité commerciale

L'article R151-37 du code de l'urbanisme prévoit que le PLU puisse « Identifier et délimiter, dans le ou les documents graphiques, les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les règles spécifiques permettant d'atteindre cet objectif ».

En conséquence, le règlement graphique (zonage du PLU) délimite « un linéaire de diversité commerciale » le long duquel les activités économiques sont à privilégier. Le règlement du PLU (pièce n°4.1.1) règlemente ce linéaire à l'article Ua.2.

5.15.5 L'onde de submersion

Cartographie de l'onde de submersion qui concerne le Nord du territoire de Montmeyer :



Cf. état initial de l'environnement.

Montmeyer est concerné par le risque « rupture de barrage ».

Les barrages concernés sont ceux de :

- Quinson
- Sainte Croix
- Castillon et Chaudanne.

La rupture de l'un de ces barrages provoquerait une onde de submersion.

La délimitation de l'onde de submersion portée au plan est la combinaison des ondes de submersion de chacun de ces barrages.

En application du 5° de l'article L101-2 du code de l'urbanisme, la collectivité doit viser à atteindre « la prévention des risques naturels prévisibles ». En conséquence le PLU de Montmeyer a reporté le zonage au document graphique du PLU.

5.15.6 Les espaces boisés classés

Le PLU identifie des « espaces boisés classés » (EBC) aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces EBC sont règlementés dans les prescriptions graphiques règlementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

Justification : En application de l'article L113-1 du code de l'urbanisme, le PLU peut « classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, appartenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. »

Ainsi, le PLU de Montmeyan identifie :

- Des EBC le long des ripisylves et des vallons présentant un intérêt écologique (corridors écologiques) lié à la présence des cours d'eau. En effet, les berges boisées sont protégées en EBC pour contribuer au maintien de la biodiversité. Ces EBC jouent également un rôle paysager en structurant la plaine agricole.
- Des EBC sont positionnés de part et d'autre de la plaine agricole : les versants des plateaux boisés sont classés en EBC « paysagers » pour assurer le maintien des bois et forêts et leur inconstructibilité. Pour déterminer leur localisation, la délimitation s'appuie sur des courbes de niveaux.

Exemple d'EBC positionnés sur les versants des plateaux boisés :



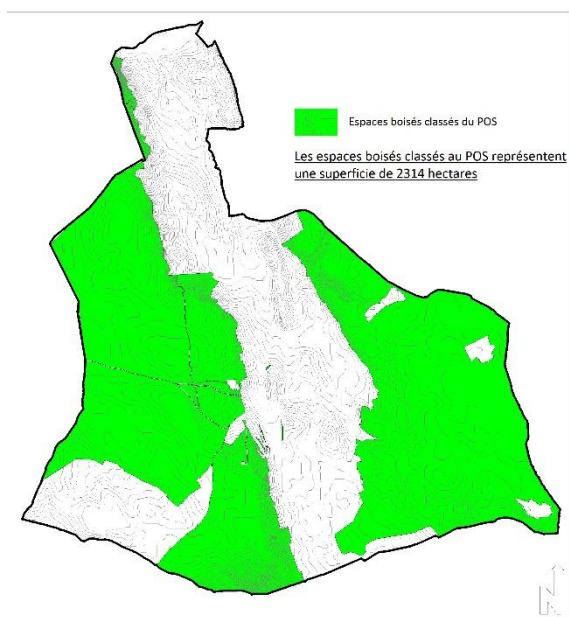
Le PLU identifie près de 440 ha d'EBC.

Le POS étant caduc, la commune ne possède plus d'EBC depuis 2017.

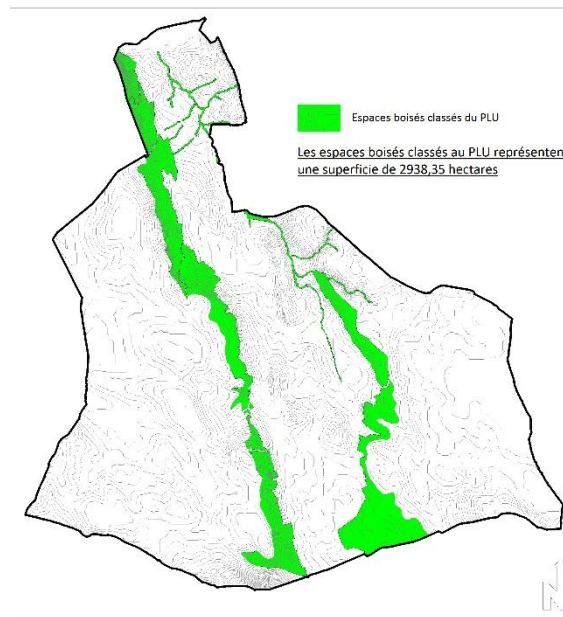
Le travail d'identification des EBC du PLU n'a pas été réalisé à partir des anciens EBC qui représentaient 2314 ha et couvraient toutes les forêts soumises au régime forestier.

Seules les franges, les plus sensibles paysagèrement, des forêts soumises ont été classées en EBC afin de respecter la doctrine du CNPF et de l'ONF concernant les EBC.

A titre informatif : comparaison des EBC du POS (Caduc) et du PLU



EBC du POS



EBC du PLU arrêté le 29 mai 2019.

➔ Suite à l'enquête publique et aux avis des PPA, ainsi qu'à la demande de la Société du Canal de Provence (SCP) des EBC ont été supprimés entre l'arrêt et l'approbation du PLU.

5.15.7 Le patrimoine naturel

Le PLU identifie des éléments du patrimoine naturel aux documents graphiques, pièces 4.2 du PLU. Ce patrimoine naturel est réglementé dans les prescriptions graphiques réglementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

Ce patrimoine naturel est distingué en 2 catégories :

- Les structures paysagères à protéger :
 - *Justification* : en application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme le PLU peut « identifier et localiser les éléments paysage et délimiter les (...) secteurs à protéger ». Ces jardins et boisements contribuent à la qualité paysagère des sites où ils ont été identifiés : Ils sont situés en milieu urbain dans les quartiers résidentiels. Ils représentent la trame verte urbaine à protéger. Les prescriptions graphiques réglementaires (pièce 4.1.3 du PLU) définissent les prescriptions de nature à assurer leur préservation et listent ce qui y est autorisé.
- Le patrimoine écologique :
 - *Justification* : en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme le PLU peut « délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique ». Ainsi, le PLU de Montmeyer délimite :
 - La zone humide;
 - Cette zone humide identifie les espaces situés à l'interface de la retenue d'eau et de la zone agricole. Ils doivent être protégés : ils sont inconstructibles. Les prescriptions graphiques réglementaires (pièce 4.1.3 du PLU) définissent les prescriptions de nature à assurer leur préservation.



5.15.8 Les changements de destination

Le PLU désigne des « bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination » aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces changements de destination sont réglementés dans les prescriptions graphiques réglementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

Justification : En application de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, le règlement désigne (à Montmeyer : uniquement en zone agricole) « les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. »

À l'instruction, le changement de destination sera soumis, en zone agricole « A », à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF). (L151-11).

Les changements de destination listés dans le document 4.1.3 ne compromettent pas l'activité agricole puisque ces bâtiments n'ont plus d'usage agricole, ni la qualité paysagère des sites puisque l'aspect extérieur du bâtiment ne sera affectée par le changement de destination (habitat essentiellement). Aucune nouvelle destination de ces bâtiments identifiés ne compromet l'environnement paysager et agricole.

Quatre bâtiments sont autorisés à changer de destination pour de l'habitat. Il s'agit de bâtiments agricoles n'ayant plus d'usage agricole : voir le chapitre 9 du document 4.1.3 Prescriptions graphiques réglementaires qui liste les bâtiments concernés et précise leur localisation.

5.15.9 Le patrimoine bâti

Le PLU identifie du patrimoine bâti aux documents graphiques : pièces 4.2 du PLU. Ces éléments du patrimoine bâti sont réglementés dans les prescriptions graphiques réglementaires : pièce 4.1.3 du PLU.

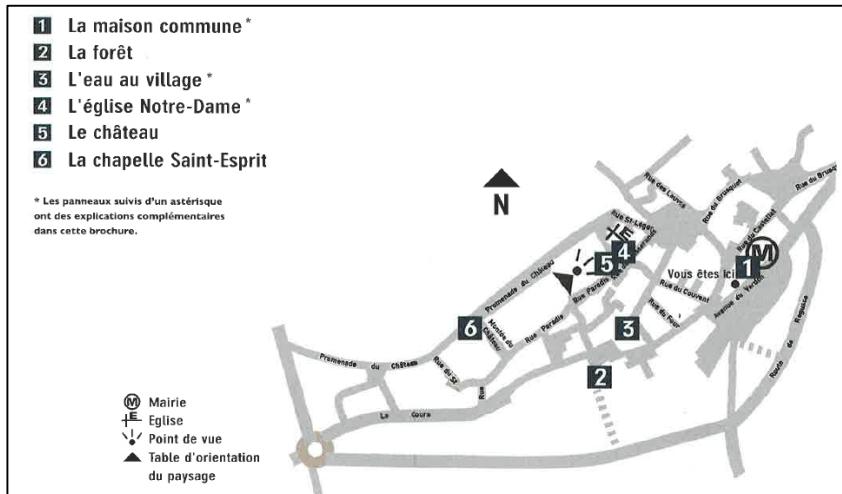
Justification : En application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme le règlement peut : « identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation ».

Tous travaux sur ces bâtiments sont précédés d'une déclaration préalable et la démolition d'un permis de démolir.
Les prescriptions de nature à protéger ce patrimoine sont inscrites dans les fiches patrimoines du document 4.1.3 du PLU.

Les travaux réalisés par le réseau national « Villes et Pays d'art et d'histoire » ont permis l'identification de ce patrimoine. Le patrimoine recensé se situe principalement dans le village, mais aussi au château de l'Eouvière et à l'aqueduc au nord du territoire.

Le réseau « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » propose un circuit dans le village de Montmeyan, à l'aide de panneaux fixés aux murs.

Panneaux et circuit :



→ Les prescriptions graphiques règlementaires définissent les prescriptions de nature à préserver ce patrimoine.

Exemple d'élément du patrimoine identifié : « la façade de la Maison Commune »

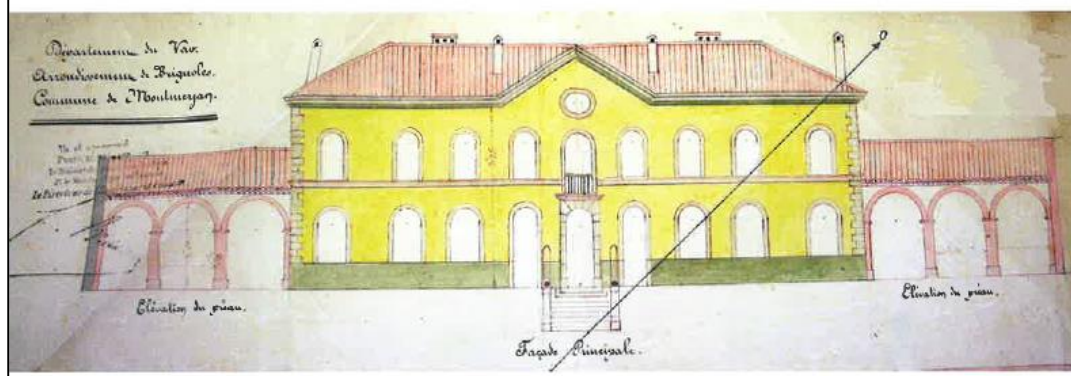
Le 4 août 1833, la première école publique communale de Montmeyan est créée. La commune participe au financement de la salle de classe, du logement et du traitement de l'instituteur. Malgré la difficulté à trouver un enseignant doté du brevet de capacité désormais exigé, l'école admet deux élèves le 17 novembre 1833.

En 1841, entre 28 et 38 élèves fréquentent l'école. Les enfants, notamment ceux des familles indigentes, travaillaient aux champs et n'allaient à l'école qu'épisodiquement.

La commune ne s'engage dans la création d'une école de filles que sous la Seconde République (1848-1852), considérant que l'institutrice n'aurait eu que très peu d'élèves, les filles étant occupées par les tâches quotidiennes.

En 1860, constatant que le local servant de salle de classe aux filles est insuffisant et qu'il ne réunit aucune des conditions d'hygiène voulues par la loi, le conseil municipal décide de faire construire une école de garçons et d'affecter le local des garçons aux filles. La construction de cette école est finalement achevée en 1864. En 1881, le conseil municipal vota l'achat du terrain contigu à ce bâtiment afin d'y construire une nouvelle école de filles et la mairie : la maison commune est achevée en 1885.

Projet de construction d'une maison de filles et d'une maison commune annexée à la maison d'école des garçons existante. Plan dressé par l'architecte Honoré Antelme, Mai 1880, Archives départementales du Var.



Pour consulter l'ensemble des éléments du patrimoine identifié, voir la pièce n°4.1.3 du PLU.

5.16 Application de l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme

L'article L111-6 du code de l'urbanisme dispose : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.* »



La commune n'est pas concernée par les voies classées à grande circulation.

6 Gestion du foncier : application de la loi Montagne, analyse des capacités de densification et consommation de l'espace par le PLU

6.1.1 Rappel : Le POS

Le POS, plan d'occupation des sols, devenu caduc le 27 mars 2017, identifiait les zones constructibles suivantes (**175 hectares de zones constructibles** U, NB, NA, secteurs constructibles de la zone ND) :



Source : DDTM

6.1.2 Application des dispositions de la Loi Montagne

La commune de Montmeyan est soumise aux dispositions de la loi montagne, conformément aux dispositions des articles L122-1 et suivants du code de l'urbanisme. L'analyse de la loi montagne sur le territoire communal a été effectuée afin de déterminer quels ensembles bâtis représentaient des « groupes de constructions » et des « constructions isolées », au sens réglementaire de la loi. Une délimitation de l'enveloppe urbaine au regard de l'application de la loi Montagne a été réalisée en prenant en compte l'intérêt paysager, les points de vues et le patrimoine à préserver.

Ainsi, la méthodologie suivante a été retenue :

- 1- autour de chaque bâtiment existant cadastré, un tampon de 30 mètres de rayon a été positionné : cette distance se justifie au regard du nombre de constructions agglomérées au quartier de Parroubaud / Moulin à vent et au quartier des Ferrayons jusqu'à l'Eouvière. Les vastes parcelles (de 1500 à plus de 3500m²) représentent la majorité du foncier constructible établi lors du POS. Ces quartiers, classés en zones urbaines ou NB constructibles représentaient la majorité du foncier constructible NB sur plus de 110 hectares.
- 2- les groupes de minimum 5 constructions (lorsque les cercles des tampons de 5 constructions sont sécants) ont été détectés.
- 3- sans qu'aucun groupe ne soit scindé par une voie.

Ainsi, sur la cartographie de la page suivante, les cercles « roses » identifient les constructions ne constituant pas un groupe, au sens de la loi montagne. Les cercles « bleus » identifient un groupe de minimum 5 constructions, au sens de la loi montagne.

Cette méthode ne constitue qu'un outil d'aide à la délimitation de la future enveloppe urbaine. D'autres paramètres sont pris en compte : les projets propres à la municipalité, les enjeux paysagers et patrimoniaux, la présence de risque avéré, la protection de la ressource agricole et forestière.



Ainsi, ont été définies :

- les zones du PLU qui délimitent l'urbanisation existante et les espaces en continuité de l'urbanisation où la densification sera autorisée : les zones U, 1AUc et 1AUb, et les STECAL.
- La zone du PLU en discontinuité : la zone 1AUa.

Exemple du quartier de Ferrayon :

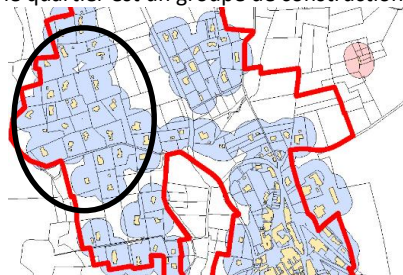
Exemple du quartier de Ferrayon :
Extrait cadastral du quartier :



Photographie du quartier :

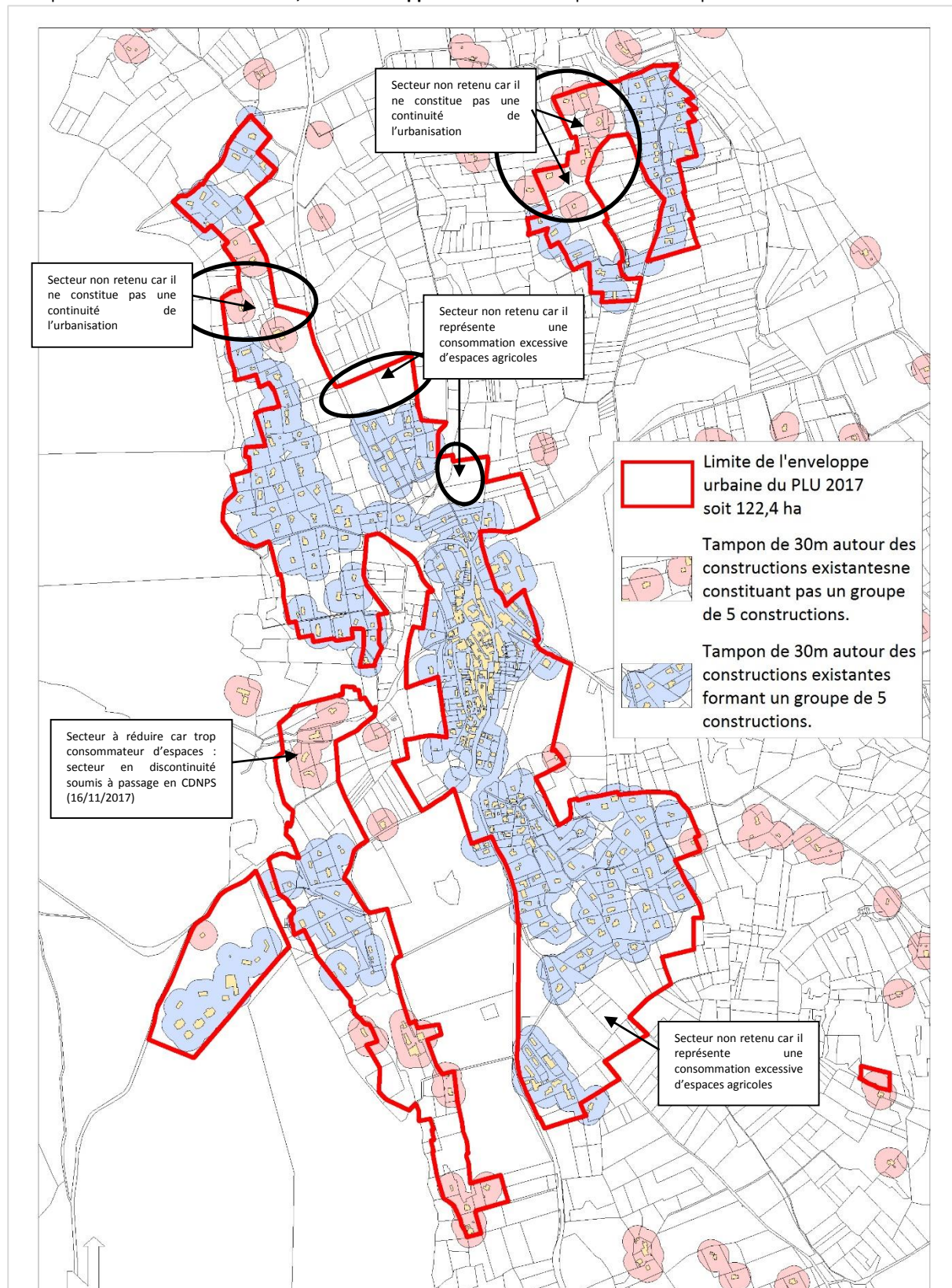


Application des cercles de 30 m :
le quartier est un groupe de constructions



6.1.3 Première esquisse (non retenue) de densification en continuité de l'urbanisation

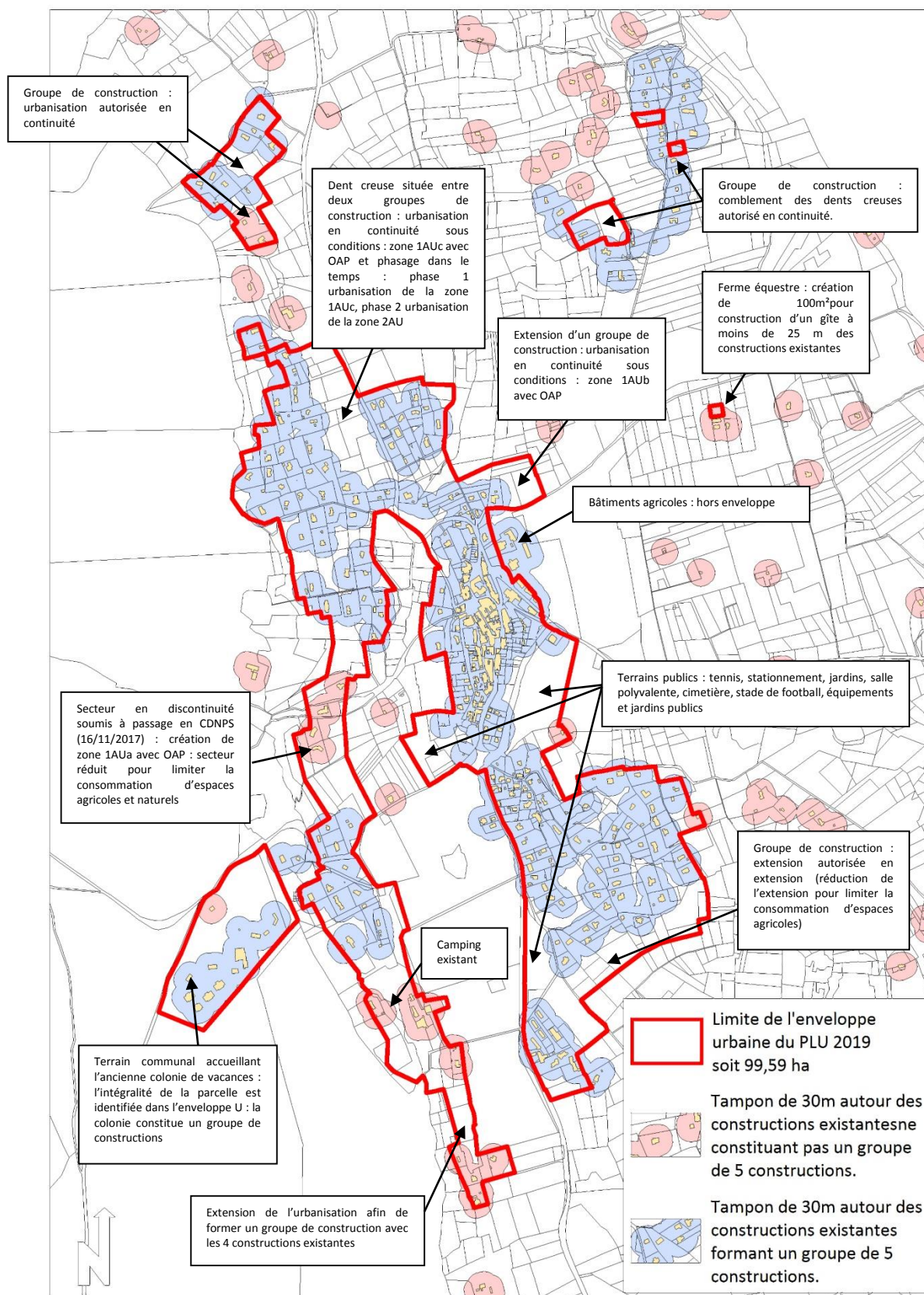
Cette première version du PLU de **122,4 ha d'enveloppe constructible** n'a pas été retenue pour les raisons suivantes :



↑ Extrait du projet de zonage présenté en réunion PPA n°4 du 28 novembre 2017. **Ce scénario n'a pas été retenu.**

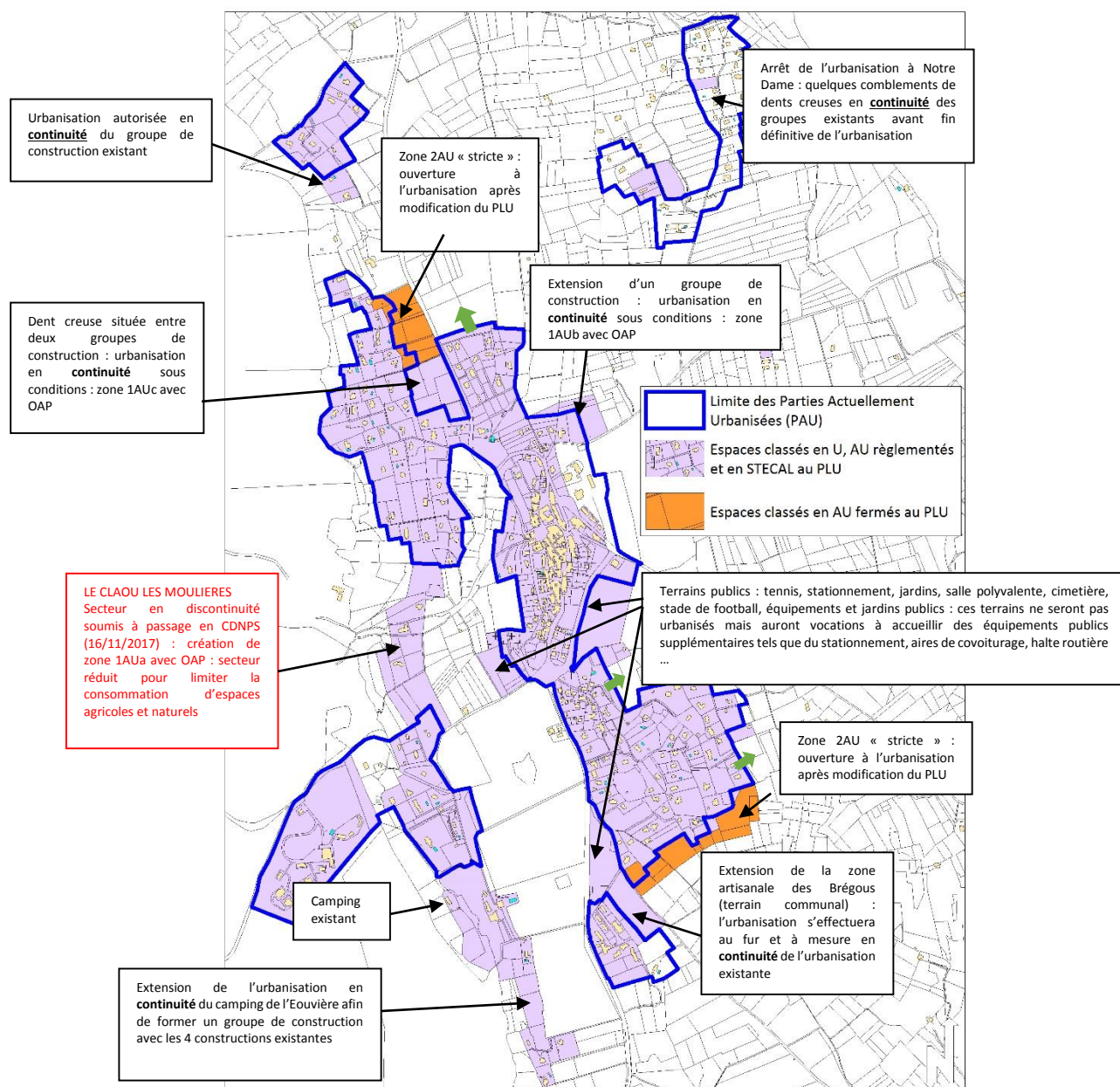
6.1.4 Seconde esquisse (retenue) de densification en continuité de l'urbanisation

La seconde version du PLU qui est retenue détermine une enveloppe de **99,59 hectares** (soit 75 ha de constructibilité réduite par rapport au POS, et 23 hectares de réduction de zones U/AU par rapport à la première version du PLU).



6.1.5 Urbanisation en discontinuité

Les Parties Actuellement Urbanisées (PAU) représentent les parcelles construites agglomérées formant un groupe de construction au sens de la loi montagne. La PAU globale est délimitée sur la carte ci-dessous en « bleu ». Le projet de zonage du PLU (surfactive « mauve ») prévoit de l'urbanisation en continuité de la PAU (et par conséquent des groupes de constructions) mais aussi de l'urbanisation en discontinuité de la PAU : cette dernière se situe au quartier du Claou-Les Moulières. Le projet d'urbanisation de ce quartier est classé en zone 1AUa au PLU conformément à l'article L122-7 premier alinéa du code de l'urbanisme ; il a fait l'objet d'un passage en CDNPS le 16 novembre 2017.



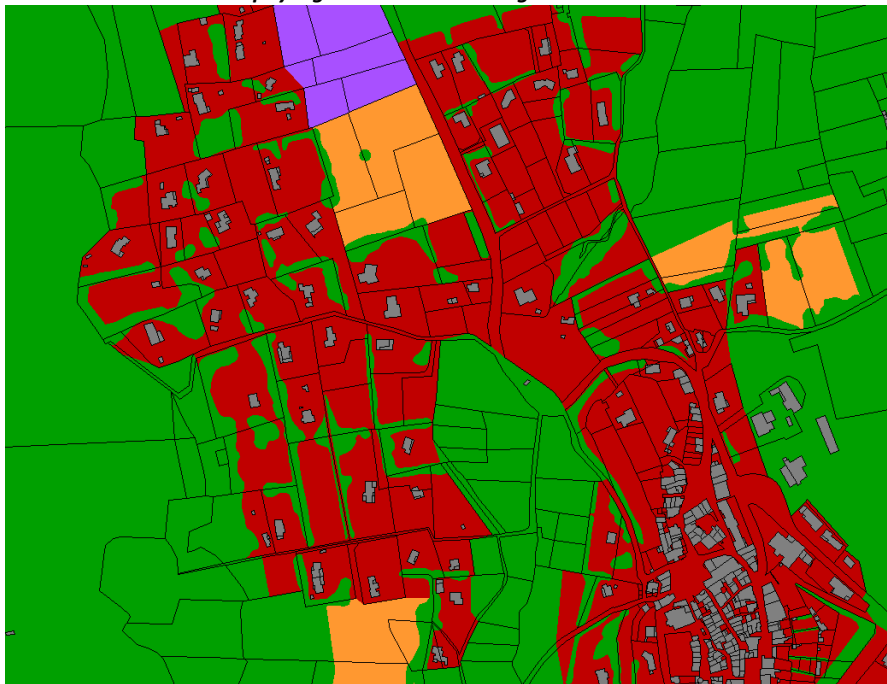
➔ Suite à l'enquête publique : 3 extensions en continuité de l'urbanisation ont été accordées par le commissaire enquêteur. Ces extensions sont représentées par les 3 flèches vertes sur le plan ci-dessus.

6.1.6 La trame verte urbaine : préservation des paysages ruraux et agricoles

Afin de prendre en considération les caractéristiques paysagères des quartiers résidentiels urbanisés, le PLU identifie les jardins, cordons paysagers existants tels que les haies, les rangs d'oliviers, les bosquets etc. Ces éléments sont traduits en « structure paysagère à préserver ». Aucune urbanisation ne peut s'y développer. Cette « trame verte » en milieu urbain présente plusieurs atouts :

- Elle limite l'imperméabilisation des sols et favorise la rétention du pluvial sur les parcelles ;
- Elle contribue au maintien des paysages ruraux en application de la loi montagne ;
- Elle favorise les connexions paysagères avec les espaces agricoles et naturels qui ceinturent l'enveloppe urbaine.

Extrait de la trame verte paysagère au nord du village :



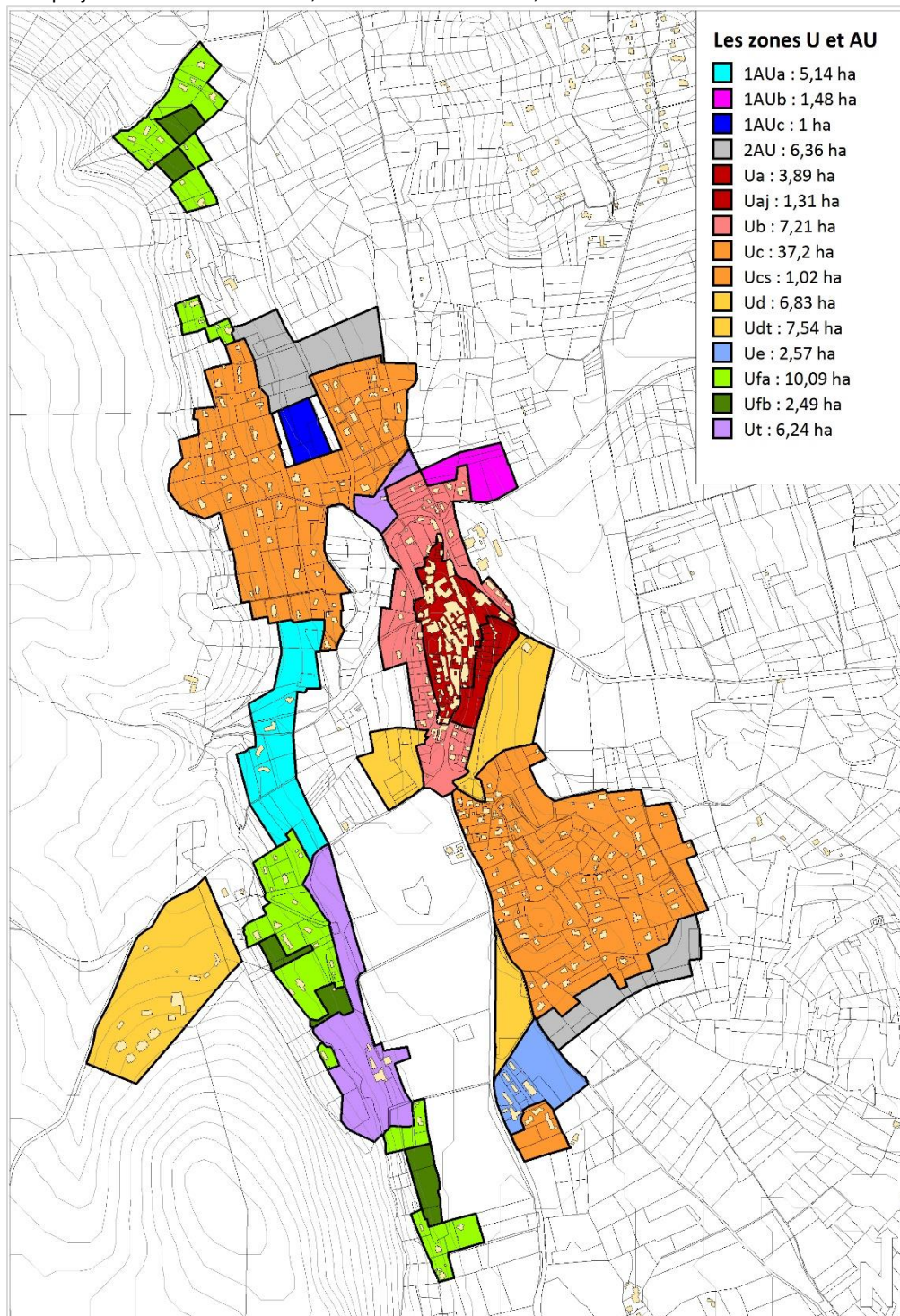
Extrait de la trame verte paysagère au sud du village :



6.1.7 Hiérarchisation des densités et des couronnes résidentielles

Les densités sont établies en application des orientations du SCOT de la Provence Verte : les densités les plus élevées sont autour du village, puis décroissantes jusqu'aux extrémités de l'enveloppe constructible.

- Le village est classé en zone Ua et Uaj
- La première couronne résidentielle, support de densification est classée en zone Ub
- Les secondes couronnes résidentielles sont classées en zones Uc. Les extensions de la seconde couronne résidentielle sont classées en zones 1AUa, 1AUB et 1AUC.
- Les futurs projets sont en zones strictes, fermées à l'urbanisation, et classées en zones 2AU.



Cartographie : version approbation du PLU suite à l'enquête publique

6.1.8 Estimation des capacités d'accueil théorique du PLU

Les capacités théoriques de la zone 2AU ne sont pas comptabilisées, puisque cette zone n'est pas ouverte à l'urbanisation.

Zone dédiées à l'habitat	Superficie BRUTE de la zone en ha (arrondi)	Superficie NETTE constructible hors trame verte, espaces publics, voies, équipements, coefficient de jardin ...	Nombre de logements générés par le PLU	Rétention foncière SUR 10 ANS	Nombre de logements générés par le PLU après rétention	Nombre total de logements dans la zone (existants + générés) sans rétention	Densité logement / SUPERFICIE NETTE
Ua	3.8	2.3	6	30%	4	256	111
Uaj	1.3	0.5	5	30%	4	10	21
Ub	7.2	3.2	16	30%	11	56	18
Uc	38	23	47	30%	31	128	8
Ucs	1	0.65	13	30%	9	29	45
Ufa	10	6	0	X	0	33	6
Ufb et Nst	2.4	0.9	14	30%	10	14	16
1AUa	5	1.9	29	50%	15	33	18
1AUb	1.4	0.6	18	50%	9	18	29
1AUC	0.9	0.4	8	50%	4	8	23
Total U habitat	69.6				95	Logements (RP RS LV)	
					50	RP (69%)	
					98	Habitants supplémentaires	
					669	HABITANTS TOTAL au terme du PLU (échéance 10 ans)	

Données arrondies

6.1.9 Estimation de la VAM du PLU

La variation annuelle moyenne (VAM) : La production de **50 RP** théoriques permettant d'accueillir **98** habitants supplémentaires (application du coefficient de cohabitation, propre à Montmeyer, de 1.96 de l'INSEE) correspond à une perspective d'évolution démographique suivant une VAM de **1,6%** sur 10 ans.

Perspectives d'évolution démographique de Montmeyer sur les 10 prochaines années:

PERSPECTIVE D'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET DE PRODUCTIONS DE LOGEMENTS EN RESIDENCES PRINCIPALES											
VAM (taux annuel moyen) : 1,60%											
Année	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7	N+8	N+9	N+10
Variation de population supplémentaire / an		9	9	9	10	10	10	10	10	10	11
Effectif total de population	571	580	589	599	608	618	628	638	648	659	669
RP supplémentaire / an		5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Effectif total de RP	292	297	301	306	311	316	321	326	332	337	342
coefficient de cohabitation : 1,96											

total échéance :

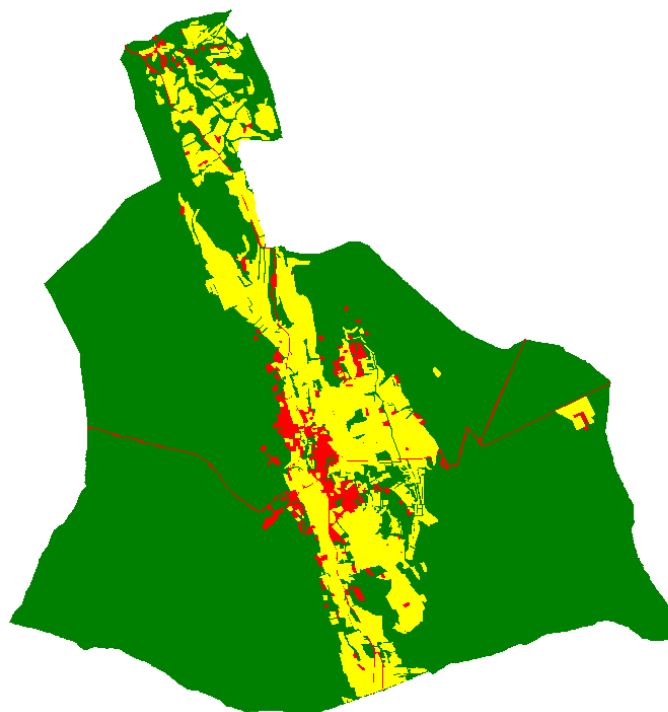
98	habitants supplémentaires
50	résidences principales (RP) supplémentaires

VAM 1,6% soit 50 résidences principales supplémentaires sur une échéance de 10 années : scénario retenu.

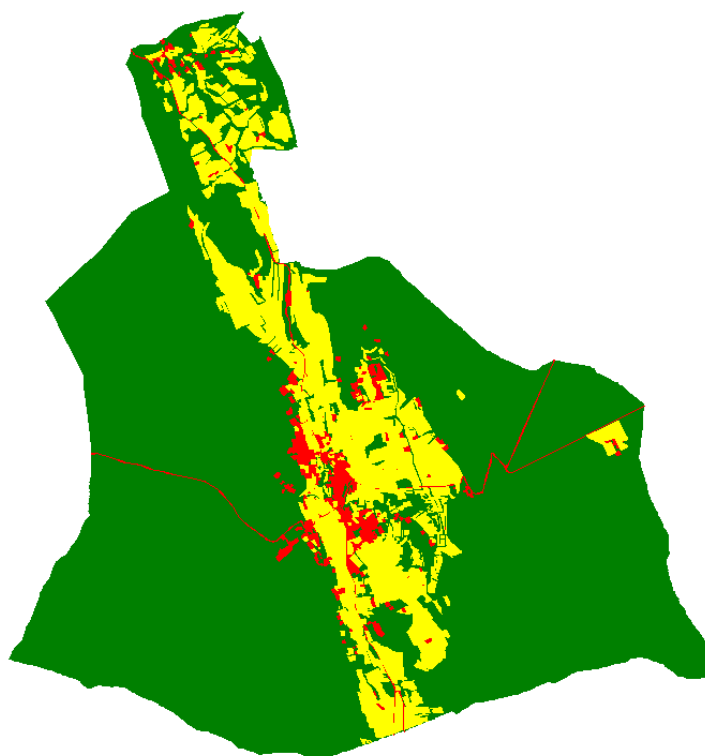
👉 Voir le chapitre 2.3.4 sur les besoins en logements.

6.1.10 Evolution de l'occupation des sols : bilan de la consommation des espaces NAF

Analyse diachronique du Mode d'Occupation des Sols (MOS) entre 2011 et 2017² des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (NAF).



⇐ Mode d'occupation des sols 2011



⇐ Mode d'occupation des sols 2017

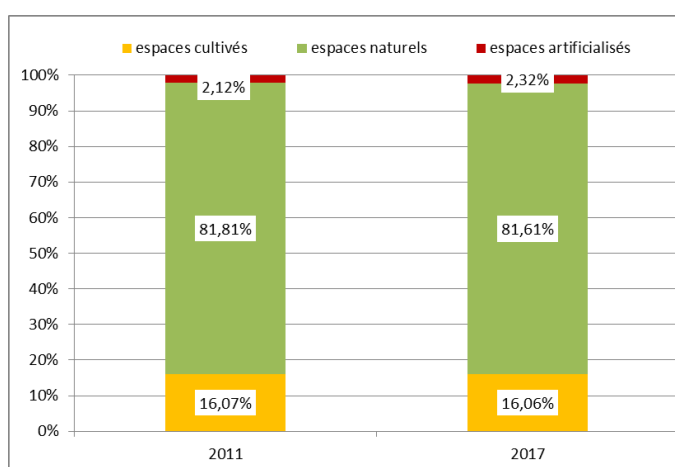
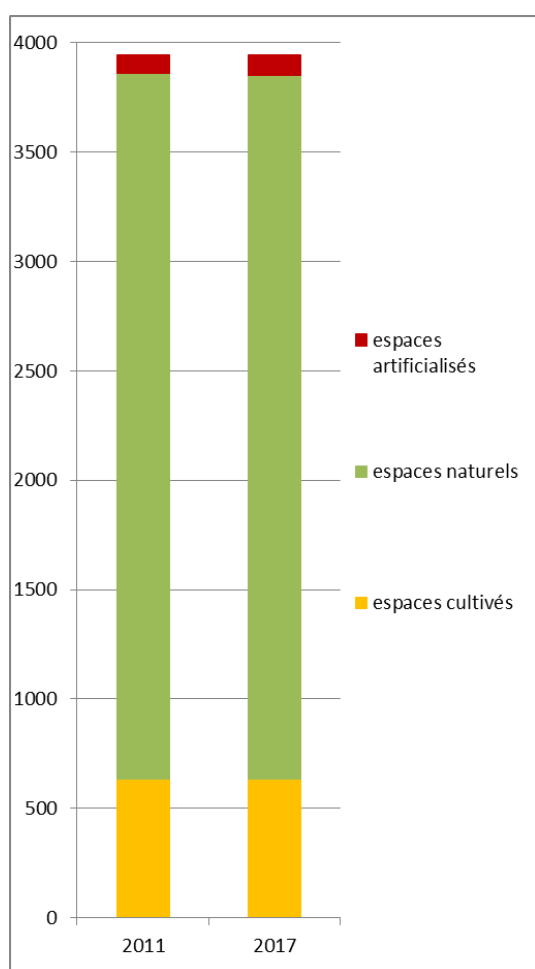
² Analyse effectuée à partir des orthophotos géoréférencées disponibles à ce jour.

Evolution des modes d'occupation des sols (MOS) ces 6 dernières années :

Evolution des MOS en hectares :	2011 en hectares :	2017 en hectares :	Evolution 2011-2017 :
Espaces artificialisés et sous influence urbaine	83,7	92,2	+8,5 ha
Milieux ouverts et espaces agricoles :	633,7	632,9	-0,8 ha
Espaces naturels et forestiers :	3225,6	3218	-7,6 ha

* Il est important de rappeler ici que les espaces dits « agricoles » en jaune correspondent à des milieux ouverts, principalement des prés propices au pâturage.

Comparatif de l'occupation des sols de Montmeyan entre 2011 et 2017 :



- Les espaces cultivés sur les 6 dernières années sont stables.
- Les espaces naturels ont diminué de 0,2% au profit de l'urbanisation.
- Les espaces artificialisés ont progressés de près de 10% en 6 ans.

6.2 Analyse de la consommation d'espaces NAF

Pour mémoire : le POS en identifiait **175 ha** de zones constructibles.

Le PLU propose de réduire à moins de 85 ha les zones urbanisables, soit une réduction de l'enveloppe constructible de **90 ha**.

6.2.1 Consommation de l'espace pour l'habitat

La superficie de la commune de Montmeyan est de **3943 ha**.

La PAU : l'enveloppe physiquement bâtie aujourd'hui représente environ **90 ha**. Cette enveloppe correspond aux Parties Actuellement Urbanisées du territoire (PAU).

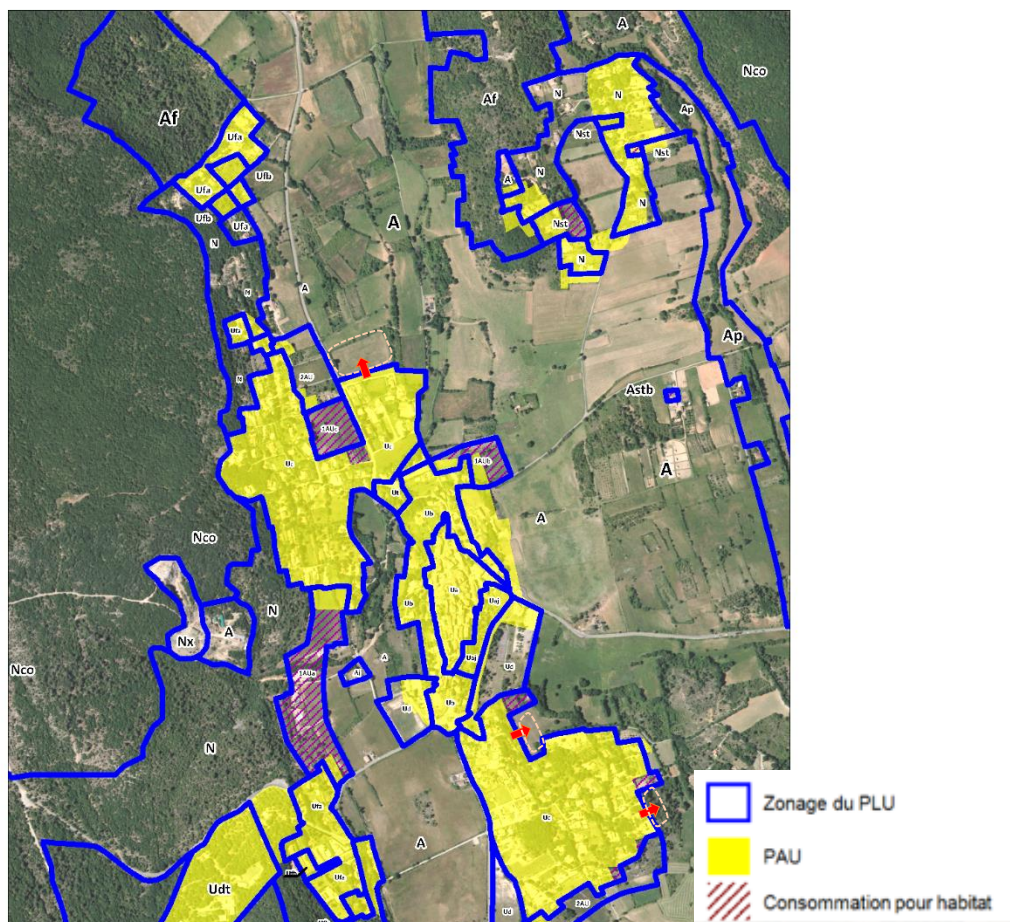
Consommation de l'espace pour l'habitat (zone U, 1AU, Ufb et Nst)

Constat : entre 2011 et 2017 : 8,5 hectares ont été consommés, soit une consommation moyenne de **1,4 ha/an essentiellement pour de l'habitat**.

Pour les 10 prochaines années, l'objectif de modération de la consommation de l'espace **pour l'habitat** en extension de la PAU est inférieur à **10 hectares**. **Ont été comptabilisées les zones constructibles dès l'approbation du PLU : Ua, Uaj, Ub, Uc, Ucs, Ufb, Nst, 1AUa, 1AUb et 1AUc. Ne sont pas comptées les zones 2AU aujourd'hui inconstructibles (voir chapitre 5.11).**

Soit une consommation moyenne de **1 ha/an**.

A noter que les secteurs Ufa ne sont pas retenus comme « consommation d'espace » (seules les extensions et annexes des constructions existantes sont autorisées).



➔ Suite à l'enquête publique : 3 extensions en continuité de l'urbanisation ont été accordées par le commissaire enquêteur. Ces extensions sont représentées par les 3 flèches rouges sur le plan ci-dessus.

6.2.2 Consommation d'espace pour les équipements publics et l'économie

Consommation de l'espace hors habitat (équipements publics et économie)

Le PLU identifie 3 secteurs d'équipements publics : zones Ud au PLU

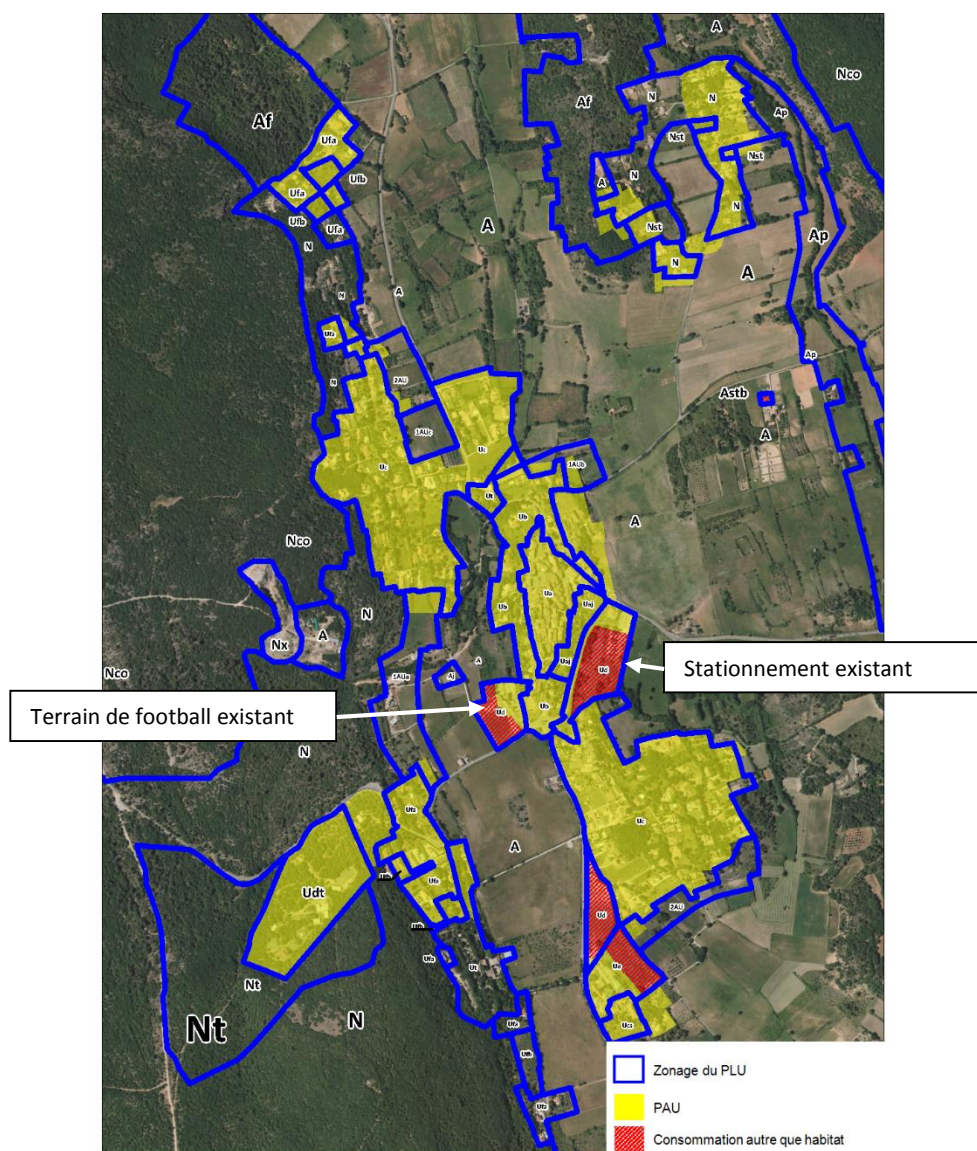
Elles représentent la délimitation des espaces voués à accueillir des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectifs et services publics autour du village :

- Les terrains de tennis, le stationnement, le Point d'Apport Volontaire et la salle des associations : ces équipements sont localisés au pied du village, à l'ouest de la RD13.
- Le terrain de football, le cimetière, le stationnement et le Point d'Apport Volontaire : ces équipements sont localisés à l'entrée du village sud-ouest en bordure de la RD30.
- Les terrains communaux des Brégous, situés en bordure de la RD13 et bordant la zone artisanale classée en zone Ue. Ces terrains sont aujourd'hui non bâtis, un projet d'équipement public associé à un jardin public pourraient s'y développer en lien avec les quartiers urbanisés alentours : les Brégous, les logements sociaux, les quartiers résidentiels de la zone Uc (secteur du Moulin).

La zone Ue délimite le secteur réservé aux activités économiques en bordure de la route départementale, au lieu-dit Les Brégous.

Cette zone a vocation à accueillir les constructions et installations à destination d'artisanat, de bureaux, de services, d'industrie, d'entrepôts et exceptionnellement de commerce.

La consommation d'espaces pour les zones Ud (extension de la PAU) est de 4,7 ha. Celle pour la zone Ue est de 1,2 ha.



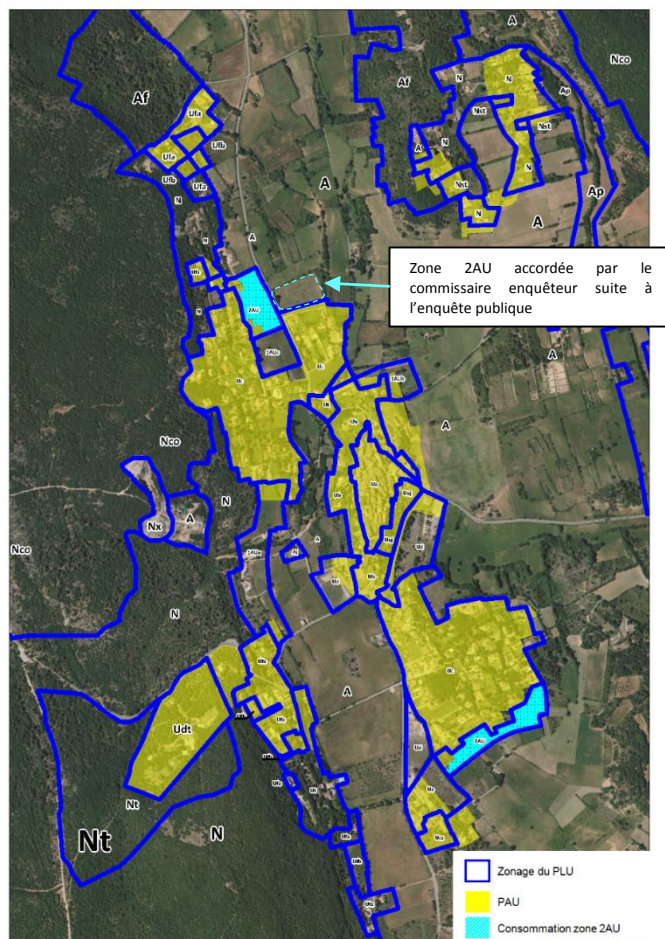
Remarque : le STECAL Astb (hébergement touristique lié à l'activité équestre) prend place sur un espace anthropisé. Sa superficie est de 800m².

6.2.3 Autres espaces, non retenues dans le calcul de la consommation d'espace du PLU

Consommation de l'espace « différée » (zone 2AU)

Ces zones sont classées en « 2AU » puisque les accès et voies publiques, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement sont insuffisants pour desservir les futures constructions ou futures activités prévues dans ces zones. En conséquence, leur ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une évolution du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de la zone, conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme.

Ces zones en extension de l'enveloppe de la PAU représentent 6,3 hectares de consommation dite différée.



Les Campings

Le camping de l'Eouvière est un camping existant qui bénéficiait d'un classement spécifique au POS (secteur de la zone ND), et qui est autorisé par arrêté préfectoral. La délimitation du camping existant n'est pas un espace de consommation d'espace.

Le camping Lou Troumpetoun est inclus dans la PAU.

Le centre de vacances

La zone Udt est la délimitation de la parcelle entière identifiée au document de POS par un secteur spécifique. L'intégralité de la zone est occupée par des aménagements (stationnement, voies, bâtiments, etc.). Il ne s'agit pas de consommation d'espace.

Le restaurant du lac

Il s'agit d'un restaurant existant entouré d'un espace fortement anthropisé. Il ne s'agit pas de consommation de l'espace.

6.2.4 Bilan des consommations d'espace du PLU

Bilan établi au regard de la PAU : consommation d'espace en extension de la PAU

<i>Consommation pour l'habitat (U, Ufb, Nst, 1AU)</i>	<i>Pour les équipements publics (U)</i>	<i>Pour l'économie (U)</i>	<i>Total des consommation du PLU</i>
9,67 ha	4,7 ha	1,2 ha	15,5 ha

Ces consommations d'espaces ont fait l'objet d'un avis de la CDPENAF au titre du L153-16 du code de l'urbanisme

Ne sont pas comptabilisées les zones 2AU d'une superficie totale de 6,36 ha : les zones 2AU sont inconstructibles tant que le PLU n'aura pas été modifié/révisé. (Voir le chapitre 5.11).

7 Rapport sur les incidences environnementales (RIE)

7.1 Avant-propos

7.1.1 Pourquoi le PLU de la commune de Montmeyan fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

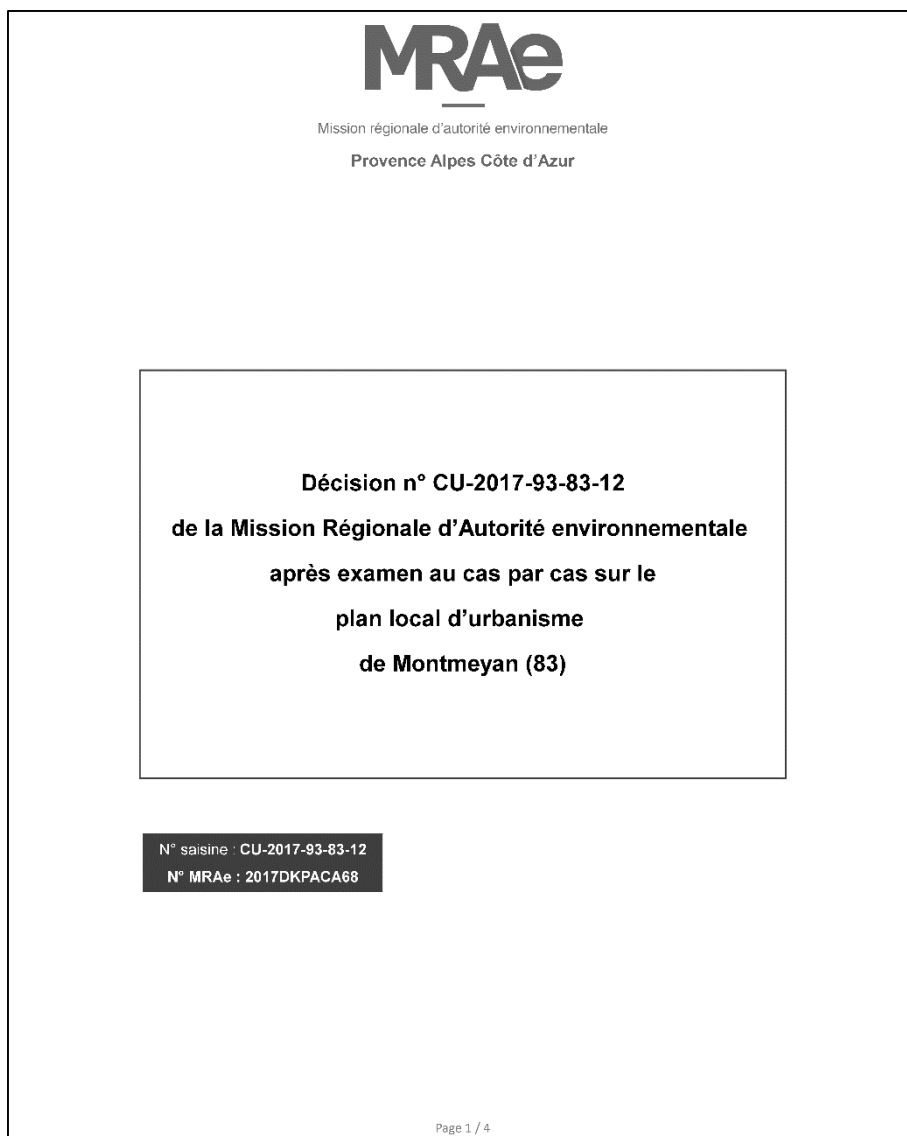
L'article R122-17 du code de l'environnement énumère les plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique et ceux faisant l'objet d'une saisine de l'Autorité Environnementale au cas par cas.

Le Plan Local d'Urbanisme de Montmeyan fait partie des plans soumis au cas par cas.

Cette saisine au cas par cas a été réalisée le 7 juillet 2017 sous le numéro *CU-2017-93-83-12*.

La MRAE a demandé, le 1^{er} août 2017, un complément d'informations, communiqué par la commune le 18 août 2017.

Le 30 août 2017, la MRAE a adressé à la commune sa décision d'éligibilité du PLU à évaluation environnementale.



La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.300-6, R.104-8 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté en date du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2017-93-83-12, relative au plan local d'urbanisme de Montmeyan (83) déposée par la commune de Montmeyan, reçue le 07/07/17 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 07/07/17 ;

Vu la décision de délégation du 10 mars 2017 de la MRAe ;

Considérant que la commune de Montmeyan, d'une superficie de 3 943 ha, compte 580 habitants (recensement 2014) et qu'elle prévoit 697 habitants supplémentaires d'ici 20 ans (soit un total de 1277 habitants), ce qui représente une augmentation de 120 % de sa population actuelle susceptible de générer de la consommation d'espaces de manière importante et plus généralement d'avoir des incidences sur l'environnement ;

Considérant que le projet de PLU prévoit de consommer 25 ha de zones actuellement non urbanisées dont 11,7 ha de zones AU, à urbaniser, sur des terres agricoles ;

Considérant que dans les zones AU, la densité de logements prévue est seulement de 12 logements par hectare ;

Considérant que les projets d'urbanisation du PLU sont susceptibles d'incidences sur les paysages, la biodiversité et notamment la fragmentation des milieux naturels ;

Considérant que les projets d'urbanisation du PLU sont susceptibles d'incidences sur l'augmentation du trafic routier et la qualité de l'air ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le plan local d'urbanisme de la commune de MONTMEYAN est susceptible d'avoir des incidences sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1 – Éligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de plan local d'urbanisme situé sur le territoire de Montmeyan (83) doit présenter une évaluation environnementale en application de la section 2 du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

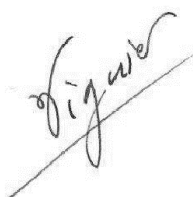
La présente décision a vocation à être mise en ligne par le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et par la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra en outre, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 30 août 2017,

Pour la Mission Régionale d'Autorité
environnementale et par délégation,
Le Président de la Mission,



Jean-Pierre Viguié

Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale régionale de la région PACA
MIGT Marseille
DREAL PACA

7.1.2 Quelles évolutions entre le projet de PLU soumis au cas par cas et le projet de PLU prêt à être arrêté

Lors de la saisine de la MRAE au cas par cas, la commune a présenté une version de son projet dont les objectifs étaient les suivants :

- + **350** logements à l'horizon 20 ans,
- soit + **700** habitants,
- et une consommation d'espace **d'environ 25 ha**.

Le PLU arrêté et soumis à avis des Personnes Publiques Associées (dont la MRAE) développe le projet de :

- + 100 logements à l'horizon 10 ans dont **50 logements** en résidence principale (application du taux officiel de l'INSEE),
- soit **+100 habitants** supplémentaires permanents (en résidence principale).
- et une consommation d'espaces **d'environ 16 ha**.

Par conséquent les enjeux pressentis et ayant définis l'éligibilité de la procédure à évaluation environnementale ne sont plus les mêmes. **La commune a revu à la baisse la consommation de l'espace initialement prévue. L'effort de la municipalité a consisté à réduire l'enveloppe constructible au plus proche du village, afin de modérer la consommation d'espaces naturels et agricoles et de prendre en compte la loi Montagne.**

- ⊕ Afin d'apprécier l'évolution du PLU entre la saisine de la MRAE au cas par cas et la saisine pour avis sur le PLU arrêté, il convient de se référer au chapitre « gestion du foncier » et en particulier aux chapitres présentant les choix non retenus.

7.1.3 Qu'est-ce que l'évaluation environnementale ?

L'évaluation environnementale est un processus constitué de :

- L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (étude d'impact pour les projets, rapport sur les incidences pour les plans et programmes) par le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme.
- La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet, plan, programme et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public.
- L'examen par l'autorité autorisant le projet ou approuvant le plan ou programme des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population et santé humaine, biodiversité, terre, sol, eau, air et climat, biens matériels, patrimoine culturel et paysage, ainsi que les interactions entre ces éléments.

L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée, à l'importance et à la nature des travaux, ouvrages ou interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et la santé humaine, notamment au regard des effets cumulés avec d'autres projets ou document de planification. Les enjeux environnementaux doivent donc être préalablement hiérarchisés, et une attention particulière doit être apportée aux enjeux identifiés comme majeurs pour le projet et le territoire.

« le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur ».

7.1.4 Contenu de l'évaluation environnementale

Le rapport de présentation du PLU comprend une évaluation environnementale tel que mentionnée aux articles R151-1 et suivants du code de l'urbanisme. Ainsi le rapport sur les incidences environnementales :

- analyse l'état initial de l'environnement (*chapitre 3 du rapport de présentation*),
- expose la manière dont le PLU prend en compte la préservation et la mise en valeur de l'environnement (*chapitre 7.3 du rapport de présentation*)
- expose les effets et incidences attendus de la mise en œuvre du PLU (*chapitre 7.3 du rapport de présentation*)
- décrit l'articulation du PLU avec les autres documents (*chapitre 7.4 du rapport de présentation*)
- analyse les perspectives d'évolution de l'état initial et les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées par le PLU (*chapitre 7.2 du rapport de présentation*)
- expose les conséquences éventuelles du PLU sur Natura 2000 (*chapitre 7.5 du rapport de présentation*)

- explique les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement au regard des objectifs de protection de l'environnement et les choix non retenus (*chapitre 5 du rapport de présentation*)
- présente les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les incidences dommageables s'il y a lieu (*chapitre 7.3 du rapport de présentation*)
- définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour analyser les résultats de l'application du PLU (*chapitre 7.6 rapport de présentation*)
- résume de manière non technique le rapport de présentation (*chapitre 8 du rapport de présentation*)
- expose la méthodologie d'évaluation environnementale employée (*chapitre 7.1 du rapport de présentation*)

7.1.5 Méthodologie d'évaluation environnementale employée

Il s'agit d'évaluer les incidences de la mise en œuvre de la traduction réglementaire des orientations du PADD, c'est-à-dire d'évaluer les incidences des prescriptions du règlement et des projets communaux.

L'évaluation des incidences est réalisée via l'appréciation de différents paramètres :

- Étendue de l'incidence : locale, régionale, globale
- Sa réversibilité : réversible, irréversible
- Sa fréquence ou sa durée : ponctuel, continu, long terme
- Sa nature : Incidence directe ou indirecte.

Ainsi, les incidences sont définies comme suit :

- Si l'orientation du PADD, le projet ou la traduction réglementaire a une incidence positive directe ou indirecte sur l'enjeu environnemental étudié, l'incidence est dite **POSITIVE** et est identifiée par le symbole ▲
- Si l'orientation du PADD, le projet ou la traduction réglementaire a une incidence négative, directe ou indirecte sur l'enjeu environnemental étudié, l'incidence est dite **NEGATIVE** et est identifiée par le symbole ▼
- Si l'orientation du PADD, le projet ou la traduction réglementaire n'a pas d'incidence (ni positive, ni négative ou non significative) sur l'enjeu environnemental étudié, l'incidence est dite **NEUTRE** et est identifiée par le symbole ◀ ▶

En cas d'incidence négative, les mesures mises en œuvre par le PLU sont précisées. Elles sont identifiées par le symbole ■■

Il peut s'agir de :

- Mesures d'évitement
- Mesures de réduction
- Mesures de compensation
- Mesures d'accompagnement

A noter que la zone 1AUa a fait l'objet d'une présentation en CDNPS au titre de la discontinuité loi Montagne.

L'évaluation environnementale se base sur les données bibliographiques communiquées de manière itérative au cours de la procédure d'élaboration du PLU.

L'évaluation environnementale est réalisée sur la version du PLU prêt à être arrêté par le conseil municipal. La prise en compte des enjeux environnementaux fut itérative pendant toute la procédure d'élaboration du PLU. La commune, le chargé de mission PLU et le chargé d'études environnement ont travaillé conjointement pendant toute la durée de la procédure, y compris dans le cadre de la concertation.

7.2 Perspectives d'évolutions de l'état initial de l'environnement, zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU et enjeux

Actuellement le territoire est soumis au RNU.

L'analyse de l'état initial de l'environnement ne laisse présager aucune évolution significative sur le territoire autre que la consommation d'espace lié à l'urbanisation en continuité de l'existant (Loi Montagne).

Thématique	Contexte physique et ressources naturelles
Perspectives d'évolution sans PLU	<p>L'analyse de l'état initial de l'environnement ne laisse pas présager d'évolution significative sur le contexte physique et les ressources naturelles du territoire</p> <p>La qualité de l'eau est liée principalement à la capacité d'assainissement des systèmes collectifs et non collectifs, à la préservation des cours d'eau et de la végétation associée.</p> <p>Les servitudes d'utilité publique concernant la protection des eaux, localisées au Nord du territoire s'appliquent au RNU.</p> <p>La croissance démographique actuelle induit une augmentation de la consommation d'eau et d'énergie et une augmentation des effluents à traiter (assainissements collectifs et non collectifs) mais les capacités actuelles (ressource en eau et STEP) sont très largement suffisantes.</p>
Enjeu du PLU	<p>L'enjeu du PLU concernant les ressources naturelles est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à une adéquation entre capacité de la ressource en eau (et des équipements en eau et assainissement) et croissance démographique : enjeu modéré à faible du fait de la capacité identifiée par l'état initial. • Préserver la qualité de l'eau (souterraine et de surface) : enjeu fort.
Zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les zones d'urbanisation futures ainsi que les zones urbaines et leur rôle dans la qualité de l'eau (assainissement/rejet / pluvial en particulier) 2. les périmètres de protection de l'eau (SUP) 3. les cours d'eau et zones humides du territoire.
Thématique	Risques naturels et technologiques
Perspectives d'évolution sans PLU	<ul style="list-style-type: none"> • Rupture de barrage et inondation : Le risque rupture de barrage et la gestion du niveau du Verdon sont indépendants du document d'urbanisme. La majeure partie des espaces urbanisés est située hors d'espaces éventuellement soumis à une submersion en cas de rupture de barrage. • Le ruissellement pluvial est lié à l'imperméabilisation des sols (nouvelles constructions). Sans document d'urbanisme les mesures nécessaires à la compensation à l'imperméabilisation et la gestion du pluvial ne sont pas explicités et peuvent ne pas toujours être mises en œuvre (absence de règles précises). • Mouvements de terrain : L'évolution du climat, l'imperméabilisation des sols et le ruissellement peuvent contribuer à une augmentation des phénomènes de dessiccation, réhydratation des argiles responsables de ce type de mouvements de terrain. • Feu de forêt : La forêt est majoritairement soumise au régime forestier, et est par conséquent gérée par l'ONF dans le cadre d'un plan d'aménagement forestier, ce qui facilite et assure son entretien, concourant à la prévention contre les incendies. La prise en compte de la défense incendie est réglementée par le RNU. Par conséquent les permis de construire qui ne répondraient pas à cette obligation ne seraient pas accordés.
Enjeu du PLU	<p>La traduction des projets communaux dans le PLU doit être cohérente avec la protection des personnes et des biens face aux risques.</p> <p>La mise en œuvre du PLU ne doit pas induire d'augmentation des risques pour les personnes et les biens.</p> <p>Le PLU doit s'assurer que les projets n'induisent pas des risques pour les milieux avoisinants les sites de projets (risque incendie en particulier, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prise en compte du risque feu de forêt est un enjeu fort du PLU.

	<ul style="list-style-type: none"> La prise en compte du ruissellement pluvial est un enjeu modéré.
<i>Zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU</i>	<p>Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> Pour le risque incendie : les espaces en contact avec les milieux naturels sur lesquels un développement de l'urbanisation ou des projets sont autorisés par le PLU. Pour le ruissellement pluvial, les espaces autorisant une nouvelle imperméabilisation des sols (en zone U ou AU) et les espaces qui pourront être défrichés (zone Af).
Thématique	Contexte écologique
<i>Perspectives d'évolution sans PLU</i>	<p>Actuellement la commune est soumise au RNU et à la loi Montagne. Celle-ci impose une urbanisation en continuité de l'existant. Par conséquent les « bulles lois montagne » pourraient « gonfler » exponentiellement, de proche en proche (principe de continuité), consommant des milieux majoritairement ouverts ou en friche.</p> <p>A noter que les espaces naturels du territoire, principales continuités écologiques d'échelle régionale, sont majoritairement des espaces boisés soumis au régime forestier et gérés par l'ONF. Ils bénéficient par conséquent d'une gestion et d'aménagements en adéquation avec les enjeux écologiques présents sur ces espaces (et identifiés dans le plan d'aménagement forestier).</p>
<i>Enjeu du PLU</i>	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir la naturalité des espaces les plus préservés en favorisant l'entretien et la gestion des espaces forestiers, Encourager l'ouverture ou la réouverture des milieux dans les espaces enfricher ou à potentiel agricole, Allier enjeux touristiques et écologiques, principalement au bord du Verdon, Maintenir au sein des espaces urbanisés, des espaces de respiration et de continuités écologiques, fonctionnels à cette échelle, Anticiper le développement de l'urbanisation en accompagnant la création d'espaces libres de construction et de continuités écologiques. <p>Il s'agit d'un enjeu Fort du PLU.</p>
<i>Zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU</i>	<p>Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU sont les secteurs actuellement naturels ou agricoles destinés à changer de vocation. Les espaces alentour de ces secteurs sont également concernés (obligations légales de débroussaillage, création d'accès, ...)</p> <p>En parallèle des secteurs seront touchés positivement par la mise en œuvre de mesures de protections et de préservation, en particulier par la traduction réglementaire de la trame verte et bleue communale.</p>
Thématique	Le paysage
<i>Perspectives d'évolution sans PLU</i>	<p>La ceinture boisée de la plaine est majoritairement communale ou domaniale et soumise au régime forestier, sur les espaces non publics, du fait de la topographie, peu de constructions peuvent s'implanter sur les versants boisés.</p> <p>Les espaces agricoles se maintiennent. Toutefois, la proximité des habitations entraîne un recul de pratiques d'élevage (nuisances...) et un enfrichement progressif par abandon des pratiques agricoles.</p> <p>Cet enfrichement concourt à la perte de lisibilité du paysage, en particulier depuis les séquences routières. Il peut perturber les vues sur le village depuis la RD30 et la RD13.</p> <p>Les espaces boisés des plateaux sont entretenus et gérés (plan d'aménagement forestier), ils ne subissent pas de pression actuellement.</p> <p>Le lac et la plage de Montmeyer sont protégés par une servitude de protection de captage d'eau potable. Le paysage évolue peu, mais le site est soumis à une fréquentation estivale assez importante.</p>
<i>Enjeu du PLU</i>	<p>La mise en œuvre du PLU doit prendre en compte l'existant et chercher à le maintenir, voire à permettre des améliorations.</p> <p>Les projets autorisés par le PLU devront assurer la prise en compte de l'enjeu « paysage » en :</p> <ul style="list-style-type: none"> Préservant les cônes de vue et les séquences routières, Evitant l'enfrichement des milieux ouverts, Protégeant la silhouette du village, Préservant la ceinture verte de la plaine,

	<ul style="list-style-type: none"> Préservant le lac et ses abords, intégrant dans le paysage les nouvelles constructions en préservant l'ambiance des quartiers résidentiels. <p>Il s'agit d'un enjeu fort du PLU.</p>
Zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU	<p>Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU sont les secteurs où des évolutions paysagères seront autorisées, soit en passant d'un espace naturel ou agricole à un espace bâti ou aménagé, soit par la création de nouvelles « accroches » paysagère (ouverture d'espaces aujourd'hui fermés par exemple).</p> <p>Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> des espaces à caractère naturel destinés à être mis en culture (zone Af). les zones urbaines ou à urbaniser (zones AU et U) la plaine (zone A) <p>En parallèle des secteurs seront touchés positivement par la mise en œuvre de mesures de protections et de préservation du paysage (lac, silhouette du village, ...).</p>

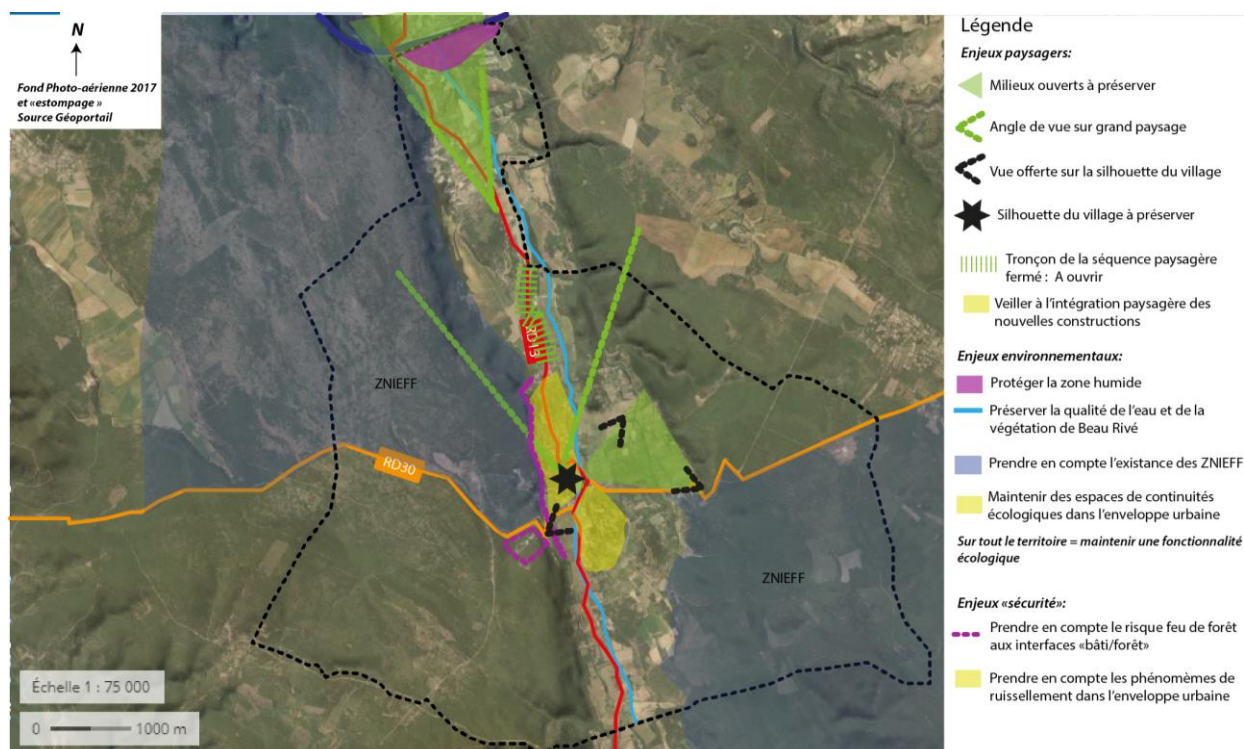
Remarque :

- Les pollutions et nuisances sont quasi inexistantes sur le territoire, il s'agit d'un enjeu **FAIBLE** du PLU.
- La consommation de l'espace est traitée dans le chapitre « *Gestion du foncier* », sorti du rapport sur les incidences environnementales. La limitation de la consommation de l'espace est un enjeu **FORT** du PLU.

Hiérarchisation des enjeux

Sur la base du tableau précédent les enjeux environnementaux sont ici hiérarchisés.

Enjeux Majeurs	
Consommation de l'espace : modération de la consommation	
Enjeux Forts	
Paysage et patrimoine : en particulier préservation des perceptions vers et depuis le village.	
Risque feu de forêt : assurer la sécurité des personnes et des biens et veiller à ne pas augmenter les aléas.	
Biodiversité et fonctionnement écologique : intégrer les projets communaux dans le respect des objectifs de préservation des fonctionnalités écologiques du territoire, des espèces et des habitats.	
Ressource naturelle : qualité des masses d'eau (souterraine et superficielle).	
Enjeux Modérés	
Ressource en eau : adéquation entre projet démographique et capacité de la ressource et des réseaux	
Ruissellement pluvial : prise en compte dans les futurs aménagements	



7.3 Comment le PLU prend en compte la préservation et la mise en valeur de l'environnement, effets et incidences attendus de sa mise en œuvre

7.3.1 Prise en compte dans le projet de territoire

7.3.1.1 Rappel des deux orientations générales du PADD

Les deux orientations générales du PADD sont :

1. Préserver le cadre de vie des Montmeyannais en développant un projet urbain raisonné et ambitieux de façon à permettre l'accueil de nouvelles activités économiques touristiques, artisanales et agricoles, et l'accueil de nouveaux habitants autour du village.
2. Valoriser le village de caractère au cœur d'un environnement exceptionnel boisé et agricole, en bordure du Verdon.

7.3.1.2 Prise en compte des enjeux environnementaux par le PADD

Enjeux environnementaux	Orientations du PADD concernées
Ressources en eau : adéquation entre projet démographique et capacité de la ressource et des réseaux	Orientation 1 : Le développement entraîne une augmentation de la population et par conséquent une augmentation des besoins en eau, en assainissement et un nécessaire développement des réseaux.
Consommation de l'espace : Modération de la consommation	Orientation 1 : le projet communal entraîne une consommation d'espace. Un chapitre du PADD est dédié à la définition des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace.
Paysage et patrimoine : en particulier préservation des vues vers et depuis le village et protection de sa silhouette	Orientation 1 : le projet et en particulier la localisation des sites de développement peuvent avoir une incidence sur cet enjeu, mais l' Orientation 2 précise que : « Afin de préserver la silhouette du village et sa perception, le PLU protège les paysages du socle villageois et les principaux cônes de vue en identifiant : -les espaces voués à l'agriculture ; -et en réglementant la forme urbaine des quartiers urbanisés: règles de hauteur, aspect extérieur des constructions, couleurs, types de végétaux pour les clôtures, implantation des constructions... -le règlement précise également la palette végétale préconisée et les prescriptions architecturales »
Risque feu de forêt : assurer la sécurité des biens et des personnes et veiller à ne pas augmenter les aléas et les risques.	Orientation 2 : Le PADD précise que « l'installation de nouvelles habitations en forêt est interdit, certains quartiers habités sont protégés de toute nouvelle urbanisation afin de ne pas aggraver leur vulnérabilité face à l'incendie, d'autres secteurs doivent prévoir des aménagements avant d'y permettre toute constructibilité »
Biodiversité et fonctionnement écologique : intégrer les projets communaux dans le respect des objectifs de préservation des fonctionnalités écologiques à différentes échelles.	Orientation 2 : Elle précise les modalités de prise en compte du fonctionnement écologique du territoire tel qu'identifié par le Scot et le SRCE. Elle cite les objectifs de préservation que le PLU met en place sur la base des éléments pressentis en phase diagnostic. « La trame verte et bleue de Montmeyer traduit un quadruple objectif : 1. Maintenir, voire développer la biodiversité grâce aux activités agricoles, pastorales et forestières; 2. Valoriser les espaces agricoles, naturels et forestiers; 3. Assurer une perméabilité écologique au cœur même des espaces résidentiels : cette trame verte permet aussi de maintenir les jardins et les boisements fondement caractère rural de montagne de Montmeyer ; 4. Assurer le maintien du rôle du territoire dans les fonctionnalités écologiques supra communales tant dans la trame verte (milieux naturels et agricoles) que bleue (milieux aquatiques et humides) ».

Globalement les enjeux environnementaux issus de l'analyse de l'état Initial de l'environnement, sont intégrés dans le projet de territoire. Une part importante du projet communal porte sur l'agriculture qui participe à la prise en compte des enjeux « *paysage* » et « *biodiversité et fonctionnement écologique* ».

La combinaison des orientations sur les milieux naturels, l'agriculture et le paysage sert de trame au développement du territoire. Les thématiques liées aux ressources naturelles, aux pollutions et aux nuisances transparaissent dans le projet communal (valorisation du potentiel énergétique, travail sur les formes urbaines,...)

7.3.2 Traduction des enjeux dans le projet communal, effets et incidences attendus de sa mise en œuvre par thématique

7.3.2.1 Incidences sur la ressource en eau

Enjeu traité dans cette partie « *adéquation entre projet démographique et la capacité de la ressource et des réseaux* » : enjeu *modéré*

Eau potable

Rappel : La commune achète de l'eau pour l'alimentation en eau potable du territoire. Cette eau provient de la commune (champ captant de Montmeyan plage, qui alimente également la commune de Regusse) et de fontaine Lévêque dans le lac de Sainte Croix.

Comme indiqué dans l'état initial de l'environnement, le volume de prélèvement autorisé sur le captage du territoire est largement suffisant pour permettre l'accueil de 100 habitants supplémentaires.

Le rendement du réseau d'eau communal est de 83%.

◀ ▶ Incidences neutres

Toutes les zones urbaines et d'urbanisation future sont et seront raccordées au réseau d'eau potable. A noter que la commune n'a pas connaissance de l'existence de forage destiné à l'alimentation humaine sur le territoire.

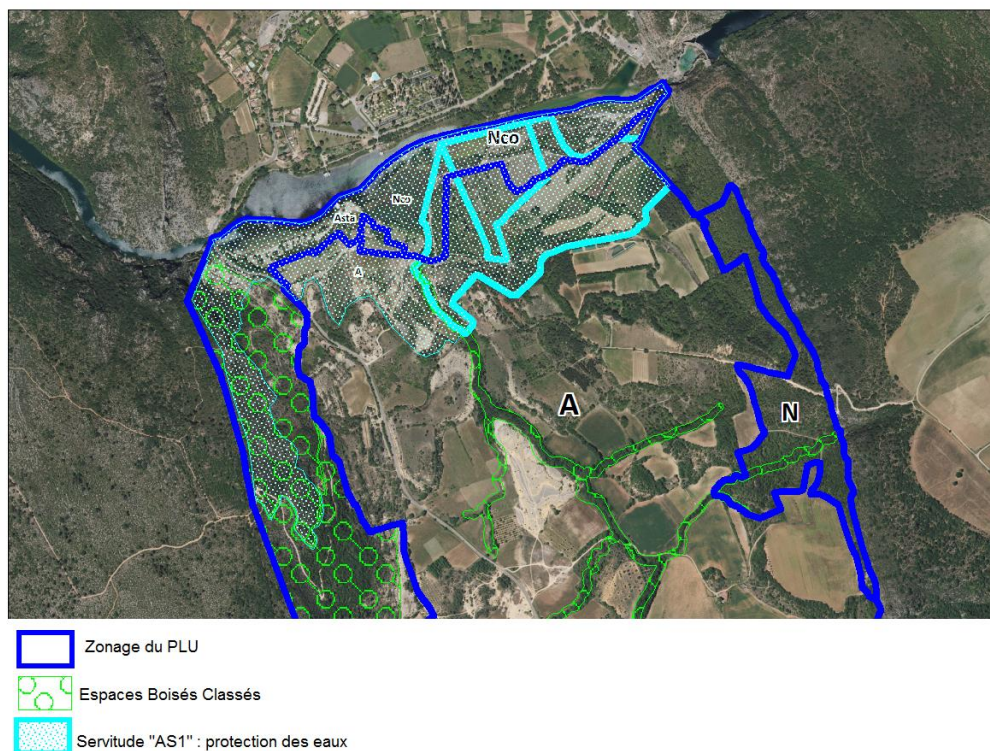
◀ ▶ Incidences neutres

La commune est concernée par la servitude AS1 « Conservation des eaux potables et minérales » située à Montmeyan plage (Champ captant) et la servitude de protection des retenues de Gréoux et de Quinson (décret du 23/07/1977).

Les zones de projets communaux ne sont pas situées dans ces périmètres.

Seul le STECAL Asta est inclus dans le périmètre de cette servitude, le PLU autorise uniquement une extension du restaurant communal existant. Sans incidence sur la ressource en eau. Les servitudes constituent l'un des documents graphiques du PLU.

Superposition de la servitude sur le zonage du PLU :



Assainissement

Pour mémoire : La commune dispose d'un schéma directeur d'assainissement qui date de 2000 mais qui n'a pas été communiqué pendant l'élaboration du PLU.

◄ ► Incidences neutres

La capacité résiduelle de la station d'épuration est suffisante pour traiter les flux supplémentaires des zones U et AU, y compris en comptant l'augmentation estivale de la population : capacité résiduelle environ 1200 équivalents habitants (EH) pour une augmentation projetée de la population de 100 habitants à l'horizon 10 ans.

◄ ► Incidences neutres

Le SPANC n'a pas communiqué de donnée sur le nombre d'installations d'assainissement non collectif sur le territoire, ni sur le taux de conformité de ces équipements.

Le règlement autorise quelques secteurs en assainissement non collectif, ce qui relève de la réglementation sur les assainissements non collectifs et qui sont gérés par le SPANC.

Qualité des eaux de surface

◄ ► Incidences neutres

Aucun projet du PLU, ni disposition du règlement n'est de nature à entraîner une dégradation de la qualité des eaux de surface.

◄ ► Incidences neutres

Les mesures de compensation à l'imperméabilisation et la gestion du pluvial à la parcelle (limitation du ruissellement) concourent à limiter les rejets éventuellement pollués dans les cours d'eau.

◄ ► Incidences neutres

Le projet de valorisation du site anthropisé de concassage /broyage des inertes est situé en bordure d'un vallon (secteur Nx). Celui-ci est protégé par un espace boisé classé.

L'activité de valorisation des déchets inertes du BTP pourrait être soumise à des études « loi sur l'eau » dans le cadre des demandes d'autorisation d'exploiter. A ce stade (planification), le projet n'étant pas définit, le niveau d'étude attendue et le type de demande d'autorisation à obtenir ne peuvent pas être explicités.

▲ Incidences positives

Les mesures mises en œuvre par le PLU pour la prise en compte de la Trame verte et bleue concourent à la préservation de la qualité des cours d'eau (marge de recul des constructions, préservation de la végétation riveraine par des EBC,...).

Le Verdon bénéficie d'un zonage naturelle indicé « Nco », doublé d'une identification de la zone humide au titre du L.151-23 du code de l'urbanisme. Le PLU ne prévoit pas de travaux, ou d'aménagement touristique en bordure de Verdon, ce qui permet de limiter les risques de dégradation sur le milieu.

Qualité des eaux de souterraines

◄ ► Incidences neutres

Aucun projet du PLU, ni disposition du règlement n'est de nature à entraîner une dégradation de la qualité des eaux souterraines.

La remarque concernant le secteur Nx est également vraie pour les eaux souterraines.

◄ ► Incidences neutres

Le PLU n'a pas d'incidence sur la qualité de l'eau de la Bresque, qui prend sa source à quelques kilomètres de l'enveloppe urbaine de Montmeyan.

7.3.2.2 Incidences sur la gestion économe de l'espace

Enjeu traité dans cette partie « *modération de la consommation d'espace* » : enjeu majeur

La consommation d'espace fait l'objet d'un chapitre dédié : « *gestion du foncier* ».

▲ Incidences négatives

LOCALES, DIRECTES, SUR LE LONG TERME et IRREVERSIBLES

La consommation d'espace du PLU représente 20 hectares soit près d'1/4 de l'enveloppe urbaine du PLU (U, 1AU et 2AU).

Les mesures mises en œuvre pour limiter cette consommation d'espace sont :

REDUCTION : Association des personnes publiques associées aux réflexions sur le développement communal ayant permis de réduire la superficie des zones urbaines et à urbaniser

EVITEMENT : mise en place d'une trame végétale paysagère dans l'enveloppe urbaine (graphique et réglementaire via un pourcentage d'espace verts à maintenir) qui permet d'éviter l'imperméabilisation des sols, et de maintenir des perméabilités tant hydrauliques, qu'écologiques.

COMPENSATION : les espaces de consommation prennent place sur des milieux ouverts, identifiés par le MOS comme étant des espaces agricoles qui sont majoritairement des prairies et des friches. Certains sont cultivés.

Afin de « compenser » la perte de ces espaces agricoles, la commune identifie plus de 60 hectares d'espace potentiellement agricole aujourd'hui boisé ou fortement enfrichés.

Ces espaces sont les espaces agricoles de demain.

Leur délimitation repose sur 4 grands objectifs :

- valoriser leur potentiel agricole
- répondre à un enjeu de sécurité en interface bâti /forêt : création d'un pare-feu agricole
- Répondre à un objectif paysager d'ouverture des perspectives depuis la séquence routière de la RD13.
- Compenser la perte d'espace lié au projet de développement communal.

7.3.2.3 Incidences sur le paysage et patrimoine

Enjeu traité dans cette partie :

- Préserver les cônes de vue et les séquences routières,
- Eviter l'enfrichement des milieux ouverts,
- Protéger la silhouette du village,
- Préserver la ceinture verte de la plaine,
- Préserver le lac et ses abords,
- intégrer dans le paysage les nouvelles constructions en préservant l'ambiance des quartiers résidentiels.

Il s'agit d'un enjeu **fort** du PLU.

Le paysage

▲ Incidences positives

Le cœur de village : Identifié comme élément du patrimoine

Le règlement du PLU permet de préserver les caractéristiques architecturales du Village (zonage Ua et règlement associé). Afin de compléter la protection, la commune a choisi d'identifier certains éléments du patrimoine bâti dans le cœur du village (rempart, église,...) au titre du L.151-19 du code de l'urbanisme.

La silhouette du village : identifiée comme élément emblématique du territoire sur son promontoire rocheux, la perception de cette silhouette est très différente selon le point d'observation.

- Depuis le Nord, en vue lointaine (en venant d'Esparron de Verdon et de Quinson), le village est une masse claire qui émerge d'une « mer verte ». Le PLU permet de conserver cette perspective intacte. Le développement de l'urbanisation ne prend pas place entre le village et ces points de vue.
- Depuis le Sud, en vue rapprochée, le PLU accompagne le développement de l'enveloppe urbaine par un règlement adapté. Les zones Ud et Ue sont délimitées afin de ne pas « bloquer » les vues sur le village (maintien d'une continuité linéaire ouverte).
- Depuis l'Est, toute la plaine agricole préservée est classée en zone A. Aucune nouvelle accroche paysagère n'est créée. La silhouette du village reste intacte.
- Depuis l'Ouest, la silhouette du village est « floutée » par les constructions, principalement des maisons individuelles, diffuses. La plaine est protégée par un zonage agricole et le développement de l'urbanisation est encadré (règlement et OAP) afin d'accompagner le développement et de mettre en valeur une unité de constructions en cohérence avec la forme urbaine du village. La densification et l'organisation de l'espace via l'OAP permet de réduire les zones d'habitats diffus qui brouillent le paysage.
- La hauteur des constructions est limitée pour les zones qui prennent appui sur le socle du village, telle que la zone Uaj.
- Les espaces de jardins et les clôtures sont réglementés pour souligner le village sans dégrader les perceptions lointaines.

La plaine, identifiée comme élément paysager fort, avec une tendance à l'enfrichement

Le classement en zone Agricole et l'urbanisation « redélimitée » permet de stopper la spéculation sur les milieux ouverts.

Le PLU ne peut en revanche pas encourager la culture.

La limitation de la superficie du zonage Ap (inconstructible) à environ une quinzaine d'hectares permet malgré tout de ne pas freiner d'éventuelles nouvelles installations (98,5% des zones agricoles peuvent accueillir des bâtiments d'exploitation).

Le règlement de la zone A (article 11) encadre le volume et l'aspect extérieur de ces éventuels bâtiments agricoles.

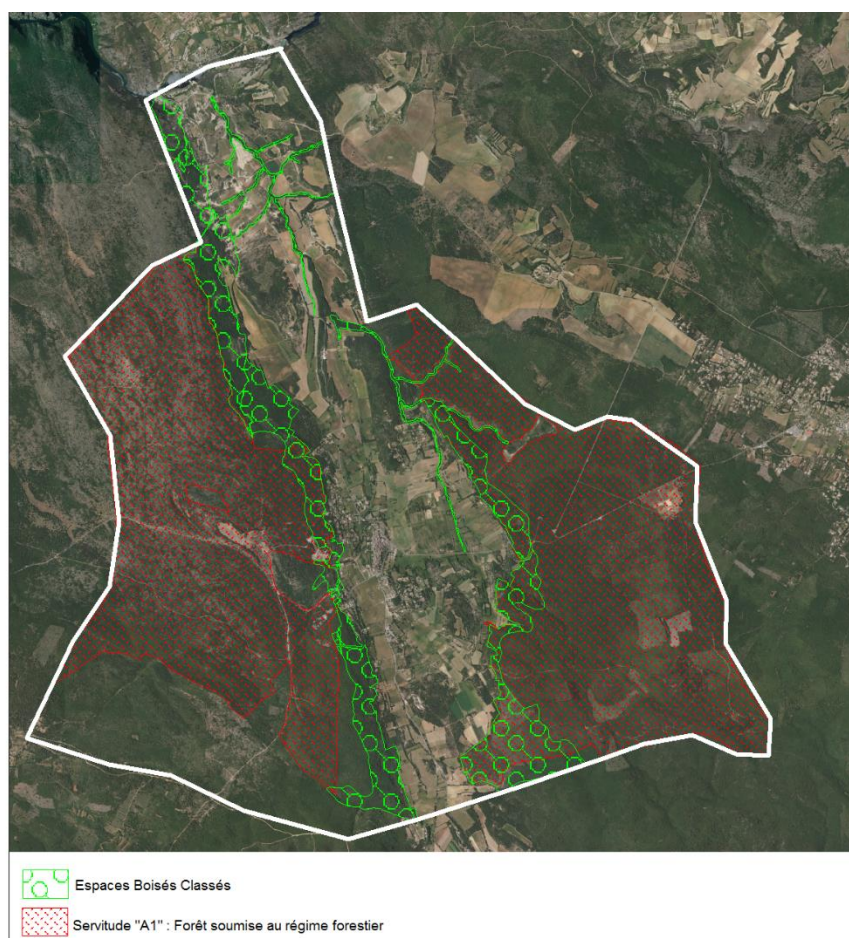
Le maintien du système bocager existant est encouragé par le règlement (article 13 des zones A en particulier) mais sans identification graphique (pas d'identification d'alignements d'arbres, de haies et d'arbres isolés).

L'état initial identifie un espace boisé bordant la RD qui ferme les vues sur le grand paysage (plaine en direction de Quinson). Le positionnement d'une zone Af sur ce boisement permet d'encourager l'ouverture du milieu, améliorant ainsi la perception vers la plaine et les reliefs boisés qui l'encadrent.

Le Beau Rivé : Identifié comme élément structurant du paysage de la plaine
Il est classé en EBC, une partie est classée en secteur Ap, la majeure partie est en zone A.

L'écrin boisé de la plaine et le relief calcaire : Identifiés comme éléments structurants du grand paysage
Les espaces boisés classés sont positionnés afin de préserver de toute urbanisation et changement d'occupation du sol les espaces identifiés comme important pour le paysage.
Certains de ces EBC concernent des forêts soumises au régime forestier. La part des EBC sur ces servitudes est très largement réduite en comparaison avec ceux du POS et ne concernent plus que 175 hectares (8%) au PLU (contre 100% au POS).

Superposition des EBC du PLU et de la servitude A1



◀ ▶ Incidences neutres

Les zones d'urbanisation future font l'objet d'OAP afin de traiter de l'intégration paysagère des futures constructions et de respecter les particularités des sites d'implantation (maintien des restanques, sens d'implantation des constructions, aménagements végétalisés,...). En particulier le PLU met en place une trame paysagère dans l'enveloppe urbaine.

Le patrimoine

◀ ▶ Incidences neutres

Le PADD annonce la présence sur le territoire de certains éléments du patrimoine, en particulier archéologique (données de la DRAC) qui ne sont pas identifiés au titre du patrimoine.

7.3.2.4 Incidences sur les risques « feu de forêt »

Enjeu traité dans cette partie «assurer la sécurité des personnes et des biens et veiller à ne pas augmenter les risques» : enjeu fort

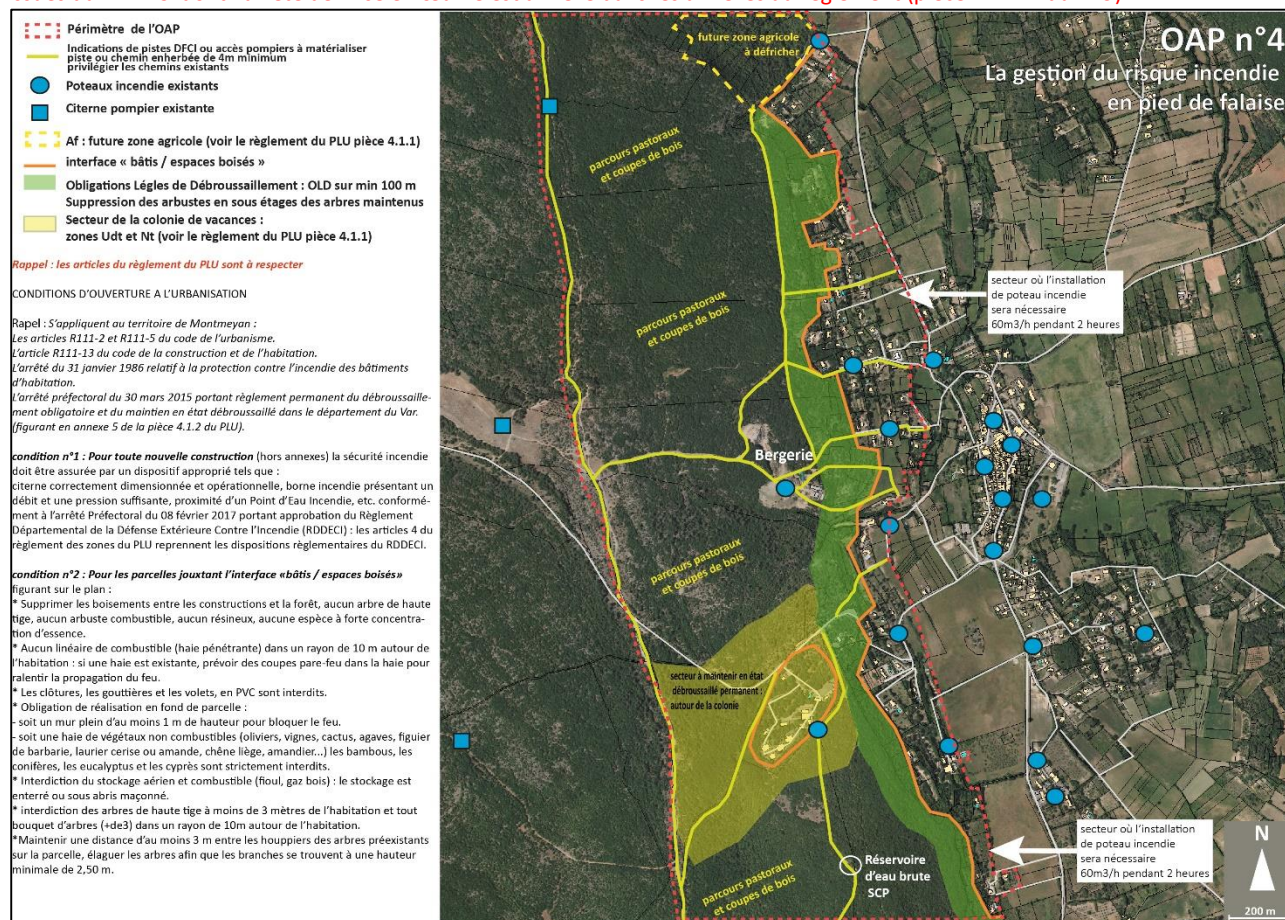
◀ ▶ Incidences neutres

Aucun secteur ou zone du PLU, respectant le règlement du PLU et l'OAP n°4 spécifique sur le risque incendie, n'est susceptible d'augmenter le risque feu de forêt

Une attention particulière est portée aux interfaces bâti-forêt des zones urbaines et d'urbanisation future en contact avec les boisements de l'Ouest du territoire. Le secteur Nx et la zone Udt sont également concernés par cet enjeu. **Le PLU de Montmeyan comporte une planche d'OAP thématique sur la prise en compte du risque incendie : la planche n°4. Voir le document n°3 du PLU.**

L'OAP n°4 du PLU de Montmeyan traite spécifiquement de la gestion incendie du coteau ouest situé en pied de falaise. L'interface « bâtis / espaces boisés » est ici mise en exergue et des conditions sont listées avant toute ouverture à l'urbanisation.

De plus, le règlement du PLU de Montmeyan, comporte, à chaque article 4 de chacune des zones du PLU, des dispositions spécifiques issues du RDDECI dont l'arrêté de mise en œuvre est annexe dans les annexes au règlement (pièce n°4.1.2 du PLU).



Le secteur Udt doit permettre la reconversion du centre de vacances. La prise en compte du risque incendie est un enjeu majeur de ce projet. Le pétitionnaire devra justifier de la bonne prise en compte du risque.

Les accès sont suffisants (le site borde la RD), le réseau d'eau est présent sur le site.

Le secteur Nx, doit permettre l'installation d'une unité de valorisation des déchets inertes. Aujourd'hui le site est un milieu ouvert, dégradé. La mise en œuvre d'une installation devra répondre aux exigences du SDIS sur ce type d'installation.

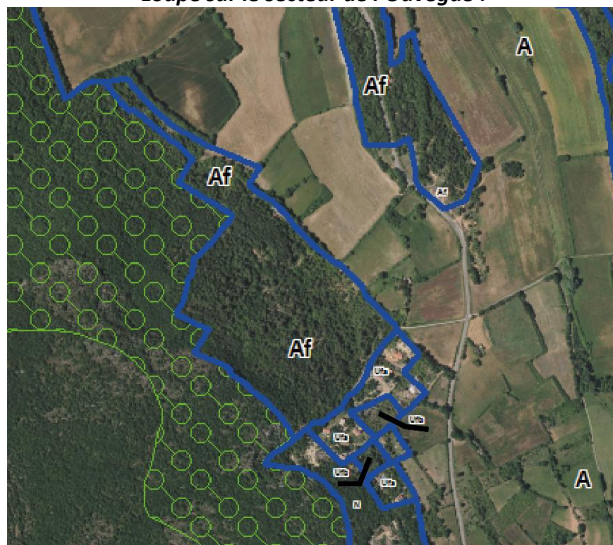
En l'état actuel des connaissances sur les projets (Udt et Nx), l'incidence du PLU sur le risque incendie peut être qualifié de non significatif.

Le PLU :

- rappelle les Obligations Légales de Débroussaillage,
- rappelle que le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie doit être respecté.
- Des ER sont positionnés pour créer des bouclages et des aires de retournement.
- Identifie des pare feu par la délimitation de zones Af (fermées destinés à être ouverts pour l'agriculture). Ainsi, la zone

Uf situés sous l'Ouvègue est en contact avec un espace boisé. Une zone Af est positionnée pour favoriser l'ouverture du milieu est créer un pare-feu agricole.

Loupe sur le secteur de l'Ouvègue :



7.3.2.5 Incidences sur les phénomènes de ruissellement

Enjeu traité dans cette partie « prise en compte du ruissellement pluvial » qui est un **enjeu modéré**

◀ ▶ Incidences neutres

La commune ne dispose pas de schéma de gestion du pluvial.

Le PLU précise dans toutes les zones que l'imperméabilisation doit être compensée selon la doctrine MISEN. Il n'impose pas de règle de compensation (dimensionnement), le PLU ne pouvant pas se substituer à des études spécifiques (schéma du pluvial en particulier). Par ailleurs, chaque zone du PLU prévoit le maintien d'espaces non imperméabilisés, à la parcelle, permettant l'infiltration des eaux.

7.3.2.6 Incidences sur la biodiversité et le fonctionnement écologique

Enjeu traité dans cette partie

- « Maintenir la naturalité des espaces les plus préservés en favorisant l'entretien et la gestion des espaces forestiers
- Encourager l'ouverture ou la réouverture des milieux dans les espaces enfricher ou à potentiel agricole.
- Allier enjeux touristiques et écologiques, principalement au bord du Verdon.
- Maintenir au sein des espaces urbanisés, des espaces de respiration et de continuités écologiques, fonctionnels à cette échelle.
- Anticiper le développement de l'urbanisation en accompagnant la création d'espaces libres de construction et de continuités écologiques

Il s'agit d'un enjeu **Fort** du PLU ».

Les milieux ouverts et semi-ouverts

Les milieux ouverts du territoire, grâce aux pratiques agricoles qui ont cours, à la structure et à la diversité des milieux existants, aux infrastructures agro-environnementales, offre une biodiversité riche qu'il convient de prendre en compte et de préserver.

Dans les espaces agricoles semi-ouverts, de type bocager, la présence d'un réseau de haies, de quelques d'arbres isolés a permis le maintien d'un cortège avifaunistique original et typique des communes de Haute-Provence,

Ces espaces agricoles abritent également le cortège des oiseaux des milieux ouverts/semi-ouverts et des espèces d'affinité plus steppiques (Engoulevent d'Europe observé il y a plus de 20 ans sur le territoire, aucune autre observation recensée depuis...).

La biodiversité est étroitement liée à la qualité des paysages agricoles.

▲ Incidences positives

Afin de prendre en compte ces enjeux, le PLU :

- reconnaît et identifie clairement les espaces agricoles (zone A),
- recommande le maintien des infrastructures agro-environnementales (haies, alignements d'arbres, arbres isolés),
- identifie le Beau Rivé en EBC, ainsi que les vallons (déplacement des chiroptères).

◄ ► Incidences neutres

Les projets communaux ne vont pas à l'encontre du maintien de la biodiversité présente dans les milieux agricoles. La redéfinition de l'enveloppe urbaine permet de préserver les espaces agricoles les moins adaptés au développement communal par un classement en zone A.

Les espaces forestiers

▲ Incidences positives

Objet de la reconnaissance du site d'intérêt écologique majeur au Plan de Parc, le PLU identifie le plateau de Malassoque en zone Nco.

Le plateau est géré par l'ONF (plan d'aménagement forestier).

▲ Incidences positives

Les espaces forestiers du territoire sont classés en zone N ou en zone Nco

Le PLU n'entraîne pas la consommation d'espace forestier pour développer l'urbanisation.

▲ Incidences négatives

Locales, directes, permanentes, non réversibles

Certaines parcelles, sont classées en zone Af, c'est-à-dire qu'elles seront défrichées en vue de devenir agricoles.

Ce classement entraîne le changement d'occupation du sol, de milieu fermé à milieu ouvert et peut entraîner la disparition d'habitats et d'espèces. Ces zones Af ne sont pas des forêts soumises au régime forestier.

Les zones Af sont localisées en contact avec des zones agricoles. La base de données SILENE apporte peu d'information sur ces 60 hectares de zones boisées. La zone Af de l'Ouvégue appartient à la ZNIEFF « Basses gorges du Verdon - bois de Malassoque et de la Roquette - plateau de la Seuve »

■ **Mesure d'ÉVITEMENT** : Les Vallons qui présentent le plus d'intérêt en particulier pour la flore, sont identifiés en EBC dans ces zones Af, qui sont ainsi protégés.

Mesure d'accompagnement : Le règlement du PLU rappelle que les défrichements peuvent être soumis à saisine de l'Autorité Environnementale soit dans le cadre d'une procédure au cas par cas, soit directement pour avis sur l'étude d'impacts nécessaire à l'autorisation de défrichement.

Mesures de compensation : A l'échelle du PLU, pas de mesure de compensation au défrichement envisagées.

Les forêts soumises au régime forestier

Sur le territoire communal, plus de 2050 ha sont des espaces forestiers soumis au régime forestier (SUP), plus de 1770 ha bénéficient d'un plan d'aménagement.

Les forêts soumises au régime sont classées en zone N et Nco majoritairement.

La servitude concerne également une petite zone A à l'Est du territoire (aujourd'hui réellement agricole), le secteur Udt (centre de vacances) et le secteur Nx (site anthropisé, ancien centre de concassage de pierre).

Le secteur Nt est également soumis au régime forestier.

Les EBC sont limités.

Les zones humides

▲ Incidences positives

Le SAGE Verdon identifie la queue du lac d'Esparron (communément appelé lac de Quinson) en tant que zone humide à protéger.

Le PLU identifie cette zone humide au titre du L151-23 du code de l'urbanisme avec une règle adaptée à la caractéristique de ce site.

Par ailleurs, les dispositions générales du règlement (pièce 4.1.1 du PLU) rappellent :

« Conformément à l'article L211-1 du code de l'environnement, les zones humides, identifiées ou non aux pièces graphiques du PLU, doivent impérativement être conservées et strictement préservées, elles sont inconstructibles et les affouillements, exhaussements de sol et remblais, retournement, drainage, assèchement, tous travaux et aménagements entraînant une imperméabilisation totale ou partielle et l'édification de clôture sont interdits.

D'éventuelles destructions partielles de zones humides rendues nécessaires par des enjeux d'intérêt général doivent faire l'objet de mesures compensatoires, compatibles avec les modalités définies par le SDAGE Rhône Méditerranée en vigueur.

La végétation des berges des cours d'eau doit être maintenue et entretenue. »

La Trame Verte et Bleue

Trame des cours d'eau et de la végétation associée

L'état initial de l'environnement a défini comme continuité écologique principale du territoire le Verdon, et le beau rivié qui traverse la commune et rejoint le Verdon en partie Nord.

▲ Incidences positives

L'intégralité du Verdon est classée en zone Nco.

Les ripisylves sont identifiées par des EBC.

Cette zone Nco inconstructible, est encadrée par des zones Agricoles. Dans le règlement de ces zones une mention sur l'éclairage (article 11) précise que « *L'éclairage orienté vers les cours d'eau et les ripisylves est interdit.* » afin de maintenir un environnement nocturne préservé et de ne pas créer de nuisances pour le déplacement des chiroptères qui suivent ces linéaires végétaux.

En lien avec cette trame, la zone humide et les systèmes bocagers qui sont protégés par le PLU (comme mentionné précédemment) contribuent au maintien de la fonctionnalité écologique du territoire (chasse et transit).

Trame des milieux fermés

◄ ► Incidences neutres

Comme vu précédemment, la trame de milieux fermés est maintenue. Seuls quelques hectares sont destinés à être ouverts pour devenir agricoles.

Trame des milieux ouverts

▲ Incidences positives

Comme vu précédemment cette trame est préservée. Les projets du PLU ne vont pas à l'encontre du maintien de cette trame.

Dans l'enveloppe urbaine.

◄ ► Incidences neutres

L'urbanisation ne prend place sur aucun périmètre d'inventaire ou de protection écologique.

La base de données SILENE identifie différentes espèces dont certaines à enjeu (rollier d'Europe, Immortelle des dunes, ...) dans les zones d'urbanisation future et les zones urbaines.

Dans la zone 1AUC, le rollier d'Europe a été observé en 2013, vraisemblablement en vol. L'espèce est en bien présente sur le territoire : observations SILENE récentes et observation en vol lors des visites de terrains sur la commune. Aucun des sites d'urbanisation du territoire n'est propice au nichage de l'espèce.

La « perte » des espaces ouverts pour l'urbanisation représente 0,5% du territoire, et les espaces protégés (zone N, A et trame paysagère urbaine) représentent 97,5% du territoire.

Une attention particulière est portée au maintien de continuités dans l'enveloppe urbaine (structure paysagère, espaces de jardin).

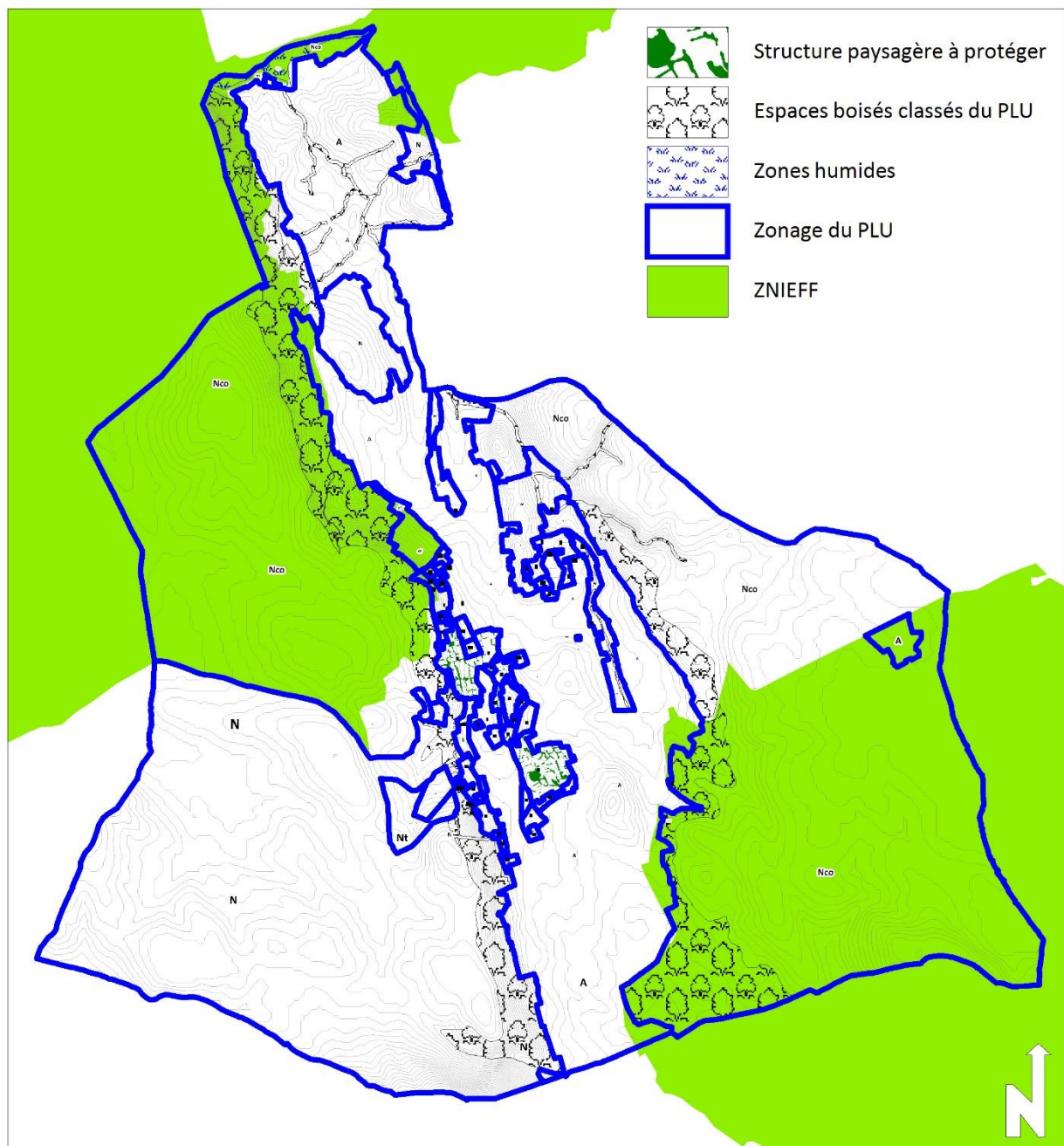
TVB graphique.

- ZNIEFF en zone Nco qui correspond aux cœurs de Nature du Scot.
- Milieux ouverts de la plaine en zone A.
- Zone humide (Verdon) identifiée en Nco et L151-23 du Code de l'urbanisme.
- Beau rivié, identifié en EBC et classement en zone A correspondant à la trame bleue du Scot.

TVB graphique.

- Inconstructibilité des zones Nco
- Limitation du mitage des zones A et N (zone d'implantation)
- Article 11 et 13 de chaque zone réglementant les éclairages, les espèces végétales proscrites (exotique envahissantes), les aménagements imposés ou à favoriser
- Dans les zones U et AU : pourcentage d'espaces libre de construction.

Extrait de la Trame Verte et Bleue du PLU :

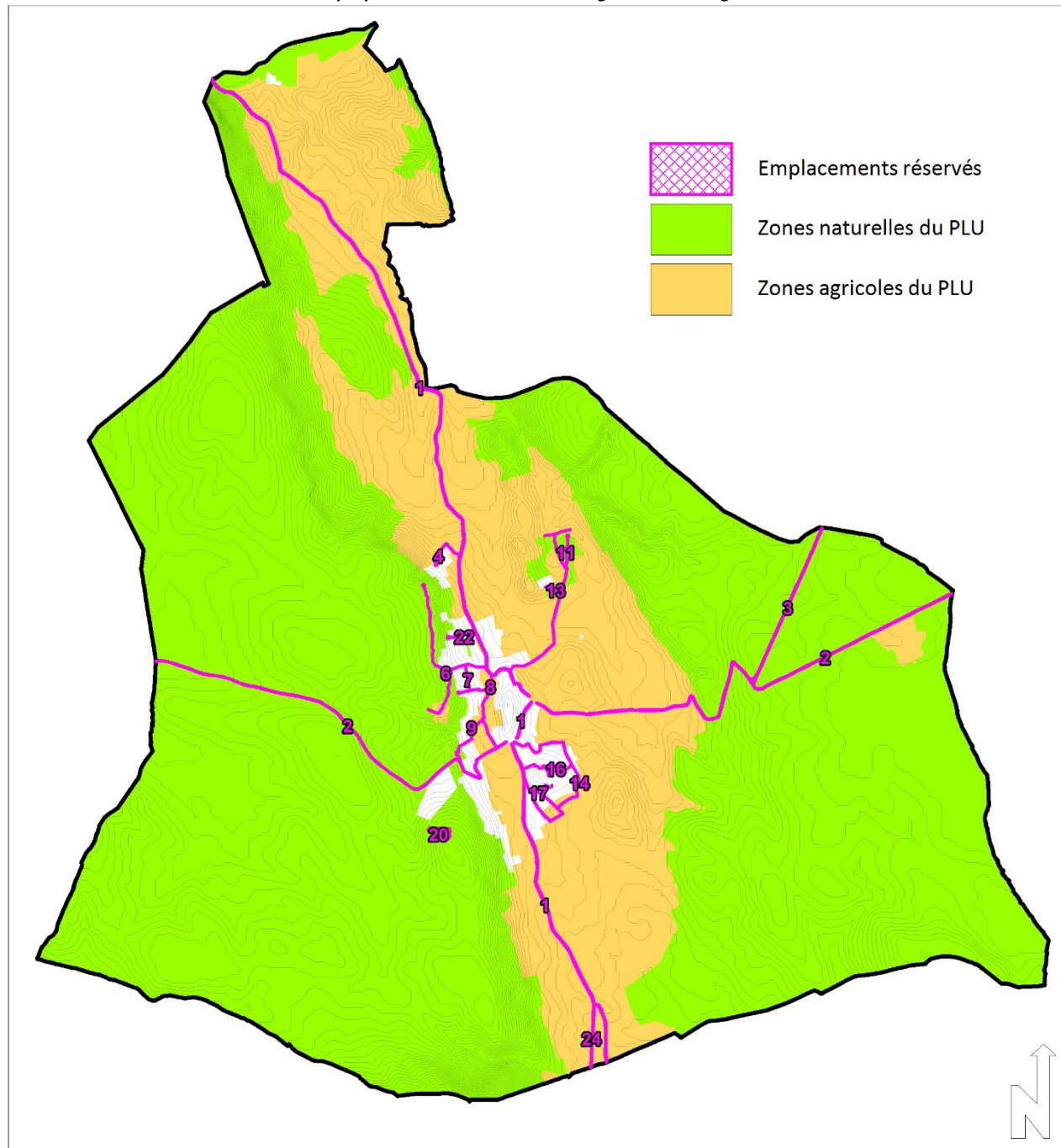


Les emplacements réservés (ER)

Le PLU n'identifie dans les zones A et N que des emplacements réservés, linéaires pour des aménagements ou élargissements de voies existante.

Ces ER n'ont pas d'incidence sur le fonctionnement écologique du territoire.

Superposition des ER avec le zonage naturel et agricole :



7.4 Comment le PLU s'articule avec les documents supra communaux ?

7.4.1 SCOT de la Provence Verte

Le SCOT de la Provence Verte approuvé le 21 janvier 2014 est le document qui a été pris en compte durant l'élaboration du PLU de Montmeyan. La compatibilité du PLU avec le SCOT de la Provence Verte est justifiée dans chaque thématique du présent rapport de présentation : démographie, VAM, densité, trame verte et bleue, paysage...

Ainsi, les chapitres suivants (du présent rapport de présentation) traitent de la compatibilité du PLU avec le SCOT opposable :

2.1.2	3.4.2	5.10.2	6.1.7	7.4.1
2.2.4	5.1.2	5.10.3	7.3.1	7.4.4
2.6.9	5.10.1	5.13.2	7.3.2	7.5.2

En revanche, le SCOT de la Provence Verte approuvé en janvier 2014 ne prends pas en compte les documents approuvés ultérieurement tels que :

- Le schéma régional de cohérence écologique SRCE ;
- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux SDAGE (période de mesures 2016-2021) ;
- Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Verdon (SAGE Verdon) ;
- Le plan de gestion des risques inondations PGRI;

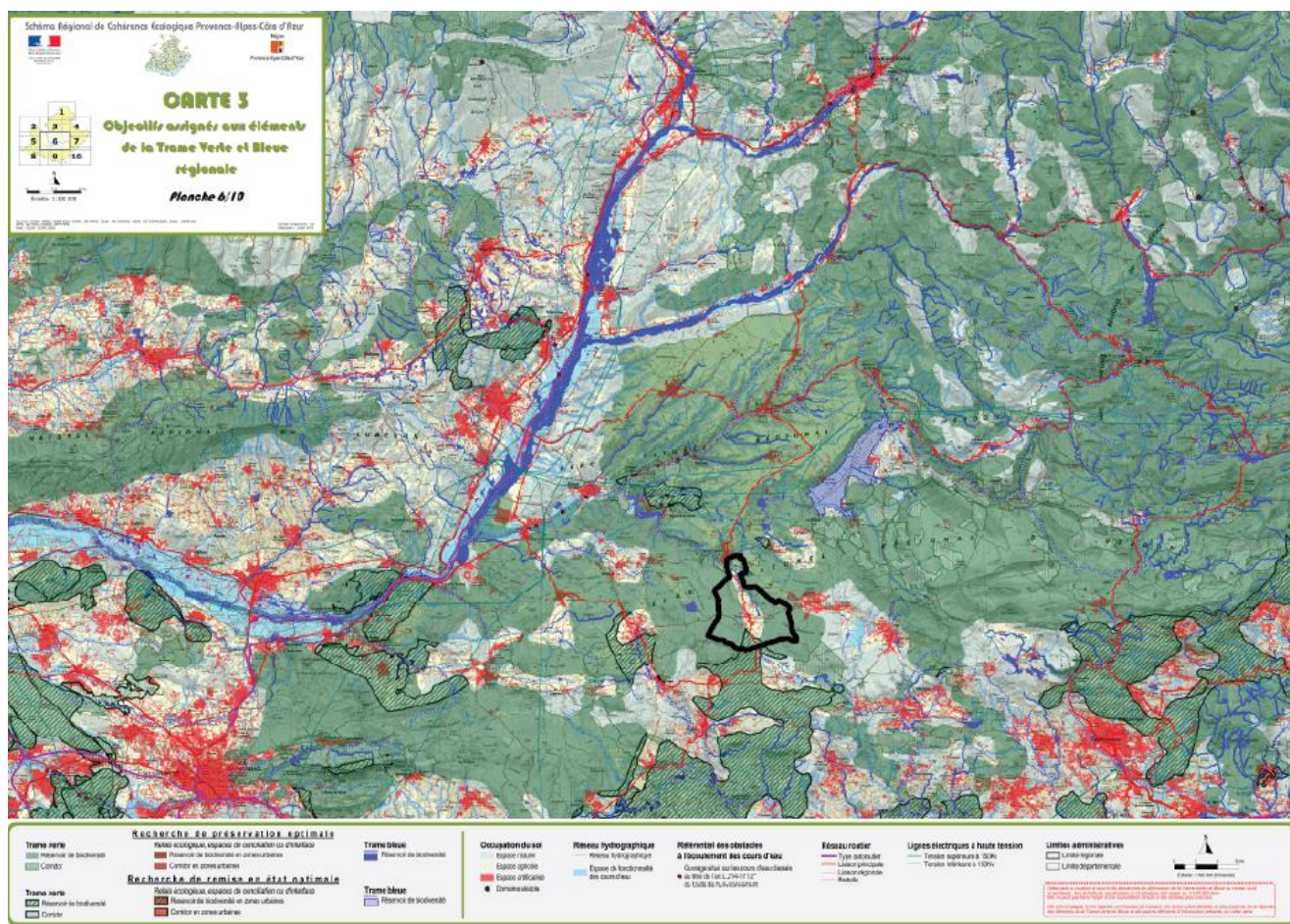
Ainsi, la compatibilité du PLU de Montmeyan avec ces documents est démontrée dans les chapitres suivants : 7.4.2, 7.4.3, 7.4.4 et 7.4.5.

7.4.2 SRCE

La loi Grenelle I de 2009 introduit la notion de prise en compte des « continuités écologiques » dans les documents d'urbanisme. Au titre de l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme, le PLU doit viser à atteindre les objectifs suivants : « (...) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; (...), La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;(...)».

Le diagnostic écologique (recensement des protections et des inventaires, prospections de terrain, prise en compte des données disponibles, diagnostic faune /flore des projets...) permet de définir le fonctionnement écologique du territoire (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, faiblesses et /ou menaces sur ceux-ci) à l'échelle de la commune et au sein d'entités régies par les interrelations entre les milieux et les territoires de vie des espèces sans relation avec des limites administratives (quelques centaines de mètres à quelques kilomètres, voire plus concernant les cours d'eau par exemple).

A l'échelle régionale, a été approuvé en 2014, le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) qui est le document cadre de la Trame Verte et Bleue régionale. Il repose sur les « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » (article L.371-2 et L.371-3 du code de l'environnement) et nécessite d'être affiné à différentes échelles dont celle du PLU.



👉 **L'échelle de lecture du SRCE est le 1/100 000. La présentation de la carte avec une localisation approximative (trait noir sur la carte) n'a pour objectif que de permettre d'identifier la commune dans les grandes continuités écologiques régionales.**

Les éléments de la Trame Verte et Bleue (TVB) en Provence-Alpes-Côte d'Azur reposent sur une triple démarche d'intégration :

- La modélisation de continuités écologiques (basées sur la complémentarité entre les réservoirs de biodiversité et les corridors potentiels).
- La prise en compte des enjeux définis dans le cadre des Orientations Nationales TVB.
- L'intégration de zonages spécifiques à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Trame Verte et Bleue du SRCE donne de grandes orientations de préservation ou de remise en état des réservoirs de biodiversité et des corridors à l'échelle globale de la région.

Le SRCE possède deux niveaux de lecture : Cartographique et textuelle (actions).

Cartographiquement, comme vu précédemment dans le chapitre « fonctionnement écologique » de l'état initial de l'environnement, pour la trame verte du SRCE, le territoire communal appartient à un grand réservoir de biodiversité dont l'objectif est la recherche de préservation. Le vallon de beau rivé apparaît comme une continuité écologique à préserver, comme le Verdon.

La plaine agricole de Montmeyan n'apparaît pas comme élément de la TVB régionale.

Textuellement, les actions relatives à la planification et à l'urbanisme figurent dans **l'orientation stratégique 1** du SRCE : « Agir en priorité sur la consommation d'espace par l'urbanisation et les modes d'aménagement du territoire pour la préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien des corridors écologiques ».

Les actions 1 à 4 sont directement liées au PLU :

- Action 1 : Co-construire la TVB à l'échelle du PLU
- Action 2 : Maîtriser une urbanisation pour des modes de vie durable
- Action 3 : Transcrire dans le PLU les objectifs de préservation et de remise en état des continuités grâce aux sous trames identifiées dans le SRCE
- Action 4 : Développer de nouvelles formes urbaines et gérer les espaces de respiration.

Chaque action est déclinée en piste d'action auquel le PLU doit essayer de répondre :

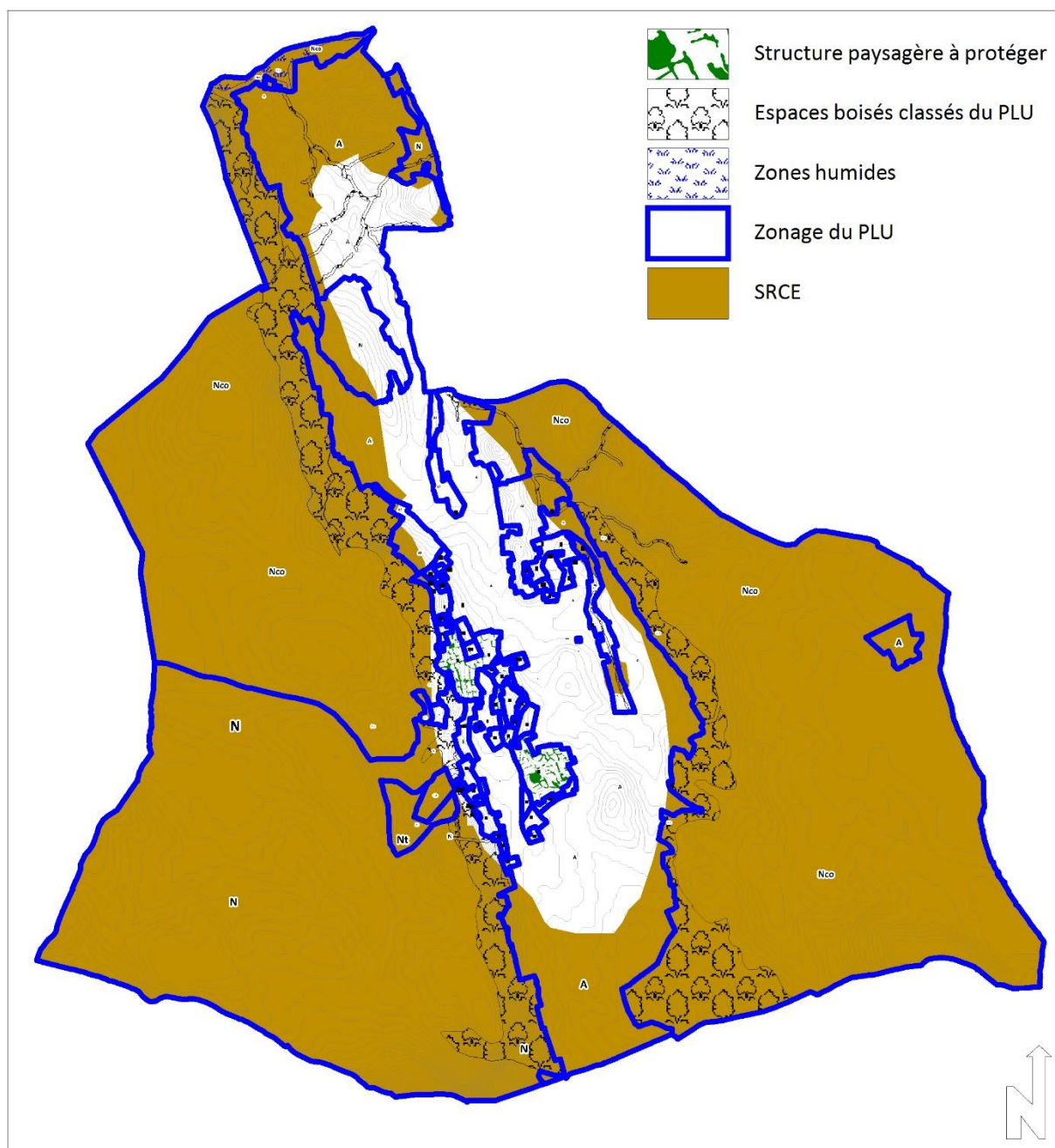
- **Piste d'action 1.1.** Co-construction de la hiérarchisation des continuités écologiques en travaillant par enjeux

territoriaux majeurs (...)

- Au PLU : le fonctionnement écologique communal identifié en phase diagnostic et complété itérativement au cours de la procédure d'élaboration du PLU prend en compte le SRCE. Le territoire est inclus dans de grandes continuités du fait de sa grande naturalité (l'artificialisation du territoire concerne environ 2% de sa superficie).
 - **Piste d'action 1.2.** Réalisation d'un diagnostic territorial intégrant un volet biodiversité (...)
 - Au PLU : le PLU comprend un diagnostic territorial partagé par les élus, les PPA et les citoyens (réunions de concertation, atelier de travail,...) réalisé sur la base de la bibliographie et les données communales.
 - Piste d'action 1.3. A l'occasion de la révision des documents d'urbanisme, reconquête des terres anciennement agricoles «déclassées» (...)
 - Au PLU : les secteurs pouvant faire l'objet d'une ouverture des milieux pour l'agriculture ont été identifiés par un zonage spécifique : Les zones Af.
 - **Piste d'action 1.4.** Mise en place de comités (...)
 - PLU non concerné.
 - Piste d'action 1.5 à 1.7 : Hors contexte du PLU
 - Piste d'action 1.8 : Prendre en compte, dans l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, les impacts des voiries avalisées par des emplacements réservés.
 - Au PLU : les ER « voiries » sont évalués.
 - Piste d'action 1.9 et 1.10 : Hors contexte du PLU
 - Piste d'action 1.11 : Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanismes, favoriser le renouvellement et l'extension des carrières existantes, et anticiper les besoins en prévoyant des possibilités d'ouverture de nouvelles carrières en cohérence avec les objectifs et orientations du Schéma Régional des Carrières (*art L.515-3 du Code de l'Environnement*).
 - Au PLU : Un site anthropisé, ancien espace de concassage /broyage d'inertes, aujourd'hui inexploité, est identifié au PLU par un zonage Nx afin de permettre le stockage temporaire et la valorisation (recyclage) des déchets inertes (BTP). Ce projet communal (terrain communaux) est cohérent avec les objectifs du SRCE.
 - **Piste d'action 2.1 à 2.3** : il s'agit de l'étude de densification explicitée au chapitre « *gestion du foncier* »
 - **Piste d'action 2.4.** : l'espace artificialisé communal (site de concassage) porte le projet d'exploitation du site pour la valorisation de déchets inerte. Ce site n'est donc pas envisagé pour un projet de central photovoltaïque au sol. Au PLU aucun site n'est identifié au document graphique pour l'installation d'un projet solaire.
 - **Piste d'action 2.5.** Définition des interfaces non constructibles pour prendre en compte le risque incendie.
 - le PLU veille à assurer la sécurité des personnes et des biens face au risque incendie. Les espaces en contact avec les secteurs forestiers sont réduits au PLU. Une zone Af vient protéger quelques constructions, aujourd'hui en contact avec les espaces boisés.
 - **Piste d'action 2.6** : développement des outils Paysages au service de la biodiversité
 - Au PLU : les outils utilisés pour la préservation de la biodiversité et des fonctionnalités écologiques ont un double rôle, par exemple la protection écologique de la ripisylve de beau rivé permet de maintenir cette végétation, identifiée comme emblématique et structurante du paysage de la plaine. Les infrastructures agro-environnementales ne sont pas identifiées graphiquement mais le règlement de la zone agricole demande leur maintien. Il en est de même pour les restanques.
 - **Piste d'action 2.7** : Élaborer des outils de méthodes pour élaborer un cahier des charges permettant d'évaluer les incidences de l'identification de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques (...) sur l'économie (...)
 - Au PLU : Difficilement envisageable à l'échelle du territoire de Montmeyan où biodiversité rime avec pastoralisme et gestion forestière. les bénéfices de l'identification des continuités écologiques sont supérieurs aux incidences économiques. L'absence de grande culture (type céréalière par exemple) fait que l'activité ne souffre pas de l'identification d'espaces boisés, de marges de recul vis-à-vis des cours d'eau, du maintien des IAE,....
 - **Piste d'action 2.8.** Considérer l'évaluation de la consommation d'espace autorisée par les documents d'urbanisme comme un chapitre essentiel de l'évaluation environnementale.
 - Au PLU : Pour plus de lisibilité, le chapitre traitant de la consommation de l'espace est un chapitre à part entière du rapport de présentation. Il s'agit du chapitre « Gestion du foncier ».
 - **Piste d'action 3.1 et 3.2, 3.4 et 3.5.** Mobilisation des possibilités offertes par le règlement des zonages du PLU (...) et choix de l'outil le plus adapté aux enjeux combinés de préservation des fonctionnalités et d'usages (...)
 - Au PLU : Chaque enjeu identifié dans le diagnostic a été pris en compte par un zonage adapté et par des prescriptions graphiques ainsi la zone N comporte plusieurs secteurs :
 - Nco pour l'identification des continuités écologiques principales (ZNIEFF),
 - Nx pour la valorisation du site anthropisé
 - Nt pour la délimitation d'un espace de loisirs de plein air (Crapa)
- La zone A comporte également des secteurs :
- Ap pour la préservation du paysage
 - Af pour les espaces aujourd'hui boisés ou enfrichés destinés à être ouverts pour l'agriculture
 - Aj pour un jardin familial.
- Des sur-zonages viennent compléter la prise en compte des enjeux : EBC, L151-23 et L151-19 du code de l'urbanisme.
- A noter que le coefficient de biotope n'est pas une règle adaptée au territoire et à ses particularités urbaines.

- **Piste d'action 3.3.** Les OAP
 - Au PLU : Chaque OAP prend en compte les aspects « paysage » et « biodiversité ».
- **Piste d'action 3.6.** Rendre compte dans l'évaluation environnementale des prescriptions et déclinaisons réglementaires mises en place pour garantir la préservation de la TVB.
 - Au PLU : le chapitre « *Incidences sur la biodiversité et fonctionnement écologique* » justifie de la traduction de la TVB réglementaire du PLU.
- **Piste d'action 3.6.** Ne concerne pas le PLU
- **Piste d'action 4.1.** Investigation et valorisation de nouveaux modes d'habiter et de nouveaux modes d'urbanisme permettant de partager et de responsabiliser sur les questions de mitage et d'étalement urbain (...) // **piste d'action 4.2** Développement d'une gouvernance autour de la fragmentation (écologique et sociale) ouverte et multi partenariale autour de 3 piliers (ville nature, spatialisation urbaine et formes urbaines) et de 3 échelles (la ville dans son environnement large, le quartier, la rue (dont l'immeuble ou la maison)) // **piste d'action 4.3 (et 4.5):** Intégration, dès l'amont des projets d'aménagement, de la biodiversité (...) // // **piste d'action 4.4 :** Aménagements d'espaces de (re) conquête de biodiversité naturels ou agricoles :
 - Au PLU : ces démarches appliquées au territoire de Montmeyan ont abouti à l'identification de zones d'urbanisation future (formes urbaines, projets) et espaces où la réflexion doit être menée sur un plus long terme (zone 2AU).
- **Piste d'action 4.6 à 4.8 :** Hors contexte du PLU

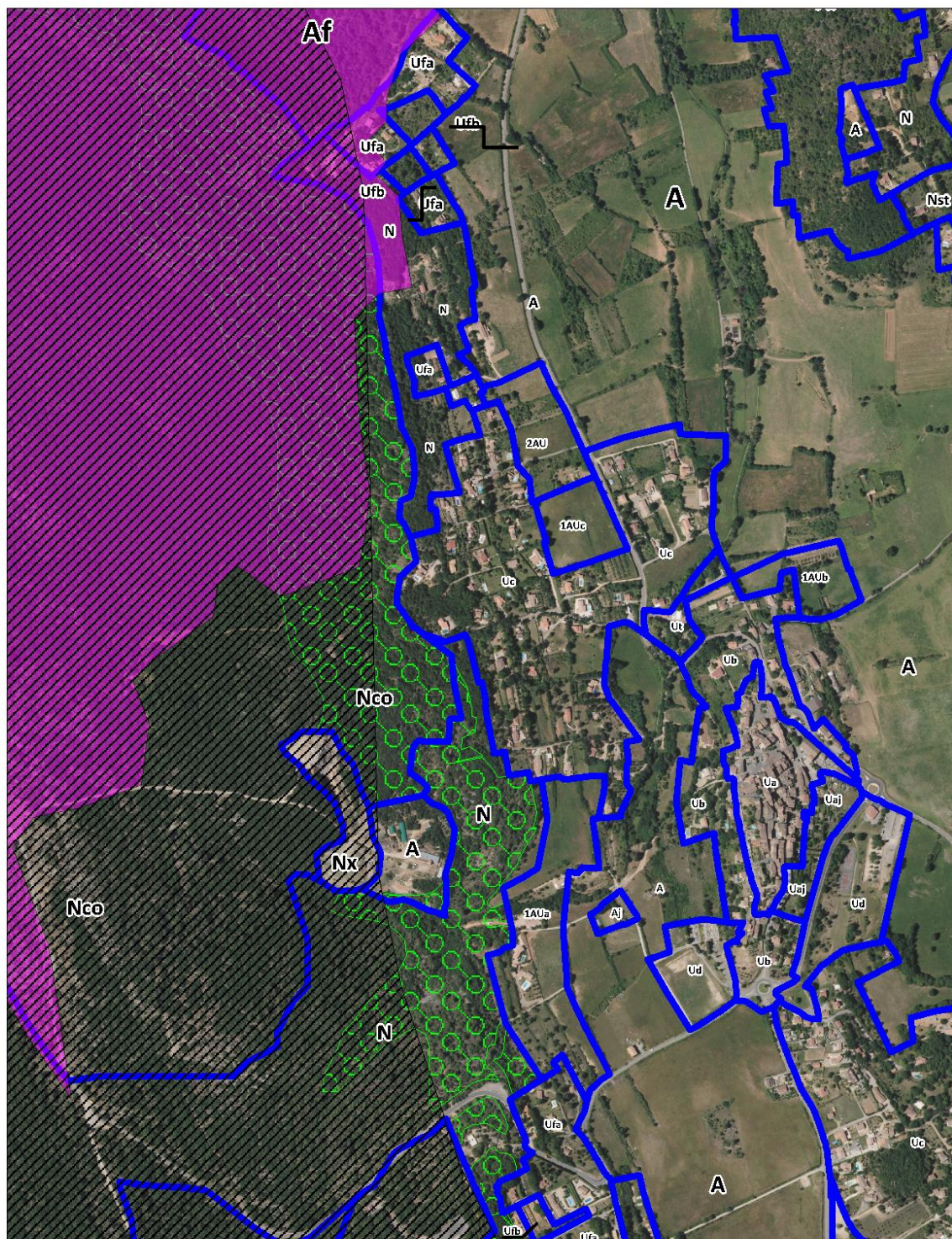
Superposition du SRCE (corridors et réservoirs combinés) sur le PLU (prescriptions graphiques et zonage) :





La superposition du SRCE et du PLU permet de montrer que les zones urbaines et à urbaniser sont situées hors des grandes continuités régionales.

Les corridors et réservoirs sont classés en zone N et A.

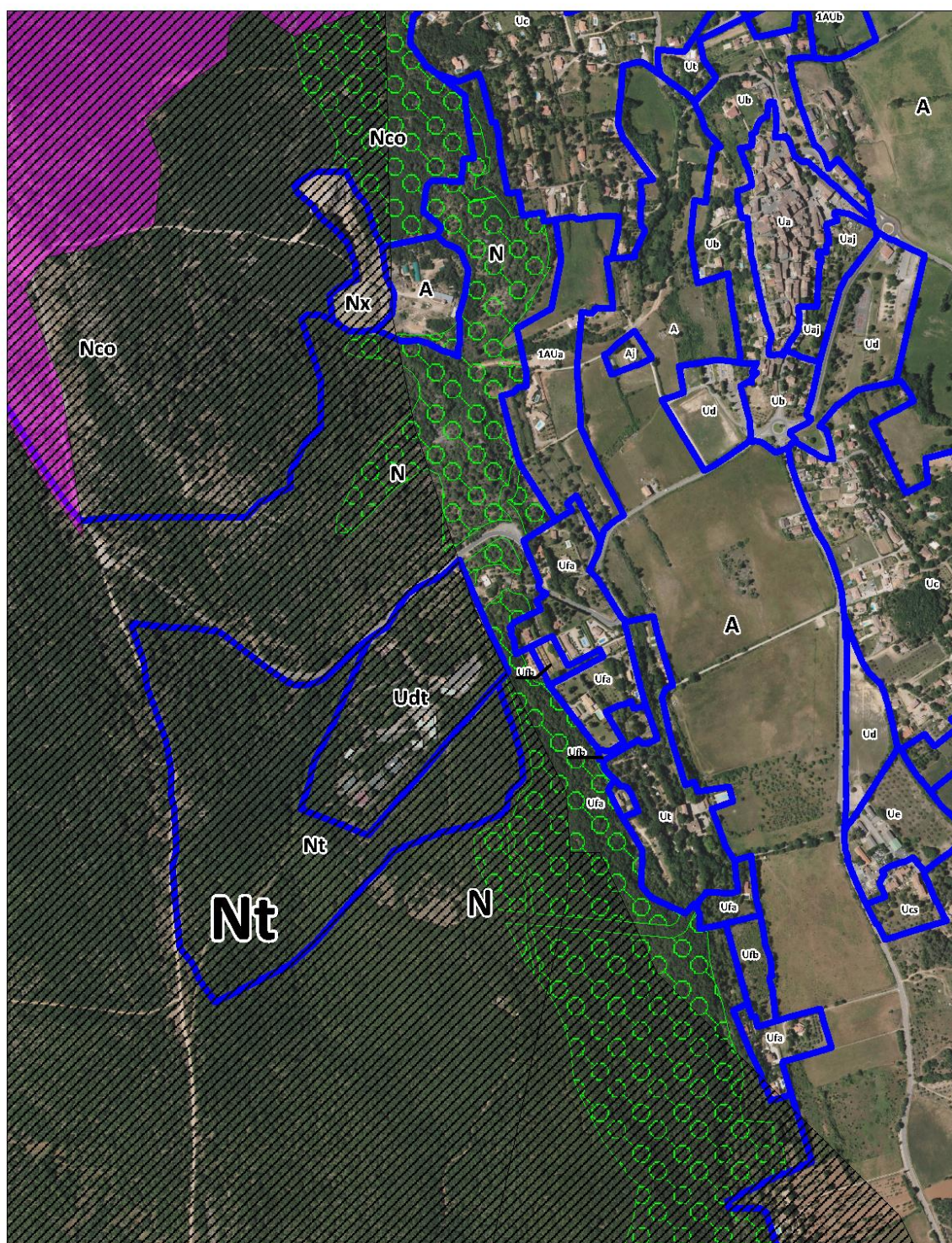
Superposition du SRCE et de la ZNIEFF sur le zonage du PLU : loupe sur les coteaux nord





 Espaces Boisés Classés
 Zonage du PLU

 SRCE
 ZNIEFF

Superposition du SRCE et de la ZNIEFF sur le zonage du PLU : loupe sur les coteaux sud :



 Espaces Boisés Classés
 Zonage du PLU

 SRCE
 ZNIEFF

7.4.3 SDAGE RM

Rappel

Le PLU doit être compatible avec les 9 orientations fondamentales, les mesures et les objectifs de qualité et de quantité d'eau définis par le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée**.

Le PLU veille à apporter toutes les solutions possibles (dans le champ d'application possible du document d'urbanisme, offert par les outils du code de l'urbanisme) pour la préservation de la ressource en eau.

Aucun projet de la commune n'est de nature à aller à l'encontre des orientations du SDAGE. Les éléments ci-après précisent dans les grandes lignes et par orientation du SDAGE leur prise en compte par le PLU.

OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique

Les éléments de justification de la bonne prise en compte par la commune des effets envisageables du changements climatiques sont répartis dans l'ensemble du rapport de présentation et ont trait à des thématiques transversales, telles que la préservation de la ressource en eau, le recours aux énergies renouvelables, la cohérence entre les équipements, la ressource et le projet démographique, la prise en compte des risques naturels et de la biodiversité...

OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

N'est pas de la compétence du PLU

OF 2 : Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

N'est pas de la compétence du PLU

OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement

La commune veille à travers son PLU à l'adéquation entre « projection démographique » et « capacité d'alimentation en eau ».

OF 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

Disposition 4-09

Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique

Le PLU doit intégrer quand nécessaire la séquence ERC et limiter le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte aux bons états des eaux est remis en cause. Dans le cas du PLU de Montmeyan aucune séquence ERC liée à l'eau n'a été nécessaire et l'urbanisation ne remet en cause le bon état des cours d'eau.

OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé

Le règlement du PLU identifie un zonage spécifique Nco et identifie le Verdon au titre du L151-13 du code de l'urbanisme. Les cours d'eau et vallons sont identifiés et protégés par des Espaces Boisés classés et des marges de recul des cours de 5 mètres dans toutes les zones

OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides

Les pièces du règlement graphique classent au titre du L151-23 du code de l'urbanisme la zone humide inventoriée dans le cadre du SAGE Verdon.

Un rappel de la réglementation concernant les zones humides non identifiées est précisé dans le règlement écrit.

OF 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

Le développement démographique projeté de la commune est compatible avec les capacités de la ressource.

OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

La commune veille à travers son PLU à respecter les cours d'eau et leur fonctionnement naturel. La commune n'est pas concernée par un risque inondation par crue des cours d'eau.

Rappel : le rendement du réseau est de 83%, ce qui est compatible avec les attentes du SDAGE.

7.4.4 SAGE Verdon

Rappel

La commune est partiellement incluse dans le périmètre du **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux** Verdon approuvé par arrêté inter préfectoral du 13 octobre 2014.

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un outil de gestion de la ressource en eau, des milieux aquatiques et des usages de l'eau à l'échelle d'un territoire cohérent : le bassin versant. Il définit des objectifs et des mesures de gestion adaptées aux enjeux et aux problématiques locales, afin de mettre en place une gestion cohérente des milieux aquatiques et de favoriser un développement durable des usages. Il s'agit d'un document de planification de la politique de gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Il a une portée juridique. Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques fixe les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les priorités à retenir, les dispositions et les conditions de réalisation pour les atteindre, notamment en évaluant les moyens économiques et financiers nécessaires.

La portée juridique du PAGD relève du principe de compatibilité qui suppose qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre les décisions prises dans le domaine de l'eau et les objectifs généraux et les dispositions du PAGD.

Le règlement, document du SAGE d'une portée juridique forte, définit des mesures précises permettant la réalisation des objectifs exprimés dans le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles complémentaires. Le règlement regroupe les prescriptions du SAGE d'ordre purement réglementaire. Le règlement est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité soumis à procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la police de l'eau, dans un rapport de conformité.

Les dispositions et mesures du SAGE Verdon ayant une portée juridique en matière d'urbanisme, et les modalités de mise en compatibilité, sont exposées dans le tableau suivant. La justification de la compatibilité du PLU est également explicitée.

Enjeu	objectif	Disposition	Mesure de compatibilité
Fonctionnement hydromorphologique Et biologique	1.7 – Gérer le transport solide	18 – Préserver l'espace de bon fonctionnement du Haut Verdon et de ses affluents pour permettre la régulation naturelle des dépôts	18B - Préserver l'espace aux confluences des affluents du Haut Verdon pour permettre la régulation naturelle des apports.
	PLU : Ne concerne pas la commune		
	1.9 : Assurer la protection des enjeux soumis au risque inondation et éviter le développement de vulnérabilités supplémentaires	24 – Lutter contre le développement de vulnérabilités supplémentaires par la maîtrise du développement d'activités dans les zones vulnérables au risque inondation	Limitation du développement d'activités dans les zones vulnérables au risque inondation.
PLU : le projet communal n'expose pas la population au risque inondation.			
Patrimoine naturel	2.1 : Mettre en œuvre une gestion de la ripisylve tenant compte des différents usages, et de la protection des milieux naturels et de la ressource piscicole	35 - Préserver ou restaurer une zone tampon entre le cours d'eau et les activités humaines.	35B - Préserver la ripisylve.
	PLU : le PLU est compatible avec cette disposition. les ripisylves sont protégées par des Espaces Boisés Classés.		
	2.2 : Connaître et préserver les zones humides du bassin versant du Verdon	39 - Favoriser la prise en compte des zones humides en amont des projets d'aménagement	Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de préservation des zones humides, y compris celles dont la superficie est inférieure à 0,1 hectares
PLU : la zone humide identifiée par le SAGE est protégée par le PLU. Le règlement précise aussi que toutes les zones humides connues ou non au moment de l'élaboration du PLU sont à conserver.			

Le PLU est compatible avec le SAGE Verdon

7.4.5 PGRI

Le **plan de gestion des risques d'inondation** (PGRI) est l'outil de mise en œuvre de la Directive Inondation. Approuvé fin 2015, il vise à :

- Encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Définir des objectifs prioritaires pour réduire les conséquences négatives des inondations des 31 Territoires à Risque Important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée.

La commune est concernée par les objectifs et les dispositions applicables à l'ensemble du bassin (notamment les dispositions opposables aux documents d'urbanisme et aux décisions administratives dans le domaine de l'eau), mais ne fait pas partie du périmètre d'un TRI (territoire à risque important).

La prise en compte du risque dans l'urbanisme est un des leviers au premier des trois « grands objectifs en réponse à la stratégie nationale ».

Grande orientation n°1 du PGRI (GO1) : « Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ». Les dispositions de cet objectif qui concernent l'urbanisme sont :

D1-6 : Éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque. En l'absence de PPRI, les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les principes suivants, en ce qui concerne l'aménagement des zones à risques d'inondation :

- l'interdiction de construire en zone d'aléa fort (...)
- L'interdiction de construire en zone inondable non urbanisée ;
- la préservation des champs d'expansion des crues (...), des zones humides (...);
- la limitation des équipements et établissements sensibles dans les zones inondables afin de ne pas compliquer exagérément la gestion de crise, et la réduction de la vulnérabilité des équipements et établissements sensibles déjà implantés ;
- Lorsqu'elles sont possibles, l'adaptation au risque de toutes les nouvelles constructions en zone inondable ;
- l'inconstructibilité derrière les digues dans les zones non urbanisées ;
- l'interdiction de l'installation de nouveaux campings en zone inondable

Le territoire n'est pas concerné par le risque inondation (autres que rupture de barrage). Certaines mesures du PLU interviennent dans différentes dispositions du PGRI, tels que la préservation des ripisylves qui intervient en préalable à la disposition **D 2-8** « Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux », ou la disposition **D2-4** du PGRI : « limiter le ruissellement à la source ».

Extrait du PGRI : « En milieu urbain comme en milieu rural, des mesures doivent être prises, notamment par les collectivités par le biais des documents et décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures qui seront proportionnées aux enjeux du territoire, doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydro systèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable ne représente couramment qu'une petite partie ».

La commune n'est pas couverte par un schéma de gestion du pluvial. Le règlement du PLU prend en compte ce phénomène de ruissellement en renvoyant à la doctrine de la MISEN du Var et en réglementant une compensation à l'imperméabilisation.

Le PLU est compatible avec le PGRI

7.5 Évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement

7.5.1 Avant-propos

Montmeyan est une commune de 3943 hectares, qui accueille près de 600 habitants. L'urbanisation est concentrée au centre de la plaine. Les espaces boisés qui occupent près de 2/3 du territoire sont préservés de l'urbanisation. Il est à noter que la majeure partie des espaces naturels sont des forêts publiques.

98% du territoire sont occupés par des espaces agricoles et naturels.

La démarche de PLU s'appuie sur un véritable projet de territoire où l'accueil d'une nouvelle population cherchant un cadre de vie rural et préservé est l'articulation des réflexions.

Le projet urbain concerne 2% du territoire.

Deux sites de projets dans les espaces naturels prennent place sur des espaces artificialisés, il s'agit de la reconversion de l'ancien centre de vacances, fermé depuis une vingtaine d'années et du site de concassage/broyage qui n'est plus en activité mais que la commune souhaite revoir en exploitation afin de valoriser les déchets inertes du BTP.

Le territoire communal n'est pas concerné directement par un site du réseau Natura 2000.

Il est limitrophe des zones de protection spéciale (ZPS) « Verdon » et « Plateau de Valensole » (Directive Oiseau) et des zones spéciales de conservation (ZSC) « Basses Gorges du Verdon » et « Valensole » (Directive Habitats).

L'estimation de l'incidence ou absence d'incidence du projet de PLU sur les habitats ou les espèces d'intérêt communautaire, ayant fait l'objet de la désignation de ce site doit être intégrée dans le rapport de présentation du PLU suite la décision de la MRAE sur l'éligibilité du PLU à évaluation environnementale et évaluation des incidences Natura 2000.

La présente évaluation se base sur le dossier de PLU prêt à être arrêté (Mai 2019), ses documents de règlement graphiques et écrits et sur les DOCOB des sites concernés. L'objectif de l'évaluation est de prendre en compte les effets directs et indirects du PLU sur les sites Natura 2000 ; et d'assurer la cohérence entre les occupations du sol définies par le PLU et les objectifs de préservation des sites Natura 2000.

7.5.2 Le territoire au regard de Natura 2000

7.5.2.1 Définitions

Sont qualifiés de « zone de dépendance » du site Natura 2000, les espaces dont dépendent les fonctionnalités écologiques du site Natura 2000.

Elle est établie au regard des objectifs de conservation définis dans le DOCOB, eux-mêmes définis au regard des espèces et des habitats ayant fait l'objet de la désignation du site.

Cette zone de dépendance concerne les milieux inclus dans le site Natura 2000, et potentiellement des sites extérieurs au site, mais fonctionnellement liés à eux.

Les zones d'influences sont les espaces pour lesquels le PLU et les occupations du sol qu'il autorise peuvent avoir une influence sur la fonctionnalité des sites Natura 2000 et peuvent concerner la destruction d'habitats ou d'espèces.

7.5.2.2 Dépendance et influence

Le Verdon est hydrauliquement sous influence du territoire de Montmeyan via le Beau Rivé. Par conséquent ce qui est autorisé sur le territoire communal par le PLU et qui pourrait entraîner une modification de la fonctionnalité ou de la qualité de ce cours d'eau pourrait avoir une incidence sur le Verdon et sur le site Natura 2000.

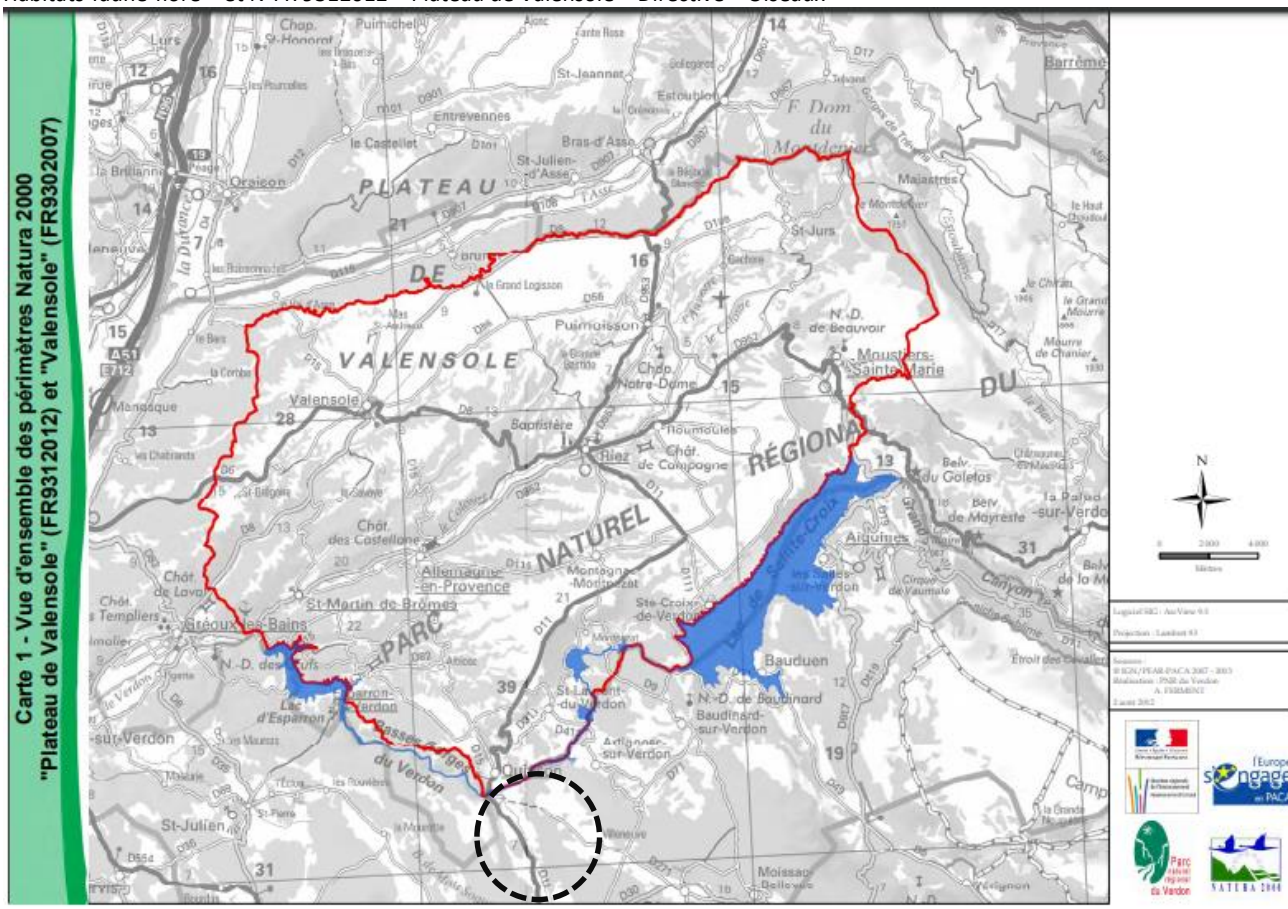
Les espèces présentes sur le territoire peuvent également se déplacer sur les sites Natura 2000, et inversement.

Le SDAGE identifie le ruisseau de Beau Rivé comme important pour les sites « plateau de Valensole » et « Valensole ».

A noter que la Bresque prend sa source à quelques mètres de la limite de commune, mais que l'évaluation environnementale conclut à l'absence d'incidence du PLU sur ce cours d'eau (chapitre « qualité de l'eau »), les sites Natura 2000 fonctionnellement liés à la Bresque ne sont par conséquent pas pris en compte dans l'analyse des incidences Natura 2000 du PLU.

« Valensole » et « plateau de Valensole »

La particularité du document d'objectifs est de considérer 2 sites N° FR 9302007 site à chauves-souris de « Valensole » Directive « Habitats-faune-flore » et N°FR 9312012 « Plateau de Valensole » Directive « Oiseaux »



Aucun inventaire d'habitat d'intérêt n'a été réalisé dans les DOCOB sur le territoire car Montmeyan n'est pas concernée par un de ces sites Natura 2000. (La commune est identifiée par le cercle en pointillé noir).

7.5.2.4 Les objectifs de conservation des sites Natura 2000

Synthèse des objectifs de conservation sur les sites Natura 2000 (extrait des DOCOB).

Le symbole ➡ indique que l'objectif concerne ou peut être traduits dans le PLU de Montmeyan.

Les objectifs des sites « Valensole » et « Plateau de Valensole » sont identifiés en noir, ceux des sites « Basses gorges du Verdon » en bleu.

Objectifs de conservation n°1 Préserver la biodiversité agricole du plateau de Valensole étroitement liée au maintien de pratiques de polyculture-élevage

Objectifs de conservation n°2 : Préserver les oiseaux steppiques nicheurs en s'appuyant sur les activités agricoles et pastorales.

➡ Le PLU ne va pas à l'encontre de la conservation des milieux favorables à ces oiseaux mais l'absence de données sur le territoire ne permet pas de définir son rôle dans le maintien des espèces à une échelle large.

Protection des zones agricoles (zonage A : 25% du territoire).

Objectifs de conservation n°3 : Préserver les colonies de reproduction de Petit Rhinolophe

Objectifs de conservation n°4 : Renforcer la qualité d'accueil du site pour l'hibernation et la reproduction des différentes espèces de chauves-souris en bâtiments (hors Petit-Rhinolophe) (mines à eau, bâtiments communaux, privés...)

Objectifs de conservation n°5 : Préserver ou restaurer les surfaces et les fonctionnalités des ripisylves et des zones humides associées et leur biodiversité (ripisylves, prairies, mégaphorbiaies, sources pétrifiantes avec formation de travertins, végétation aquatique à Charas des points d'eau temporaires ou permanents)

➔ Le PLU identifie et protège les cours d'eau et zones humides en particulier le Beau Rivé qui est identifié dans le SDAGE comme support de maintien des fonctionnalités des sites Natura 2000 en particulier le site à chiroptère de Valensole.

Objectifs de conservation n°6 : *Préserver la fonctionnalité des cours d'eau du plateau de Valensole.*

Objectifs de conservation n°7 : *Préserver les populations d'Ecrevisses à pattes blanches*

Objectifs de conservation n°8 : *Préserver les populations de Castor*

➔ Le PLU identifie et protège la cellule familiale de Castor (queue du lac d'Esparron).

Objectifs de conservation n°9 : *Préserver et accroître les surfaces de vieux bois sur le plateau de Valensole (Piqueprune, Grand Capricorne, Lucane cerf-volant, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées)*

Objectif de conservation n 2 : *préserver et améliorer, l'état de conservation de la population de murin de capaccini*

Objectifs de conservation n°10 : *Promouvoir les pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité*

Objectif de conservation n 7 : – favoriser la maturation de certains secteurs forestiers et pérenniser les boisements feuillus en cours d'épuisement

➔ Les espaces forestiers sont essentiellement gérés par l'ONF sur le territoire. La dimension écologique est prise en compte dans le plan d'aménagement forestier.

Objectifs de conservation n°11 : *Préserver les surfaces de pelouses sur le plateau et favoriser leur biodiversité*

Objectif de conservation n 1 : – maintenir et restaurer l'état de conservation et les surfaces des habitats de pelouses d'intérêt communautaire et leur biodiversité

Objectifs de conservation n°12 : *Maintenir la surface des habitats de garrigue et leur biodiversité*

Objectif de conservation n 9 : – créer et maintenir un meilleur équilibre entre milieux herbacés ouverts et milieux arbustifs

Objectifs de conservation n°13 : *Préserver les populations d'insectes remarquables sur le site (Lépidoptères, Orthoptères) (hors Piqueprune)*

Objectif de conservation n°6 : – Suivre l'évolution des populations d'insectes patrimoniaux sur le site et préserver leur état de conservation

➔ Les espaces forestiers sont essentiellement gérés par l'ONF sur le territoire. La dimension écologique est prise en compte dans le plan d'aménagement forestier. A noter que le règlement du secteur Nco recommande le maintien des chablis et arbres sénescents.

Objectifs de conservation n°14 : *Préserver les potentialités d'accueil pour les espèces rupestres*

Objectif de conservation n 5 : – maintenir ou restaurer les potentialités d'accueil des falaises pour les oiseaux rupestres

Objectif de conservation n 3 : – maintenir ou restaurer les potentialités d'accueil des grottes hébergeant des chauves-souris et poursuivre leur prospection

Objectif de conservation n 4 : – maintenir les potentialités d'accueil des tunnels de l'ancien canal du Verdon pour les chauves-souris

➔ Le PLU n'induit pas d'incidence sur les milieux rupestres qui entourent la limite Nord de la commune (Basses Gorges du Verdon).

Objectif de conservation n 8 : assurer la compatibilité de la fréquentation du site avec la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire

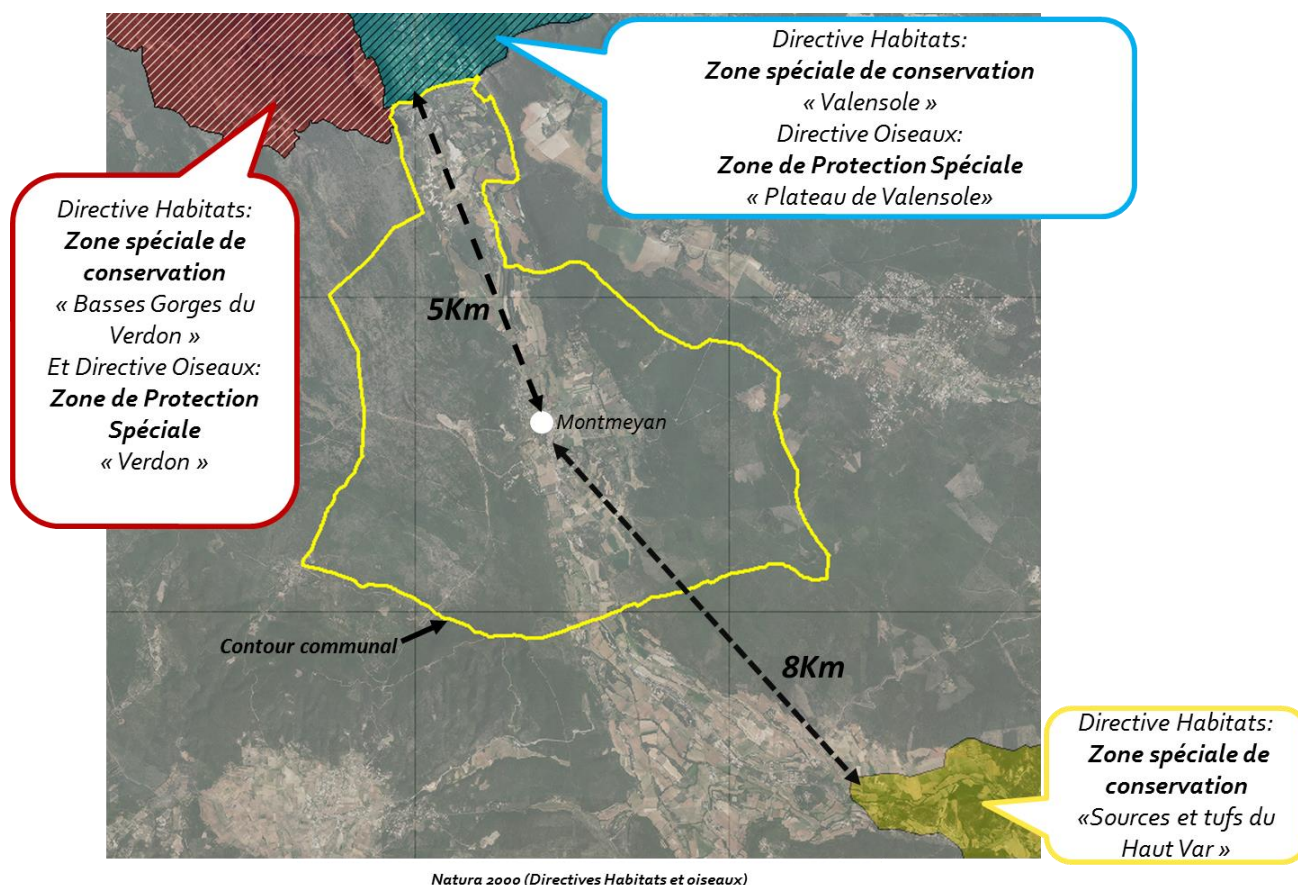
Objectif de conservation n 9 : optimiser les qualités hydrologiques et hydrobiologiques du Verdon dans le contexte de production hydroélectrique

Objectifs de conservation n°15 :

Intégrer les objectifs de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire dans les différents documents de planification (SAGE, SCOT, PMPFCI, PLU...) et vérifier la compatibilité des projets d'aménagements et de développement au regard de ces objectifs

Objectif de conservation n 11 : assurer la compatibilité des grands aménagements et des projets de développement à proximité du site avec la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

➔ La procédure d'élaboration du PLU fait l'objet d'une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000, proportionnée aux enjeux naturalistes identifiées par la bibliographie sur le territoire. L'absence de site Natura 2000, la localisation de l'enveloppe urbaine du PLU (à plus de 5km à vol d'oiseau), la grande naturalité du territoire et les mesures mises en œuvre pour la protection des cours d'eau, de la zone humide et des milieux forestiers et ouverts induisent que le PLU n'a pas d'incidence sur le fonctionnement du site Natura 2000 « Valensole ».



7.5.3 Incidences

Incidences sur la fonctionnalité des sites Natura 2000

Pas d'incidence négative du projet de PLU qui n'entraîne pas de modification des écoulements d'eau, pas de rejets dans l'air ou l'eau, pas de destruction ou dégradation d'habitats Natura 2000.

Incidences du projet agricole communal

Ce projet se traduit par le classement en zone agricole des espaces agricoles existants et identifie des espaces agricoles « en devenir », les zones Af, aujourd'hui boisées et destinées à devenir des milieux ouverts.

- Ces zones Af n'appartiennent pas à des sites Natura 2000
- Les zones A et le règlement du PLU qui leur est associé contribuent au respect des objectifs de conservation des espèces,
- Les zones U et AU ne détruisent pas d'habitats d'intérêt communautaire.

7.5.4 Conclusion

Globalement le PLU, grâce à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue réglementaire et la localisation de l'enveloppe urbaine éloignée des sites Natura 2000, respectent les objectifs de conservation des sites Natura 2000 et leur fonctionnalité.

Les projets, en respectant le règlement du PLU, ne présentent pas de risque pour l'intégrité de ces sites.

7.6 Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour le suivi des effets du plan sur l'environnement

Le PLU devra faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard six ans après son approbation.

Le suivi des effets du PLU sera réalisé grâce aux indicateurs définis ci-après et choisis en fonction des enjeux environnementaux identifiés dans le diagnostic et l'état initial de l'environnement.


Le T0 ou « état initial » correspond à celui qui a été observé en phase diagnostic de l'élaboration du PLU, avant entrée en application du PLU. Il s'agit d'un objectif quantifié, à l'exception des indicateurs de suivi dédiés au paysage.

Une projection quantitative de chaque indicateur est explicitée. Il s'agit de la valeur à atteindre ou à ne pas dépasser en fonction des cas.

Ces éléments ont pour fonction d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, y compris des mesures de compensation.

Le choix des indicateurs est fonction des capacités techniques et financières de la commune et des données disponibles pour l'acquisition de la donnée.

Une partie des indicateurs de suivi pourraient être corrélés avec les indicateurs de suivi d'autres documents, en particulier avec ceux du Scot approuvé ou du futur Scot révisé.

Enjeu environnemental suivi	Indicateur de suivi choisi	Source de la donnée ou référent	Valeur à T0	Valeur projetée
1/ limitation de la consommation de l'espace	MOS Agricole MOS Naturel	Analyse des Ortho photos La commune via un bureau d'études ou le Scot	MOS A= T0 = données de 2017 MOS N= T0 = données 2017	<i>Objectif à 6 ans</i> MOS A = minimum 25% du territoire MOS N= réduit des espaces mis en culture
2/ Maintenir l'identité paysagère du territoire.	Éléments du patrimoine bâti et végétal	Commune	T0 = les éléments du patrimoine identifiés aux documents graphiques par le symbole 	<i>Objectif à 6 ans</i> Existence physique des éléments identifiés
Ne pas augmenter la vulnérabilité du territoire et l'exposition des personnes et des biens au risque incendie	Équipements DFCI et Bande « Pare-feu »	Commune	T0= équipements de défense extérieur contre l'incendie existant Linéaire de zone U ou AU en contact avec un espace boisé	<i>Objectif à 6 ans</i> Equipements des zones AU Réduction du Linéaire de zones U ou AU en contact avec un espace boisé (ouverture des zones Af, OLD)
Préserver les fonctionnalités écologiques	Ripisylve Zone humide Trame verte dans l'enveloppe urbaine	Analyse des Orthophotos et visite de terrain La commune via un bureau d'études ou avec l'appui du PNRV dans le cadre du SAGE Verdon	T0= Superficie de la « zone humide », des ripisylve et des espaces de jardins identifiés aux documents graphiques	<i>Objectif à 6 ans avec une analyse périodique</i> Maintien à minima des éléments identifiés
Préserver les ressources en eau et assurer l'adéquation du projet urbain avec l'eau potable et l'assainissement	Capacité résiduelle de la STEP	La commune via le délégataire	T0= 1200 EH résiduelle	<i>Objectif à 6 ans</i> Capacité résiduelle positive et travaux de raccordement des zones AU
	Rendement du réseau d'eau		T0 = 83%	<i>Objectif annuel</i> Au minimum 83%

8 Résumé non technique

Présentation de la commune

D'une superficie de 3943 hectares, la commune de Montmeyan se situe au nord du Département du Var, en bordure de la retenue du barrage de Quinson sur le Verdon. Sa particularité réside dans sa structure géologique caractérisée par un fossé d'effondrement de 10km orienté nord/sud, de Quinson à Fox-Amphoux. Le village est localisé au centre du fossé, dans la vallée agricole, sur une butte témoin à l'origine de la toponymie de Montmeyan « Montis Médiani ». Aujourd'hui, la commune appartient à la Communauté de Communes Provence Verdon et au SCoT de la Provence Verte.

Démographie

Au XIX^{ème} siècle, Montmeyan accueillait jusqu'à 768 habitants. Aujourd'hui la commune totalise 571 habitants. Cette croissance est continue (+3,1% entre 1999 et 2010). L'objectif du PLU a été revu à la baisse et consiste finalement à accueillir environ 100 habitants supplémentaires en résidences principales sur 10 ans, soit une variation annuelle moyenne de 1,6%, conforme à celle du SCoT de la Provence Verte.

Habitat

Outre le village, l'urbanisation s'est développée dans les quartiers nord et sud du noyau urbain central et notamment sur les coteaux et en plaine. Le nombre de logements n'a cessé de croître. Les résidences principales sont seulement majoritaires depuis 1999. Lors du dernier recensement en 2015, elles représentent 51.5% du parc de logements, et 42.3% sont des résidences secondaires. En matière de logement social, Montmeyan totalise 18 LLS soit 6% du parc de logements. Ils sont incités à se développer en zone Ucs. Le PLU favorise la production de logements dans les premières couronnes résidentielles où la densification (mitoyenneté, petits collectifs) sont autorisés dans le respect de la trame verte paysagère. Le besoin en logement est estimé à 50 résidences principales et à environ 40 résidences secondaires, (dans le respect de l'INSEE) soit un peu moins de 100 logements à produire dans le village et les couronnes d'habitat les plus proches du village (Ua, Ub, Uc et Ufb). L'ambiance boisée et le fort taux de végétalisation des quartiers résidentiels sont à conserver et sont ainsi traduits en trame verte urbaine sur les plans de zonage.

Gestion du foncier

Le POS très permissif autorisait environ 175 ha d'espaces constructibles. Le PLU a réduit l'enveloppe constructible à moins de 100ha, soit 75 ha de moins que le POS. Le PLU concentre désormais l'urbanisation autour du village et le long du coteau urbanisé. Une centaine de nouveaux logements sont autorisés dont au moins 50 résidences principales pour une centaine d'habitants supplémentaires. Ainsi au terme des 10 années du PLU, la commune atteindra 669 habitants, soit une VAM de 1,6% (VAM préconisée par le DOO du SCOT de la Provence Verte approuvé en janvier 2014.)

Équipements et déplacements

La commune est bien dotée en équipements. Le rendement du réseau d'eau est de 83% et la station d'épuration est calibrée pour accueillir plusieurs centaines d'équivalents habitants. Néanmoins, l'accueil de nouveaux habitants a été revu à la baisse. Trois secteurs dédiés aux équipements sont identifiés au PLU en zone Ud pour permettre le développement de stationnements mutualisés, de covoiturage, de jardins publics etc...

Le territoire est en effet sillonné de routes départementales reliant Montmeyan aux bourgs les plus attractifs du Haut Var (Barjols, Aups) et aux pôles touristiques du Verdon. Les points noirs concernent l'accessibilité de certains quartiers résidentiels (comme Notre Dame, La tuilière). Le stationnement est quant à lui suffisant dans le village et aux portes de celui-ci. Pour réduire les déplacements domicile travail effectués en automobile (74% des actifs utilisent leur voiture) la commune mise sur les aires de covoiturage (sur les terrains communaux au plus proches des RD, classés en zone Ud).

Le développement économique de Montmeyan

Le taux de chômage est en forte hausse depuis le dernier recensement (17,8% des actifs en 2015). Ce taux mine la compétitivité économique et la cohésion sociale du village : tous les outils en faveur de la création d'emplois doivent être mis en œuvre sur le territoire. Ainsi, il est nécessaire de renforcer les activités maîtresses à Montmeyan : le commerce (dans le village), l'hébergement touristique et la restauration (campings, restaurant, gîtes...) et la construction (activités artisanales). Outre le village qui dispose d'un niveau correct de commerces et services de proximité, Montmeyan dispose d'une Zone Artisanale Communale aux Brégous (sud village bordure RD13) ceinturée de voies communales ou départementales. Cette zone de 2,5 ha est artificialisée et occupée sur 1 ha. Le PLU permet le développement de cette ZA sur 1,5 ha supplémentaire de terrain communal pour accueillir les entreprises demandant à s'installer à Montmeyan (zone Ue).

Enfin, activité économique majeure : le Tourisme est important à Montmeyan qui jouit d'une situation géographique idéale. En effet, la commune est bordée par le Verdon et la retenue du barrage de Quinson ; elle est à quelques kilomètres du Lac de Sainte Croix, des gorges du Verdon, du plateau de Valensole et des plus beaux villages de la Provence Verte. Ainsi, la commune a aménagé il y a plus de 30 ans, le site de Montmeyan Plage en bordure du lac de Quinson (avec un restaurant communal). Plusieurs hébergements touristiques existent sur le territoire, tels que les deux campings (Lou Troumpetoun et l'Eouvière) classés en zone Ut. La commune est traversée par la route équestre du Var, ainsi les centres équestres se développent. L'ancienne colonie de vacances du Déffends de l'Eouvières dispose d'un terrain de 7,5 ha : le site équipé et bâti est aujourd'hui inoccupé. Il doit être reconverti. Depuis 2017 il est propriété

communale. Plusieurs pistes de reconversion sont étudiées pour éviter que le site ne se transforme en friche. Ainsi, le PLU valorise le foncier communal situé autour de l'ancienne colonie, tout en encadrant les vocations de reconversion possible.

En matière d'agriculture, Montmeyer est aujourd'hui une terre d'élevage et développe les nouvelles filières agricoles portées par l'intercommunalité (chanvre, plantes aromatiques ou médicinales). Le terroir agricole est valorisé par la traversée des canaux d'irrigation de la Société du Canal de Provence. Des ouvertures de milieux agricoles sont en cours : aux Cadeniers par exemple, où la reconquête agricole a permis la remise en culture d'environ 15 hectares au sud du territoire. Le PLU identifie d'autres espaces susceptibles d'être valorisés par l'agriculture (zones Af).

Les caractéristiques environnementales du territoire et enjeux du PLU

La commune n'est pas directement concernée par un site du réseau Natura 2000, mais est limitrophe de quatre sites, deux de la directive habitats ; « Basses Gorges du Verdon » et « Plateau de Valensole » et deux de la directive oiseaux ; « Verdon » et « Valensole ». L'élaboration du PLU de la commune a été soumise à une saisine de l'Autorité Environnementale au « cas par cas » afin que celle-ci définisse l'éligibilité de la procédure à évaluation environnementale.

Le projet communal tel qu'il a été présenté lors de la saisine est soumis à évaluation environnementale, et évaluation des incidences Natura 2000.

Le projet communal a évolué, la municipalité ayant engagé des efforts importants pour réduire la consommation de l'espace naturel et agricole.

La commune est concernée par les enjeux environnementaux suivants :

- **Ressource en eau** : la commune achète de l'eau, une partie de cette eau provient du territoire communal (champs captant de Montmeyer Plage). Les droits d'eau sur ce captage seraient à eux seuls suffisants pour alimenter la commune. L'enjeu du PLU est d'assurer l'adéquation entre projet démographique et de la capacité de la ressource en eau et des réseaux.
- **Consommation d'espace** : Les milieux naturels représentent près de ¾ du territoire, quand les espaces agricoles en représentent 1/5 et les milieux artificialisés seulement 2%. Les espaces naturels sont majoritairement des forêts publiques, dont plus de 1770 ha bénéficient d'un plan d'aménagement forestier (gestion par l'ONF). Les milieux ouverts de la plaine accueillent l'essentiel de l'urbanisation, le village sur son promontoire rocheux, et les quartiers pavillonnaires. Le projet communal doit veiller à modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels et à l'encadrer en évitant de créer ou d'accentuer le mitage du territoire : c'est pourquoi les zones U et AU sont concentrées autour du village et en pied de falaise, autour des Parties Actuellement Urbanisées (PAU).
- **Paysage et patrimoine** : le village est en soi un élément fort du paysage, du fait de sa position centrale et surélevée dans la plaine, le rendant perceptible depuis de nombreux points de vue. Il est également le principal élément du patrimoine bâti. Aucun monument historique n'est inscrit ou classé sur le territoire. Le paysage est particulièrement marqué la formation géologique particulière constituée par un effondrement qui accueille la plaine fertile et les reliefs calcaires boisés qui l'encadrent. La plaine est occupée par des milieux ouverts, présentant un système bocager qui se floute par endroit du fait de l'enfrichement lié à la diminution des pratiques agricoles. Le PLU doit s'assurer que les projets communaux n'ont pas d'incidence sur le patrimoine et les paysages emblématiques du territoire.
- **Risques naturels et technologiques** : la commune n'est pas concernée par le risque naturel d'inondation par crue, elle est en revanche concernée par le risque rupture de barrages. Il s'agit d'une onde de submersion qui atteindrait le Nord du territoire (via le cours du Verdon) en cas de rupture d'un ou plusieurs barrages situés en amont, à savoir les barrages de Castillon, Chaudanne, Sainte Croix et Quinson. Les risques sismicité et mouvements de terrain qui sont des enjeux modérés sur le territoire. Le risque feu de forêt est prégnant sur le territoire du fait de la superficie importante des zones Naturelles (+ de 70% du territoire). La prise en compte de ce risque est un enjeu fort dans les projets du PLU, en particulier aux interfaces bâti-forêt et dans le cadre de la reconversion des sites anthropisés situés en milieux forestiers (le centre de vacances et le centre de valorisation des déchets inertes du BTP).
- **Biodiversité et fonctionnement écologique** : la biodiversité communale est peu connue, l'absence de site Natura 2000 et la non adhésion de la commune au Parc naturel Régional du Verdon limitant les inventaires naturalistes. Les principaux enjeux écologiques du territoire sont la préservation de la zone humide (lac et ses abords, accueillant une cellule familiale de Castor et la Cistude d'Europe), la préservation et la gestion des habitats forestiers (qui entrent dans le cadre de la gestion forestière réalisée par l'ONF), la préservation des milieux ouverts et de la trame bocagère existante. Le PLU doit veiller à intégrer les projets communaux dans le respect des objectifs de préservation des fonctionnalités écologiques du territoire et des trames vertes et bleues du Scot et du Schéma Régional de Cohérence Ecologique.
- le territoire n'est pas concerné par des nuisances ou des pollutions.

Les effets du PLU sur les enjeux environnementaux

- **Sur la ressource en eau** : le projet communal est en adéquation avec la capacité de la ressource. Les dispositions du PLU et les projets autorisés ne vont pas à l'encontre de la qualité des masses d'eau souterraines et superficielles.
- **Consommation d'espace** : la commune a, au cours de l'élaboration de son PLU, cherché, en concertation avec les personnes publiques associées et la population, à limiter la consommation d'espace pour le projet démographique (habitat). La consommation d'espaces antérieure (moyenne annuelle sur les 6 dernières années) est de 1,4 hectare par an. Cette consommation envisagée sur les 10 prochaines années est d'environ 11 hectares pour l'habitat. Quoique encore significative, elle est la traduction de l'effort communal de réduction de l'enveloppe urbaine de son document

d'urbanisme antérieur. En effet l'enveloppe constructible du Plan d'occupation des sols a été réduite de 90 hectares. Une recentralisation de l'urbanisation a également été opérée.

- **Paysage et patrimoine** : Le village et les points de vue sont préservés par un zonage et un règlement adapté : maintien des principaux points de vue en zone agricole, classement du village en zone Ua et Uaj pour maintenir les caractéristiques architecturales et préserver sa ceinture verte. Les éléments structurants emblématiques du paysage sont protégés (par des espaces boisés classés comme l'écrin de la plaine et le Beau Rivé qui structure la plaine) et les projets communaux s'intègrent dans le paysage via des orientations d'aménagement et de programmation qui comprennent entre autres, l'identification d'une trame paysagère végétale structurante.
- **Risques naturels et technologiques** : la prise des risques naturels et technologiques se traduit dans le PLU par l'identification aux documents graphiques de la délimitation de l'onde de submersion des barrages. Le risque incendie est pris en compte à l'échelle des projets communaux (équipements, bande pare-feu, etc.)
- **Biodiversité et fonctionnement écologique** : Le projet agricole et environnemental communal permet d'identifier clairement les continuités écologiques par un zonage et un règlement adapté. Les enjeux identifiés par le Scot et le SRCE sont pris en compte et traduits réglementairement. Les cœurs de Nature du Scot sont inconstructibles (zonage Nco). Le projet démographique communal ne va pas à l'encontre de la biodiversité et du fonctionnement écologique du territoire.
- **Les nuisances et pollutions** : le PLU n'engendre pas de nuisance ou de pollution. Le PLU réglemente les éclairages afin de respecter l'environnement nocturne.
- **Incidences Natura 2000**: Globalement le PLU, grâce à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue réglementaire et la localisation de l'enveloppe urbaine éloignée des sites Natura 2000 (plus de 5 kilomètres à vol d'oiseau), respectent les objectifs de conservation des sites Natura 2000 proche de la commune et leur fonctionnalité.

Le PLU et les documents supra communaux

Le PLU prend en compte et est compatible le Scot de la Provence Verte pour les thématique environnementale (eau, paysage, trame verte et bleue,...) le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée, le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Verdon (SAGE), le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI), le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE).



LE DÉPARTEMENT



MONTMEYAN



Modification simplifiée n°1 du PLU

Document n°1.

Note de Présentation

Prescription de la MS1 par arrêté du 11 décembre 2020
Approbation de la MS1 par Délibération du Conseil Municipal du 12 avril 2021

Table des matières :

1	Historique des procédures PLU	4
2	Objet de la modification n°1 simplifiée.....	4
3	Etapes de la procédure de MS1.....	4
3.1	Justification du choix de la procédure	4
3.2	Etapes administratives de la procédure	5
4	Les pièces réglementaires du PLU modifiées	6
5	Modifications apportées au PLU	9
5.1	Correction de l'erreur matérielle	9
5.2	Effet de la correction de l'erreur matérielle.....	11

1 Historique des procédures PLU

Approbation du PLU par DCM du	5 mars 2020
Arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU	11 décembre 2020
Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU par DCM du	12 avril 2021

2 Objet de la modification n°1 simplifiée

La procédure de modification simplifiée a pour objet d'apporter une correction d'erreur matérielle au dossier de PLU en vigueur.

Les modifications portent sur une erreur matérielle sur le zonage qui doit être rectifiée :

Au regard des pièces constituant le dossier d'enquête publique du PLU, le secteur Nst et son polygone d'emprise positionnés sur la parcelle 104 doivent être déplacés sur la parcelle 1006 (adjacente à la parcelle 104).

En conséquence, le présent dossier modifie uniquement les documents 4.2 correspondant aux pièces graphiques du règlement ; « le zonage » du PLU approuvé.

3 Etapes de la procédure de MS1

3.1 Justification du choix de la procédure

Dispositions de l'article L153-45 du code de l'urbanisme : « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale **ou du maire**, être effectuée selon une **procédure simplifiée**. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement **pour objet la rectification d'une erreur matérielle**. »

Nota bene : dispositions de l'article L151-28 du code de l'urbanisme : Le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique visées à l'article L151-43 et sous réserve des dispositions de l'article L151-29 :

1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;

2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %.

Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;

3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de la majoration ;

4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

Considérant ce qui précède, la commune de Montmeyan a lancé une procédure de modification simplifiée du PLU par arrêté municipal, dans la mesure où les objectifs poursuivis :

- ne majorent pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- ne diminuent pas les possibilités de construire ;
- ne réduisent pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L131-9 du code de l'urbanisme ;
- n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L151-28 du code de l'urbanisme
- corrige une erreur matérielle.

3.2 Etapes administratives de la procédure

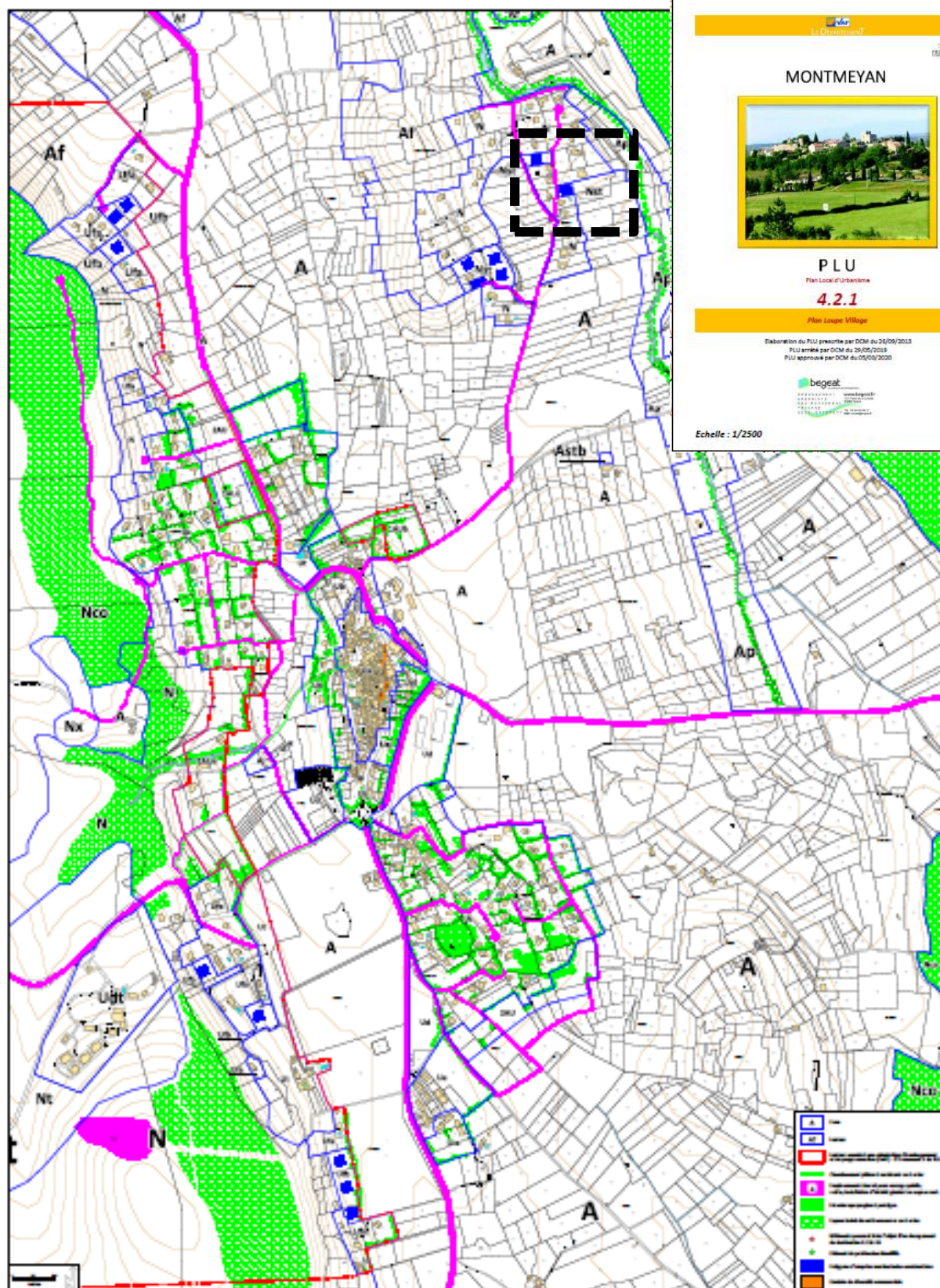
- Arrêté municipal du 11 décembre 2020 lançant la procédure de modification n°1 par voie simplifiée.
- Délibération du conseil municipal du 3 décembre 2020 définissant les modalités de concertation du public.
- Saisine de l'Autorité Environnementale dans le cadre de la procédure au cas par cas pour définir l'éligibilité de la modification n°1 simplifiée à évaluation environnementale.
- Notification du dossier aux Personnes Publiques Associées
- Mise à disposition du dossier au public du 15 février 2021 au 15 mars 2021.
- Approbation par délibération du conseil municipal le 12 avril 2021.

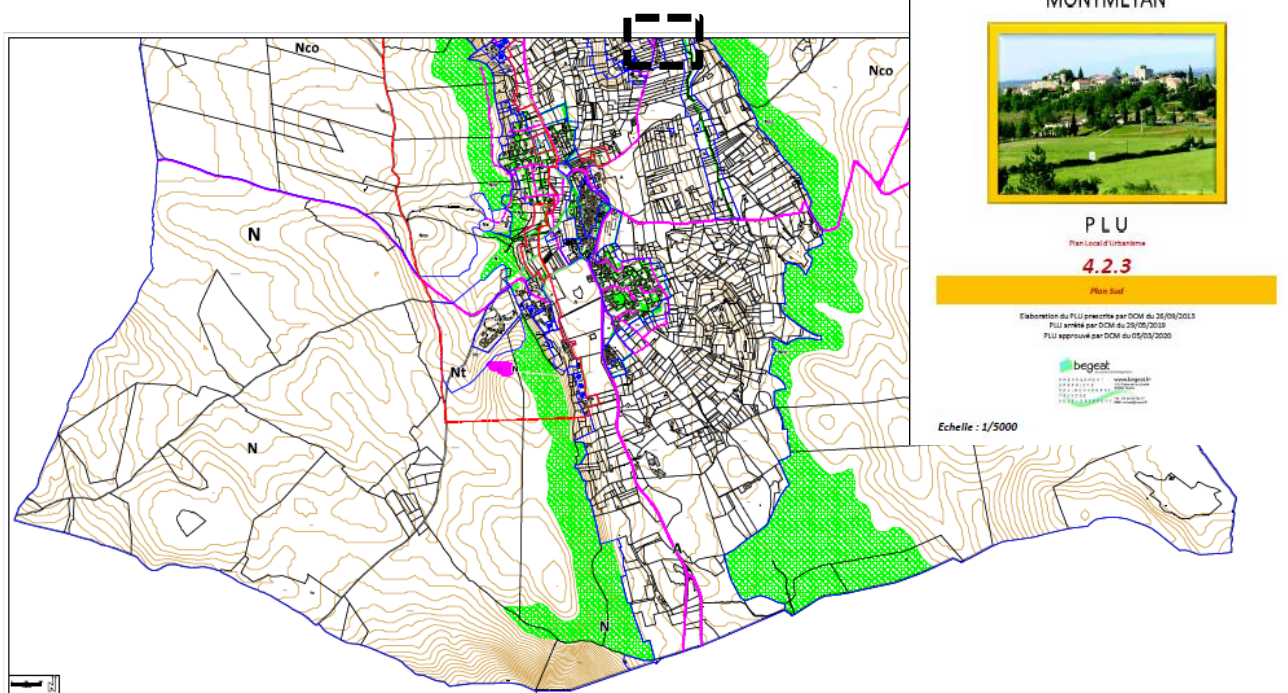
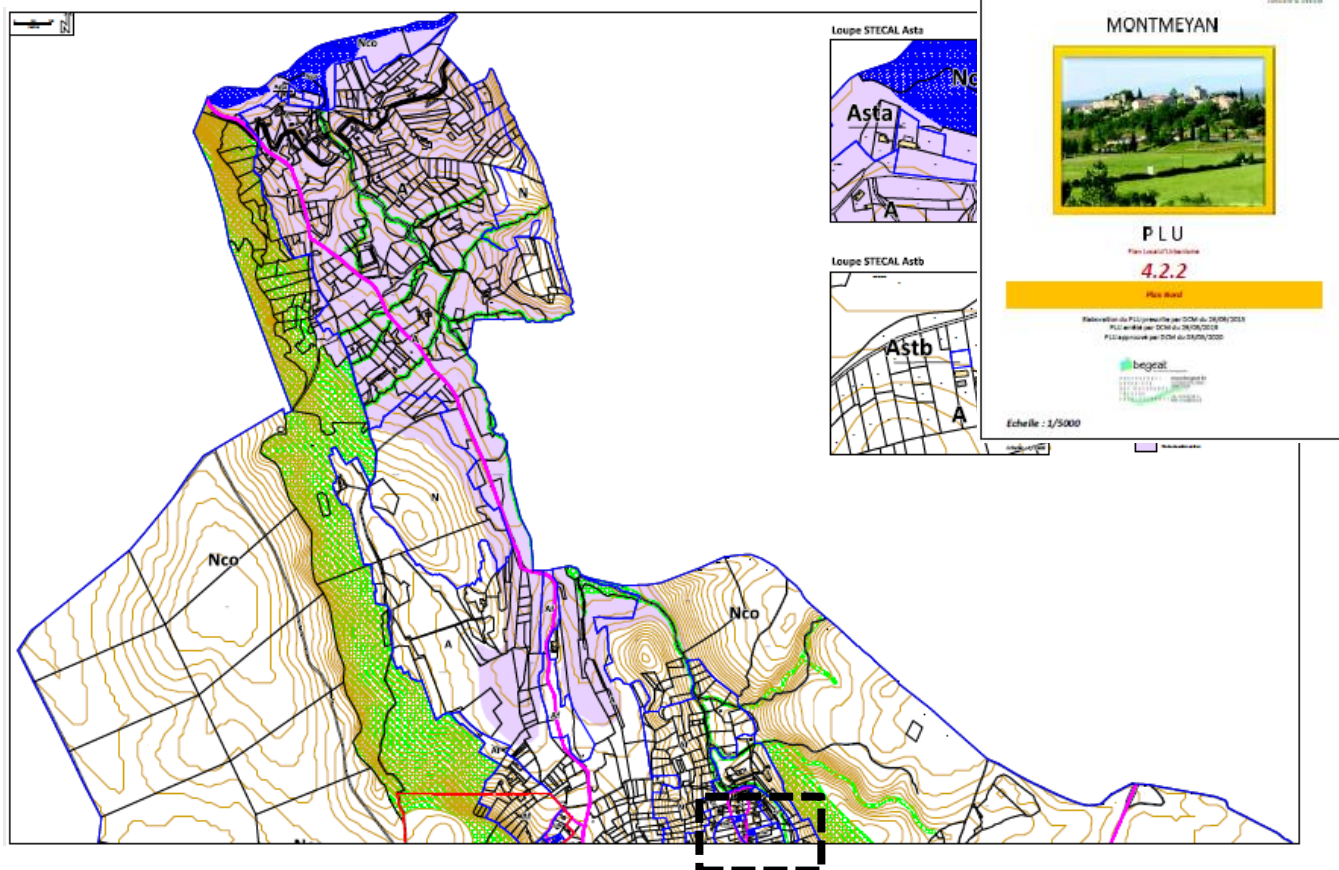
4 Les pièces réglementaires du PLU modifiées

Le PLU approuvé de Montmeyan comporte les pièces suivantes :

1. Rapport de présentation comportant une évaluation environnementale
2. Projet d'aménagement et de développement durables
3. Orientations d'aménagement et de programmation
 - 4.1.1 Règlement pièce écrite
 - 4.1.2 Annexe au règlement
 - 4.1.3 Prescriptions graphiques réglementaires
 - 4.2.1 Règlement pièces graphiques : Plan loupe village
 - 4.2.2 Plan nord
 - 4.2.3 Plan Sud
 - 4.2.4 Plan du réseau d'eau
 - 4.2.5 Plan réseau d'assainissement
 - 4.2.6 Plan des Servitudes d'Utilité Publique
- 5 Annexes générales

Les pièces modifiées par la présente procédure sont les pièces graphiques du PLU, il s'agit des plans **4.2.1, 4.2.2 et 4.2.3**, sur lesquels apparaissent les deux parcelles concernées par la M1S.

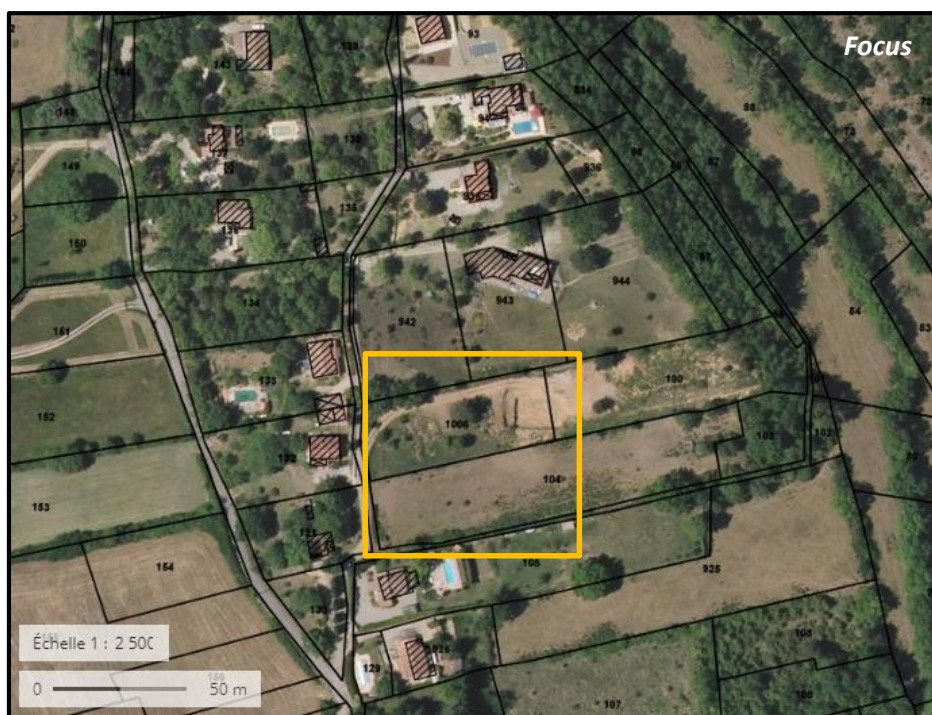
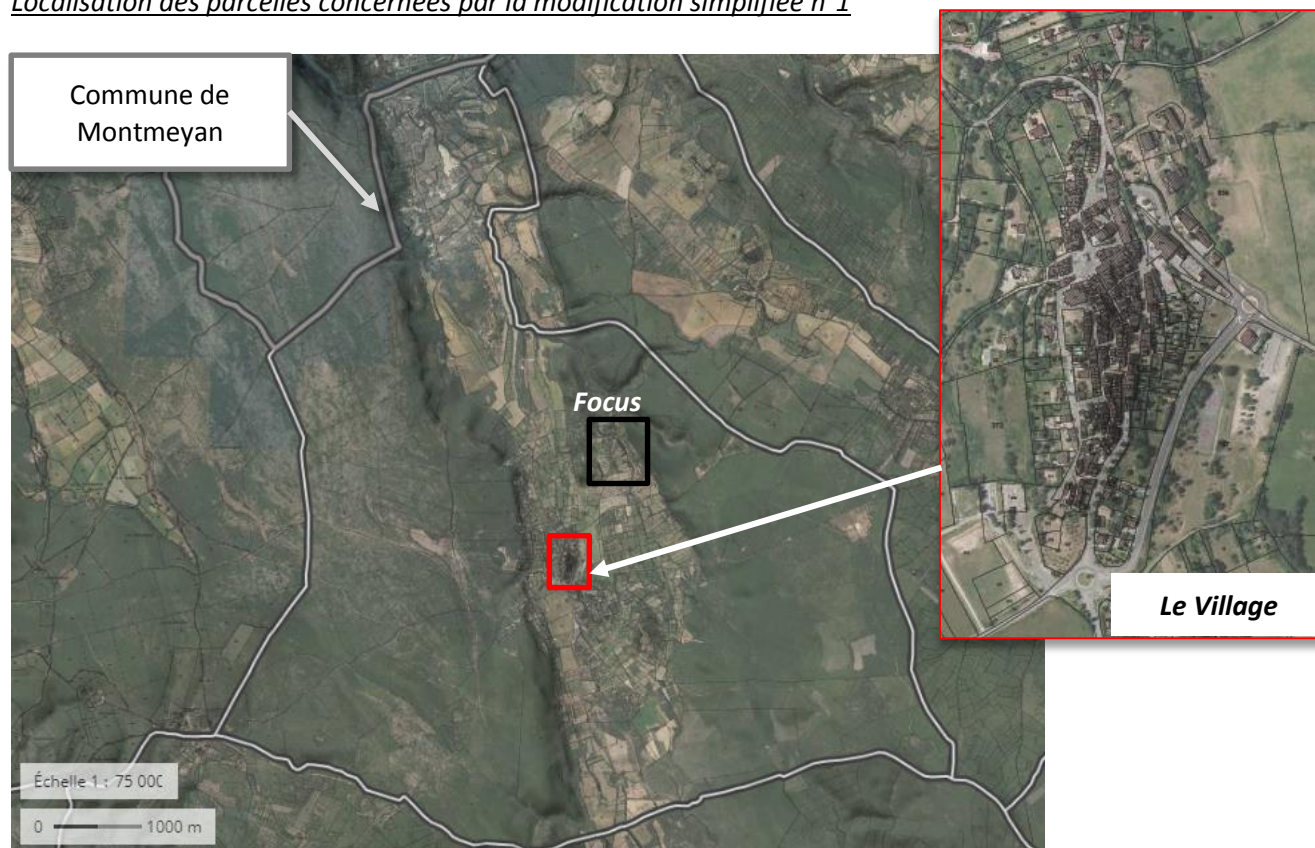




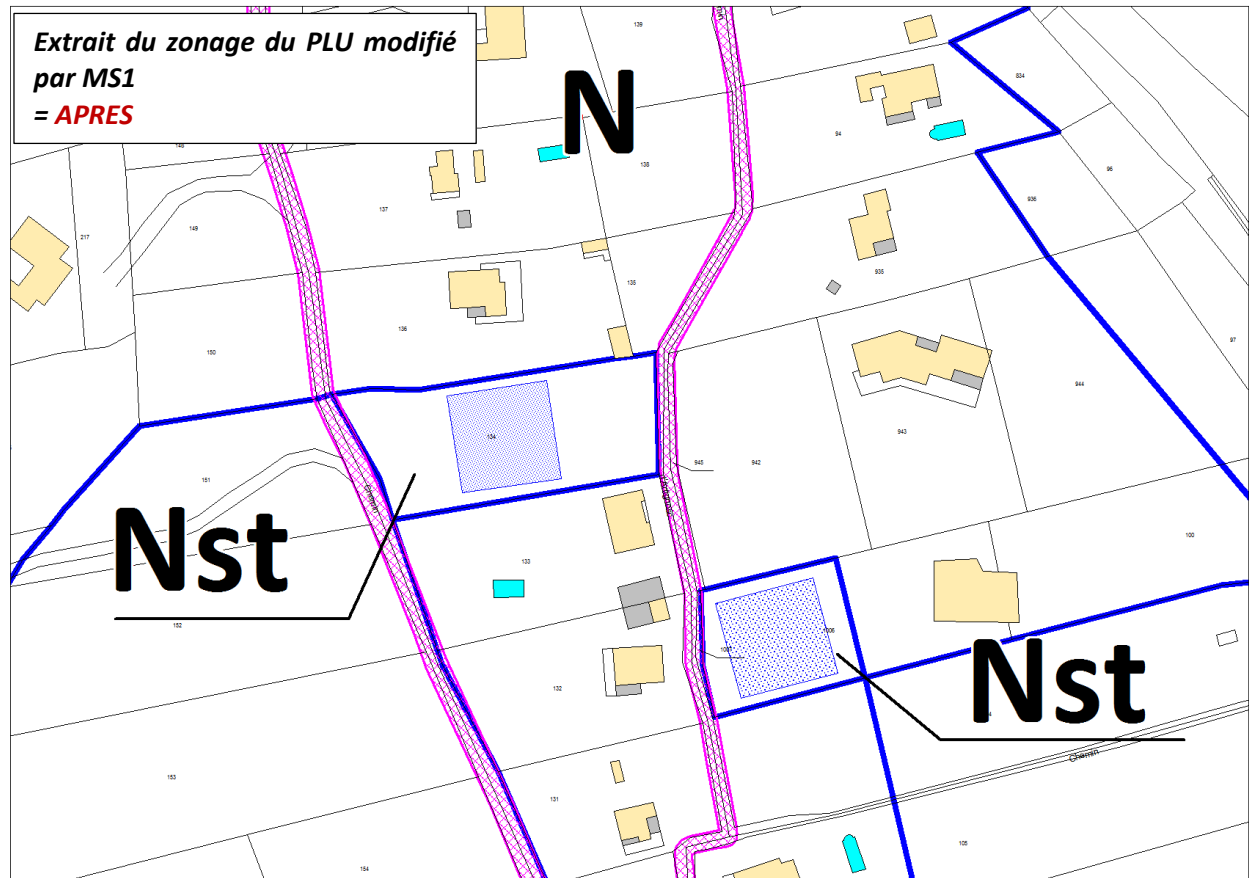
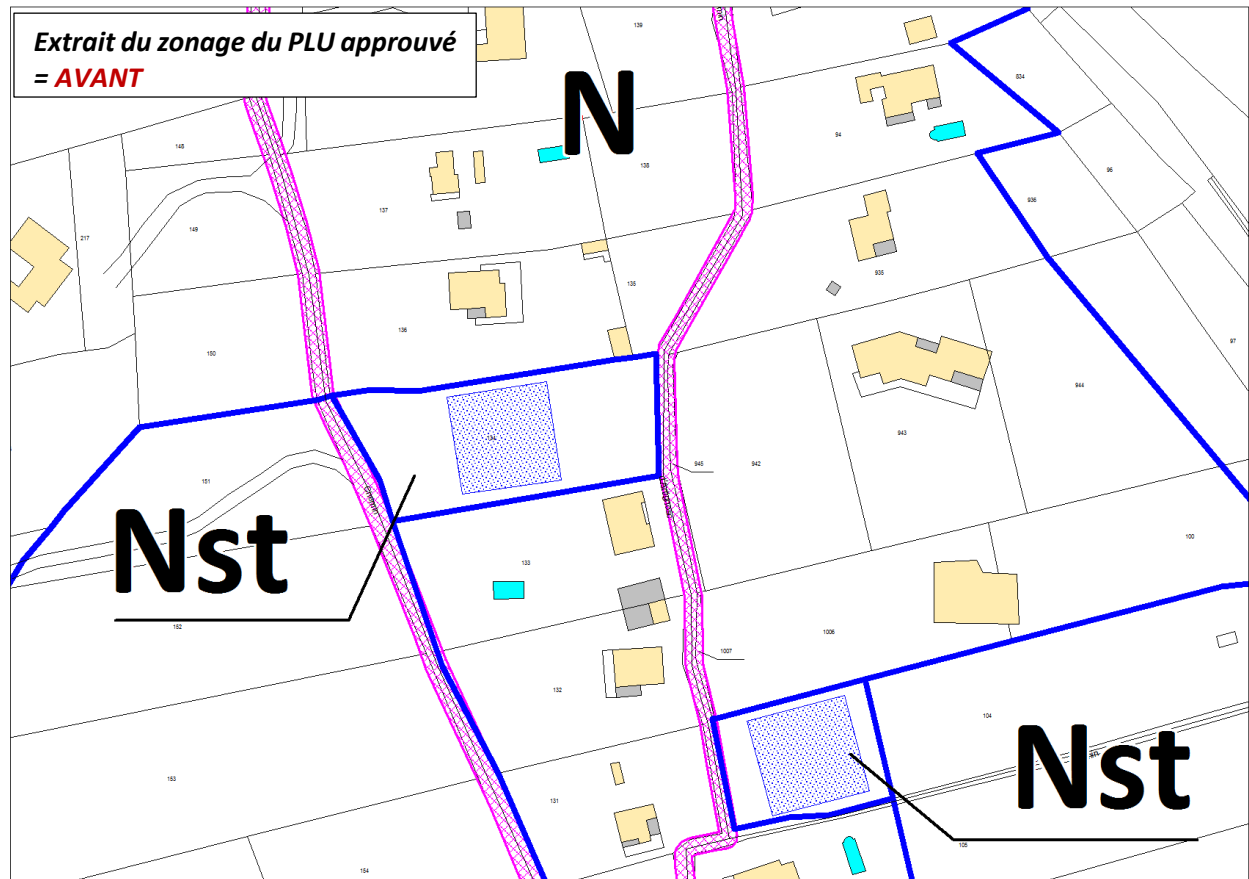
5 Modifications apportées au PLU

5.1 Correction de l'erreur matérielle

Localisation des parcelles concernées par la modification simplifiée n°1



Parcelles concernées par la procédure (n°104 et 1006).



Le secteur Nst situé sur la parcelle n°104 d'une superficie de 1000m² et son « polygone d'emprise maximale des constructions » sont déplacés sur la parcelle n°1006, située au Nord de la parcelle 104.

La parcelle 104 bascule intégralement en zone N.

La parcelle 1006 était classée en zone N au PLU approuvé. Le secteur Nst ne concerne qu'une partie de la parcelle, la partie non concernée par le secteur Nst reste en zone N.

Cette correction avait été demandé lors de l'enquête publique et non prise en compte au moment de l'approbation du PLU. Il s'agit bien ici d'une correction d'erreur matérielle.

Confère extraits de zonage Avant/après ci-avant

5.2 Effet de la correction de l'erreur matérielle

Cette correction d'erreur matérielle ne va à l'encontre de l'économie générale du PADD du PLU approuvé. Elle ne vient pas porter atteinte à la compatibilité du PLU avec les objectifs du Scot Provence Verte Verdon, tel qu'elle a été justifiée par le PLU approuvé.

Cette correction ne remet pas en cause les modalités de préservation des éléments naturels et agricoles du territoire.

Elle n'a pas d'effet sur les thématiques environnementales évaluées par l'évaluation environnementale du PLU approuvé.





LE DÉPARTEMENT



MONTMEYAN



Modification simplifiée n°1 du PLU

Document n°1.b

Zonage Avant_Après

Prescription de la MS1 par arrêté du 11 décembre 2020
Approbation de la MS1 par délibération du conseil municipal du 12 avril 2021

Légende des extraits cartographiques (Zonage avant/après modification)



Zonage du PLU

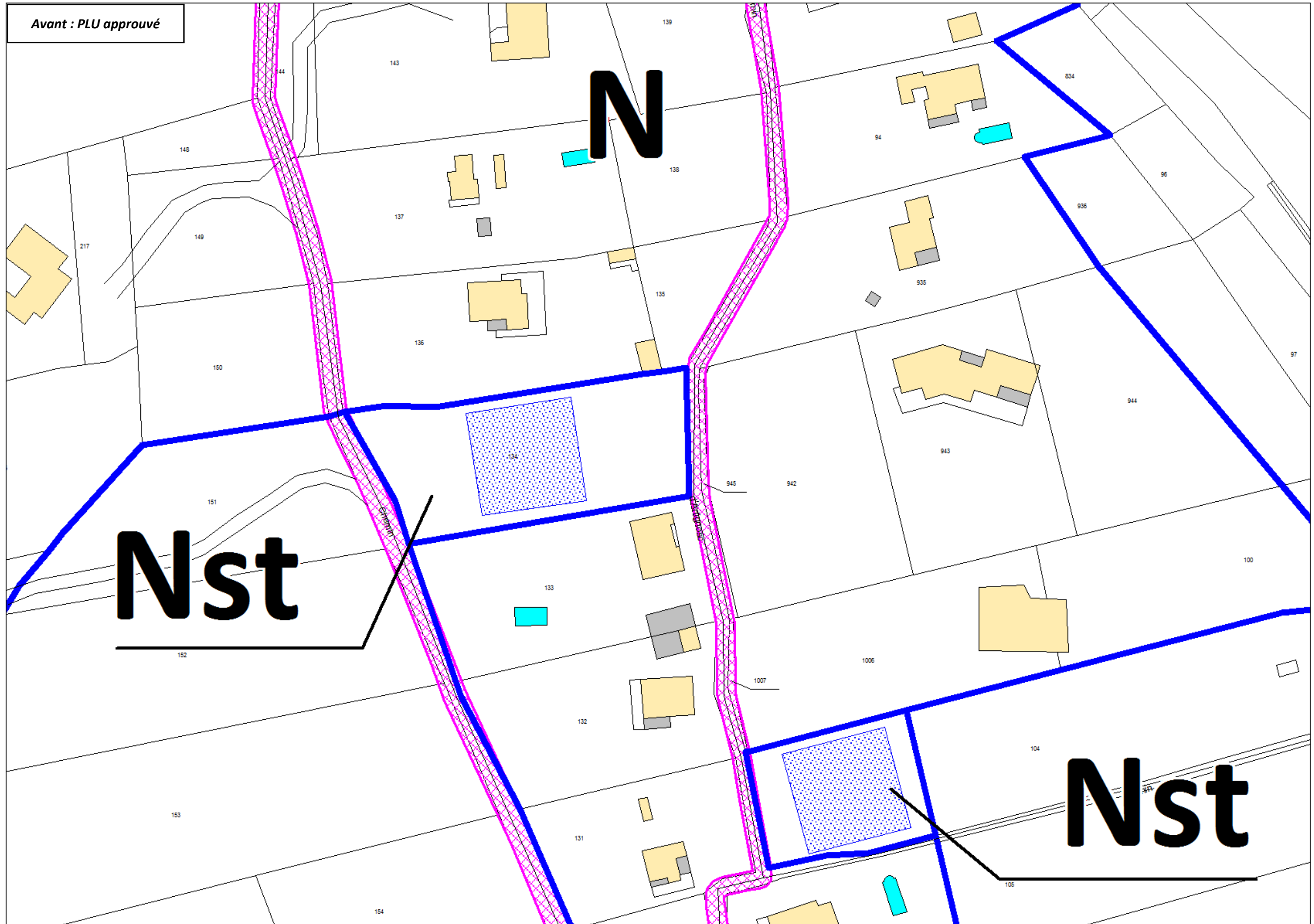


Emplacement réservé



Polygone d'emprise maximale des constructions

Avant : PLU approuvé



Après: PLU modifié

N

Nst

Nst

Chemin

Chemin



LE DÉPARTEMENT

MONTMEYAN



Modification simplifiée n°2 du PLU

Document n°1.

Note de Présentation

Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) : DCM du 5 mars 2020

Approbation de la modification n°1 du PLU : DCM du 12 avril 2021

Approbation de la modification n°2 du PLU : DCM du 8 décembre 2022

Table des matières :

1	Historique des procédures PLU	3
2	Objet de la modification n°2 du PLU	3
3	Etapas de la procédure de Modification	3
3.1	Justification du choix de la procédure	3
3.2	Etapas administratives de la procédure	4
4	Les pièces du PLU modifiées	5
5	Modifications apportées au PLU	7
5.1	Règlement graphique : réduction de l'Emplacement Réservé n°9	8
5.1.1	<i>Localisation de l'ER n°9 réduit.....</i>	<i>8</i>
5.1.2	<i>Zonage avant/après modification.....</i>	<i>9</i>
5.1.3	<i>Motifs de la réduction de l'ER 9</i>	<i>10</i>
5.1.4	<i>Effet de la réduction de l'ER 9.....</i>	<i>10</i>
5.2	Règlement graphique : déplacement d'un gabarit	11
5.2.1	<i>Localisation de la parcelle 205 concernée par le déplacement de gabarit.....</i>	<i>11</i>
5.2.2	<i>Zonage avant/après modification.....</i>	<i>12</i>
5.2.3	<i>Motifs du déplacement du gabarit au sein de la parcelle 205</i>	<i>12</i>
5.2.4	<i>Effet du déplacement du gabarit</i>	<i>13</i>
5.3	Règlement écrit.....	14
5.3.1	<i>Correction d'une erreur matérielle et reformulation.....</i>	<i>14</i>
5.3.2	<i>Ajout d'un rappel dans les dispositions générales.....</i>	<i>14</i>
5.4	Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	15
5.4.1	<i>Les OAP de la zone 1AUa avant et après modification.....</i>	<i>16</i>
5.4.2	<i>Les points qui n'évoluent pas dans les OAP de la zone 1AUa</i>	<i>17</i>
5.4.3	<i>Evolution du phasage de l'ouverture à l'urbanisation.....</i>	<i>17</i>
5.4.4	<i>Evolution des accès et voiries internes et externes à la zone 1AUa.....</i>	<i>17</i>
5.4.5	<i>Positionnement indicatif des poteaux incendie à créer</i>	<i>20</i>
5.4.6	<i>Identification d'un mur à préserver dans la zone 1AUa</i>	<i>21</i>
5.4.7	<i>Prise en compte de la défense incendie suite aux observations du SDIS</i>	<i>21</i>
5.4.8	<i>Evolution de l'implantation indicative des constructions dans la zone</i>	<i>22</i>
5.4.9	<i>Evolution des conditions d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUa : Echancier</i>	<i>23</i>
6	Suivi des évolutions entre le dossier mis à disposition du public et le dossier approuvé.....	24
7	Compatibilité de la procédure avec le PADD du PLU approuvé.....	25

1 Historique des procédures PLU

Approbation du PLU par DCM du	5 mars 2020
Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU par DCM du	12 avril 2021
Approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU par DCM du	8 décembre 2022

2 Objet de la modification n°2 du PLU

La procédure de modification n°2 du PLU a pour objet :

- D'apporter des compléments aux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de la zone à urbaniser 1AUa de Claou Les Moulières afin de préciser les modalités de réalisation des travaux et aménagements nécessaires à l'urbanisation de cette zone (échancier, répartition des travaux...) et de prise en compte les observations du SDIS 83 du risque incendie.
- De prendre en compte une demande du Département (service des routes) sur la desserte de la zone d'urbanisation future via la Route départementale.
- De corriger le positionnement d'un gabarit au sein d'une parcelle du secteur Nst afin de prendre en compte la distance du gabarit vis-à-vis du poteau incendie.
- De reformuler une disposition concernant le débit des poteaux incendie sans en changer le sens.

3 Etapes de la procédure de Modification

3.1 Justification du choix de la procédure

Article L153-41 du code de l'urbanisme :

« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L131-9 du présent code. »

Dispositions de l'article L153-45 du code de l'urbanisme : « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

Nota bene : dispositions de l'article L151-28 du code de l'urbanisme : Le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique visées à l'article L151-43 et sous réserve des dispositions de l'article L151-29 :

- 1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut

excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;

2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;

3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de la majoration ;

4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

Considérant ce qui précède, la commune de Montmeyan a lancé une procédure de modification simplifiée du PLU par arrêté municipal, dans la mesure où les objectifs poursuivis :

- ne majorent pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- ne diminuent pas les possibilités de construire ;
- ne réduisent pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L131-9 du code de l'urbanisme ;
- n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L151-28 du code de l'urbanisme

3.2 Etapes administratives de la procédure

- Arrêté municipal engageant la procédure et définissant les modalités de concertation du public,
- Saisine de l'Autorité Environnementale dans le cadre de la procédure au cas par cas pour définir l'éligibilité de la modification n°2 à évaluation environnementale.
- Notification du dossier aux Personnes Publiques Associées
- Délibération précisant les modalités de mise à disposition du dossier au public
- Mise à disposition du dossier au public pendant 1 mois.
- Bilan de la mise à disposition et approbation de la procédure.

4 Les pièces du PLU modifiées

Le PLU approuvé de Montmeyan comporte les pièces suivantes :

1. Rapport de présentation comportant une évaluation environnementale
2. Projet d'aménagement et de développement durables
3. Orientations d'aménagement et de programmation
 - 4.1.1 Règlement pièce écrite
 - 4.1.2 Annexe au règlement
 - 4.1.3 Prescriptions graphiques réglementaires
 - 4.2.1 Règlement pièces graphiques : Plan loupe village
 - 4.2.2 Plan nord
 - 4.2.3 Plan Sud
 - 4.2.4 Plan du réseau d'eau
 - 4.2.5 Plan réseau d'assainissement
 - 4.2.6 Plan des Servitudes d'Utilité Publique
- 5 Annexes générales

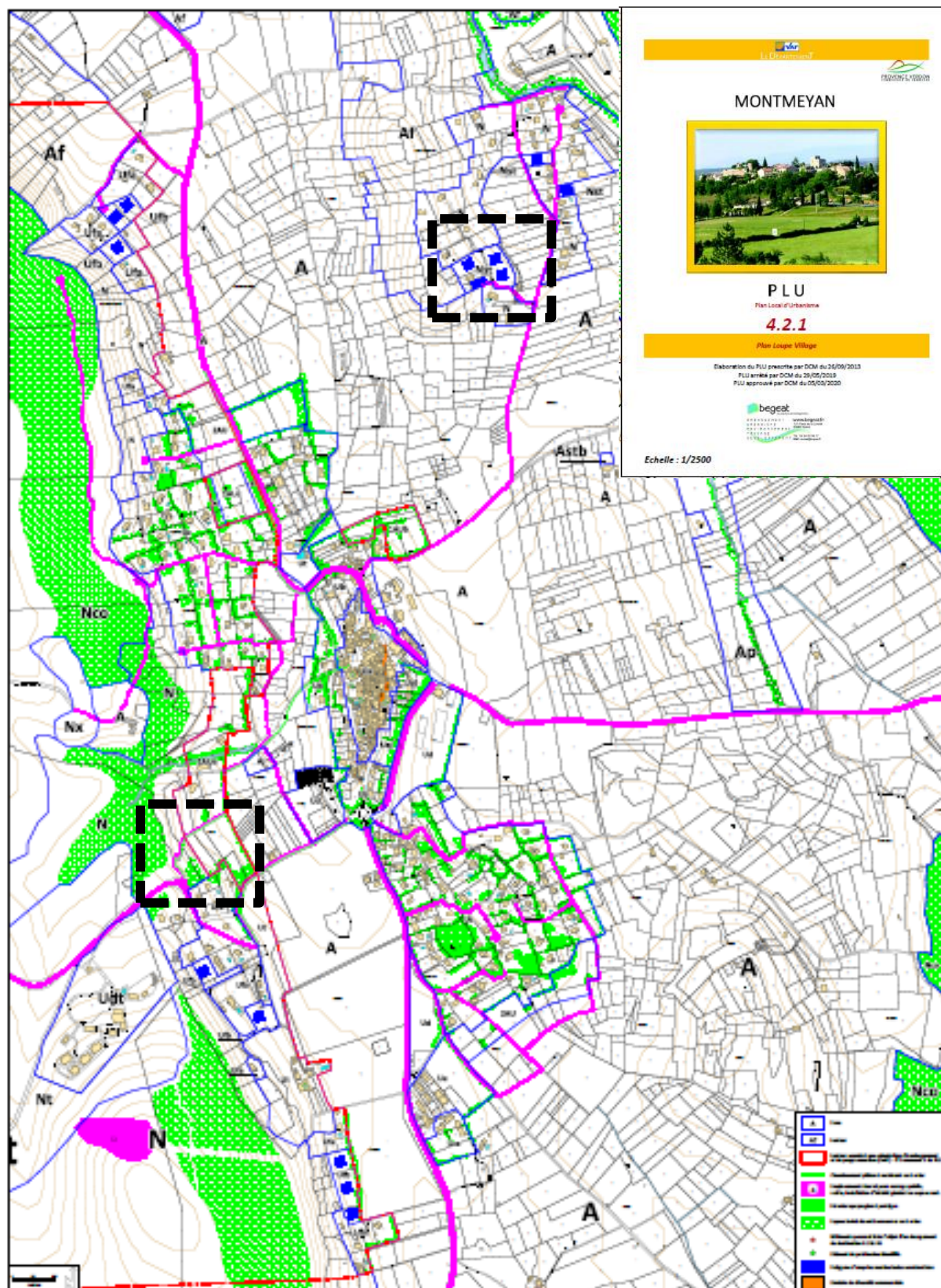
Les pièces modifiées par la présente procédure sont :

- Les pièces graphiques du PLU,
- Les Orientations d'aménagements et de programmation (**document n°3** du PLU).
- Le règlement du PLU (**document 4.1.1 du PLU**).

Le dossier de modification n°2 mis à la disposition du public et notifié au PPA est donc composé des pièces suivantes :

- Document 1 : Note de présentation, exposant les motifs de la modification n°2 du PLU (présent document).
- Document 3 : Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) modifiées.
- Document 4.1.1 : règlement, pièce écrite modifiée
- Document 4.2 : extrait de zonage avant et après modification.

Le zonage modifié sera téléversé sur le géoportail de l'urbanisme.



5 Modifications apportées au PLU

Les modifications apportées au PLU sont :

- Réduction de l'ER 9. La liste des ER n'est pas modifiée.
- Suppression d'une disposition dans le règlement écrit de la zone 1AUa.
- Reformulation d'une disposition des articles 4 des zones Ua, Ub, Uc, Ue, Uf, Ut, 1AU, Nst
- Modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation de la zone 1AUa.

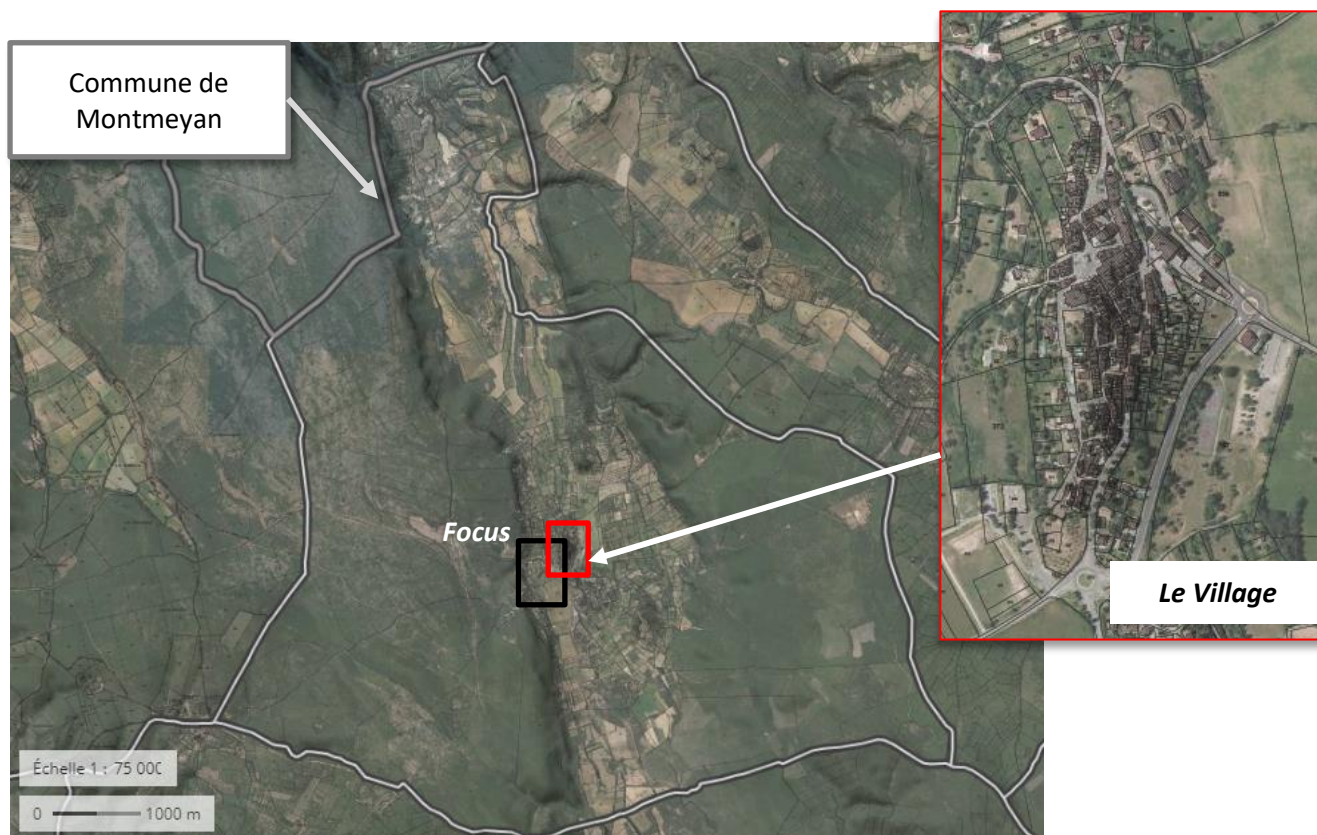
La procédure ne modifie aucune délimitation de zone ou de secteur du PLU.

La procédure n'entraîne aucune consommation d'espace.

La procédure ne modifie aucune protection environnementale ou paysagère identifiée par le PLU approuvé.

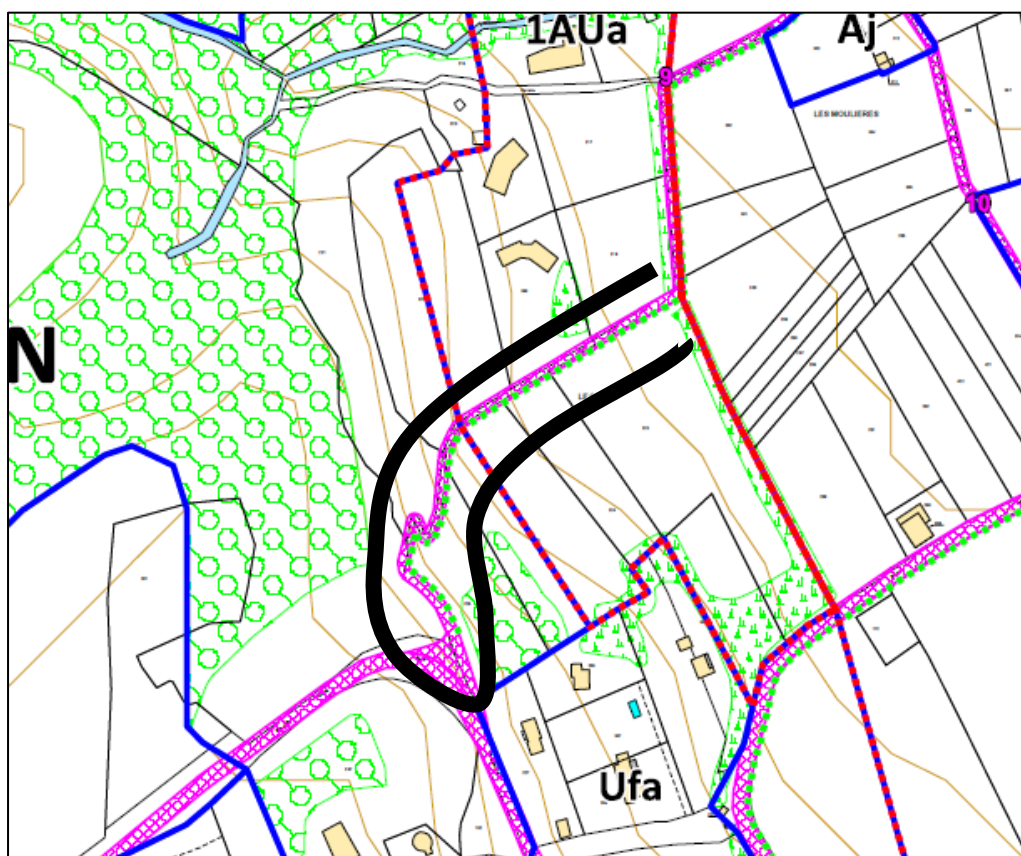
5.1 Règlement graphique : réduction de l'Emplacement Réservé n°9

5.1.1 Localisation de l'ER n°9 réduit

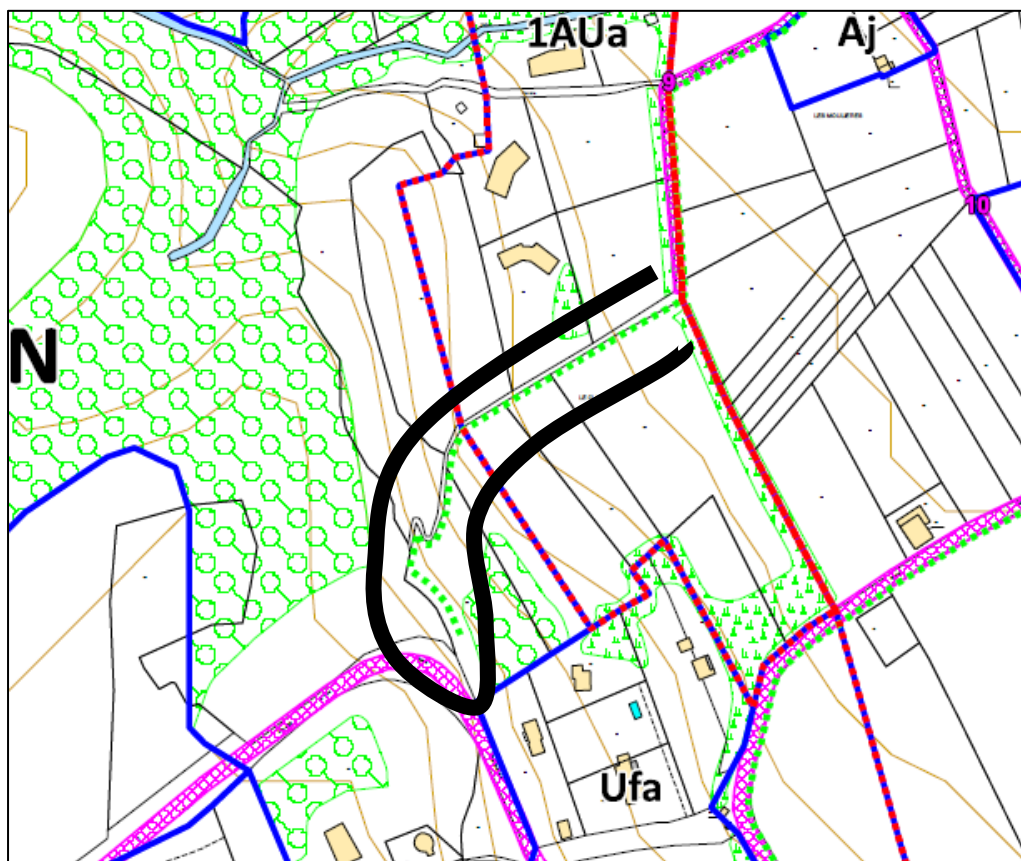


Focus : Localisation de la modification de zonage sur le parcellaire

5.1.2 Zonage avant/après modification



Extrait de zonage du PLU approuvé et localisation des espaces concernés par l'ER 9.



Extrait de zonage du PLU modifié et localisation des espaces concernés par l'ER 9 réduit.

5.1.3 Motifs de la réduction de l'ER 9

Lors de l'élaboration du PLU, des emplacements réservés ont été positionnés pour la création ou élargissement de voie afin de créer des bouclages de voirie dans l'enveloppe urbaine.

Dans le cas de l'ER 9 le bouclage envisagé par le PLU débouche sur la RD30 dans un virage.

A l'arrêt du PLU, le Département avait fait part à la commune dans son avis d'une visibilité insuffisante pour garantir la sécurité des usagers et précisait que le Département se tenait à la disposition de la commune pour apporter toutes les prescriptions techniques utiles.

Les orientations d'aménagement et de programmation :

Concernant les OAP dont les accès débouchent sur les routes départementales, les services du Pôle Territorial Dracénie Verdon se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les prescriptions techniques utiles, afin de les sécuriser. En particulier, l'accès sur la RD 30 de l'OAP n°3 ne semble pas, en l'état, disposer de la visibilité suffisante pour garantir la sécurité des usagers.

Extrait de l'avis du Département sur le PLU arrêté en 2019.

Le PLU a été approuvé avec l'emplacement réservé n°9 débouchant dans le virage de la RD.

La commune s'est rapprochée en 2022 du Département afin d'échanger sur la faisabilité d'une sortie sur la route départementale (RD30). Le Département défavorable a la réalisation de cette sortie du fait du manque de sécurité pour les usagers a demandé à la commune de ne pas créer de nouvel accès à la RD depuis la zone 1AUa. Or, la création d'un bouclage est indispensable pour la sécurisation de la zone 1AUa et de ces nouvelles constructions.

Suite à une visite sur site en avril 2022, le Département et la Commune ont trouvé un consensus :

- Le projet de bouclage de la zone par le virage de la RD est abandonné.
- Une piste UNIQUEMENT réservée aux véhicules de secours est créée dans la zone 1AUa, cette piste accessible par les véhicules de secours est fermée en bordure de RD30 par une barrière « pompier » (accessible par une clé tricoise). La barrière sera située sur un tronçon de route départementale (RD30) en ligne droite bénéficiant d'une bonne visibilité. Cette piste rejoint une aire de retournement prévue dans les OAP de la zone 1AUa et crée ainsi un bouclage pour les véhicules de secours.

5.1.4 Effet de la réduction de l'ER 9

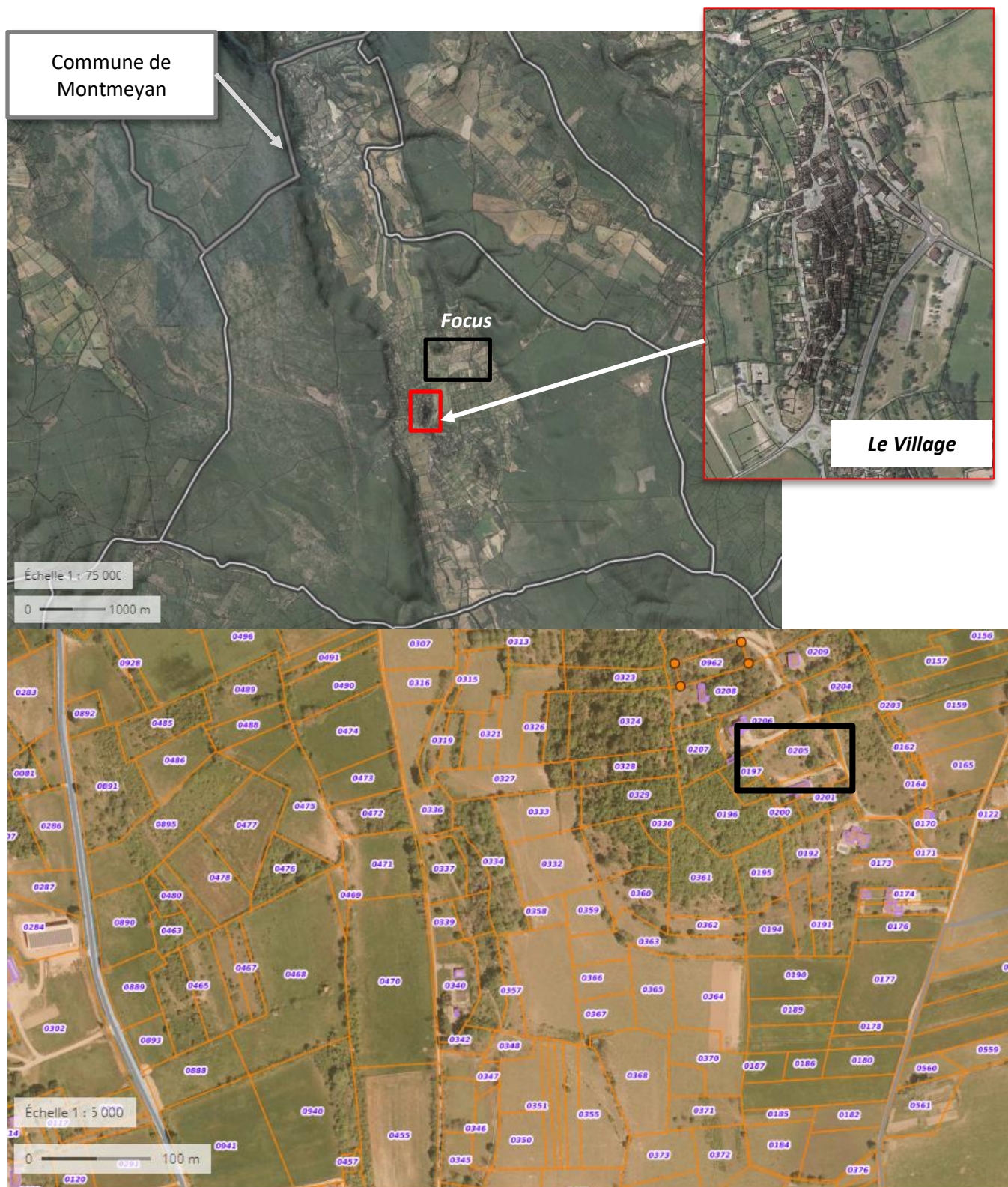
La réduction de l'ER9 permet de prendre en compte l'avis du département et de ne pas créer de « nouveau danger » routier.

La prise en compte du risque incendie est maintenue via la création d'un accès pompiers dans la zone 1AUa. Cette prise en compte est traduite dans les Orientations d'Aménagements et de Programmation (document n°3 du PLU).

(Voir également les motifs d'évolutions des OAP).

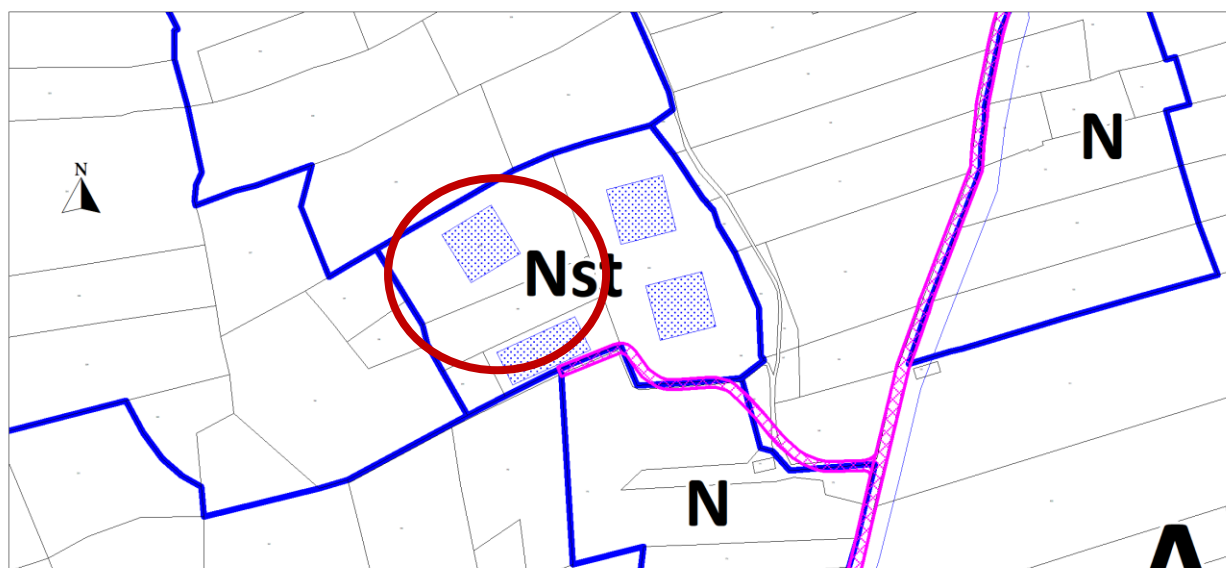
5.2 Règlement graphique : déplacement d'un gabarit

5.2.1 Localisation de la parcelle 205 concernée par le déplacement de gabarit

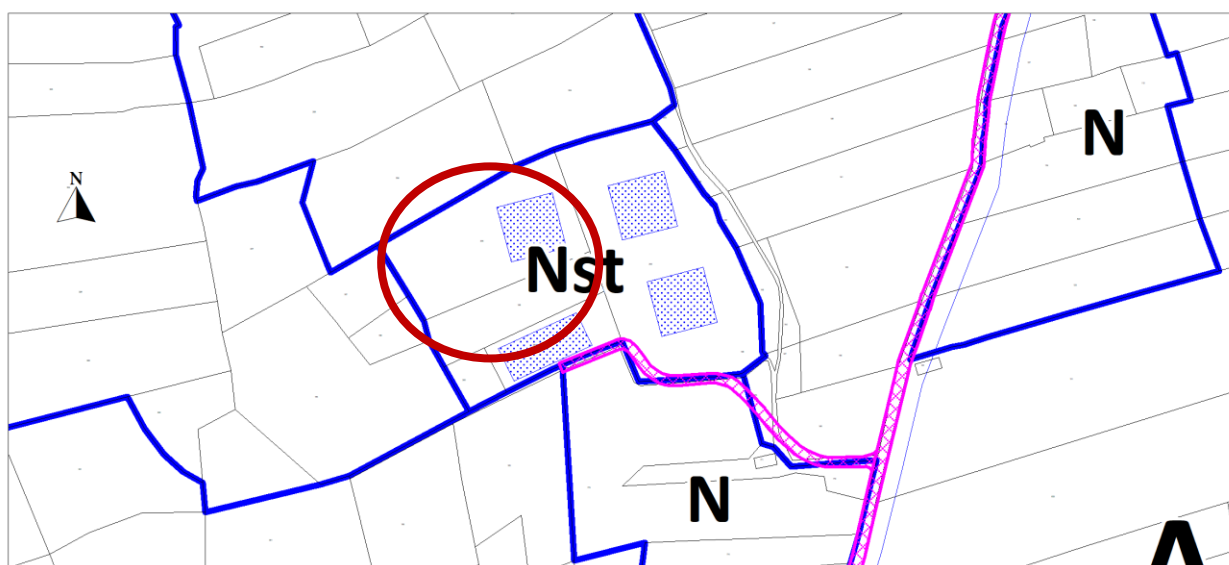


Parcelle 205, objet de la modification

5.2.2 Zonage avant/après modification



Extrait du PLU approuvé (échelle 1cm= 25 mètres)

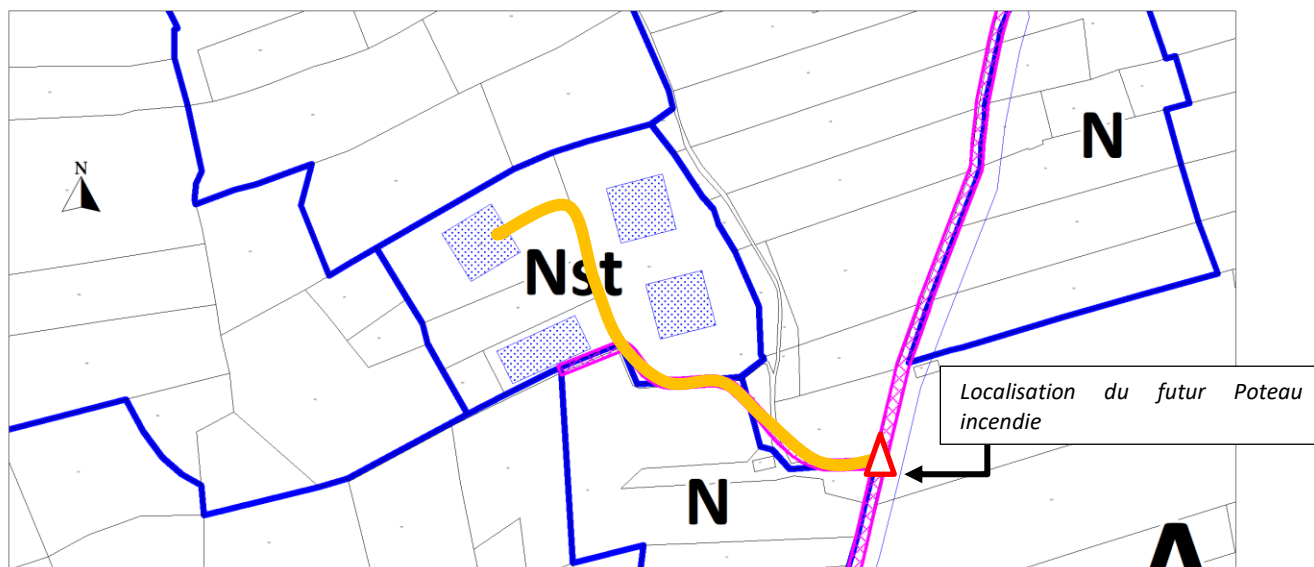


Extrait du PLU modifié (échelle 1cm= 25 mètres)

5.2.3 Motifs du déplacement du gabarit au sein de la parcelle 205

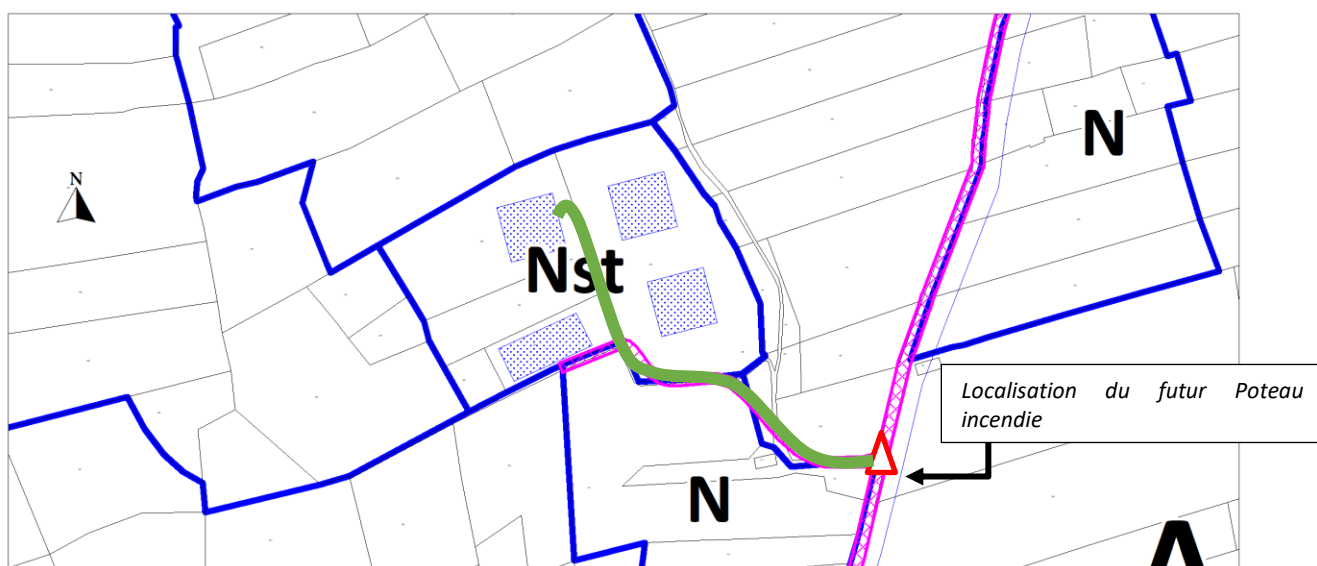
Lors de l'élaboration du PLU, la localisation précise du nouveau poteau de défense incendie n'était pas connue. Les polygones ont donc été positionnés en prenant en compte la localisation pressentie du poteau sur la parcelle n°169.

La Société du Canal de Provence a communiqué en 2022 la localisation précise du poteau incendie sur la parcelle 169. Le poteau se situe à moins de 200 mètres par voie carrossable de trois des quatre gabarits positionnés dans les secteurs Nst. Le quatrième gabarit (parcelle 205) est situé à environ 210 mètres du poteau incendie ce qui ne permet pas d'assurer la défense incendie de la future construction autorisée dans ce gabarit. Il est donc nécessaire de déplacer de quelques mètres le gabarit. Le nouveau positionnement du gabarit permet d'assurer la défense incendie en le plaçant à 185 mètres du poteau incendie par voie carrossable.



Extrait du PLU approuvé (échelle 1cm= 25 mètres)

Tracé jaune : 210 mètres du poteau incendie au gabarit



Extrait du PLU modifié (échelle 1cm= 25 mètres)

Tracé vert : 185 mètres du poteau incendie au gabarit

5.2.4 Effet du déplacement du gabarit

Ce déplacement ne génère pas de constructibilité supplémentaire, ni de consommation de l'espace.
La prise en compte du risque incendie est assurée dans ce gabarit.

5.3 Règlement écrit

5.3.1 Correction d'une erreur matérielle et reformulation

Pour l'approbation du PLU en 2020, la prise en compte des avis de la DDTM et du SDIS émis pendant la phase d'arrêt ont conduit à une évolution du règlement de toutes les zones du territoire, pour préciser que la défense incendie doit être assurée par des poteaux incendie (ou citernes) présentant un débit de 60m³/h pendant 2 heures et non de 30m³/h pendant une heure comme indiqué dans le PLU arrêté.

Cette disposition a été modifiée dans le PLU approuvé pour les zones Ua, Ub, Uc, Ue, Uf, Ut, 1AU et Nst.

La modification n°2 du PLU corrige cette disposition dans les zones Ud, A, N et Astb qui n'avaient pas été corrigées au moment de l'approbation du PLU.

Suite aux échanges, réalisés dans le cadre de la présente procédure, avec le SDIS 83, la disposition concernant le débit de 60 m³/h pendant 2 heures est reformulée pour toutes les zones afin de simplifier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Ainsi dans toutes les zones, la disposition de l'article 4 « défense incendie est modifiée :

Article 4 des zones Ua, Ub, Uc, Ue, Uf, Ut, Nst au PLU approuvé :

- Le point d'eau incendie doit bénéficier d'une capacité maximum de 60m³/h pendant 2h.

Article 4 des zones Ud, A, N et Astb au PLU approuvé :

- Le point d'eau incendie doit bénéficier d'une capacité maximum de 30m³/h pendant 1h.

Article 4 de toutes les zones au PLU modifié

- La défense incendie doit être assurée par un ou deux points d'eau incendie présentant un débit unitaire (ou simultané dans le cas de deux points d'eau) de 60m³/h pendant 2 heures.

5.3.2 Ajout d'un rappel dans les dispositions générales

Suite à la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées et à la mise à disposition du public, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), dans son avis, demande qu'un rappel soit introduit dans le règlement concernant la normalisation des poteaux et bornes incendie.

Pour répondre à cette demande, le rappel demandé est ajoutant à l'article 19 des dispositions générales (DG19) et concerne ainsi toutes les zones du PLU.

Article DG19 « défense incendie » au PLU approuvé :

- S'appliquent au territoire de Montmeyan :
 - Les articles R111-2 et R111-5 du code de l'urbanisme.
 - L'article R111-13 du code de la construction et de l'habitation.
 - L'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
 - L'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var. (figurant en annexe 5 de la pièce 4.1.2 du PLU).
- Pour toute nouvelle construction (hors annexes) la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié tels que citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante, proximité d'un Point d'Eau Incendie, etc. conformément à l'arrêté Préfectoral du 08 février 2017 portant approbation du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) : les articles 4 des zones du PLU reprennent les dispositions réglementaires du RDDECI.
- Le PLU de Montmeyan comporte des OAP relatives à la gestion du risque incendie dans le secteur situé en pied de falaise, sur les coteaux ouest : voir la pièce n°3 du PLU.

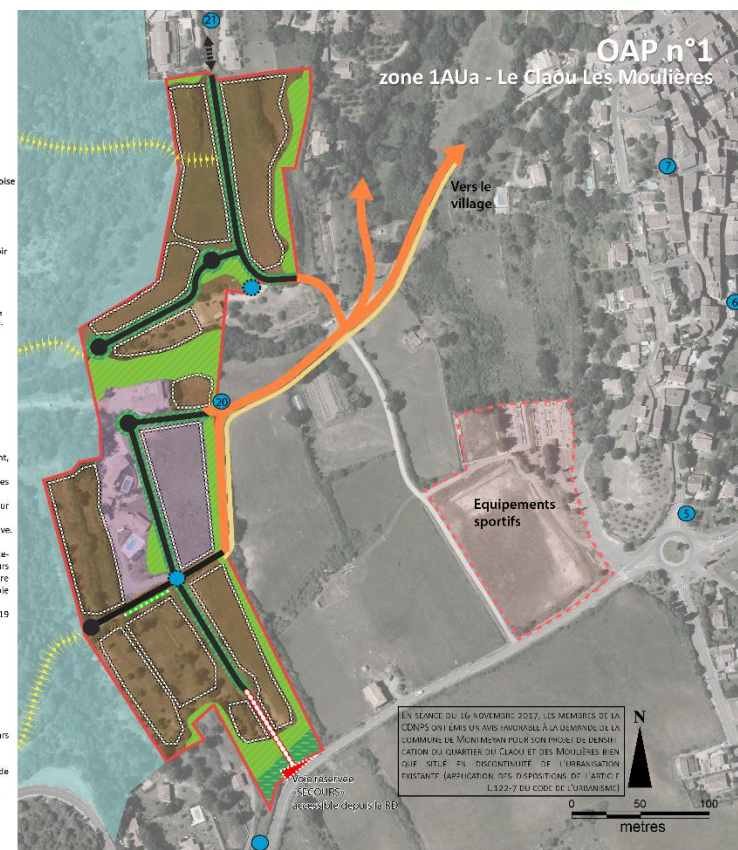
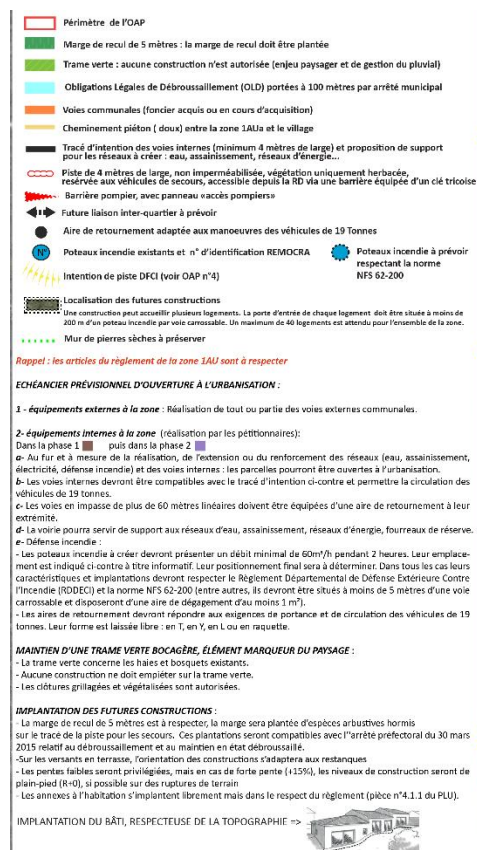
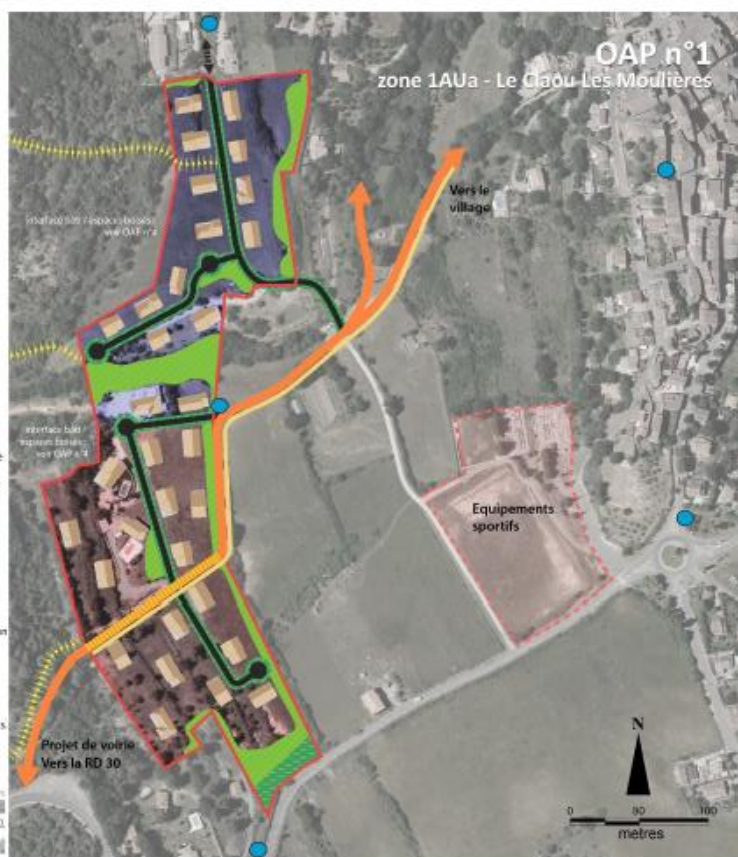
Article DG19 « défense incendie » au PLU modifié

- S'appliquent au territoire de Montmeyan :
 - Les articles R111-2 et R111-5 du code de l'urbanisme.
 - L'article R111-13 du code de la construction et de l'habitation.
 - L'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
 - L'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var. (figurant en annexe 5 de la pièce 4.1.2 du PLU).
- Pour toute nouvelle construction (hors annexes) la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié tels que citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante, proximité d'un Point d'Eau Incendie, etc. conformément à l'arrêté Préfectoral du 08 février 2017 portant approbation du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) : les articles 4 des zones du PLU reprennent les dispositions réglementaires du RDDECI.
- Pour rappel, les débits des poteaux et bouches sont normalisés (NFS 62-200, NFS 61-213, NFS 61-211) :
 - DN 100 : 60 m³/h pendant 2h sous 1 bar minimum
 - DN 80 : 30 m³/h pendant 2h sous 1 bar minimum.
 - Conformément au RDDECI en vigueur, seuls les hydrants conformes à la norme feront l'objet d'une réception et seront intégrés à la base de données collaborative REMOCRA par le SDIS.
- Le PLU de Montmeyan comporte des OAP relatives à la gestion du risque incendie dans le secteur situé en pied de falaise, sur les coteaux ouest : voir la pièce n°3 du PLU.

5.4 Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Dans le PLU approuvé en 2020, la zone 1AUa de Claou-Les Moulières fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de programmation (OAP) portant principalement sur les intentions de voiries, la desserte de la zone, l'implantation des constructions et le phasage de l'ouverture à l'urbanisation. Le dépôt des premières demandes d'autorisation d'urbanisme dans la zone a mis en exergue certaines difficultés de compréhension des dispositions par les pétitionnaires et d'instruction des demandes par les services instructeurs. Certaines évolutions du contenu des OAP sont donc nécessaires afin que les demandes d'autorisations d'urbanisme puissent être correctement instruites.

5.4.1 Les OAP de la zone 1AUa avant et après modification



5.4.2 Les points qui n'évoluent pas dans les OAP de la zone 1AUa

Les OAP ne sont modifiées que sur certains points. La majorité des dispositions n'évoluent pas.

En particulier :

- Le périmètre OAP n'évolue pas.
- La trame verte identifiée sur les OAP n'évolue pas.
- La densité dans la zone n'évolue pas.

5.4.3 Evolution du phasage de l'ouverture à l'urbanisation

Lors de l'élaboration du PLU, la commune avait envisagé que la zone s'ouvrirait en deux temps. La zone a donc été phasée pour une ouverture :

- Dans un premier temps au Nord de la zone 1AUa (phase 1 identifiée en bleu sur la planche graphique des OAP)
- Dans un second temps au Sud (phase 2 identifiée en rose sur la planche graphique des OAP).

Suite à l'approbation du PLU, contrairement aux prévisions de la commune, les premières demandes d'autorisation d'urbanisme dans la zone 1AUa n'ont pas porté sur le Nord de la zone mais sur le Sud.

Avec le phasage des OAP, la phase 1 devant être réalisée avant la phase 2, les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées dans la partie identifiée en phase 2 ont été rejetées.








Ce phasage n'est donc pas représentatif de la réalité du foncier et des projets des pétitionnaires sur la zone et constitue un frein à l'urbanisation de cette zone. Le phasage « Nord /Sud » est par conséquent supprimé des OAP. Un nouveau phasage est établi et traduit dans les OAP (phase 1 en marron sur la planche graphique des OAP et la phase 2 en parme sur la planche la planche graphique des OAP) ;

Le phasage d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUa correspond désormais, après réalisation des aménagement communaux, à la réalisation des travaux nécessaires à la viabilisation et à la sécurisation du Nord et du Sud de la zone, puis aux aménagements au centre de la zone.

5.4.4 Evolution des accès et voiries internes et externes à la zone 1AUa

Différentes typologies de voies, accès et cheminements sont représentées sur la planche graphique des OAP de la zone 1AUa.

La procédure de modification fait évoluer ces typologies et leur répartition.

Type de voie	Légende au PLU approuvé	Légende au PLU modifié
	Voies externes : accès au quartier	Voies communales (foncier acquis ou en cours d'acquisition)
	Voie principale	//
	Cheminement piéton	Cheminement piéton (doux) entre la zone 1AUa et le village
	Voies internes en désenclavement et support pour les réseaux à créer	Tracé d'intention des voie internes (minimum 4 mètres) et proposition de support pour les réseaux à créer
	Liaison quartier voiries	Future liaison inter-quartier à prévoir
	//	Piste non imperméabilisée (4mètres de large), réservée aux véhicules de secours.
	Antenne DFCI connectée à la piste DFCI périmétrale	Intention de piste DFCI (voir OAP n°4)*

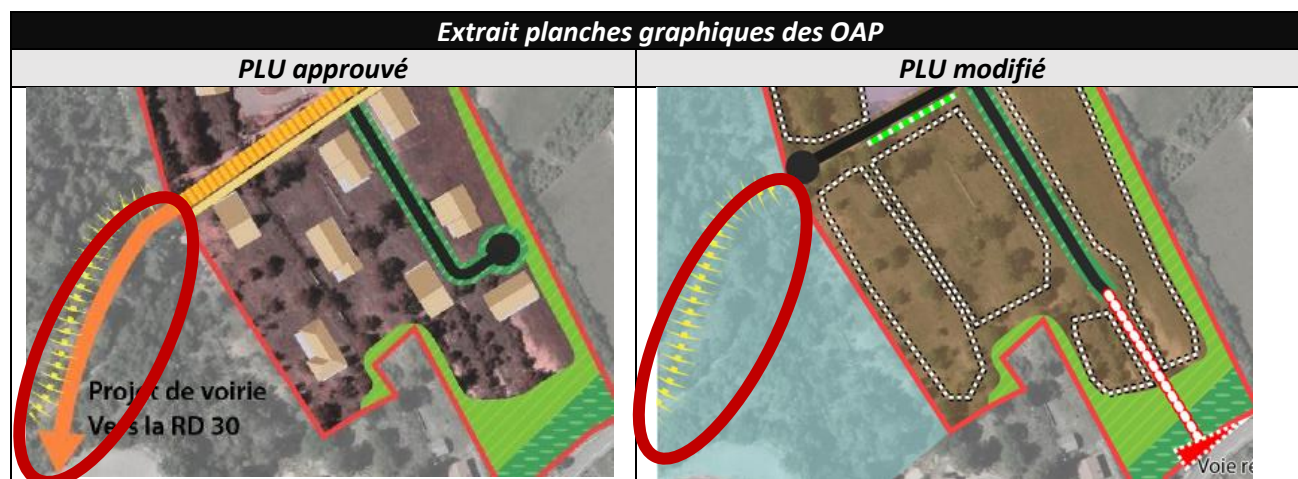
* L'OAP n°4 du PLU approuvé concerne la gestion du risque incendie en pied de falaise et s'applique à la zone 1AUa. Le renvoi à l'OAP n°4 dans l'OAP de la zone 1AUa n'existe pas dans le PLU approuvé. La présente modification corrige ce point.

5.4.4.1 Evolution des voies externes

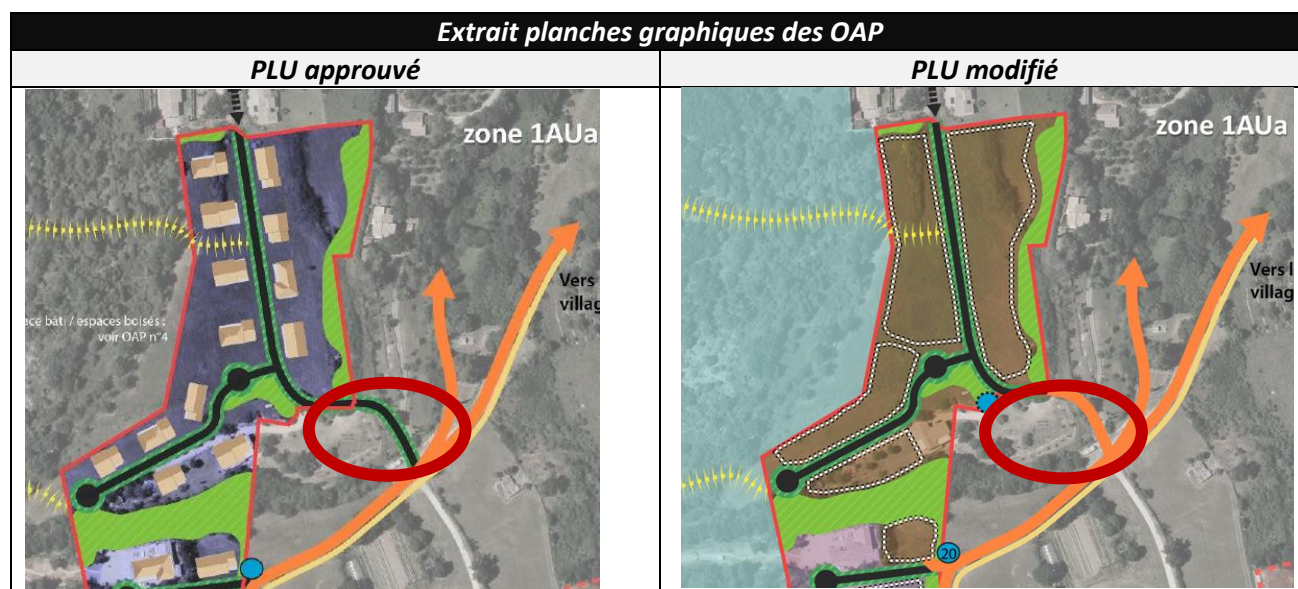
Au PLU approuvé l'emplacement réservé n°9 est positionné au bénéfice de la commune pour élargissement des chemins existants permettant l'accès à la zone 1AUa.

Dans les OAP du PLU approuvé cet accès est matérialisé par un tracé légendé « *voies externes : accès au quartier* ».

L'évolution demandée par le Département concernant le bouclage de la voirie dans la zone (*voir justification de l'évolution de l'ER 9*) a conduit la commune à faire évoluer les OAP sur ce point. Ainsi le tronçon de voirie concerné par l'ER9 (pour sa partie maintenue par la procédure de modification) est désormais légendé « *voies communales (foncier acquis ou en cours d'acquisition)* » et la partie concernée par la réduction de l'ER9 (bouclage sur la RD) est supprimée.



Une correction est également apportée à la planche graphique de l'OAP qui identifie au PLU approuvé un tronçon de voie communale en voie privée. Ce tronçon est donc modifié et apparaît en voie communale au PLU modifié.



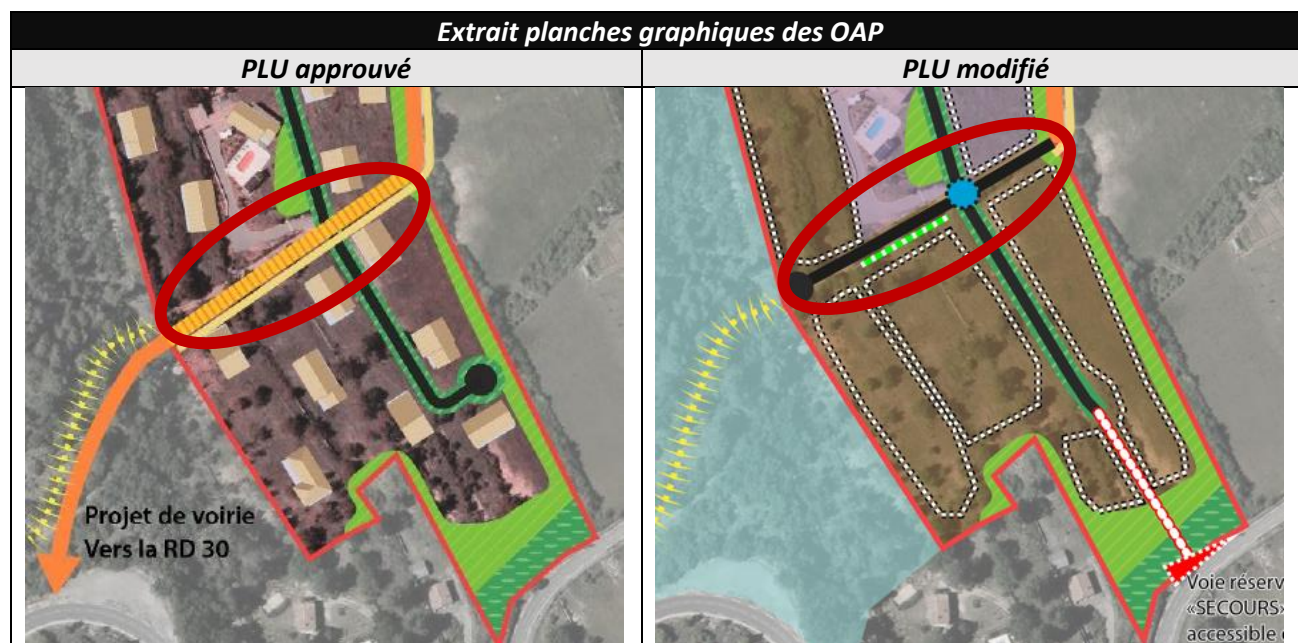
5.4.4.2 Evolution des voies internes à la zone 1AUa

L'ER9 positionné au PLU approuvé pour créer un bouclage avec la route départementale traverse la zone 1AUa. Ce tronçon de voie est identifié sur la planche graphique du PLU en « voie principale ».

La modification du bouclage de la zone avec la RD et réduction de l'ER 9 induit la suppression de cette identification de « *voie principale* ».

Le chemin existant (privé) a une largeur de 4 mètres sur la quasi-totalité de sa longueur et permet de desservir les futures constructions. La hiérarchisation des voies de la zone 1AUa n'est plus nécessaire. Les voies internes à la zone sont donc toutes légendées en « *tracé d'intention des voies internes* ».

Le cheminement piéton n'est plus matérialisé sur la planche OAP car la voie ne se poursuit plus vers la RD. Il est maintenu au document graphique du PLU (zonage) en tant qu'intention.



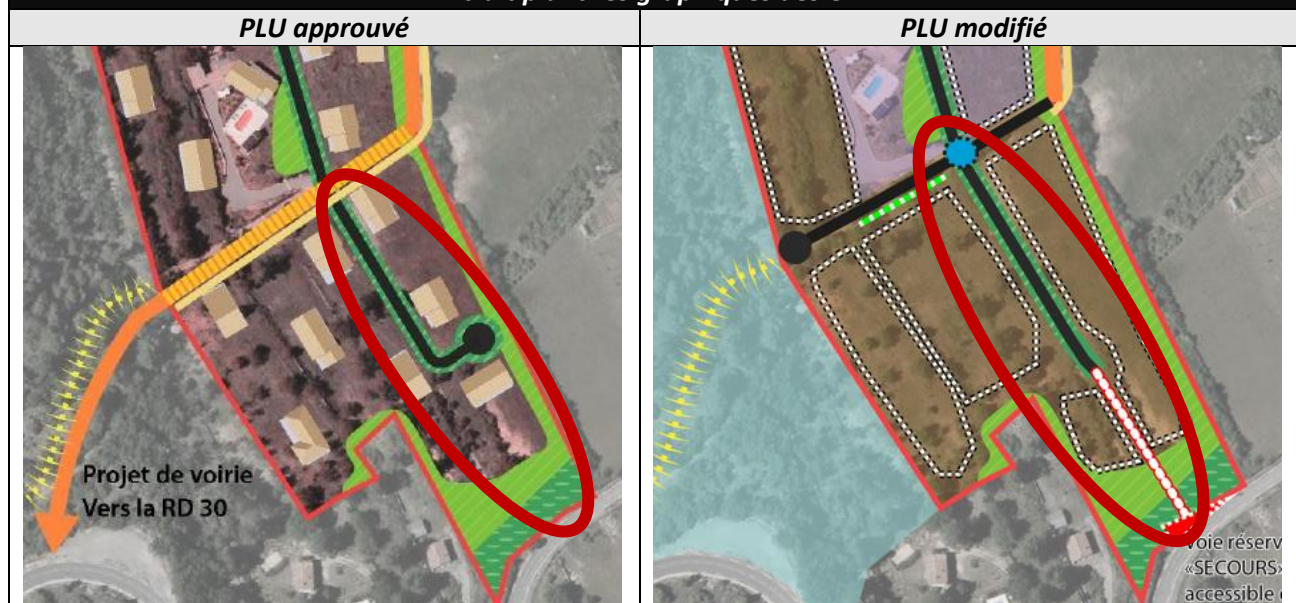
5.4.4.3 Création d'un bouclage pour les véhicules de secours

La suppression du bouclage de la zone via l'ER9 étant supprimé, il est nécessaire de matérialiser un bouclage de la zone 1AUa avec la route départementale. Les échanges avec les services du Département ont conduit à l'identification d'un accès réservé aux véhicules de secours sur la RD30.

Cet accès, fermé par une barrière « pompiers » et accessible par une clé tricoise, débouche sur une piste non imperméabilisée de 4 mètres de large, uniquement végétalisée par une strate herbacée afin d'assurer la circulation des véhicules de secours en cas de nécessité.

Pour ce faire, le tracé de la voie interne du sud de la zone 1AUa est retracé.

Extrait planches graphiques des OAP

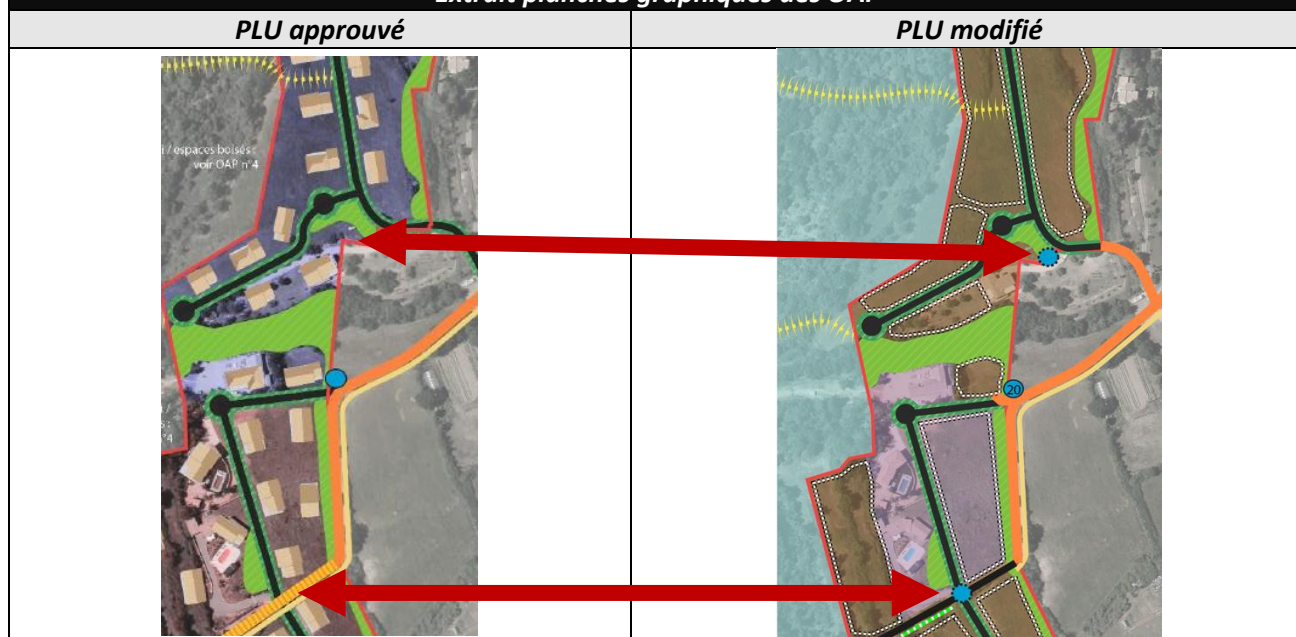


A noter que les trames vertes identifiées sur la planche graphique des OAP et matérialisées sur le document graphique du PLU ne sont pas incompatibles avec la création de la piste enherbée pour les véhicules de secours.

5.4.5 Positionnement indicatif des poteaux incendie à créer

Les OAP du PLU approuvé identifie les poteaux incendie présents sur la zone 1AUa et ses abords. La modification du PLU ajoute la localisation des poteaux incendie à positionner pour la défense des futures constructions. Chaque construction sera ainsi située à moins de 200 mètres d'un poteau (en suivant les voies).

Extrait planches graphiques des OAP



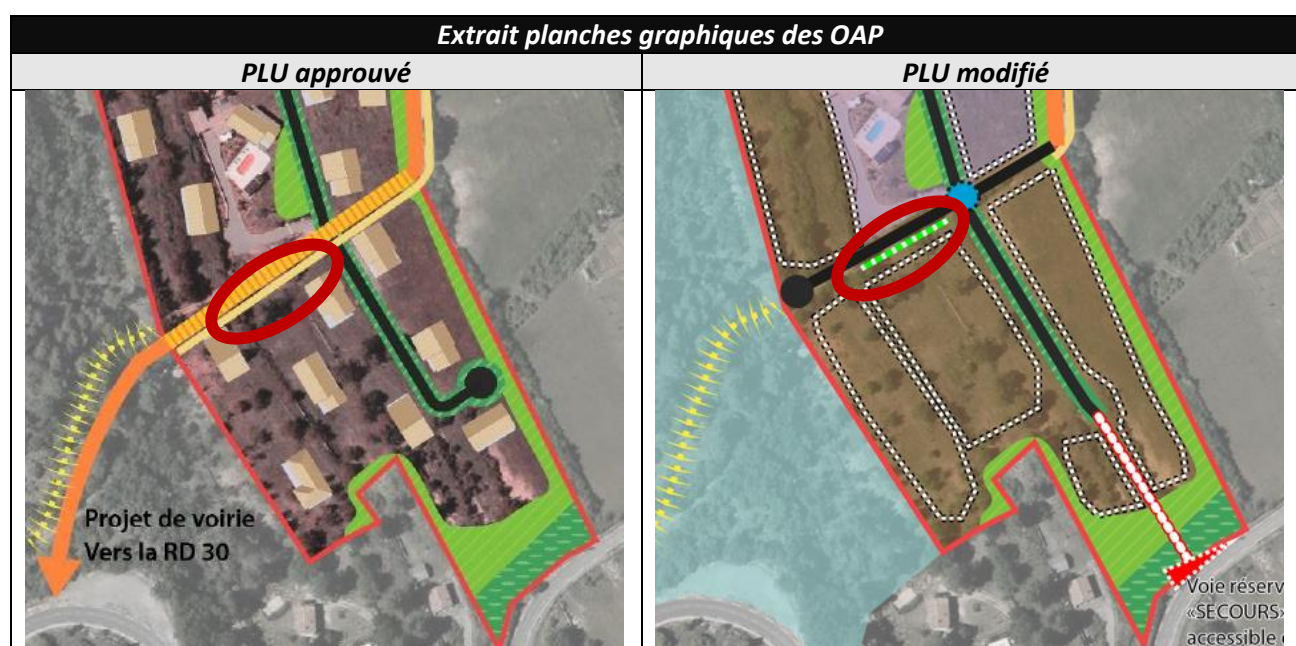
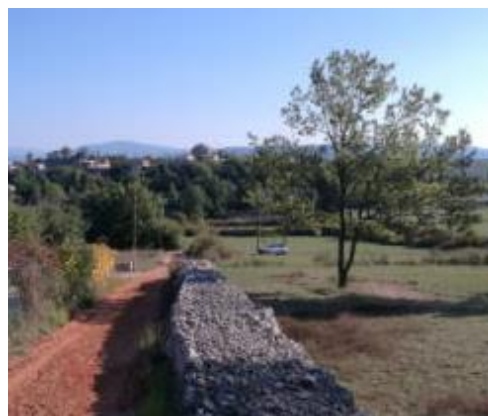
5.4.6 Identification d'un mur à préserver dans la zone 1AUa

Un mur de pierres sèches borde le chemin privé des Restanques. Ce chemin est concerné par l'ER 9 du PLU approuvé. Cet ER concerne ce mur. La modification du PLU en réduisant l'ER9 supprime l'ER sur le mur.

Les OAP l'identifie comme étant à préserver. La voie de 4 mètres de large prend place en arrière de ce mur et les constructions seront en recul.

Le mur identifié dans les OAP ⇨

Remarque : Le « *Claou* » en Provençal (nom du quartier) signifie « *une contenance de terrain limitée par des murailles* ».



5.4.7 Prise en compte de la défense incendie suite aux observations du SDIS

La commune a échangé avec le SDIS 83 au cours de la procédure de modification, afin de garantir la sécurité incendie dans la zone 1AUa. Une visite sur site a eu lieu le 23 mai 2022 en présence de la commune et du groupement Prévision du SDIS.

Les OAP de la zone 1AUa ont, suite à cette visite, fait l'objet d'évolutions :

- Ajout sur la planche des OAP de la localisation des Obligations Légales de Débroussaillage portées à 100 mètres. Un arrêté municipal sera pris à cette fin.

Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) portées à 100 mètres par arrêté municipal

Extrait de la légende des OAP modifiés

- Matérialisation de la barrière « pompier » avec panneau « accès pompiers » au niveau de la RD.

Barrière pompier, avec panneau « accès pompiers »

Extrait de la légende des OAP modifiés

- Rappel concernant les aires de retournement adaptées aux véhicules de 19 T



Aire de retournement adaptée aux manoeuvres des véhicules de 19 Tonnes

Extrait de la légende des OAP modifiés

- Ajout du numéro (REMOCRA) des poteaux incendie existants, sur la planche graphique des OAP.



Poteaux incendie existants et n° d'identification REMOCRA

Extrait de la légende des OAP modifiés

- Ajout d'un rappel à la norme NFS 62-200, pour les futurs poteaux incendie.



**Poteaux incendie à prévoir
respectant la norme
NFS 62-200**

Extrait de la légende des OAP modifiés

5.4.8 Evolution de l'implantation indicative des constructions dans la zone

Les OAP du PLU approuvé localisent à titre informatif l'implantation des constructions dans la zone.

La légende des OAP au PLU approuvé indique « *Positionnement approximatif des futures constructions* ».

Sur la planche graphique des OAP, les futures constructions sont matérialisées mais également les constructions existantes, ce qui ne correspond pas à la légende.

Les OAP précisent que le nombre maximal de constructions dans la zone (en respectant le règlement de la zone 1AUa) est de 40 constructions.

Au PLU approuvé, se dénombrent, positionnées sur la planche graphique des OAP :

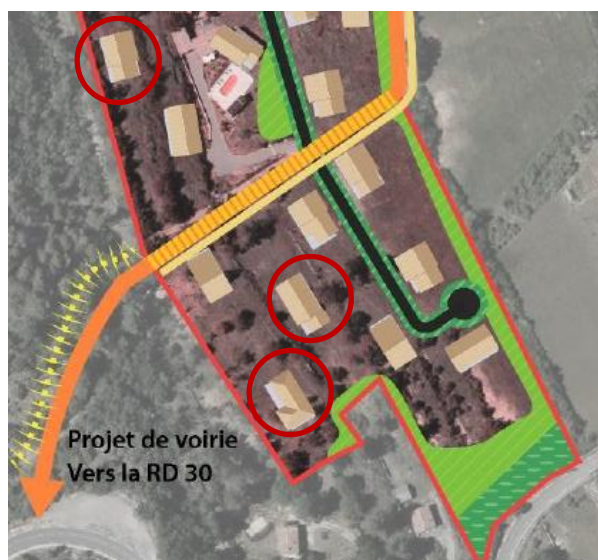
- 4 constructions existantes
- 28 nouvelles constructions

Soit un total de 32 constructions dans la zone 1AUa.

Ce nombre de constructions « graphique », inférieur au nombre maximal de constructions autorisé, a posé question aux pétitionnaires.

Dans un second temps la notion de « positionnement indicatif » pose question au SDIS pour la localisation des accès aux futures constructions.

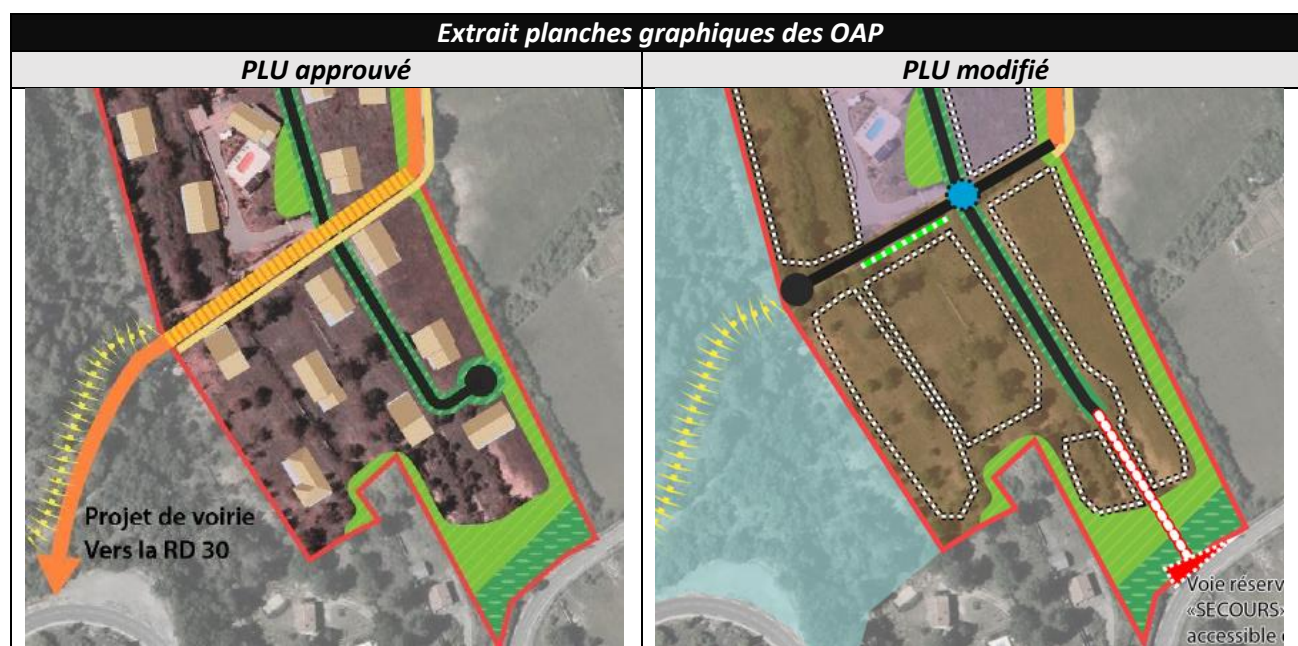
En particulier, dans la partie sud de la zone, se pose la question des accès aux constructions au second plan vis-à-vis des voies matérialisées dans les OAP.



Quels accès pour les constructions, ici identifiées dans les cercles rouges ?

Afin de lever toute ambiguïté dans la compréhension des OAP, il a été décidé de :

- Supprimer l'implantation approximative des constructions et la remplacer par des espaces à l'intérieur desquels les nouvelles constructions doivent s'implanter.
- Préciser que les 40 constructions sont en réalité 40 logements attendus sur la zone,
- Préciser qu'une construction peut comprendre plusieurs logements,
- Préciser que la porte d'entrée de chaque logement doit être située à moins de 200 mètres, par voie carrossable d'un poteau incendie.



5.4.9 Evolution des conditions d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUa : Echéancier

Les OAP de la zone 1AUa du PLU approuvé prévoit des conditions d'ouvertures à l'urbanisation. La modification n°2 du PLU reformule certaines de ces conditions et explicite l'échéancier d'ouverture à l'urbanisation.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone sera réalisée au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le ou les terrains ouverts à l'urbanisation devront dans un premier temps (**échéance 1**) être accessibles par une voie publique (voie externe à la zone) et dans un second temps (**échéance 2**) être équipés (viabilisés, défendues par des équipements adaptés et accessibles par une voie interne à la zone correctement dimensionnée).

Les autres conditions sont uniquement reformulées ou précisées, comme les caractéristiques des aires de retournement par exemple.

6 Suivi des évolutions entre le dossier mis à disposition du public et le dossier approuvé

Phasage des OAP : demande de la DDTM

La modification n°2 du PLU notifiée au Personnes Publiques Associées et mis à la disposition du public supprimait le phasage de la zone 1AUa.


Cette modification concernait le règlement de la zone 1AUa (article 1AUa2) qui supprimait la notion de phases et les OAP de la zone 1AUa (suppression des aplats de couleurs correspondant aux 2 phases).

L'avis de la DDTM du 10 août 2022 demandait le maintien d'un phasage au titre de l'article L151-6-1 du code de l'urbanisme.

Pour prendre en compte cet avis, les OAP sont phasées (aplats de couleur) et la rédaction de l'article 1AUa du PLU approuvé est maintenue comme suit :

Article 1AU2 du PLU modifié identique au PLU approuvé

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUa du quartier « Le Claou Les Moulières », est conditionnée à la réalisation :

 Consulter le document n°3 du PLU. Les futures constructions y seront autorisées au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par l'OAP.

- De l'extension du réseau d'assainissement collectif ou de la création d'une micro-station ;
- De la réalisation de la voirie : celle-ci doit être compatible avec l'OAP de la zone 1AUa.
- Du respect de la trame verte et des marges de recul identifiées dans l'OAP de la zone 1AUa.
- Du respect du phasage prévu dans l'OAP de la zone 1AUa.

Ajout d'un rappel dans le règlement : demande du SDIS

L'article DG19 est complété avant approbation (confère chapitre 5.3.2)

Suppression d'une aire de retournement au document graphique des OAP : demande du public

Une aire de retournement est supprimée suite à la demande formulée sur le registre d'observation de la mise à disposition du public.

En effet, dans les OAP notifiées aux personnes publiques associées et mises à disposition du public, une aire de retournement était positionnée en amont de la piste réservée aux véhicules de secours. Parmi les observations du public, une demande portait sur la suppression de cette aire de retournement au motif que la présence de la piste « pompier », supprime l'impasse (création d'un bouclage entre la voie dans la zone et la route départementale pour les secours).

Cette demande a été validée par la commune. L'aire de retournement est supprimée.

7 Compatibilité de la procédure avec le PADD du PLU approuvé

Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le PADD du PLU de Montmeyan arrête deux orientations générales :

- **Orientation générale n°1** : Préserver le cadre de vie des Montmeyannais en développant un projet urbain raisonné et ambitieux de façon à permettre l'accueil de nouvelles activités économiques touristiques, artisanales et agricoles, et l'accueil de nouveaux habitants autour du village. Ainsi, seules les constructions situées autour du village sont classées en zones urbaines ou à urbaniser de façon à recentrer et à conforter l'urbanisation des quartiers essentiellement pavillonnaires. La densification y sera recherchée tout en maintenant les paysages profondément ruraux de cette commune de Montagne. Les pôles économiques existants bénéficient d'un zonage spécifique en vue de permettre leur maintien et leur développement futur.
- **Orientation générale n°2** : Valoriser le village de caractère au cœur d'un environnement exceptionnel boisé et agricole, en bordure du Verdon. L'activité agricole valorisée et les espaces forestiers sont traduits en trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire. En milieu urbain, une trame verte contribue à protéger les espaces verts et les jardins, éléments fondamentaux dans le paysage de Montmeyan, en sus du patrimoine architectural.

Des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain sont également définies.

Les évolutions du PLU mise en œuvre dans le cadre de la présente procédure ne porte pas atteinte à ces orientations et sont compatibles avec le PADD du PLU approuvé.

